

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 21

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1986

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- LA TURQUIE PRESIDE LE CONSEIL DE L'EUROPE
 - UN DEPUTE DEVANT LA COUR DE SURETE DE L'ETAT POUR AVOIR PARLE KURDE
 - DEUX DISPARITIONS
 - UN TEMOIGNAGE TURC SUR LE "PAYS DES INTERDITS"
 - A SIGNALER
 - DANS LA PRESSE KURDE
 - PUBLICATIONS RECENTES
 - LA REVUE DE PRESSE, EN BREF
 - PUBLICATIONS EN VENTE
-

LA TURQUIE PRESIDE LE CONSEIL DE L'EUROPE

Depuis le 20 novembre et pour une durée d'un an la Turquie assumera la présidence du Conseil de l'Europe, organisme consultatif regroupant 21 Etats européens se réclamant d'un certain "idéal démocratique et libéral". Cette décision votée le 24 avril dernier à Strasbourg à l'unanimité des voix des ministres des affaires étrangères des 21 Etats membres sauf 6 abstentions - Chypre, Danemark, Grèce, Luxembourg, Malte et Norvège - est donc devenue exécutoire. Cela en dépit des protestations indignées des organisations syndicales et des défenseurs des droits de l'homme dans plusieurs pays estimant le régime d'Ankara peu qualifié pour occuper le poste de président d'un organisme censé "incarner la conscience morale de l'Europe démocratique".

Les considérations morales ont finalement pesé peu face aux intérêts stratégiques - la Turquie, membre de l'OTAN, entretient une armée de 600.000 hommes sous le ventre mou de l'URSS et aux frontières de l'Irak et de l'Iran, puissances en conflit du Golfe - et aux intérêts commerciaux. Car chacun sait que ce pays compte encore officiellement plus de 15.000 prisonniers politiques, la plupart pour délit d'opinion, que les libertés d'association, d'expression et de réunion y sont considérablement réduites par la Constitution. Celle-ci interdit aux 12 millions de Kurdes formant l'écrasante majorité de la population dans les 18 provinces orientales du pays les droits aussi élémentaires que celui de se dire Kurde, de parler et écrire librement leur langue, d'écouter leur musique, de donner des noms kurdes à leurs enfants, etc... Bref, c'est une singulière démocratie dirigée par le général-président Evren qui va présider pendant un an aux destinées du Conseil de Strasbourg.

UN DEPUTE DEVANT LA COUR DE SURETE DE L'ETAT TURC POUR AVOIR PARLE KURDE

Le 3 octobre dernier, Monsieur Edip Servet Devrimci, député de la province turque d'Içel, ancien secrétaire général-adjoint du SHP (principale formation de l'opposition parlementaire turque, de tendance centre-gauche), comparaisait devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour avoir parlé kurde au siège de son parti. Se fondant sur la dénonciation d'un autre député du SHP, M. Edip Gönenç, le procureur de cette juridiction spéciale instituée après le coup d'Etat militaire de septembre 1980 pour juger les crimes contre l'Etat, a requis une peine de 5 ans de prison ferme contre M. Devrimci. Pour sa défense, ce dernier a affirmé qu'il connaissait effectivement, outre le turc, les langues kurde, arabe et araméenne, mais qu'il ne les parlait pas en public, en tout cas jamais au siège de son parti. La Cour a finalement décidé de renvoyer l'affaire pour complément d'information.

Içel est une province située sur les bords de la Méditerranée où, par suite des migrations économiques, les Kurdes forment, tout comme dans les autres métropoles industrielles turques, telles qu'Adana, Izmir et Istanbul, de très importantes communautés (cf Tercüman 4.10.86/Revue de Presse).

DEUX DISPARITIONS

La cause kurde vient de perdre deux de ses meilleurs amis : Mme Ingeborg Drewitz et Alexandre Tansman.

Née en 1923 à Berlin, Prof. Drewitz était considérée comme l'une des meilleures femmes de lettres allemandes du XXème siècle. Elle avait participé à la fondation du PEN club allemand et en assurait la vice-présidence depuis 21 ans. Elle était également depuis 10 ans Présidente de la Société allemande des gens de lettres. Généreuse, à l'écoute des autres, défenseur des Immigrés et des réfugiés contre l'intolérance et le racisme, elle nous avait fait l'honneur d'accepter de devenir membre fondatrice et présidente de la section allemande de l'Institut Kurde. A ce titre, chaque fois qu'elle en avait l'occasion, elle intervenait en faveur de la défense de la culture kurde et pour l'amélioration du sort culturel de ces 400.000 immigrés kurdes vivant en Allemagne, privés comme des parties des droits et avantages culturels reconnus par la République fédérale aux autres communautés d'immigrés : le droit d'avoir des émissions dans leur langue maternelle à la radio-télévision, cours de kurde pour les enfants kurdes dans les écoles primaires, interprètes kurdes dans les services sociaux et les hôpitaux, etc...

Lors de la dernière Assemblée générale du PEN club tenue en juin 1986 à Hambourg, elle avait encore abordé le sort de la culture kurde, et elle était choquée par l'attitude très chauvine des intellectuels turcs exilés en Allemagne.

Atteinte d'un cancer, Madame Drewitz s'est éteinte le 26 novembre 1986 à son domicile berlinois.

Le 15 novembre, c'est un autre ami des Kurdes, Alexandre Tansman, compositeur français d'origine polonaise qui est décédé à Paris à l'âge de 89 ans. Après des études de droit et de composition en Pologne, c'est en 1919 qu'il était venu se fixer en France; il

avait adhéré à ce groupe d'artistes multidisciplinaires, l'Ecole de Paris. Ami de Stravinski, il avait abordé tous les genres (symphonie, musique de chambre, musique de film, etc...) et mené parallèlement une carrière de chef d'orchestre et de pianiste, notamment aux Etats-Unis. Pour témoigner de sa sympathie à l'égard du Kurdistan dont le sort au fil des siècles présente tant de similitudes avec celui de sa Pologne natale, il avait écrit un opéra intitulé "Nuit Kurde".

UN TEMOIGNAGE TURC SUR LE PAYS DES INTERDITS

Parmi l'abondante revue de la presse turque publiée dans ce numéro du bulletin, nous extrayons de larges extraits d'un éditorial du journaliste turc Mehmet Kemal paru dans le quotidien d'Istanbul Cumhuriyet du 18.10.1986 (Cf. p.59 de la revue de presse):

"Ce n'est pas la première fois que la Turquie devient une terre d'interdiction; celles-ci ont toujours existé dans notre pays. Mais seulement ceux qui en étaient des victimes le savaient, les autres les ignoraient. Lorsque ces derniers sont à leur tour touchés par ces interdiction, ils vont grossir les rangs de ceux qui se plaignent (...) Ainsi, voilà (l'ancien premier ministre de droite) Demirel qui se plaint de la difficulté de s'exprimer dans ce pays. Ecoutons donc ce que dit l'honorable M. Demirel:

"Il y a des endroits où chacun peut (en principe) parler. Mais lorsque vous prenez la parole, la police stationne sous votre nez. Les agents des renseignements se tiennent près d'elle. Un peu plus tard le procureur passe à l'action. Peut-on dire que cette Turquie-là est libre? Certains sujets ne peuvent être abordés non seulement par des hommes politiques interdits d'expression, mais par la population elle-même. Même si vous n'avez pas l'intention de traiter de ces sujets-là, voilà que sans avoir pu vous exprimer vous êtes déféré au parquet, de là au tribunal, de là envoyé en prison, de là en exil ou peut-être à la potence. Dans un tel système la Turquie ne saurait être libre".

C'est très juste ce qu'il dit mais que pouvons-nous y faire? Ce genre de choses arrive dans notre pays. Le système des procès, prisons, relégations, potences continue de fonctionner.

Lors du référendum sur la Constitution un seul homme (le général Evren) était autorisé à parcourir le pays d'un bout à l'autre. N'était-ce pas le tribunal, la prison, l'exil intérieur et la potence qui attendaient quiconque aurait osé parler en face de lui? Ne s'en plaignait-on pas ?

D'ailleurs les interdictions ne frappent pas que d'un seul côté, je voudrais citer un autre exemple. J'ai entendu parler d'un évènement qui s'est passé dans la prison de Diyarbakir. Les parents de l'un des détenus sont venus lui rendre visite. Alors qu'ils se parlaient à travers les barreaux le fonctionnaire de faction a mis fin à la visite. "Ce n'est pas possible" se serait-il écrié.

"Pourquoi pas possible?"

"Il est interdit de parler kurde!"

"Mon père et ma mère ne connaissent aucune autre langue. Personne ne leur a appris. Que voulez-vous qu'ils parlent d'autre?"

"J'ai dit que c'est interdit, impossible!"

"Dans ce cas appelez un interprète afin qu'en puisse communiquer par son intermédiaire. Comme ça, vous saurez aussi de quoi on parle".

"J'ai dit que c'est interdit. C'est non et on ne discute pas".

La visite a été ainsi brutalement écourtée.

On peut parler toutes les langues sauf celle-ci même par le truchement d'un interprète. Voilà jusqu'où peuvent s'étendre les interdictions dans un pays.

Un autre exemple. Vous êtes acquitté par le tribunal, ce verdict est confirmé par la cour de cassation et vous voulez reprendre votre profession d'enseignant, mais on refuse de vous réintégrer.

Pourquoi donc refuse-t-on?

Parce que d'après le rapport des services des renseignements vous êtes un homme de gauche. Et ainsi quelques lignes écrites par un fonctionnaire subalter peuvent modifier tout le cours de votre existence. Ainsi va notre Turquie (...)

A SIGNALER

* L'Institut Kurde réunit sa 2e Assemblée Générale ordinaire les 13 et 14 décembre à Paris. Cette assemblée qui conformément aux statuts se tient tous les deux ans examinera notamment l'action de l'Institut depuis février 1984 (date de la 1e Assemblée générale), sa situation financière, ses relations avec la section allemande, définira les orientations générales pour les années à venir et renouvellera le Conseil d'administration.

* Le secrétariat international d'Amnesty International vient de publier deux documents importants sur la situation des droits de l'homme en Turquie:

- Unfair trial of political prisoners in Turkey ; un texte de 13 p., daté du 3.10.1986

- Turkey : Torture and ill-treatment of detainees and prisoners; un dossier de 25 p., daté du 5.11.1986

* Elie Wiesel, écrivain juif américain, professeur à l'Université de Boston, vient de recevoir le prix Nobel de la paix. Il est membre du "Board of Advisors" du Kurdish Program (1135 Avenue of the Americas, New York, NY 10036) du Dr. Vera Beaudin-Sæedpour, et a, à plusieurs reprises, exprimé sa sympathie pour la cause kurde.

DANS LA PRESSE KURDE

* ARMANC (Le But), mensuel édité par l'Union des travailleurs démocrates du Kurdistan, (YKDK, Nordenflychtvägen 20, 11251 Stockholm), publie dans son numéro de novembre, 8 p. en kurde caractères latins : un éditorial sur l'"accord historique" entre Mesûd Barzanî, président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak et Celal Talabanî, secrétaire général de l'Union Patriotique du Kurdistan, pour une coopération étroite contre le régime irakien, une étude d'E. Pamukçu sur la littérature enfantine, un article de K. Çaçanî sur les relations kurdo-arméniennes, des extraits des "souvenirs" du général turc C. Madanoğlu sur son service dans les provinces kurdes dans les années 1930, une notice biographique de M. Lewendî sur Faik Bucak (1919-1966), patriote kurde de Turquie, fondateur du PDK de Turquie, qui fut assassiné en 1966, des notes de voyage de

deux Suédoises au Kurdistan, une rubrique littéraire ainsi que des nouvelles du Kurdistan et de l'étranger.

* BERXWEDAN (Résistance), éditée en R.F.A. (c/o Feyka Kurdistan, Kaiser Str. 15, 5300 Bonn 1) par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) publié dans son numéro double septembre-octobre, 48 p., rédigées en grande partie en turc : une chronique "de nos actions de vengeance à l'occasion du 3e anniversaire de notre résistance de libération nationale", des informations sur les actions menées par les militants et les sympathisants de ce parti à travers l'Europe pour protéger contre l'intervention de l'aviation turque au Kurdistan irakien et contre l'arrestation par la police allemande d'un jeune Kurde suspecté de préparer un attentat contre le consulat turc de Hambourg, un article sur Necla Yüce, jeune femme kurde de Dersim à qui les autorités turques ont fait subir des examens médicaux pour savoir quand pour la dernière fois elle avait eu des rapports avec son mari partisan, des nouvelles de l'étranger, une nouvelle de Cankurd, des échos en arabe (9 p.) sur les activités de ce parti, etc...

* DENGÊ KOMKAR, revue bi-mensuelle éditée par la Fédération des Associations de travailleurs du Kurdistan en Allemagne Fédérale (KOMKAR, Burgunderstr. 35-37, 5000 Köln), publie dans son numéro 91, daté du 15 novembre : un compte-rendu détaillé des travaux et conclusions des journées d'études organisées les 12-14 septembre dernier par l'Académie protestante de Tutzin sur "les Kurdes en R.F.A., à la recherche de leur identité" (Cf. Bulletin n°20), un article sur les difficultés éducatives des enfants kurdes en R.F.A., "tirailés entre trois cultures", une interview de la linguiste allemande Rosemarie Neuman qui souligne la nécessité des émissions en langue kurde à la radio-télévision allemande pour une meilleure information et intégration de cette communauté, des informations sur les activités de Komkar, une rubrique sur la langue kurde, etc...

* DOSSIER DU KURDISTAN, édité par le Comité du Kurdistan, 127, rue Amelot, 75011 Paris, proche du PKK, publie dans son n° 13, daté d'août-septembre-octobre 1986, 32 p. en français : un article sur les "bombardements du Kurdistan par les colonialistes turcs", un rappel des principales exactions du régime turc au Kurdistan, un éditorial sur "l'impasse du régime turc du 12 septembre et la recherche d'une alternative", un "voyage à Hakkari, ville kurde" par G. Prizzoti, des extraits de la presse occidentale sur les actions du PKK ainsi que des lettres des guerilleros kurdes et de leurs parents, etc...

* KIB, Kurdisches Informations Blatt, 1090 Wien, Währingerstr. 59, Autriche, publie dans son numéro de novembre, en langue allemande, un article de K. Aran sur la révolte de Yezdan Şer dans l'histoire de la résistance kurde, le point de vue de Memo Kurêş sur "ce que prépare la Turquie et la paranoïa de cet Etat vis à vis de ses "méchants" voisins", des informations sur la situation au Kurdistan, des extraits de la presse sur la question kurde, etc...

* KURDISTAN PRESS, bi-mensuel d'information, édité en kurde et en turc, Box 7080, 17207 Sundbyberg, Suède, publie dans son numéro 5, daté du 19 novembre, un long éditorial sur l'accord conclu à Téhéran entre le PDK d'Irak et l'UPK et les réactions des organisations kurdes de Turquie face à ce "pas important", un article sur la prolongation de l'état de siège pour 4 mois dans les principales provinces kurdes de Turquie, un compte-rendu de la conférence internationale sur les droits des peuples qui, les 7-11 novembre, s'est tenue à Athènes, le bloc-notes d'exil du poète Nihat Behram, un texte de T. X. Mûradov sur l'écrivain kurde soviétique Emîne Evdal, une interview avec le musicien kurde Rojhat, etc...

* **ROSENBIRI NÚ**, (le Nouvel intellectuel), revue littéraire kurde éditée à Bagdad en caractères arabes publie dans son numéro 112, 344 p., une étude sur "l'activité culturelle et la guerre Irak-Iran", un texte sur le poète classique Ehemédé Xanî (XVIIes) et la musique, un article sur le linguiste kurde soviétique Qanatê Kurdo, un point de vue sur les problèmes de l'orthographe kurde, une étude de dialectologie, des nouvelles, des poèmes, etc...

* **SERWE**, revue littéraire kurde éditée à Ourmieh (Kurdistan d'Iran) en caractères arabes publie dans son numéro 6, 100 p., un hommage au poète Hêmin, fondateur de cette revue récemment décédé, une étude sur la ville de Saqez, une notice sur la vie du chanteur kurde Huseyn Şepê, plusieurs contes pour enfants, des poèmes, etc...

PUBLICATIONS RECENTES

- Mohammed Amin Zeki, TARIKH AL-KURD WA KURDISTAN. TARIKH AL-DUWEL WAL AMARAT AL-KURDIYE (Histoire des Kurdes et du Kurdistan, Histoire des Etats et des émirats kurdes), tome 2, réédité par The Kurdish Students Aid Committee (KSAC), B M Box 292, London WC1N 3XX, 1986, 440 p., en arabe.

- René Mauriès, KURDISTAN AW AL-MAWT (Le Kurdistan ou la mort), traduction et commentaires en arabe par Georgis Fathullah, éditions Kurdologia n°3, P.O. Box 607, London NW8-0DT, 1986, 143 p.

- I. I. Tsukerman, KHORASANSKIJ KURMANDJI, éditions *Nauka*, Glavnaja redaktsija vostotchnij literatury, Moscou, 1986, 271p. Etude linguistique en russe du parler des Kurdes du Khorassan (Asie centrale), textes kurdes transcrits en caractères latins.

- I. Cheriff Vanly, KURDISTAN UND DIE KURDEN. TÜRKEI UND IRAK - FORSETZUNG, éditions Pogrom, Göttingen(RFA), 273p. Complément à l'ouvrage collectif "le Kurdistan et les Kurdes", ce second volume traite de la situation récente des Kurdes en Turquie et en Irak.

LA REVUE DE PRESSE, EN BREF

LE PEUPLE KURDE POSSEDE DESORMAIS UNE BIBLIOTHEQUE : elle se trouve à New York, et c'est grâce aux efforts de Mme Vera Beaudin-Saeedpour, fondatrice de "Kurdish Program", que cette bibliothèque, unique en son genre, a pu être ouverte. (Prospect Press 25.9/8.10.86).

IMPORTANCE DES KURDES ET DE LEUR PATRIMOINE : deux lettres du Dr. Vera Beaudin, directrice du 'Kurdish program', New York (News Record 18.9.86).

UN CONCERT DE MUSIQUE KURDE EN AUSTRALIE : les autorités turques y voient un risque de saper l'unité nationale de la Turquie... (Journaux australiens Sydney Morning et Sawak el-Mughitarib 6.11.86).

LE DIFFICILE COMBAT POUR LA DEFENSE DE LA CULTURE KURDE, une interview avec Kamil Nezan, Président de l'Institut Kurde (Quotidien grec Demokratikos Logos 16.11.86)

DEUX SOIREES D'INFORMATION SUR LE KURDISTAN à Vichy et à La Chapelle-sur-Erdre (La Tribune de Progrès 24.10.86, Presse Océan 18.11.86, La Tribune N° 245, Ouest France 28.11.86).

LES ASSYRO-CHALDEENS, un entretien avec Joseph Yacoub (Libération 29.10.86).

LES KURDES ENTRE L'IRAN ET L'IRAK, un long article de Martin van Bruinessen (Middle East Report, juillet-août 1986).

LES KURDES SE BATTENT DANS LA ZONE TAMPON de la guerre entre l'Iran et de l'Irak (The Globe and Mail, 16.8.86)

DES BOMBARDEMENTS TURCS contre des bases de rebelles kurdes en Irak (The Globe and Mail, 16.8.86)

L'AMBASSADE D'ALLEMAGNE FEDERALE OCCUPEE PAR LES KURDES à COPENHAGUE (Politiken, 19.9.86)

DES KURDES ARRETES après une manifestation devant l'Ambassade d'Allemagne (Morgenavisen, 19.9.86)

OCCUPATION DES ROUTES ET FOUILLE DE BAGAGES AU KURDISTAN : les offices de sécurité turcs craignent un accroissement du terrorisme des séparatistes kurdes (Frankfurter Rundschau, 25.9.86)

L'AMBASSADE DE R.F.A. OCCUPEE PAR LES SYMPATHISANTS D'E.R.N.K. "Front Liberation National du Kurdistan" (Information, 19.9.86)

AMNESTY INTERNATIONAL: LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE, un rappel aux Européens qui ont tendance à présenter la Turquie comme un défenseur des droits de l'homme (Spotlight, Mai 86)

INTERVENTION DE L'AVIATION TURQUE CONTRE LES VILLAGES KURDES jette de l'huile sur le feu (Spotlight Sept. 86).

LES AVEUX D'UN TORTIONNAIRE turc à l'hebdomadaire Nokta (Quotidien bulgare Otetchestven Front 12.10.86).

LA GUERRE BARBARE TURQUE au Kurdistan (Quotidien bulgare Otetchestven Front 1.10.86).

LES KURDES, 25 SIECLES DE TEMPETE, par Jean-Michel Vernochet (Ecrits de Paris Sept. 86).

L'ART DE SURVIVRE: dix semaines au Kurdistan (Topics, 24.10.86)

LA TURQUIE SILENCIEUSE SUR L'AMER CONFLIT KURDE (The Sunday Star 19.10.86).

DES LEZARDES DANS LE REGIME IRAKIEN , l'usure d'une guerre sans fin (Le Monde 15.10.86).

LA LONGUE MARCHÉ DES KURDES (South Magazine Oct. 86).

LES REBELLES KURDES ENDOMMAGENT la raffinerie majeure de l'Irak (Herald Tribune 13.10.86).

L'AUTPF GUERRE DU GOLFE (South Oct. 86)

DES REBELLES KURDES ONT ATTAQUE une base turque de l'O.T.A.N. (Der Tagespiegel, 23.10.86)

IMPARTIALITE NIEE : les arguments d'un Kurde refusés par le tribunal (Frankfurter Rundschau, 15.10.86)

ATTAQUE KURDE CONTRE DES INSTITUTIONS DE L'O.T.A.N. EN TURQUIE (Frankfurter Allgemeine Zeitung, 23.10.86)

QUE CONTIENT LE "DOSSIER KIRKUK" TURC? "Situation dangereuse au nord de l'Irak" (Frankfurter Allgemeine Zeitung, 23.10.86)

KURDISTAN, LE PEUPLE OUBLIE (MS Avison N° 6, 1986).

LA TURQUIE EN GUERRE CONTRE LES KURDES (L'Arc-en-ciel N° 23, 1986)

APPEL EN FAVEUR DE RECEP MARASLE et MEHDI ZANA (Amnesty International Oct. 86, Nord Matin 16.10.86)

VAGUES DE REFUGIES KURDES EN TURQUIE (Journal de Genève 29.10.86).

GUERRE DU GOLFE : spectaculaire attaque iranienne (Le Matin, 13.10.86)

AMNESTY INTERNATIONAL: un appel du groupe 222 en faveur de Mehdi Zana (Nord Matin, 16.10.86)

LES KURDES : le peuple paralysé (MS'avisson, N°6, 86)

ATTAQUE CONJOINTE DES FORCES IRANIENNES ET DES COMBATTANTS KURDES de l'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani contre les installations pétrolières de Kirkouk et contre une centrale électrique de Dokan. L'oléoduc approvisionnant la Turquie n'est pas touché (AFP 11/12/30 oct. 86).

SEHMUS LIBRAN, MILITANT KURDE, serait torturé en Turquie (Amnesty International 16.10.86).

SCENARIO de l'occupation éventuelle des champs pétrolifères irakiens par l'armée turque en cas du renversement du régime de Bagdad par l'Iran (Info-Turk Oct. 86).

ONZE PEINES DE MORT requises contre des indépendantistes kurdes par un tribunal militaire (AFP 5.11.86).

CREATION A TEHERAN D'UNE COALITION D'OPPOSANTS KURDES IRAKIENS (AFP 8.11.86).

FUSILLADE POUR UNE OMBRE (Indépendant, 6.11.86)

RETOUR AU KURDISTAN : en attendant de devenir un paradis touristique, le Kurdistan est encore le théâtre d'une lutte pour l'indépendance. On en parle peu, mais elle existe. Il suffit d'aller voir. (Journal de Genève 5.11.86).

RENCONTRE ENTRE DEUX OPPOSITIONS : KURDES ET RELIGIEUX IRAKIENS à Téhéran (AFP 11.11.86).

L'IMAM KHOMEINY SEMBLE APPORTER SA CAUTION à la tendance animée par M. Rafsandjani (Le Monde 11.11.86).

BOMBARDEMENT DES VILLES KURDES D'IRAK par les forces iraniennes (AFP 17.11.86).

LA ROUTE IRAK-TURQUIE N'EST PAS COUPEE, affirment les autorités irakiennes et turques (AFP 17.11.86).

LE DRAME D'UN KURDE à GENEVE (Journal de Genève 18.11.86).

TURQUIE : Loi martiale prorogée dans les provinces kurdes (Le Figaro, 19.11.86)

UN SOLDAT ET 8 REBELLES INDEPENDANTISTES KURDES TUES EN TURQUIE (AFP 22.11.86).

ACCORD entre les dirigeants kurdes irakiens et l'opposition islamique irakienne sur "l'identité islamique future" de l'Irak (AFP 25.11.86).

IRAN : Affrontements (Petit bleu du Lot et Garonne, 19.11.86)

PASDARANS ET MOUDJAHEDDIN s'affrontent dans le Kurdistan iranien (Le Journal, 19.11.86)

YILMAZ AKKUS : Seul expulsable du centre de rétention (Lyon Libération, 20.11.86)

EUROPE : L'OMBRE SUR LA TURQUIE (The Economist, 1.11.86)

REBELLES KURDES TUES (Herald's Tribune, 18.11.86)

AMNESTY PREOCCUPEE PAR LE SORT DE MEHDI ZANA, ancien maire de Diyarbakir (Amnesty International 13.11.86).

LES KURDES N'EXISTENT PAS, IL N'Y A QUE DES TURCS : l'armée turque lutte -pour l'instant sans succès et en vain - contre les Kurdes rebelles, une minorité qui n'existe même pas dans le langage officiel (Zeitspiegel, 19.11.86)

LES KURDES UNIS CONTRE L'IRAK : l'Iran s'est arrangé avec la résistance kurde. LES INSTALLATIONS PETROLIERES SONT LE BUT DES ATTAQUES : avec des armes insuffisantes on ne réussit que des destructions partielles (Wiener Zeitung, 25. et 26.11.86)

ANKARA ET LE PETROL VENANT DE L'IRAK (Frankfurter Rundschau, 20.11.86)

LETTRES : LA GEOPOLITIQUE : l'ennemi principal des Kurdes (The Washington Times, 4.11.86)

LE COMBAT DES KURDES DANS UN OCEAN D'ENNEMIS : deux lettres du Dr. Vera Beaudin-Saeedpour aux journaux américains (The Sun 11.11.86).

JALAL TALABANI, LEADER DE LA GUERILLA KURDE IRAKIENNE, est le nouvel allié de l'Iran (Reuter 11.11.86).

70 SOLDATS IRAKIENS TUES dans une offensive conjointe des forces iraniennes et kurdes (AFP 15.11.86).

LE RAPPORT D'AMNESTY SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME en Turquie de Janvier à décembre 1985 (A.I. Report 1986).

ENNUIS POUR CEUX QUI SOUTIENNENT LES SEPARATISTES, prévient le Premier ministre turc Ozal (Cumhuriyet 28.9.86).

LA JUSTICE GRECQUE : les bandits qui avaient occupé le bureau de la Turkish Airlines à Athènes sont acquittés (Tercüman 1.10.86).

12 MEMBRES D'UNE ORGANISATION ILLEGALE (KURDE) ARRETES à Mus (Cumhuriyet 28.9.86).

OPERATIONS DU PKK : 3 crimes en deux jours (Milliyet 3.10, Tercüman 3.10, Cumhuriyet 1.10.86).

70 SEPARATISTES détenteurs de passeport turc demandent l'asile politique à Athènes (Milliyet 4.10.86).

L'ANCIEN SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DU SHP et député d'Igel, E.S. DEVRIMCI, se défend devant la Cour de sûreté : je sais le kurde, mais je ne le parle pas en public (Tercüman 4.10.86).

LOURDES CONDAMNATIONS pour 5 membres du PKK (Tercüman 3.10.86).

UN SYSTEME NATIONAL DE MONITORING va surveiller les communications radio et s'assurer que celles-ci ne sont pas utilisées à des fins séparatistes et nuisibles à la sûreté de l'état (Cumhuriyet 4.10.86).

OZAL ANNONCE LA REORGANISATION DE LA POLICE TURQUE (Cumhuriyet 6.10.86).

LE GENERAL-PRESIDENT EVREN en visite à Diyarbakir (Milliyet 7.10.86).

D'APRES L'ANCIEN MINISTRE GREC DE LA DEFENSE AVEROF, la Turquie va annexer Kirkouk (Tercüman 4.10.86).

TABLE RONDE sur le projet d'Anatolie du Sud-Est : le modèle de développement économique manque de dimension sociale (Cumhuriyet 5.10.86).

NOUVELLES OPERATIONS DU PKK : une voiture de police mitraillée à Bingol, 1 policier tué, un maire de village pro-gouvernemental tué à Siirt (Cumhuriyet 9 et 12.10.86).

PROCES DU PKK à Elazig, 2 condamnations dans le procès du PC turc à Diyarbakir (Tercüman 8 et 11.10.86).

AU-DELA DE LA FRONTIERE, sur les chemins de la terreur en Irak du Nord, un reportage de la journaliste turque Sehnaz Kaplan (Tercüman 8, 9, 10, 11 oct. 86).

LE PKK ISOLE, d'après le Monde Diplomatique. Les autres organisations kurdes le traitent d'agent provocateur et refusent de coopérer avec lui (Milliyet 11.10.86).

LE PKK FAIT SAUTER UN PONT (Cumhuriyet 12.10.86).

LES SEPARATISTES TRAITRES ONT ENCORE TUE 5 personnes : 3 à Sirnak, 1 à Uludere et 1 à Kiziltepe (Cumhuriyet 13 et 18.10, Milliyet 14.10, Tercüman 15.10.86).

LES ACTIONS DU PKK RELEVANT DE LA GUERILLA AVENTURISTE, selon le Préfet de Siirt (Cumhuriyet 20.12.86).

RELATIONS IRANO-TURQUES : dans une déclaration à Cumhuriyet, le vice-ministre iranien des affaires étrangères affirme que son gouvernement ne peut pas garantir la sécurité de l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik si important pour l'économie turque. Le Premier ministre turc parle sans les nommer des forces qui cherchent à nuire aux bonnes relations avec l'Iran (Cumhuriyet 19.10.86).

LE PAYS DES INTERDITS, un éditorial de Mehmed Kemal (Cumhuriyet 18.10.86).

100 SOLDATS IRAKIENS TUES par des peshmergas (Cumhuriyet 20.10.86).

ATTACHE AU LANCE-ROQUETTE d'une base militaire à Mardin par des militants du PKK (Milliyet 22.10.86).

UN SOLDAT ET UN PROTECTEUR DE VILLAGE TUES par des séparatistes, 44 villageois arrêtés à Siirt et à Hakkari (Cumhuriyet 24.10.86).

ACCORD POUR LA PROTECTION DE L'OLEODUC : la Turquie et l'Irak mobilisent 2.500 soldats contre les maquisards kurdes (Milliyet 27.10.86).

"JE FAIS FAIRE DU SPORT A LA POPULATION POUR QU'ELLE N'AIT PAS A PENSER... je demande aux fonctionnaires d'avoir des moustaches conformes à la réglementation" : un reportage avec le préfet de Tunceli. 70 % des fonctionnaires de cette ville ont été mutés ailleurs. Une femme dont le mari est recherché a dû subir des tests pour déterminer si elle avait eu des rapports sexuels (Nokta 26.10.86).

UN SCENARIO préparé et proposé par un député du SHP pour une occupation militaire de la ville de Kirkouk par les forces armées turques afin de garantir les intérêts de la Turquie (Yeni Gundem 26.10, 1.11.86).

SONT-ILS MANIPULES ? Au sujet de l'appel de certains milieux pour l'occupation de Kirkouk (Cumhuriyet 28.10.86).

-SENAT DE HAMBOURG ET LOCAUX DE LA POLICE OCCUPES par une quarantaine de réfugiés kurdes, pour protester contre les mauvaises conditions d'accueil et le refus des autorités d'accorder le statut de réfugié (Tercüman 25.10.86).

ACCROCHAGE A BINGOL entre les militants kurdes et les protecteurs de village: un villageois blessé, 17 militants du PKK arrêtés (Cumhuriyet 29.10, 1.11.86).

L'IRAK FERME SES FRONTIERES AVEC LA TURQUIE, suite aux combats contre les forces kurdes de Barzani (Cumhuriyet 29 et 30.10.86).

DOMMAGES EVALUES A 850 MILLIONS DE DINARS dans la ville de Duhok au Kurdistan irakien lors des attaques conjointes des forces kurdes et iraniennes. Le leader kurde Talabani a lancé un appel à la population pour se mobiliser contre l'occupant iranien (Tercüman 30.10.86).

LE REPENTI KURDE, ex-membre du PKK, raconte sa vie militante (Milliyet 2.11.86).

LES MILITANTS DU PKK S'ACCUSENT MUTUELLEMENT (Milliyet 2.11.86).

21 PAYS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE se réunissent pour discuter du terrorisme. Le ministre de l'Intérieur turc y participe avec un dossier sur l'ASALA (Tercüman 4.11.86).

LES VILLAGES FRONTALIERS dans une situation économique difficile. Les militaires s'approprient par la force le fourrage. Les villageois ne savent plus comment faire face à l'hiver qui s'annonce très dur (Yeni Gündem 26.10 et 1.11.86).

RELIGIEUX MOBILISES contre la guérilla kurde (Yeni Gündem 9-15.11.86).

LA QUESTION DE KIRKOUK ET DE MOSSOUL : les demandes turques et les raisons historiques, ethniques et géographiques (Yeni Gündem 9-15.11.86).

L'AMBASSADEUR DE SYRIE A ANKARA : "il n'y a pas d'ennemi de la Turquie dans les camps d'entraînement en Syrie" (Milliyet 6.11.86).

LA SYRIE EST UNE MENACE POUR LE SUD-EST DE LA TURQUIE selon un rapport établi par l'OTAN (Cumhuriyet 6.11.86).

PANIQUE AU PKK : 20 militants se sont réfugiés chez les combattants de Barzani pour ne pas être tués par leur propre mouvement (Tercüman 6.11.86).

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE IRANIENNE : "les Turcs ne peuvent pas entrer à Kirkouk car elle appartient aux Kurdes" (Milliyet 6.11.86, Tercüman 7.11.86).

L'EQUIPEMENT DE L'ARMEE TURQUE a considérablement augmenté, selon l'Institut de Recherche Stratégique ; 4 bataillons de l'armée ont pris position au long des frontières du Sud (Milliyet 7.11.86).

AVERTISSEMENT LANCE PAR L'URSS contre les installations des missiles nucléaires et les scénarios d'occupation de Kirkouk (Hürriyet 7.11.86).

LISTE DES PERSONNES DISPARUES depuis le coup d'état militaire du 12 septembre 1980 (Milliyet 7.11.86).

NOUVELLES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES POUR LE RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES (Cumhuriyet 11.11.86).

REUNIFICATION DES FORCES ARMEES KURDES. Accord entre Barzani et Talabani (Cumhuriyet 11.11.86, Milliyet 13.11.86).

PLUSIEURS ANOMALIES dans le projet de construction de la centrale électrique de GAP (Milliyet 13.11.86).

LES PROJETS ECONOMIQUES PREVUS POUR L'EST DE LA TURQUIE racontés par le ministre d'Etat (Tercüman 14.11.86).

LES VILLAGEOIS FUIENT LA TERREUR dans la province de Sirt (Milliyet 13.11.86).

8 PERSONNES ARRETEES s'apprêtaient à commettre des actes de sabotage contre les centrales électriques (Cumhuriyet 14.11.86).

L'ETAT DE SIEGE reste en vigueur dans 5 villes kurdes (Milliyet 15.11.86).

LE SPECIALISTE DU TERRORISME appartenant à la CIA en visite en Turquie pour des recherches à la frontière syrienne (Milliyet 15.11.86).

ROUTE BLOQUEE ENTRE L'IRAK ET LA TURQUIE par les combattants kurdes (Cumhuriyet 17.11.86).

LES VILLES DE DUHOK ET ZAKHO ENCERCLEES par les combattants kurdes. La guerre à nos portes (Cumhuriyet 18.11.86).

LE BUT DES COMBATTANTS KURDES : occuper la ville de Kirkouk (Tercüman 18.11.86).

LES COMBATTANTS KURDES à L'ATTAQUE POUR UNE 3ème FOIS, l'oléoduc de Kirkouk sous les bombardements (Milliyet 18.11.86).

"IL N'Y A PAS DE CAMPS D'ENTRAINEMENT DU PKK", dit le Préfet de Alep (Syrie) (Milliyet 22.11.86).

8 SEPARATISTES ET UN SOLDAT TUES lors d'un accrochage à Elazig (Cumhuriyet 23.11.86).

LES MILITANTS RECHERCHES EN TURQUIE sont engagés par le PKK et envoyés dans les camps d'entraînement en Syrie et au Liban (Hürriyet 23.11.86).

UNE LISTE DE 43 PERSONNES A ASSASSINER a été saisie par les autorités (Cumhuriyet 24.11.86).

29 PERSONNES APPARTENANT à UNE ORGANISATION SEPARATISTE ont été arrêtées à Diyarbakir (Tercüman 23.11.86).

8 SEPARATISTES TUES à Ovacik lors d'un accrochage avec l'armée (Milliyet 24.11.86, Tercüman 24.11.86).

LES HORS-LA-LOI DU PKK se réunissent en Syrie pour la préparation de leur 4e congrès (Tercüman 24.11.86).

UN SOLDAT TUE A SIIRT par des militants du PKK (Cumhuriyet 27.11.86).

CONFERENCE DE PRESSE A TEHERAN organisée par les opposants kurdes et arabes au régime irakien ; ils annoncent la réunion prochaine d'une conférence nationale où participerait l'ensemble de l'opposition (Cumhuriyet 27.11.86).

LE ROLE DE LA TURQUIE AU MOYEN-ORIENT : avenir brillant ou danger imminent ? (Yeni Gündem 23-29.11.86).

L'IDENTITE D'UN GROUPE D'OBSERVATEURS DU SHP (parti populiste) parti à Mardin pour examiner sur place la persécution infligée à la population est contrôlée à chaque entrée de village par des militaires en poste (Hürriyet 29.11.86).

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande, avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

LIVRES

<u>EN FRANÇAIS</u>	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif	40 F
	ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE, Gérard Chailand	40 F
	MEMOIRE DU KURDISTAN, Joyce Blau	60 F
	MANUEL DE KURDE, Joyce Blau	60 F
	GRAMMAIRE KURDE, Djeladet Bédîr Khan et Roger Lescot	140 F
	IMAGES DU KURDISTAN DE TURQUIE, Şueyîp Adlığ	40 F

<u>EN ALLEMAND</u>	KURDISCHE VOLKSDICHTUNG, Thomas Bois	20 F
---------------------------	--------------------------------------	------

<u>EN TURC</u>	SALPA, Yılmaz Güney	28 F
	SANIK, Yılmaz Güney	28 F
	HÜCREM, Yılmaz Güney	30 F
	BOYNU BÜKÜK ÖLDÜLER, Yılmaz Güney	50 F
	SOBA, PENCERE CAMI YE İKİ EKMEK İSTİYORUZ, Yılmaz Güney	50 F
	UNESCO'YA MEKTUP, İsmail Beşikçi	20 F
	SANCI, Orhan Kotan	20 F
	ŞİYAN'IN SEYDASI, Mahmut Baksî	30 F
	KÜRT MİLLİYETÇİLİĞİ ve Dr. ABDULLAH CEYDET, Malmîsenîj	30 F
	KÜRTLERDE SANAT, Nêrgîza Torî	20 F

<u>DISQUES</u>	ŞİYAN PERYER, The Kurdish Troubadour	70 F
-----------------------	--------------------------------------	------

<u>CASSETTES</u>	ŞİYAN PERYER, N°1 et 2	35 F
	ŞİYAN PERYER, Ji bo zarokên Kurdistan	35 F
	GÛLÎSTAN	35 F
	NÎZAMETTÎN ARIÇ, N°2-3-4 et 5	35 F
	MEHMET KOÇ, N°12 (en turc)	35 F
	BAWER, SERWAR, EMEKÇÎ, Bêrîvanê	35 F
	BARAN, N°1	35 F
	KURŞUN NEYLESÎN TÛRKÛYE, collectif	35 F
	CIWAN, N°3 (éd: Enstitut Kurde)	35 F
	LEYLANEN KURDÎ (éd: Enstitut Kurde)	35 F

<u>CARTES</u>	Noir et blanc	2 F
<u>POSTALES</u>	Couleur	3 F

<u>AFFICHES</u>	HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY	10 F
	EXPOSITION DE PEINTRES KURDES	20 F

<u>PUBLICATIONS DE L'INSTITUT</u>	HEYI, revue littéraire, en kurde, n° 2, 3, 4 et 5	50 F
	STUDIA KURDICA, revue d'études, n° 1 (arabe et persan)	40 F
	n° 2 (arabe), n° 3 (turc), n° 4 (persan)	30 F
	BULLETIN DE LIAISON ET D'INFORMATION, (tous les numéros)	25 F

PUBLICATIONS DE VENTE, EN KURDE

LIYRES

EN KIRMANCÎ

ZEND AYISTA, Cegerxwîn	35 F
RONAK, Cegerxwîn	35 F
ŞEFAK, Cegerxwîn	35 F
HÊYÎ, Cegerxwîn	35 F
HÊLÎN, Mahmut Baksî	25 F
XANÊ, Birîndar	15 F
TU, Mehmet Uzun	40 F
QOLINÇ, Torî	40 F
DENGÊ ROJA DIL, Derwêş Ferho	30 F
DENGE XEZIKAN, Mamoste	20 F
GIRTÎ, Firat Cewerî	50 F
KOMARA DEMOKRATÎK A KURDÎSTAN (MAHABAD), Kerîm Husemî	25 F
JIYANA REWŞENBIRÎ Û SIYASÎ YA KURDAN, Celîlê Celîl	30 F
ŞEX SEN'AN, Feqê Teyran	60 F

EN SORANÎ

HELBIJARDAN, Zencîra "Hewar"	20 F
ÇIROKÎ KURD, Rizgar Abdullah	20 F
SIYENE BO KURDISTAN, Yasîn Warzêr	15 F
HALWEST, Zencîra "Hewar"	30 F
DU TAQLAYÎ BE SUT, Sabah Ghalib Abdullah	30 F
PAS AS BETAL, Zencîra "Hewar"	30 F
CUREWERÎ Û BIREWERÎ, Zencîra "Hewar" - Şex R. Telabanî	25 F
KARWANÎ ŞOREŞ, Zencîra "Hewar"	30 F
JE, Ferhad Şakelî	50 F

LIYRES

D'ENFANTS

SERKETINA MIŞKAN, M. Emin Bozarslan	35 F
ZAROKÊN ÎHSAN, Mahmut Baksî	35 F
ALFONS Û CINAWIR, Ferick Carlbrand	35 F

REYUES

RONAHÎ, des frères Bedir Khan de 1942 à 1945 (réédition)	100 F
ROJA NÛ, de Kamuran Bedir Khan de 1943 à 1946 (réédition)	100 F

PERIODIQUES

HÊLÎN,	(revue pour enfant - en kurmancî)	6 F
KULÎLK,	" " " "	10 F
ROJA NÛ,	(revue culturelle - en kurmancî)	12 F
BERBANG,	" " "	10 F
TEKOŞER,	" " "	10 F
MAMOSTAYÊ KURD,	(revue culturelle - en soranî)	30 F
JIYAN,	" " "	15 F
PEYIY,	" " "	35 F
HALWEST,	" " "	30 F
MÎRKUT,	(revue humoristique - en kurmancî)	
ZENGIL,	" " "	
ÎSOT,	" " "	

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.

Je vous envoie un chèque de F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.

Je vous envoie un chèque de représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :



BON DE COMMANDE STUDIA KURDICA (revue en arabe, persan et turc anglais et français)

Je souhaite recevoir exemplaire (s) de **STUDIA KURDICA**, en langue au prix de 30 FF (pour la France) ou 5 Dollars (pour l'étranger).

numéro (s) désiré (s)

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP, mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :



BON DE COMMANDE HÉVÎ (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir exemplaires de **HÉVÎ**, au prix unitaire de 40 FF (pour la France) ou 6 Dollars (pour l'étranger).

Les numéros désirés

Je souhaite soucrire abonnements à **HÉVÎ** (2 numéros par an), à partir du numéro, pour le prix unitaire de 80 FF (pour la France) ou 12 Dollars (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP, mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :

il manifesto

TELEGRAMME DE BREST

Liberation

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La Republique des Pyrenées

Midi
Midi Occidental

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТРА**
DIE BRÜCKE

LYON MATIN

Le Monde

Die Grüner

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE **Hürriyet**

africaine
asiatique

L'Humanité

Télerama

FINANCIAL TIMES

A Homeless People Gain a Library to Call Their Own

By PHILIP S. GOLDBERG

Vera Saeedpour has devoted her life to a cause which may seem foreign and distant to many Americans — publicizing the plight of the Kurdish people. As founder of the Kurdish Program in 1981, the writer and educator recently opened the nation's first Kurdish library on Park Place and Underhill Avenue in Prospect Heights.

Until five years ago, Saeedpour, born Vera Fine in Vermont, was equally unaware of these countryless people. She stumbled upon a dictionary definition describing them as predatory and warlike, and since her then-husband was an Iranian of Kurdish descent, decided to research this further.

What she found is that the Kurds were not predatory, but preyed upon throughout history. Now 20 million in number, they are dispersed throughout many countries, including Turkey, Iran, Syria, Iraq and the Soviet Union. Their culture and history have been suppressed, especially in Turkey, where they are forbidden to speak or read in their native tongue. Saeedpour convinced three major publishers — Oxford, Random House and Scribner's — to alter their dictionaries' definitions.

Saeedpour wanted to become still more active in her crusade to improve the treatment of the Kurds, but her husband forbade her. He was afraid for his family in Iran, fearing they might be harmed in retaliation for her actions.

Her life was to change entirely in 1981. "My husband died of leukemia," she says, "and I decided to dedicate my life and skills to informing the American people of the Kurdish situation, and that our government should not support a government like Turkey who denies the existence of these people."

Saeedpour, a Columbia University fellow

are few Kurds known to be living in Brooklyn, but Saeedpour believes that over 1,000 Turkish natives living here are of Kurdish descent. These people are monitored by the Turkish government and fearful of admitting their Kurdish background," she explains.

She managed to find a brownstone on Park Place, located near other cultural and educational facilities like the Brooklyn Museum and the Grand Army Plaza Library. She and a friend bought it, moved into the first floor and turned the parlor floor into the Kurdish Library. "There is nothing for the Kurds like this anywhere," says Saeedpour. "When they come to this country, they can have something. Kurds actually cry when they come to the library."

The library is both a receptacle of Kurdish culture, with a collection of Kurdish costumes and books, and a place of study for scholars and journalists. Saeedpour is now trying to reach out to the community and the city in an effort to make the Kurdish cause better understood. She is currently running a Sunday afternoon series of films and slide lectures. The acclaimed film *Yol* will be screened Sept. 28 at 2 p.m. The Library will be producing a Kurdish dance program, sponsored by BACA, at the Brooklyn Museum on Oct. 26.

Another goal of the library is to make Kurdish culture part of the educational curriculum. It currently offers a slide and lecture program to any interested school.

She hopes better awareness of the Kurdish plight will persuade the American people to demand a suspension of foreign aid to Turkey, as a way of putting pressure on the Turkish government to end its suppression of the Kurds, who comprise one fourth of that country's population.

She is currently looking for volunteers to help run the library, and for donations of books on the Middle East. The library is open by appointment only. Call 783-7930 or 212-764-1133 for an appointment or a schedule of the library's special events.



Vera Saeedpour with some artifacts of Kurdish life, on display at the library in Prospect Heights. "There is nothing like this for the Kurds anywhere." Photo by Mike Stein.

permanent."

She had spent three years in Brooklyn as a teenager, since her father believed that only there could she receive a proper Jewish education. It was a time of Steeplechase, Ebbetts Field and the Brooklyn Paramount, and she began a love affair with Brooklyn that never ended. When it came time to decide where to open the Kurdish Library, she could only think of one place.

"There are so many wonderful things in Brooklyn, and so many ethnic groups here. I felt that the Kurds would also want to make their home here," she says. Currently, there

and Phi Beta Kappa graduate of the University of Vermont, was taken under the umbrella of a Harvard-based organization of anthropologists, and formed the Kurdish Program. The nonprofit group, whose board of directors includes Elie Weisel and Dean James Parks Morton of the Cathedral of St. John the Divine, began by presenting various Kurdish programs at the Museum of Natural History.

However, she began to realize that the Kurdish program needed a location to house itself. "I feared that the work would not continue if we didn't have something

Letters to the Editor

The Significance of the Kurds

Robert Kaplan's trenchant and humane analysis of the Kurdish plight vis-a-vis Iraq and Iran loses something in conclusion. Aiding the Kurds to assure the continued destabilization of these odious regimes is more an appeal to utility than to conscience.

"Use 'em and lose 'em" is a common strategy. Kemal Ataturk, architect of a policy that continues today to deny even the existence of eight million to 10 million Kurds in Turkey, used Kurdish sheikhs to turn the Treaty of Sevres into a treaty more to his liking at Lausanne in 1923. The first document set the stage for Kurdish aspirations; the second deleted them. In 1946 the Soviet Union dumped the Kurds of the Mahabad Republic in favor of a deal with Iran for a natural-gas pipeline. The Soviets got their gas; the Kurds, the memory of their leaders hanging in the public square. The U.S. and the late shah used the Kurds fighting for autonomy in Iraq to force Saddam Hussein to a settlement over the Shatt al Arab with the Algiers Agreement in 1975. The Kurds are still trying to pick up the pieces of that betrayal in their current fighting.

Perhaps Mr. Kaplan chose to couch his appeal more in terms of utility than of conscience with good reason. To ask help for the Kurds on purely humanitarian grounds would—at least in official circles—raise more eyebrows than interest.

VERA BEAUDIN SAEEDPOUR
Director, Kurdish Program
Cultural Survival Inc.

New York

Ataturk and the Kurds

There is far more to the built environment than meets the eye or the pocket-book. Walt Whitman once wrote: "All architecture is what you do when you look upon it. Did you think it was in the white or gray stones?"

Your cover story (ENR 8/7 p. 40) deals with the pragmatic aspects of building the Ataturk Dam and concludes that, so far, it is a successful project. But I read the story with sadness. Ostensibly a project to generate power in the region—the most underdeveloped in Turkey—the dam has another meaning to me, a meaning that will be submerged under millions of tons of water.

It is the ancient culture of the 8 million to 10 million indigenous Kurds that will be drowned by the dam, which takes its name from the "architect" of the decades-old policy to annihilate the Kurdish presence in Turkey. The dam is located in Northern Kurdistan. It, together with two earlier dams on the upper Euphrates, will form a crescent dividing the Kurdish population and facilitating the monitoring of Kurdish movement at dam checkpoints.

For most of the past 63 years, since the advent of Ataturk, the Kurds have been legally prohibited from wearing their costume, speaking, reading or writing in their native tongue, even identifying themselves in public as Kurds. The Kurdish region is the most underdeveloped in an underdeveloped Turkey. And the likelihood is that the dam's power will once more increase their victimization.

"Attaboy, Ataturk," begins your editorial. At a price, Ataturk, ends mine.

VERA BEAUDIN SAEEDPOUR

Director

The Kurdish Program
New York, NY

SYDNEY MORNING HERALD 6.11.1986

Kurdish cultural entertainment may open old wounds in Turkish community

By PETER WHITE,
Ethnic Affairs Reporter
The Kurdish concert and recording artists Nizamettin Aric and Emekci are in Australia to keep alive a 3,000-year-old political struggle.

The two Turkish-born performers, here for a series of Australia Council-funded concerts, are widely known throughout Europe for their performances of traditional and contemporary Kurdish songs.

But for many in the local Turkish community, their visit could stir up political controversy and revive Old World hatreds.

Mr Aric and Emekci (a stage name) now live in Germany as political exiles after fleeing Turkey to avoid long jail sentences.

They claim their only crime was to try to advance the cause of Kurdish culture.

The Kurds have existed as a tribal people with their own traditions and language for more than 3,000 years but have never been independent.

They live in Iraq and Iran, with the largest concentration in south-east Turkey.

The modern Turkish State has consistently discouraged any manifestation of separate cultural identity.



Emekci, left, and Nizamettin Aric ... trying to advance the cause of Kurdish culture.

According to Australian Kurdish groups, the Turkish Government prohibits Kurdish literature, music, dress and language.

They say that even the giving of Kurdish names to Kurdish children is forbidden.

They say the last prohibition applies to the 9,000 Kurds in Australia, who are unable to

register children born here with the Turkish consular authorities if they have been given Kurdish names.

The Australian Turkish community, which on the whole supports the Turkish right-wing Government, believes that the campaign for Kurdish rights is an attack on the Turkish State designed to undermine national unity.

الصوت المنقرب

صوت المنقرب
مقابلة
مع الفنانين الكرديين
فقيه تيران
وأفكجة



العراق... منذ استيلاء
امانورك... بعد ذلك الإغناء والتشريد
بشكل لا مثيل له في... هناك اتفاق بين تركيا والعراق
بيح لتركيا... العراق نفسها وهم قامت القوات
التركية... العراق ثلاث مرات وقصفت
مراكزهم بالطائرات والاح امكجه موجود الان في ألمانيا يحمل رسالة

الانتمية السياسية الكردية هي وسيلة التعبير عن مطامح الشعب
الكردى
- الاكراد يحاولون ان يوصفوا في تركيا منذ استيلاء حزب
البارتوك على السلطة
- الحكم الذاتي للاكراد في العراق دجل سياسي يفضحه اقتحام
الأتراك للحدود العراقية لضرب معاقل الاكراد بمباركة الحكومة
العراقية.
- كان من حق عشرين مليون من الاكراد الموزعين بين دول المنطقة
ان يكون لهم كيان مستقل يحافظ على تراثهم واصلتهم.

من: ما هي...
ج: فقيه تيران...
ج: الابعس...
انا ضعيف...
تعود الى اصول...
في الواقع اختلفت... مع الموسيقى الارمنية.

من: هل...
ج: فقيه تيران...
الشعب الكردي...
ولا حرية التعبير...
وهم الثورة وهم كل شيء...
السياسية... بالفرن والان والادب.

من: ما هو...
ج: الحدود...
لدرجة ان تركيا...
بنفسها بسبب...
من: ما...
ج: للرد على هذا السؤال...
اعتنى واشرس انواع الفجر والتسلط والنصف في تركيا حيث يمر
النظام على قمع كل ما هو كردى اما في العراق فالنظام يعتمد على
الدجل السياسي المتمثل بتمثيلية ابقائية الحكم الذاتي للاكراد
الذي يسهل على الجباة اطماع الصحفيين الاجانب الذين يؤخذون
الى المناطق الكردية للاطلاع على اغنيات كردية مافيه لا تعبر
عن مطامح الشعب الكردي بينما يجمع الاكراد لمعاملة عصرية
وطالمة اما في العراق فقد يبيع الاكراد في استعمال لغتهم ولكن ما
زادوا مطالبهم...
من: الرجوع...
ج: الرجوع...
من: الرجوع...
ج: الرجوع...

عصر الى دار صحيفة "صوت المنقرب" عصر يوم الجمعة الفنانان
فقيه تيران وافي افكجة...
اجابات الفنانين على اسئلتنا.
وقد رحب رئيس التحرير بيه الجزائري بالزائرين وطلب في
هذه اللقاء من رئيس الجمعية ان يقدم الفرقة فقال:

- هي فرقة غنائية كردية جاءت الى استراليا بدعوة من الجمعية
الكردية وجمعية العمال الاتراك فقد وجهت الجمعيتان دعوة الى
الفنانين الاكراد المشهورين ولهاها نظام الدين اوج واسه الفاني
فقيه تيران وهو اسم معروف لكاتب واديب كردى اشتهر بين الاكراد
بعدة فروع كما لهاها علي حيدر لا فاندوز واسه الفاني امكجه
وكلاهما من اكراد تركيا وحضرنا لاجياء حفلات فنية للجالياتين
الكردية والتركية بالاضافة الى الجالية العربية والجاليات الاثنية
الاجري وذلك بقصد الدعاية للفضية الكردية.

من: ما هو تلوين الفرقة؟
ج: الفرقة التي تنتم الفنانين فقيه تيران وافي افكجة في ألمانيا
العربية والتي تحيي حفلات في اوروبا كبيرة ولكن لم يحضر منها
ايواها وسبقوا باجاء الحفلات بمساعدة الفرقة الفولكلورية
الكردية المحلية في استراليا التابعة للجمعية الكردية بالاضافة الى
مجموعات فنية اخرى وهما يسمان حط الفن من اجل القضية بالاضافة
الى اثر الفولكلور الكردي.

من: ما هو...
ج: من موكب مدينة اعري بشرى تركيا نزع مع
سند طفولته الى العاصمة انقره نتيجة الظروف الحياتية الصعبة
هبت اشتهر بعد فترة بقتائه في الحفلات الى جانب العزف على
الطنبور الكردي وابتع اعانيه في البداية باللغة التركية نظرا لان
اللغة الكردية لا تروى في البلاد منذ سيطرة حزب انا تورك على
الحكم وصدرت له عدة مشرفة تسجيل كما شارك في فيلمين تركيين
واشتهر في الراديو والتلفزيون بتركيا كمطرب وفنان كبير وفي عام
1978 احيا حفلة في سعة رأسه اعري حضر حفته كبير وعين فيها
مقامه...
وحكم بالسجن عدة سنوات وبعد استيلاء للحكم العسكري على السلطة
في من البلاد وهو يعيش الان في ألمانيا الغربية.

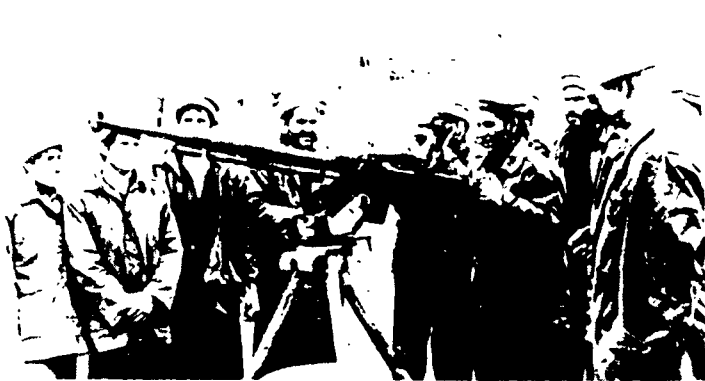
من: ما هو...
ج: من موكب مدينة اعري بشرى تركيا ورث منذ طفولته العزف
على الطنبور من والدته واشتهر منذ بلوغه الخامسة عشر من عمره
واجبا عدة حفلات وبرامج اداعية واشهر في المدن التركية. وفي
1978 توجه الى اسطنبول حيث اشترك في حفلة لجمعية المعلمين
وتم اغانيه مناسي سياسية للقضية الكردية وحمل فيها على القمع
الذي تمارس السلطات التركية والتي القبي عليه فور انتهاء الحفلة
وسجن لمدة تسعة اشهر وبقي بعدها تحت المراقبة بشكل ثل نشاطه
الليبي. واذاب ان الاكراد لم يعرفوا في تاريخهم اياها والى...

LA TRIBUNE DE PROGRES
24.10.1986

Le Journal de Vichy

À LA CHAMBRE DE COMMERCE

Les Kurdes, oubliés de la guerre
Un kinésithérapeute vichyssois
et un journaliste belge
présentent, ce soir, la tragédie d'une ethnie éclatée



La guerre oubliée

Les Kurdes, une ethnie déchirée depuis le traité de Sévres et de Lausanne en 1920, un vrai « traité de dupes ». En effet, les Kurdes sont maintenant partagés entre l'Irak, la Turquie, l'URSS et la Syrie. Ce territoire montagneux reste toujours aussi rude, difficile d'accès, enclavé dans ses problèmes et sa société, à peine sortie du moyen âge et ce, par une volonté commune des différents gouvernements qui refusent d'entendre parler de l'indépendance du Kurdistan. Cette ethnie en lutte et en sang, un jeune kinésithérapeute de Vichy l'a approchée durant cinq semaines grâce à l'organisation *L'Aide médicale internationale*.

Cette « médecine humanitaire » s'est formée en même temps que les médecins du monde en 1979. Ainsi, elle envoie des médecins, chirurgiens, infirmiers dans différents pays du tiers

monde emprise aux prises difficiles. Haïti, Colombie, Érythrée, Angola, Liban, Afghanistan, Birmanie, Laos, Cambodge, Pakistan et le Kurdistan, seule région où l'aide médicale internationale envoie des massésur kinésithérapeutes. C'est pour quoi Pierre-Yves Bouttaiz a profité de cette occasion pour partir durant ses vacances, une expérience qu'il est d'ailleurs prêt à renouveler ! Hébergé dans un camp de réfugiés kurdes iraniens, Pierre-Yves Bouttaiz a rencontré un journaliste belge Marc Hoogsteyus qui a sillonné le Kurdistan, trois mois durant. En semble ils ont décidé de présenter cette région tout à fait particulière, quant à sa situation éclatée, aux Vichyssois.

CE SOIR À LA CHAMBRE DE COMMERCE

Cette conférence sera animée par une série de diapositives, se déroulant en deux parties. Marc

Hoogsteyus présentera d'abord l'ethnie kurde, sa vie, sa culture, son combat, puis Jean-Yves Bouttaiz lui succèdera afin de parler de l'action de *L'Aide médicale internationale* et de son organisation.

Comment ne pas être intrigué, par cette ethnie située au cœur du moyen-orient et des problèmes multiples qui l'occupent ? Déchirés entre cinq pays qui s'obstinent à nier et ignorer leur existence, les Kurdes mènent sans relâche un même combat afin d'obtenir le droit à l'indépendance et à la reconnaissance de leur culture.

L'Aide médicale internationale joue un rôle important en formant des infirmiers et des aides soignants, en aidant le Kurdistan à devenir autonome sur le plan médical. Jean-Yves Bouttaiz exposera tous les aspects de l'action de l'organisation ce soir

Soirée Kurdistan

À la suite de sa thèse sur l'ethnie kurde, le comité Tiers Monde proposera des soirées d'information sur le Kurdistan.

Grâce à des montages vidéo et diapos, plusieurs étudiants kurdes résidents en France présenteront le sort prévisible des 20 millions de Kurdes dont le territoire se retrouve à cheval sur la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'URSS. Cette

soirée aura lieu à la salle paroissiale le vendredi 21 novembre à 20 h 30.

LIBERATION 29.10.1986

FRANCE CU, 23 H 00

Premier de Chaldée

Joseph Yacoub, assyro-chaldéen fait l'histoire de son peuple.
Entretien.



En consacrant six années de sa vie à sa thèse *La question Assyrienne et la Société des nations 1908-1938*, Joseph Yacoub, maître de conférences en sciences politiques à l'université catholique de Lyon a contribué à redonner une identité à son peuple que les nombreux massacres (250 000 morts en 1915) et la simultanéité du génocide arménien ont contribué à dissimuler.

Toujours implantées dans le nord de l'Irak, dans le sud-est de la Turquie et le nord-ouest de l'Iran, la communauté Assyrio-Chaldéenne, forte d'un million de personnes, est essentiellement chrétienne et nestorienne (orthodoxe). Malgré l'engagement de ces trois pays, au sein de l'ONU, à respecter ce groupe ethnique, les persécutions continuent et ont poussés les Assyrio-Chaldéens à émigrer, vers les États-Unis, l'Europe et la France où ils obtiennent le statut de réfugiés politiques.

LIBERATION. - Quelles sont les sources de votre travail ?

JOSEPH YACOUB. - Les traces relatives aux génocides ont souvent été dissimulées, on trouve à la bibliothèque du Congrès de Washington, à la British Library de Londres et à la Bibliothèque nationale de Paris de précieux renseignements. Certains de ces ouvrages étant rédigés en anglais, l'Irak, foyer ancestral des Assyrio-Chaldéens, étant sous mandat britannique de 1920 à 1932.

LIBERATION. - L'opinion publique britannique était-elle au courant de ces massacres ?

JY. - Oui, le Times ainsi que l'Eglise anglicane les ont dénoncés afin d'influer le gouvernement et la chambre des lords.

LIBERATION. - Quelles réactions ont suscité vos travaux dans la communauté ?

JY. - Au départ, on me prenait pour un idéaliste illuminé, la communauté se situant à présent, bien loin de la place qu'elle occupait en 1930 sur l'échiquier politique international. N'oublions pas que lors de la première guerre mondiale, les Assyrio-Chaldéens ont combattu avec les alliés contre l'Empire Ottoman en échange d'une reconnaissance qu'ils n'ont jamais obtenue.

LIBERATION. - Quelle est la nature de vos revendications ?

JY. - Nous voulons réactualiser le dossier des Assyrio-Chaldéens au sein des instances de l'ONU, afin que la question soit inscrite à l'ordre du jour.

LIBERATION. - Quels sont les rapports de la communauté avec la Turquie, l'Irak et l'Iran ?

JY. - Il n'y a plus en Turquie que 4 500 Assyrio-Chaldéens pour 250 000 avant la première guerre. Les autorités n'ont jamais reconnu les clauses du traité de Lausanne (24 juillet, 1923) garantissant la protection des minorités non

musulmanes. En Iran, la constitution islamique née de l'arrivée au pouvoir de Khomeiny en 1979 nous donne une reconnaissance constitutionnelle qui s'est traduite par la fuite de 40 000 d'entre nous. La situation en Irak n'est pas plus enviable.

LIBERATION. - De quels ordres sont vos rapports avec les Kurdes et les Arméniens ?

JY. - Nos destins sont parallèles. Nos croyances religieuses communes, nos proximités géographiques et nos intrusions culturelles nous invitent à dialoguer et solutionner nos problèmes ensemble.

LIBERATION. - Quelles sont les représentations politiques Assyrio-Chaldéennes ?

JY. - Oui, il existe en Irak, l'*Iraq Assyrian democratic movement* dont trois militants ont été pendus l'an dernier (information confirmée par Amnesty International). Aux États-Unis la plus importante est le *Bein-Narban* (prix entre les deux fleuves ou Mésopotamie) *democratic party* dont le siège est à Chicago où résident 70 000 Assyrio-Chaldéens.

LIBERATION. - L'araméen est la langue de votre peuple, est-elle encore parlée et enseignée ?

JY. - Dans les premiers siècles avant J.-C., elle était la langue dominante au Moyen-Orient. Nous parlons à présent un dérivé de cette langue, elle est très peu enseignée en Irak, en Iran et en Turquie du fait de la répression.

LIBERATION. - Quelle est la place de l'église dans la communauté ?

JY. - Elle rassemblait 80 millions de fidèles au XIIème siècle. Son importance est aujourd'hui toute aussi grande car c'est le seul lieu où l'on peut se rencontrer et apprendre notre langue. L'absence toutefois de donner à la communauté une conscience laïque afin qu'elle puisse aussi s'exprimer en dehors de l'église.

LIBERATION. - Quelle est la commémoration la plus importante ?

JY. - Le 7 août est pour nous ce que le 24 avril est aux Arméniens. Ce jour-là, en 1933, 2000 Assyriens furent massacrés en Irak.

LIBERATION. - Après votre thèse allez-vous vous consacrer à d'autres ouvrages ?

JY. - Je me suis engagé à terminer un ouvrage en anglais *The Assyrian question* qui va sortir à Chicago à la fin de l'année.

LIBERATION. - Quel est l'avenir des Assyrio-Chaldéens ?

JY. - En ce qui concerne le Moyen-Orient, l'avenir est plutôt sombre. Notre premier objectif est la reconnaissance par le gouvernement turc de nos revendications.

Propos recueillis par
Tony FIENGA

Bulletin Critique du Livre Français Oct. 1986

MIQUEL (André)

135909

Ousâma. Un prince syrien face aux Croisés

127 p. 115. 200 p. — Coll. — Les inconnus de l'histoire —

1979. L'Édition — 79 F

ISBN 2-214-01314-7

Nous avons recensé (cf. B.C., n° 458, févr. 1984) le beau livre où André Miquel a traduit, en traduction scrupuleuse, savamment annotée, de l'autobiographie d'Ousâma ibn Mûqdîb, petit seigneur arabe de Syrie au XII^e siècle. Ce texte était précédé d'une brève et alerte introduction, également savante, intelligente et réfléchie, traitant des nombreux problèmes que soulève ce récit d'un type très isolé dans la littérature arabe. Le livre est luxueusement édité par l'imprimerie nationale d'où un prix assez élevé. A Miquel, un heureux idée d'en offrir un remaniement plus largement accessible. C'est bien Ousâma qui parle et Miquel arrange ses propos, notamment en réorganisant le texte selon l'ordre chronologique. Ousâma avait dicté ces pages à l'âge de 90 ans en laissant ses souvenirs s'enchaîner en désordre, l'un appelant l'autre, vers 1185. Il n'y a presque plus d'introduction ni de notes, mais A. Miquel place dans le texte même de discrètes indications, donne l'orthographe originale des noms des Croisés Français sans s'attarder à leur transcription déformée qu'employait Ousâma, etc. Ainsi le livre se lit aisément et agréablement, donnant une image très vivante et haute en couleurs de la vie dans la région syro-palestinienne à une époque où Musulmans (Arabes, Turcs, Kurdes, etc.) et Français venus d'Occident et Chrétiens autochtones y cohabitaient, tantôt en bataillant (soit entre eux-mêmes d'ailleurs), tantôt en nouant des relations plus pacifiques.

BC LF 490, octobre 1986

[accessible aisément à tout le monde sérieux]

concert

**Musique turque et kurde
à Croc'Bio**

Agé de 33 ans, Yusuf Sığarcok est arrivé à Poitiers en 1976 pour faire ses études de lettres, et s'est plu dans la région, au point d'acquiescer la nationalité française.

Musicien, il continue de jouer du saz, un instrument dont il a appris le maniement à l'âge de 8 ans et qui n'a pas changé depuis le XII^e siècle. Cette sorte de luth est composée d'une caisse ovale taillée dans la masse et d'un long manche. Sa forme est à l'image de la musique qu'il produit : à la fois sobre et infiniment équilibrée. Instrument privilégié d'Anatolie, il porte en lui une violence contenue

et une puissance qui ne sont pas sans rappeler le flamenco par la vigueur et la passion.

Au « P'tit Paumé », Yusuf propose deux heures de mélodies et de chants pour découvrir les éclats et les finesesses de la musique turque et kurde. Ensuite il répondra à toutes les questions que l'auditoire souhaitera lui poser.

Entrée gratuite.

● *Récital de musique turque et kurde le samedi 22 à 21 heures à Croc'Bio, 4, rue de la Chaine. Couscous sur commande au 49.41.10.27.*

LA TRIBUNE N° 245

La Chapelle-sur-Erdre

Soirée sur le Kurdistan

La double malchance des Kurdes.

Des Chapelains ont accueilli pendant plus d'un an un Kurde qui demandait l'asile politique en France. Ils organisaient, fin novembre, une soirée-débat.



Chant d'amour kurde: "O jeune fille, fais qu'une fois en terre étrangère, je ne garde pas au cœur le regret de n'avoir pu t'embrasser"

UNE soixantaine de personnes ont assisté à la présentation d'un montage-diapos par deux étudiants réfugiés, membres de l'Institut Kurde de Paris.

Le débat a permis de mieux connaître les difficultés de ce peuple. Des applaudissements ont salué le courage d'une étudiante turque présente dans la salle elle a été persécutée et obligée de demander l'asile en France pour avoir pris la défense des Kurdes.

Ils sont plus de vingt millions répartis entre la Turquie (un tiers de la population), l'Iran, l'Irak et la Syrie. La malchance des Kurdes est d'être située au

langue kurde leur demeurant interdites.

L'Institut Kurde s'est fixé comme objectifs d'encourager les études et recherches sur la langue, l'art, la littérature, l'histoire et plus généralement sur le patrimoine culturel kurde, de contribuer à la sauvegarde, au renouveau et à la diffusion de la culture kurde et de favoriser le dialogue avec d'autres cultures, d'entretenir les immigrés kurdes dans la connaissance de leur langue et de leur patrimoine culturel, de faire connaître enfin à l'opinion publique les dimensions historiques, culturelles, sociales et politiques de la question kurde.

● Institut Kurde, 106, rue Lafayette 75010 Paris. Tél. 49.24.64.64 - CCP: Paris 5.739.95 E.

croisement des trois grands courants culturels dominants de la région: arabe, turc et persan. C'est aussi d'habiter là où se trouvent les plus gros gisements pétroliers du Moyen-Orient.

Alors que 75% des Kurdes, du fait d'une faible scolarisation ne connais-

**CHARENTE LIBRE
21.11.1986**

■ **MUSIQUE KURDE ET TURQUE**
Yusuf Sığarcok donnera un récital de musique turque et kurde le samedi 22 novembre à 21 heures, à Croc Bio (4, rue de la Chaine, à Poitiers). Yusuf s'accompagne du saz, sorte de luth apparu au XII^e siècle. Il compose une musique faite de passions et de violence contenues. Yusuf vit à Poitiers depuis 10 ans, ville qu'il a découverte lors de ses études de lettres et qu'il a adoptée au point d'acquiescer la nationalité française. Entrée gratuite. Couscous sur commande au 49.41.10.27.

**L'ECHO REPUBLICAIN DE LA BEAUCHE ET DU PERCHE
28.11.1986**

**Cuisine turque rue de la Foulerie
Consécration pour Gursel Savrim**

OUVRIR un restaurant en France quand on n'a que 22 ans et qu'on n'a quitté sa Turquie natale que depuis 8 ans relève du tour de force. En tout état de cause il faut savoir s'accrocher à ses projets et avoir de l'imagination. Ce tour de force a été réalisé à Chartres par Gursel Savrim. Ce Kurde de Tunceli, en Turquie, a ouvert "Anatolie", rue de la Clouterie le 2 septembre dernier.

Gursel Savrim est un parfait exemple de réussite et d'insertion chez les jeunes de la seconde génération. Son père, Mehmet Savrim, était arrivé en 1973, à Vernouillet, où il avait trouvé une place de soudeur. Durant quelques années, il avait préparé le terrain pour l'accueil du reste de sa famille. Aujourd'hui, il travaille dans le restaurant de son fils. Mais la cuisine est faite par un chef cuisinier de profession, Hu seyn Gunger.

Vendredi dernier, répondant à son invitation, le maire de Chartres, Georges Lemoine, accompagné d'une partie de son équipe municipale est

venu rue de la Clouterie goûter cette cuisine, tout à fait nouvelle dans la ville. Une véritable consécration. Les choses avaient été bien faites. « Je veux faire connaître la cuisine, mais aussi la culture et la gentillesse turques ». Au menu, les feuilles de vigne farcies, le tarama (œufs de cabillaud), les aubergines et les moules farcies font des entrées copieuses. Les plats de consistance sont souvent des brochettes (doner kebab, chuch kebab) ou des poissons frits. La feta (fromage blanc salé) précède des délices dont le feuilleté aux noix et cheveux d'ange (Baklava kadayif). Le tout s'accompagne de vins très légers ou d'une bouteille de rakı (sorte d'anisette).

Déjà, une clientèle fidèle s'est formée. Beaucoup ont déjà goûté la cuisine pakistanaise, juste en face, au "Mugal". La rue de la Clouterie serait elle entraînée de venir comme la rue de Bourgoigne, à Orléans, dans laquelle on est certain de pouvoir manger exotique sans se ré-péter trop souvent ?



ouest
france 

28.11.1986

La Chapelle-sur-Erdre

Les Chapelains découvrent le Kurdistan

Une soixantaine de personnes ont apprécié le montage diapos présenté par deux étudiants réfugiés politiques, membres de l'Institut kurde de Paris. Le débat a permis aux Chapelains de mieux connaître les difficultés de ce peuple comptant plus de 20 millions de Kurdes répartis entre la Turquie (un tiers de la population), l'Iran, l'Irak et la Syrie qui a la malchance de se trouver au croisement de trois grands courants culturels dominant la région (Arabe, Turc et Persan) et d'habiter là où se trouvent les plus gros gisements pétroliers du Moyen-Orient.

Pour redonner une place à cette culture, l'Institut kurde étudie et encourage notamment les recherches sur la langue et le patrimoine culturel kurdes.

Institut Kurde : 106, rue Lafayette, 75010 Paris.





The Kurds Between Iran and Iraq

Martin van Bruinessen

The news from Kurdistan is sad and grim. On both sides of the Iran-Iraq border, the central governments have been carrying out violent campaigns to bring the Kurdish fighters under control and to wipe out the *peshmerga* (guerrilla fighters) of the various Kurdish organizations. This entails direct military clashes as well as reprisals against the civilian population. Numerous villages have been destroyed, either by their own government's forces or in bombings by the neighboring country's air force or artillery. Summary executions are commonplace.

The Gulf War, initially fought in the south, gradually spread to the north, from Khuzestan to Qasr; Shirin in southern Kurdistan and finally, in the summer and autumn of 1983, as far as the northernmost part of the common border. The Iranian army at last took control of the border area that had been held by the *peshmergas* of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI). Aided by the seasoned *peshmergas* of the Iraqi Kurdistan Democratic Party (IKDP), now led by Mustafa Barzani's sons, Iranian troops entered Iraqi Kurdistan at two points, which they have occupied ever since. Iraq responded by sending more troops into Kurdistan as well, and by stepping up its recruitment of paramilitary units among the Kurdish tribes.

Control of territory and population became even more crucial on both sides than it had been before the war. In Iraq, severe repression alternated with attempts to co-opt parts of the Kurdish movement; the Iranian regime has been altogether more uncompromising. Both parts of Kurdistan are subject to an economic blockade, meant to hit the guerrilla groups but hurting especially the common village population. In the fall of 1985, Iraq opened its latest offensive to destroy the social bases of the Kurdish resistance. Troops arrested masses of suspected sympathizers in the towns and, according to Amnesty International, killed at least 300 civilians. Among those arrested were at least 300 children between the ages of 10 and 14, many of whom were allegedly tortured. Refugees report that many Kurdish villages in districts far removed from the front have been recently destroyed. Villagers are forced to live under permanent military surveillance in huge camps, under appalling conditions, along with tens of thousands of other deportees.

Eager though both Iran and Iraq are to pacify their own Kurds, each has an obvious interest in keeping alive the Kurdish resistance in the neighboring country. Iran has given quite substantial support to Barzani's sons and their Iraqi KDP, and to a few ostensibly Islamic groups of Iraqi Kurds. Iraq has given money, logistical support and arms to the two major organizations of Iran—the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) and the Komala, a smaller, radical left organization.

These alliances have contributed to further division among the Kurds. The Iraqi KDP, which has long had bases in northern Iranian Kurdistan, engaged in several minor clashes with the KDPI after the Iranian revolution, and in 1982 these Iraqi Kurds assisted the Iranian army in expelling Iranian Kurds from strategic positions near the Turkish border. Inside Iraq, there have been clashes between the KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), headed by Barzani's long-time rival Jalal Talabani. For several years now, the PUK has also been feuding with the smaller Socialist Party of (Iraqi) Kurdistan (SPAK) and the Iraqi Communist Party (ICP), who cooperate with the KDP in a joint front.

In Iran, the KDPI and the Komala have declared war on each other and are contesting control of certain districts. Another measure of the lack of unity among the Kurds is that both the Iraqi and the Iranian governments have been able to recruit considerable numbers of Kurds, usually tribal-based, to fight on the government side against the nationalist organizations.

In the early 1970s, the situation seemed quite different. The Kurds had an (almost) undisputed leader, Mullah Mustafa Barzani, who had united virtually all nationalist Kurds of Iraq under his leadership, and also largely subordinated Kurdish activity in Iran, Turkey and Syria to the interests of the struggle in Iraq. Kurds of Iraq, Turkey and Syria lent logistic and financial support; small numbers of them even joined the struggle in Iraq, and Barzani kept them from engaging in open rebellion against their own central governments, knowing that he could only take on the Iraqi government as long as Turkey and Iran would not cut off his supply lines.

The real extent of Barzani's dependence on Iran from the late 1960s on, became clear only when he was suddenly sold out by the shah in March 1975. The entire movement collapsed within a

matter of weeks. There is still great resentment against Barzani and his closest advisers, both among the Iraqi Kurds who started asking themselves too late what they had really been fighting for, and among those of Iran and Turkey, who accused Barzani of collusion with the SAVAK and the MIT (the Iranian and Turkish state security and intelligence organizations). At least some of the present conflicts among the Kurds have their roots in the Barzani period and in the struggle between ambitious leaders for succession to Barzani's unique position. To some extent also, these conflicts are inherent in the nature of Kurdish society, where local and regional loyalties and enmities are slow to give way to national or class solidarity.

Conflicting Social Bases

Kurdish nationalism had its roots in two distinct social strata. The first was the urban educated classes. These were people aware of modern political ideologies who witnessed the development of Arab and Turkish nationalism into vigorous political movements. They were eager for a political role of their own. The second base was the tribal milieu, resentful of and resistant to increasing government interference. These two strata are not isolated from one another: many urban intellectuals originate from families of tribal chieftains, while most tribesmen have by now been exposed to the modern political ideas of nationalism, participatory democracy and socialism. The parties led by urban intellectuals have always been painfully aware that without the support of the tribes they would remain powerless; one of the most frequent accusations leveled against party leaders is that of "tribalism."

Nevertheless, it has always been easy to recognize the tribal and the urban-intellectual poles within the Kurdish movement. Their perceptions, their political ideas and the nature of their nationalisms have remained rather different from one another, and they have often been at political loggerheads. Most tribes resent interference in their affairs by a political party as much as that by the government. The frequent feuds and power conflicts between rival chieftains make it almost impossible to have the tribes cooperate towards some distant and abstract political objective. One chieftain's joining the movement often led to his rivals' remaining aloof or even opposing it.

The Kurdish nationalists in Iraq always faced at least equal numbers of Kurdish tribesmen fighting on the government side (thus receiving arms and money, and maintaining a degree of independence from outside interference). Urban politicians, on the other hand, have at times turned against the mainstream of the Kurdish movement and reached agreements with the central governments under pretenses that were unintelligible and unacceptable to the tribesmen. Both groups suspect the other of inherent tendencies to betrayal—and both have a few convincing instances to cite.

There is yet another dividing line in Kurdish society. However much the nationalists prefer to ignore or minimize its importance, it continues to be a major factor in the Kurds' disunity and political rivalries. These are the linguistic and more generally cultural differences between the speakers of the northern (Kurmanji) and the southern (Sorani) dialects. The Kurmanji dialects are spoken by the Kurds of Turkey and Syria, in Bahá'íland (the northernmost part of Iraq, Kurdistan), and in the districts west of Lake Urmia in Iran. Further south, dialects of the

Sorani group are spoken, giving way in the southernmost part of Kurdistan, around Khaniqin and Kermanshah, to still other dialects.

Among the Kurmanji speakers, tribal relations are much more in evidence than in the Sorani-speaking districts (although they are certainly not absent there). Most of the important Kurdish towns of Iraq and Iran are located in the Sorani-speaking zone, and during the past century, most intellectual discourse among the Kurds has been in Sorani. This is largely due to the fact that Iraq was the only country where it was possible to publish books, journals and newspapers in Kurdish (subject to the same censorship as Arabic writing). In Turkey this has been absolute forbidden; Kurmanji remained undeveloped except for a few publications in exile. In Iran and Iraq, the Sorani-speaking parts are both economically and culturally more advanced than the mountainous Kurmanji-speaking districts, and the people of these two zones tend to entertain the mutual prejudices common in such situations: the "Sorani" often find the "Kurmanji" primitive and fanatical in religious affairs, but they acknowledge their fighting prowess; the "Kurmanji" often see the "Sorani" as unmanly, unreliable and culturally arrogant.

Two Poles

In Iraq, the district of Barzan (in Bahá'íland) and the city of Sulaimaniya have long served as the two poles of the Kurdish movement—one highly tribal, in the heart of the Kurmanji-speaking area, the other the center of Sorani urban culture. (In Iran, the tribal area west of Urmia and the town of Mahabad comprise similar opposites.) Iraq's Kurdish political parties emerged in or around Sulaimaniya, and the city produced a disproportionate number of party activists.

Mullah Mustafa Barzani was born into a family of religious leaders that wielded a great influence among the tribes of Barzan and its surroundings. From an early age, he had often led his family's followers in fights against rival tribes and against the British (later Arab) government of Iraq when it started interfering in regional affairs. Although Barzani was (indirectly) one of the founders of Iraq's KDP and officially its president, Barzani and the party represented in the early 1960s different, almost opposite, wings of the Kurdish movement. Barzani finally subdued the other tribes and KDP as well; he and his sons on the one hand, and his chief rival, Talabani on the other, have for the past twenty years represented the opposite poles in the Kurdish movement. Barzani often had the support of urban, educated Sorani-speakers, while Talabani has always had to depend on tribal support as well. At the same time, the young urban population of the Sorani-speaking districts has always been more attracted to Barzani's radical and progressive political pronouncements than by Barzani's simple and pragmatic nationalism, while Talabani never gained a foothold in Kurmanji-speaking Bahá'íland.

At present the political spheres of influence are neatly divided. Talabani's PUK controls almost all the Sorani-speaking districts; Bahá'íland is firmly in the hands of Barzani's sons Idris and Mas'ud and their KDP. Other groups can only be active in Iraqi Kurdistan with the consent of either of these two parties. In Iran, the same polarization exists, although it is less important there. The Iraqi KDP has long had bases and camps in the Kurmanji-speaking, tribal north of Iranian Kurdistan. Iranian Kurds have

repeatedly accused Idris Barzani of trying to foment anti-Sorani feeling among the tribes there in order to break them apart from the KDP, which initially had a strong position in these Kurmanji-speaking districts. A few young members of the tribal elite landowning chieftains both in Iraq and in Iran; most of the cadres supported the KDP; most of the powerful chieftains preferred to keep aloof, but some of them took the side of the Barzani, when the first clashes between the (Iraqi) KDP and the KDP took place in 1980 and 1981. In 1982 the KDP, supported by the Iranian army and revolutionary guards, succeeded in driving the KDP's *peishmergehs* from these districts, with at least the passive support of the local tribes. The army took formal control, but in practice the tribes remain almost independent, as long as they acknowledge Tehran's authority.

Class Contradictions

The more radical Kurdish organizations, such as the Iranian and the Iraqi Komala, tend to present the differences and conflicts within the Kurdish movement in terms of class conflict. They perceive themselves as the vanguard of the proletariat and the poor peasantry. The Iraqi KDP, in their view, is an unashamedly feudal organization and the KDP is an alliance of the urban bourgeoisie and the tribal-feudal elite. This view is at first sight

convincing, even if it does not correspond with these organizations' self-perception. The (Iraqi) KDP finds its support almost exclusively in the tribal milieu now, and has been courting landowning chieftains both in Iraq and in Iran; most of the cadres of the KDP belong to the urban middle classes—teachers, officials, traders—while a few belong to the tribal or landowning elite. The party has been careful not to alienate the tribes.

But the composition of a party's leadership does not by itself show which class that party represents. The vast majority of leading members of all Kurdish organizations originates from either the tribal and landed elites or from (relatively) educated urban middle class. As opponents of the Iranian Komala were quick to point out, several of its leaders too in fact have "feudal" backgrounds. Even a party's program may be misleading as to its class position; the only clear criterion is attitude in cases of actual class conflict. In this respect, all parties can quote at least a few cases where they opposed "feudal" and tribal chieftains—usually those who sided with the central government against the Kurdish movement. On the other hand, it is not for all the parties who happily welcomed the support of "tribal" chieftains.

The struggle against the central governments and strengthening of nationalist sentiment among the tribal population have tended to cover up the existing class contradictions. In Iraqi Kurdistan there were many violent clashes between landless

Major Kurdish Organizations in Iran

inside Iranian Kurdistan in 1968. Their armed rebellion was a failure; they were soon trampled down and killed by the Iranian gendarmes, aided, in a few cases, by Barzani's men. After their deaths, the rebels became popular heroes; both the wide popular support for the KDP at the time of Iran's revolution and the general dislike of Barzani and his entourage among the Kurds of Iran are based on this episode.

During the Iranian revolution, jailed leaders of the KDP were finally released; others returned from exile. They built up a strong party organization and, aided by Kurdish army officers who joined them, a military organization. The KDP soon established itself as the Kurdish organization most firmly rooted in the population, especially in the area that had comprised the Mahabad Republic in 1946.

In the first years of confrontation with the Islamic Republic, the KDP controlled large parts of the countryside and by night many of the towns as well. Since 1983, it has given up the idea of maintaining liberated areas; its headquarters are just across the Iraqi border; its *peishmergehs* remain mobile, undertaking

actions throughout Kurdistan, even in well-guarded towns, with apparent facilities.

The KDP defines its objectives in its program: the right of self-determination for the Kurdish people within the framework of Iran; the struggle against the political, economic, military and cultural influences of imperialism; and the establishment of a socialist society "responsive to the specific conditions in our country."

In 1980, a split occurred in the party leadership. The pro-Tudeh cadres, following the Tudeh Party's policy of accommodation with Khomeini, clashed with Ghasssemlu and broke away. Only small numbers followed them. Qasimlu, the party's undisputed leader, is a man of great abilities who enjoys wide popularity. As regards democracy within the party, the KDP compares favorably with the other Kurdish organizations. Among the other Iranian organizations, the KDP is initially the National Democratic Front and the Fedaii, and later the People's

peasants and landlords, during the 1950s, in 1959 many landlords were even forced to flee the country. Such conflicts became extremely rare after the Kurdish war had started in 1961.

Something similar could be seen in Iran after the revolution. When the central government's effective authority fell away in the first months of 1979, many former landlords tried to reassume control of the lands that had been taken away from them in the shah's land reform. Some expelled peasants; others tried to collect their old feudal dues. Peasants then received support from young educated people from the towns, who found here the sort of cause that they were looking for in their revolutionary fervor. Various left organizations, including the Komala and the People's Fedai, tried to organize peasants to expell the landlords from the region; the KDPPI prevented tribal chieftains near Mahabad from taking feudal dues. In the Urumiya and Marivan districts, the landlords successfully invoked the support of the (pro-government) Islamic committees and initially also of revolutionary guards (Pasdaran) against these "communists." According to the leftists, military units loyal to the Barzansi also intervened on the landlords' side.

In the summer of 1979, when these conflicts were sharpest, the class divide seemed to coincide with that between supporters and opponents of the central government. In the course of the fighting in the following months, the radical left groups could not defend the peasants whom they had at first organized and incited to

more radical action against the landlords. The peasants had to suffer the reprisals alone. As a result, the Komala and other radical groups lost popular support.

The KDPPI had been more circumspect: it never frontally attacked tribal chieftains and landlords, and did not organize the peasants for class action. It tried to enlist the support of peasants and landlords for its nationalist political objectives, but when necessary, protected the former against incursions by the latter. The Pasdaran, on the other hand, who generally held populist ideas and were motivated against economic exploitation, stopped blindly supporting the landlords against the peasants and more selectively turned against leftists and Kurdish nationalists. In 1980, there were already far fewer landlord-peasant conflicts than in the previous year, and the alliances on both sides were much less clear-cut. I am not aware of any violent class conflicts in the following years, when the war between the central government and the Kurdish movement was in full swing.

Guerrilla War in Iraq, 1976-1985

After the collapse of the Kurdish movement in 1975, the Iraqi government embarked upon a two-pronged policy of coopting large numbers of Kurds and simultaneously implementing drastic

measures to strike against any revival of Kurdish hostilities. The Iraqi Kurdistan "autonomous region" comprised only a part of the Kurdish population that benefitted a large part of the population. At the same time however, the "Arabization" of the oil rich districts of Kirkuk and Khaniqin, as well as some areas in the northwest (Shaikhan and Sinjar) continued. Kurds were deported, and Arab peasants, some of them allegedly from Egypt, settled in their stead.

In 1976, the government started evacuating a zone 10 to 20 kilometers wide, all along the Iraq-Iran border. Villages were entirely destroyed, and their inhabitants forced to live in new settlements near the cities. In the north, too, government forces destroyed many villages, cutting down fruit trees and filling water wells with concrete. This repression and evacuation affected not only rebellious villages, like those of the Barzan district, but also some tribes which had always fought on the government side, against Barzani. They, too, were forced to leave their villages. Most deportees were given money, and for some the move may even have meant an economic improvement. Still, most villagers resented their deportation; here and there they tried to resist. This instigated the early resumption of guerrilla warfare. Students from Sulaimaniya belonging to the clandestine Komala joined such militant peasants in attacks against army units sent to destroy villages.

Meanwhile, several Kurdish organizations were being established abroad. The Komala joined the PUK as one of its three components. In 1977, the PUK established its headquarters in Kurdistan, and so did a part of the KDP. Both organizations initially had only several hundred partisans, but they were highly mobile and able to carry out hit-and-run attacks at great distances from their headquarters. As soon as word spread of a new guerrilla movement, former partisans who lived abroad or who were frustrated after they had accepted Baghdad's amnesty in 1975 made their way to Kurdistan and joined the movement. Most of those who joined belonged to the groups directly affected by the deportations or other repressive measures.

Most other Kurds doubted the wisdom of armed struggle in this phase, since the small guerrilla groups could at best be a nuisance to the government. Even when, in 1978, the Iraqi Communist Party was forced to leave the ruling National Front and allied itself with the Kurdish opposition, its chances of success did not appreciably increase. A violent fight between the two Kurdish organizations, which wiped out large parts of the PUK, caused a further loss of morale. Moreover, the very significant economic growth of the late 1970s, a result of the oil boom, conciliated many Kurds who did not directly experience government repression. The guerrilla groups found that they could not count on the mass support that they had hoped for.

This was the situation on the eve of the Gulf War, which brought many changes. The major military operations in the south forced the Iraqi army to relinquish its close control of Kurdistan. Many of the Kurds who had been deported to southern Iraq were allowed to return to Kurdistan, where they were housed in camps. Thousands of them escaped from there to the zones controlled by the Kurdish parties. Iran stepped up its military and financial support of the KDP and other guerrilla groups. Actual guerrilla activity, however, remained at a low level. The various parties had greater freedom of movement and found it easier to establish contacts with the civilian population than before, but their competition for control of land and people

became increasingly violent. The ICP and the SPKI initially had bases in the same valley as the PUK, with which they cooperated. After they formed a National Democratic Front with the rival KDP, though, their relations with the PUK rapidly deteriorated. The PUK ultimately expelled them from the entire Sorani-speaking area.

When the Gulf War reached Kurdistan in 1983 the KDP took part in the Iranian offensive, virtually as the Iranian army's scouts. The PUK declared it would resist this invasion. The offensive forced the PUK out of its headquarters on the border, and deeper into Iraq. The following year, Talarani went to the negotiating table in Baghdad.

Until the 1983 offensive, Baghdad's policies had been conciliatory. Faced with mass desertions by its Kurdish soldiers in January 1983, it arrested the deserters and ruled that the Kurds could serve in the army corps stationed in the relatively quiet north instead of in the dangerous south. At the same time, it entered secret negotiations with all Kurdish organizations.

After the offensive, it took severe reprisals, especially against those associated with the Barzansi. Eight thousand men, originally from villages in the Barzan region, but then living in the camps of Qahhapa and Diyana, were driven off to an unknown destination and nothing has been heard from them since. Similarly, relatives of Barzani who lived in Baghdad (and had been cooperating with the government) disappeared. Military presence in Kurdistan was stepped up, and actions against the guerrillas were carried out more systematically and with greater ruthlessness, especially after the negotiations with the PUK had broken down. Meanwhile, unprecedented numbers of tribesmen were recruited into irregular regiments designed to protect their districts against Iranian invasion as well as against the nationalist Kurdish groups. Recent visitors to Iraqi Kurdistan estimated the number of these irregulars at 150,000 or even more. When these measures, and the economic blockade, did not sufficiently affect the guerrilla groups, the government had recourse once more to reprisals against civilians.

Iranian Kurdistan Since the Revolution

The sudden eruption of nationalism among the Iranian Kurds in 1979 came as a surprise, even to many of the Kurds themselves. Until then, discontent was directed against the shah, his imperial alliances, and his nouveau-riches clientele. The outbreak of Kurdish nationalism after the revolution certainly contrasts with the absence of similar movements among the neighboring Azeris and the Arabs of the southwest. This cannot simply be ascribed to most Kurds' being Sunni Muslims. It is true that the Kurds of Kermanshah, most of them Shi'a, keep aloof from the Kurdish movement or even actively oppose it. But in 1946, when religion played no role at all, they also opted for the central government rather than the Kurdish Republic of Mahabad. There were sectarian clashes in some mixed (Sunni-Shi'a) Kurdish villages in 1979, but they were short-lived and not repeated since. Sunni sentiment had been of minor importance in the Kurds' attitude towards the new Islamic Republic.

An explanation of the difference between the response of the Kurds and Iran's other ethnic minorities lies in the way political organizations and leaders channeled popular revolutionary sentiment during and immediately after the revolution. In most parts of Iran, religious and socialist revolutionaries of all ideological

Mujahidin, as its major strategic allies. Internationally it stresses contacts with the European social-democracy. The party depends on Iraq for logistic support (and probably for other aid as well), but claims that this support is given without prior conditions.

Komala (Komala Shoreshergi Zehmatkeshani Kurdistanani Iran or Organization of Revolutionary Toilers of Iranian Kurdistan)

Emerged only after the revolution, in 1979, but was established clandestinely, according to present claims, as early as 1969 by the people who still lead it. In the last years of the shah's regime, the Komala had played a role in organizing peasant resistance against landlords in the Marivan area. Immediately after the revolution, the Komala found much support among young, educated urban people attracted by its radicalism: the Komala calls itself Marxist-Leninist, and was more uncompromising than the KDPPI in its atti-

democratic republic," based on sovereignty of the people (exercised through people's soviets). The professional army and bureaucracy will be abolished, and all nations will have the unconditional right to self-determination; complete equality of all will be guaranteed.

The Komala's geographical center of gravity is the Sanandaj-Marivan area, to the south of the KDPPI's heartland. But both have followers and are active throughout Kurdistan. There have been many conflicts between the two organizations, but cooperation with feudal elements. The KDPPI responds by pointing out that it is precisely many of the Komala's leaders that are from feudal family backgrounds, and it accuses the Komala of irresponsibly provoking clashes with government forces that cost many civilian casualties. When Komala refused to stop calling the KDPPI a "class enemy," and continued making anti-KDPPI propaganda, the KDPPI declared war on it, and throughout 1985 there were many armed clashes between the two.

many armed clashes between the two.

shades directed their efforts towards obtaining influence in the central institutions of the state. They engaged in tactical alliances with or made concessions to, the heterogeneous power block around Khomeini. In Kurdistan, uniquely, there were two organizations with a history and a social base that from the very beginning demanded autonomy for their region and put the central government's institutions on a secondary plane.

During most of 1979, these organizations could (re)organize the population and broadcast their political ideas. The regime's first offensives only had the effect of strengthening the Kurds' nationalism and separatism. Another factor is that the Iranian Kurds had witnessed the Kurdish movement in Iraq and had received hundreds of thousands of refugees after the collapse of that movement in 1975. Barzani himself was generally disliked because of his collaboration with the shah's regime, but events in Iraq nevertheless stimulated the national awareness of Iran's Kurds as well.

This did not mean direct Iraqi Kurdish influence. The Kurds of Iran are as much Iranians as they are Kurds, and in the political ideas current in the early 1980s there is little influence from the Iraqi Kurds. Even the Kurdish words for such concepts as "autonomy" are different in Iran and Iraq. The development of political discourse in Iranian Kurdistan was mainly the work of the KDPI and the Komala.

In the revolutionary year of 1978, there were large demonstrations in most of the Kurdish towns, and these were not noticeably different from those elsewhere in Iran. The demonstrators demanded the liberation of political prisoners, basic civil liberties and the like. There were no specifically Kurdish demands. But the religious aspect, so prominent elsewhere, was lacking here. In June 1978, the burial of an old KDPI leader who had only recently been released after 25 years in prison turned into a large anti-government demonstration with vague nationalist overtones, but throughout that year the demand of autonomy, so fundamental later, was not yet heard. After the fall of the Pahlavi regime, in February 1979, representatives of various political groups from all over Kurdistan met and formulated eight demands which they sent to the provisional government. One of these referred to self-determination for all Iran's people within a federal state. Most of the other points concerned social and economic justice and revolutionary democracy.

The vagueness of these demands, and the frequent changes in their formulation during the following months, reflected the amorphous and fluid political situation in Kurdistan in those days. There was a proliferation of political groups, Kurdish as well as all-Iranian, most of them richer in enthusiasm than in experience. Only the KDPI had a clear political program (dating from its third congress in 1973), but it had a shortage of good cadres and therefore could not yet dominate the discussion. In these circumstances, Izzaddin Husayni, a charismatic mullah from Mahabad, emerged as the recognized spokesman for the Kurds. He had excellent contacts with the radical left youth groups, had a reputation as a nationalist, and was acceptable to the more conservative segments of society because of his religious legitimation.

Complications and Clashes

The negotiations between the Kurds and the central government were initially thwarted by the multiplicity of power centers on

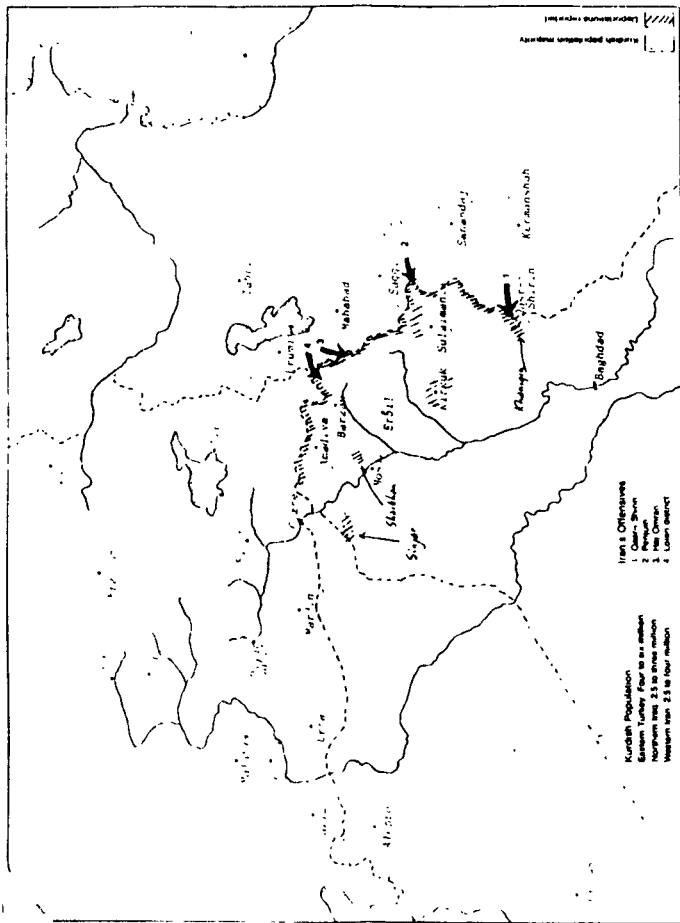
both sides. The situation was further complicated by the presence, immediately behind the Iraqi and Turkish borders, of unknown numbers of partisans of the ancient regime led by notorious generals such as Palizban, U'yayssi and Aryana) who tried to destabilize the new regime by carrying out raids into Iran. The Kurdish organizations were suspected, incorrectly it would seem, of collusion with these royalists. Moreover, all sorts of local conflicts suddenly assumed much wider importance when the parties to these conflicts allied themselves with the central government or with a faction of the Kurdish movement. In the spring and summer of 1979, several of these local conflicts led to violent clashes between Kurdish and pro-government forces. The first large military offensive against the Kurds, in August 1979, was triggered by such a local clash in the town of Pavah.

The KDPI and, to a lesser extent, the Komala rapidly built networks of party branches and recruited party members and partisans, whom they gave political education and military training. In the context of the heated political discussions of the spring and summer of 1979, their conceptions of autonomy and popular sovereignty gained wide acceptance. After the first government offensive in August 1979, the KDPI emerged as the dominant political (and military) force in Kurdistan, and in the

Jalil Talebian



Mansur van Brousselen



Kurdistan

following years it further consolidated this position.

The strength of the Kurdish resistance to the summer offensive of 1979 forced the government to reopen negotiations and offer as a concession to the demand of autonomy, a form of administrative decentralization. This was the most far-reaching offer ever made to the Kurds, but the KDPI rejected it as insufficient. It did guarantee certain cultural rights, such as the free use of Kurdish (and other minority languages), but did not recognize the Kurds as a nation. Also, the proposed decentralization was likely to cut Kurdistan into a number of districts, each including many non-Kurdish regions as well.

A major stumbling block in all negotiations has been the Islamic regime's consistent refusal to speak in terms of national rights. But this was not the only reason why the KDPI rejected the proposal. Izzaddin Husayni, with his radical supporters and the Komala, refused even to negotiate with the government, which they denounced as reactionary and more dictatorial than the shah's, and the majority of the Kurdish population seemed to support this attitude. With a conciliatory posture, the KDPI would risk losing a part of its popular support to the more radical groups. Moreover, the proposal originated with the "liberal" wing of the regime, and people expected that the more fundamentalist factions would later not feel bound by it. Finally, the Kurds underestimated the strength of the regime, believing that it would either fall or could be forced to make further concessions.

It is not clear whether Iraq influenced the KDPI's rejection of the government's offer (and other proposals in the following year). When the pro-Tudeh wing of the KDPI broke away a few months later, it accused Qasimlu of close contacts with the Baghdad regime, but did not produce any evidence that party policies were affected by this. When Iraq invaded Iran in September 1980, the KDPI proposed to Tehran a ceasefire and offered to fight the invader, provided Tehran gave in to its basic demands. There was no response. In fact, the government stepped up its military operations against the Kurds along with those on the Iraqi front. Since the beginning of the Gulf War, the KDPI has become even more dependent on Iraq. But unlike the Iraqi KDP, it appears to have guarded its independence in its major policy decisions.

As compared with the first year after the revolution, the situation is much less complex now. Only one of the original power centers in Tehran is left, the one least likely to make concessions to the Kurds. On the Kurdish side the KDPI is clearly the major power. Early in 1982 it joined the National Resistance Council, formed the preceding year by Bani Sadr and Mas'ud Rajavi of the People's Mujahidin Organization after their escape from Iran to France. Bani Sadr was at last willing to give in to the KDPI's demand of autonomy. This coincided with a shift in the party's long-term objectives: the new program adopted at the Fifth Party Congress (December 1981) called for the over-

throw of the Khomeini regime before even referring to any specifically Kurdish demands. Until 1983, the KDPI had permanent control of vast areas in Kurdistan, and functioned there as a government — constructing roads, building houses, organizing schools and hospitals, even administering a court of law with an experienced and professional judge. A major Iranian offensive in the summer of 1983, in which the Iraqi KDP took active part, ended this experience. KDPI headquarters are now across the Iraqi border.

There are no "liberated areas" in Iran any more, but the *peeshmergas* still penetrate deep into Iran and stay there for weeks or even months on end, supported by the villagers and townspeople. As in Iraq, the Kurds can be a considerable nuisance to the government, but they do not pose a real threat. The KDPI's partners in the National Resistance Council never became the formidable force they once promised to be. This is probably why the party reversed its position again. In the summer of 1984, recognizing that the Islamic regime had at least the passive support of the majority of Iran's population, the KDPI signalled

its readiness to negotiate. The negotiations were broken off in an early stage, ostensibly because the Kurds insisted on autonomy. (The government replied that there is no basis for this in the Quran.) Nevertheless, the KDPI left the National Resistance Council, which objected to its negotiating with the government at all. Shortly thereafter, in January 1985, the Komala and the KDPI declared war on one another. The KDPI clearly had the upper hand. Cynics (there are many among the Kurds) believe that this is the prelude to a new round of negotiations, between the only two forces in Iran that have been able to consolidate themselves.¹³

Religion and Politics

Most Kurdish villagers are intensely pious but usually tolerant of other opinions. Many urban Kurds have very liberal religious ideas. Religious-political organizations have not been numerically important during the past decade, but Tehran's persistent efforts to create and/or reinforce them require some comment.

Major Kurdish Organizations in Iraq

Kurdistan Democratic Party (KDP) Not long after the establishment of the Iranian KDP in Mahabed, Iraqi Kurds, at the instigation of Mullah Mustafa Barzani (then in Iran himself), established an Iraqi KDP. Most of the founding members were intellectuals and army officers from the town of Sulaimaniyya, the chief center of Kurdish nationalism. In the 1950s, Barzani's closest associates lost control of the party to Ibrahim Ahmad, a Sulaimaniyya lawyer who long exerted a major influence on the Kurdish movement in Iraq (and continues to do so indirectly as the political mentor and father-in-law of Jalal Talabani). The faction loyal to Barzani for several years existed as a separate organization; it had closer contacts with the Iraqi communists than the "official" KDP. In 1987 the two factions reunited.

After 'Abd al-Karim Qasim's coup in 1958, the KDP was legalized and Barzani was allowed to return from his exile in the Soviet Union. A few years previously, he had been made honorary president of the party (Talabani conveyed this news during a visit to Eastern Europe in 1965). Soon after his return Barzani began to interfere rather high-handedly in party affairs. Initially his relations with Ibrahim Ahmad's faction seemed good; he broke with his erstwhile supporters, who were then close to the communists. In the following years, especially after

the first armed clashes between the Kurds and the Baghdad government in September 1961, there were repeated conflicts between Barzani and the politburo (i.e., Secretary-General Ibrahim Ahmad), both of whom saw themselves as the rightful leader of the Kurdish movement and expected the other to obey their policy decisions. The rivalry came to a head in 1964, when Barzani signed a cease-fire agreement with the government without even notifying the politburo. The latter immediately held a conference condemning and virtually expelling Barzani. Barzani declared this conference null and void, and convened a party congress that was dominated by his supporters. Barzani had the Ibrahim Ahmad faction expelled, and a new politburo of Barzani loyalists elected. One of the members of the new politburo was Mahmud Osman, a physician from Sulaimaniyya, who remained Barzani's closest collaborators until 1975.

The old politburo, meanwhile, still had headquarters and an army force in southern Kurdistan (Mawat *peeshmergas* loyal to Barzani attacked them, and drove them across the Iranian border, where they were given asylum. The politburo had reportedly been in contact with the Iranian authorities as early as 1962; this incident seems to have provided the occasion for Tehran to bet on Barzani instead. In 1965, Talabani and his fighting men sought a conciliation with Barzani and

returned to Iraqi Kurdistan.

Around the same time, the Kurds started receiving modern armaments in significant quantities. Iranian involvement increased steadily, and this support helped Barzani to further consolidate his control of the Kurdish movement. Talabani saw himself reduced to insignificance, which is probably the major reason why he broke away again, branding Barzani as tribal, feudal and reactionary. Not able to hold his own against Barzani's superior forces, and in spite of his popularity among the Sorani-speaking townspeople, he concluded a deal with the Baghdad government allowing him control of the Sulaimaniyya-Kirkuk districts. On many occasions, his *peeshmergas* fought side by side with the Iraqi army against Barzani supporters in this area, which earned Talabani the odium of being a traitor (Ibrahim Ahmad meanwhile had remained behind in Tehran, and later moved to Baghdad, which lent further credibility to the accusations against his faction.)

In March 1970, after protracted negotiations, the Baghdad government concluded a peace agreement with Barzani, giving in to many Kurdish demands, including autonomy. Ibrahim Ahmad and Jalal Talabani had lost their usefulness to the government, and had little choice but humbly returning to the KDP fold once again. They refrained from openly criti-

The Shi'i Kurds of the Kermanshah region, who kept aloof from the Kurdish movement, have provided considerable numbers of "Muslim *peeshmergas*" to help the government fight the nationalist and leftist Kurds. There are, to my knowledge, no specifically Kurdish Shi'i organizations, but in the largely Sunni Kurdish town of Sanandaj, the first year of the revolution saw the emergence of a Sunni religious organization as the political rival of the Komala. Its leader, Muftizade, a graduate from al-Azhar in Cairo, had a program of Islam, cultural rights, administrative decentralization and anti-communism. His ideas were close to Bani-Sadr's, and his was the only organization of Iranian Kurds willing to cooperate with the central government, indicating that Sunni-Shi'i differences were not the cause of the Kurds' opposition to the Islamic regime. After the first central government offensive, which cost Sanandaj many casualties, Muftizade and his followers had to leave town to escape the wrath of the vast majority of the population. They have not been able to play a significant role since, especially after the fall of Bani-Sadr. Izzaddin Husayni, who had been designated as the Kurds'

spokesman, was also a cleric, but that was hardly the reason for his popularity. He found his strongest support among the radical left groups. His role was eclipsed when the KDPI and the Komala consolidated their party organizations.

Since the beginning of the Gulf War, Iran has attempted to set up explicitly Muslim organizations among the Iraqi Kurds, but with little success. The (Iran-sponsored) Supreme Council of Islamic Resistance in Iraq has only one Kurdish member, "Shaikh" Muhammad Najib Barzani. Notwithstanding the occasional appearance of his photograph in the fundamentalist press as the "leader of the Kurdish Muslim warriors," he is but a simple village imam, without followers.

Only slightly more substantial was the "Kurdish Muslim Army" established in 1980 by Abbas Shabak, a former associate of Jalal Talabani. Shabak had established good contacts in Tehran; he received money and arms with which to recruit *peeshmergas* among the still-numerous Iraqi Kurdish refugees living in Iran. In its best days, this group could boast over a thousand armed men. The PUK tolerated their operations in its

Talabani, who had been Barzani's representative in Damascus, set out organizing his own Patriotic Union of Kurdistan (PUK) there. In Iran, Barzani's sons Mas'ud and Idris joined hands with another close collaborator of their father, "Sami" (Muhammad Mahmud 'Abd ul-Rahman) and established the KDP/Provisional Command (Qiyada Muwajiqata). This organization attracted those who felt a strong personal commitment to the Barzani family; the majority of its supporters were from the northernmost Kurmanji-speaking part of Iraqi Kurdistan, while the PUK and Mahmud Osman found their support almost exclusively in the Sorani-speaking parts.

In the autumn of 1978, "Sami" led a group of *peeshmergas* back into the Turkish-Iraqi border area, with at least tacit approval from Tehran. Essential logistic support was given by a related organization in Turkish Kurdistan which then was very influential among the tribes as well as the small-town youth of the border districts. A very bloody clash with the PUK in the spring of 1978, and internal conflicts (between "Sami" and Idris Barzani) weakened the Provisional Command, which retired to Iran. Most of its armed men remained in Ushnuviya and some villages further north—the area where the Barzani had lived in the time of the Mahabed Republic and that had been their major foreign base in the early

1970s. At a congress in the autumn of 1979, the conflict between Idris Barzani and "Sami" came to a head. "Sami," who had tried to cultivate a progressive image, and saw the presence of the authoritarian and extremely conservative Idris as an obstacle, chose to leave the party and soon established his own Democratic People's Party of Kurdistan.

At the 1979 congress, the party assumed again the old KDP name. It is led by the two Barzani brothers and has no other leader of significance. Barzani's notoriety among Iranian Kurds caused several clashes between the latter and the KDP forces. The Barzani entered an ever closer alliance and cooperation with the Islamic Republic and, locally with some powerful, conservative tribal chiefs.

In 1981 they assisted Tehran in driving the KDP's forces from the districts along the Turkish border; in 1983 they assisted in taking Haj Omran (Iraq) and part of the Pijdar valley. Since then, they have resumed guerrilla fighting in northern Iraq, but to a large extent in coordination with the Iranian army.

Since November 1980, the KDP has been a member of the Democratic National Front, together with the Iraqi Communist Party (ICP) and the SPKI. It also has special relations with the Shi'i resistance movement, al-Dawa. It calls itself anti-imperialist and uses, like all other Iraqi Kurdish organizations, Marxist

¹³ These two groups are not related, in other words, neither have they had any contact with each other. However, because of the historical and political ties between the KDPI and the Sorani Party of Kurdistan

terrorism, but apparently mistreated them. In 1992 or 1983, after the PUK captured all its arms, the Kurdish Muslim Army rapidly disintegrated.

Iran, most reliable ally among the Iraqi Kurds has always been the KDP. This is not an Islamic organization; moreover, it cooperates with the Iraqi Communist Party. The search for more Islamic allies therefore continued. In the summer of 1983, Idris and Mas'ud Barzani's cousin, Muhammad Khalid, the present Shahin of Barzani, appeared on the scene and proclaimed himself "Kurdish Hizballah." He entered north-eastern Iraq with a large band of men, aided by Iranian troops. He sent ultimatum to the ICP and the SPKI headquarters, urging them to immediately evacuate the "sacred soil of Barzan." Both took the threat rather seriously, although by November the shahk had not yet reached Barzan. Muhammad Khalid is reported, well-armed, and his men are recruited from among Iraqi Kurdish refugees in Iran who are most loyal to his family. He represents a potentially formidable force in the Bahdinan area.

Turkey's Role

In May 1983, Turkish troops crossed into Iraq, ostensibly to capture Kurdish activists from Turkish Kurdistan who had found



Transporting ammunition in Iraqi Kurdistan, February 1975

at least the early 1970s; in mid-1976 it was the only organization that had members inside Iraqi Kurdistan, in the Sulaimaniya region. Later that year, when the Iraqi government started the deportation of Kurdish villagers from the border regions, it was members of the Komala who joined those peasants resisting deportation and initiated the first guerrilla actions since the collapse.

This gave Talabani a propagandistic edge over his rivals, and it must have prompted the Barzani to send men into Iraq, too. Although in early 1977 there had been overtures towards cooperation between the KDP and the PUK, their rivalry was soon in full swing. In the autumn of 1977, the PUK moved its headquarters from Damascus to Iraqi Kurdistan. Arms and other supplies, however, had to come from Syria by way of Turkey. For the PUK, too, Kurdish organizations in Turkey provided useful logistic support. The roads to Iraq, however, were largely controlled by the KDP, which had little incentive for letting goods through for Talabani.

In the spring of 1978, Talabani sent his best fighters to the Turkish border region in order to "clear the supply route" (as the PUK called it) or to "destroy our headquarters" (as the KDP expressed it). The PUK's 800 men, who did not know the



Peshmergas patrolling in Iraq, March 1973.

bloody clashes with the SPKI and ICP, who were in a common front with the Barzani.

It was almost predictable that Talabani would enter negotiations with the Baghdad government again. Qasimlu had been the initial go-between. Two new alliances, cross-cutting the political borders, seemed to be in the making: the Tehran-KDP-SPKI-ICP axis and the Baghdad-KDPI-PUK axis.

Talabani's opponents spoke of treason and of a repetition of the events of 1966; his supporters of the concessions the government had promised to make to the Kurds, among them a drastic revision of the 1974 autonomy law. In early 1985, the negotiations, which had dragged on for over a year, finally broke down, and hostilities between the government and the PUK resumed. The brutal operations by government troops against the civilian population last autumn took place mainly in and near PUK-controlled territory.

The PUK does not seem to have important foreign relations at present: in the past it received some support from Syria and probably also Libya, but both these sources seem to have been cut off. Following the resumption of hostilities with the government, the PUK seems to be able to send its wounded to hospitals in Iran. It is unlikely that Iran provides any more ac-

tive support than this; it prefers to work through Kurdish organizations on whose loyalty it can count. Among the Kurdish organizations, the PUK has the best contacts with the KDPI in Iran and the Socialist Party of Turkish Kurdistan (TKSP), with which it has issued several cross-cutting political statements during the past year.

The PUK as such has no explicit political program: its components, the Komala and the "Revolutionaries" (in which the remains of the Socialist Movement and the "General Line" have merged) do, but in the movement's actual policies pragmatic considerations and tactical maneuvers seem always to override abstract principles. The PUK has always spoken of autonomy for all of Iraqi Kurdistan and democracy for Iraq as its dual objectives. In 1985 an official PUK publication allegedly written by Talabani himself for the first time changed the objective to national self-determination, which implies the possibility of secession from Iraq.

Socialist Party of Kurdistan-Iraq (SPKI) Barzani's long-time associate, Mahmud Osman, had broken with the Barzani family and established his own organization, the "Preparatory Committee of the KDP." Based in Damascus originally,

(1977), he moved to Kurdistan, to an area close to the PUK headquarters. In 1978 Relations with Talabani were correct though never cordial. As a result of the bloody fight between the PUK and the KDP in 1978, and discontent with Talabani's style of leadership in general, in the spring of 1979 Rasul Mamanid, the chief commander and politician within the Socialist Movement, broke away from Talabani and joined Mahmud Osman, taking the majority of his organization with him. They called their joint movement the United Socialist Party of Kurdistan: at its first congress in 1981 it changed its name to Socialist Party of Kurdistan-Iraq. A small third group also joined: Kurds who had broken with Barzani in 1973 or 1974 and joined the Iraqi government but were now seriously disaffected.

In 1980 the party joined a "national democratic" resistance front consisting of the Iraqi Communist Party, the PUK and some minor groups. Because of the enmity between the KDP and the PUK, it was impossible to have both organizations in the same front: the ICP and the SPKI therefore made a second, similar front with the KDP. The PUK felt double-crossed: its relations with the SPKI and the ICP kept deteriorating, especially when growing numbers of KDP peshmer-

refuge in the districts controlled by the KDP. Baghdad acknowledged that it had permitted a Turkish military operation of limited scope to hunt down "smugglers" and "terrorists." It was the only aim of the intervention, it was not very successful after a few clashes with *peashmergas*, the Turkish troops halted their advance. The *peashmergas* of the KDP and the SPKI avoided major confrontations, but refused to extradite Turkish Kurds. The Turkish troops finally withdrew without having captured a single person.¹⁵

This intervention was a part of Turkey's attempts to improve coordination and cooperation with its neighbors, in suppressing Kurdish nationalism. By agreement with Iraq, the armies of both countries can cross into each other's territories to track down Kurdish guerrilla fighters. Turkey has failed to reach a similar agreement with Iran so far. Iran carefully guards its territorial sovereignty and is wary of other uses that might be made of such an agreement. There are, after all, American military installations in eastern Turkey, and Iranian royalist counterrevolutionaries have been welcome there too.

Turkey considers the Kurdish movements of Iraq and Iran as threats to its own security in several ways. In the 1960s and 1970s the guerrilla struggle in Iraq and later in Iran strongly affected the national awareness of the Kurds of Turkey, as well. Groups in Turkish Kurdistan organized support for the Kurdish parties in Iraq and Iran. In this way they became better acquainted with the situation in the other parts of Kurdistan. After the September 1980 military coup in Turkey, many cadres of the Kurdish organizations there fled to Iranian or Iraqi Kurdistan and remained in contact with their supporters in Turkey. From across the border, The Workers' Party of Kurdistan (PKK) even established military bases in Iraqi Kurdistan, under the protective umbrella of the KDP. Since August 1984, the PKK has been carrying out spectacular guerrilla activities in Turkey's eastern provinces.¹⁶

actions in Turkey. In October 1984, Turkish newspapers write about an imminent new invasion in Iraq, and throughout the summer of 1985 troops were concentrated in the border area again. There never was a second invasion, but the threat had its effects. Turkish trucks were no longer held up by the PKK on the Çarzi-Musul-Baghdad road, the oil pipeline from Mosul to Iskan derun vital to both Turkey and Iraq) was not cut, and in the late summer of 1985 the KDP prevented the PKK from carrying out further raids into Turkey from its territory.

It is unlikely that Turkey is sufficiently satisfied with these successes. The (very limited) guerrilla warfare carried on by the PKK in eastern Turkey is only one of its worries. It is Kurdish national awareness as such that Turkey's rulers perceive as a threat to their country's territorial integrity; and they are committed to the eradication of this national awareness, and of everything suggesting a separate Kurdish identity. Turkey will continue to persecute ruthlessly all its own Kurdish nationalists, and will persist in its efforts to coordinate operations against the Kurds with Iraq and Iran. Unlike Iran and Iraq, who have thus far tried to use each other's Kurds as tactical allies in their conflicts, Turkey has a perceived interest in the suppression of all Kurdish movements in its neighbor countries.

could attract many of the peasants who had previously been deported from those zones, thus recreating a normal economic life there and giving its guerrilla a stronger base.

Further south the zones actually controlled by the Kurdish movements were much smaller until 1983. The P.K. shared control with the SPKI and the ICP. Most Kurds opposed the P.K.'s violent attack on the headquarters of these parties, but it did have the desired effect. The P.K. firmly established its superiority and attracted new supporters, while the weaker party's losses were much more serious than the military defeat alone. This is illustrated by current estimates of the Iraqi Kurdish parties' military strength.¹⁷ In 1981, the KDP had some 2000 *peashmergas* in Iraq, the SPKI and the ICP also around 2000 each, and the PUK some 3000. By 1985, the KDP's forces had grown to 6000, the SPKI's had dwindled to less than a thousand, the ICP; to just over a thousand, while the PUK could boast 3000 armed men. The PUK owed its growth to a large extent to its violent competition with its rivals in a tribal style of politics that was initially alien to this organization. It is not clear whether the PUK now has outside financial support. Syria seems to present to support the KDP. Instead, since the PUK had broken with Damascus in order to negotiate with Baghdad. To so we expect it can finance itself with local contributions and taxativ, especially surcharges on smuggling, but these sources of revenue are probably dwindling under the present wartime conditions. It does not find a foreign sponsor; the PUK will soon have to demobilize its *peashmergas*, which will further strengthen the KDP.

The KDP depends even more on the Islamic Republic than L-Harmatan, 1984). The best (though inadequate) treatment in English is Gerard Chahand, ed., *People Without a Country* (London: Zed Press, 1982).

KDP is the only Kurdish organization that agrees with Iran's determination to continue the war until the fall of Saddam Hussein's regime. This is also why they give crucial military support to Iranian offensives in northern Iraq even if this means that they have to relinquish control of parts of Iraq. Kurdistan to the Iranian army. This unconditional support earns the KDP sufficient financial support, to recruit large numbers of *peashmergas* and sophisticated weapons. The offensive towards Sulaimaniya and Kirkuk in the autumn of 1983 and most recently in February, 1986) gave the KDP a stronghold in Sorani-speaking territory. It hopes to reduce its rivalry with rival the P.K. with Iranian support.

In strictly military terms, the KDP is in the best position among the Iraqi Kurdish groups, and it counts on reinforcing itself in this regard. The position it had under N. is also Barzani in the late 1960s. Barzani then could reach out to the promising peace agreement the Kurds ever concluded with the government. It seems highly unlikely that Barzani will be able to repeat that achievement.¹⁸

Further Reading

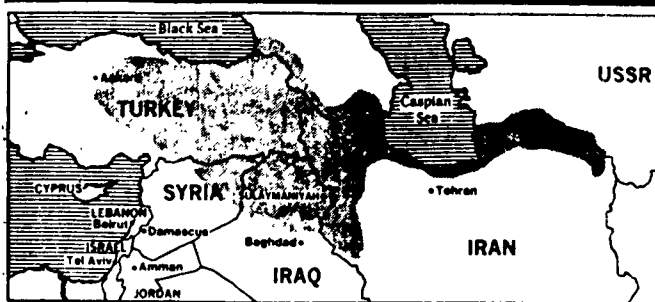
On the history of the various Kurdish political formations, Chris Kutschera, *The Movement: national kurde (Part I)*. Flammarion 1979). A survey of all Kurdish organizations as of 1983-84 (not without some factual mistakes) Christiane More, *Les Kurdes d'aujourd'hui: Mouvement national et partis politiques* (Paris: L'Harmattan, 1984). The best (though inadequate) treatment in English is Gerard Chahand, ed., *People Without a Country* (London: Zed Press, 1982).

Footnotes

- 1. American International Legal Action Appeal, U.S. 367/85, December 20, 1985.
- 2. *The New York Times*, January 31, 1986.
- 3. There are the same kind of requests used for the use of money by a group, but they are strictly speaking, matters of internal group discipline. The requests are used to get more money from the group, there are not other requests, but they are used to get more money from the group. The requests are used to get more money from the group. The requests are used to get more money from the group.
- 4. See Gerard Chahand, *Kurdish Tribes and the State of Iran* (London: Zed Press, 1982).
- 5. In contrast to the PKK, there are no "liberated areas" controlled by Kurdish organizations, as stated in the text. The PKK has established a number of "liberated areas" in the mountains of the Taurus and the Zazana mountains. The PKK has established a number of "liberated areas" in the mountains of the Taurus and the Zazana mountains.
- 6. From the late 1960s on, Barzani's area had been coming and going through the area, several times and camps had been set up. The area was controlled by the PUK. The area was controlled by the PUK. The area was controlled by the PUK.
- 7. Some of these conflicts are well reported in the Iranian press. See, for instance, *Iranian Press*, August 4, 1980. The Kurds' own publications (for example, *Awaz*, a newspaper published in Sulaimaniya) also report on these conflicts. See, for example, *Awaz*, August 4, 1980. The Kurds' own publications (for example, *Awaz*, a newspaper published in Sulaimaniya) also report on these conflicts. See, for example, *Awaz*, August 4, 1980.
- 8. See, for example, *Awaz*, August 4, 1980. The Kurds' own publications (for example, *Awaz*, a newspaper published in Sulaimaniya) also report on these conflicts. See, for example, *Awaz*, August 4, 1980.
- 9. For interesting observations on the participation in an underground network in a development project see Lutz Preuss, *East German Communist Foreign Activities* (London: Zed Press, 1985).
- 10. See, for example, *Awaz*, August 4, 1980. The Kurds' own publications (for example, *Awaz*, a newspaper published in Sulaimaniya) also report on these conflicts. See, for example, *Awaz*, August 4, 1980.
- 11. Martin van Bruinessen, "Nationalism and Religion in Kurdistan: A Study of the Role of Religion and Politics in the Formation of the PUK," *Journal of Middle Eastern Studies*, 16 (1984), pp. 1-14.
- 12. Recent developments of the political and economic situation in Kurdistan are well reported in the Iranian press. See, for example, *Iranian Press*, August 4, 1980. The Kurds' own publications (for example, *Awaz*, a newspaper published in Sulaimaniya) also report on these conflicts. See, for example, *Awaz*, August 4, 1980.
- 13. See, for example, *Awaz*, August 4, 1980. The Kurds' own publications (for example, *Awaz*, a newspaper published in Sulaimaniya) also report on these conflicts. See, for example, *Awaz*, August 4, 1980.
- 14. Both Iraq and Iran have recruited thousands of *peashmergas* for the fight against the PUK. The Kurds' own publications (for example, *Awaz*, a newspaper published in Sulaimaniya) also report on these conflicts. See, for example, *Awaz*, August 4, 1980.
- 15. The article is based on information from the Kurdish press and other sources. It is not based on official Iranian or Iraqi sources. It is not based on official Iranian or Iraqi sources.
- 16. The article is based on information from the Kurdish press and other sources. It is not based on official Iranian or Iraqi sources. It is not based on official Iranian or Iraqi sources.
- 17. Many of the estimates in this article are based on information from the Kurdish press and other sources. It is not based on official Iranian or Iraqi sources. It is not based on official Iranian or Iraqi sources.
- 18. The article is based on information from the Kurdish press and other sources. It is not based on official Iranian or Iraqi sources. It is not based on official Iranian or Iraqi sources.

—Martin van Bruinessen

THE WORLD



Shaded area of the map indicates territory occupied by the Kurds.

Kurds do battle in no man's land of Iran-Iraq war

BY ROBERT KAPLAN
Special to The Globe and Mail
GOWREH-DEH, Iraq

OUTSIDE THE town of Sulaymaniyah in northeastern Iraq, a wall of yellowish hills ripples upward from the dark volcanic plain to merge with granite massifs. In these canyons, the Iraqi army travels only in convoys and the billboard-size photos of Iraqi president Saddam Hussein — ubiquitous elsewhere in the country — are very few. Even the time zone is different from the rest of Iraq: it is one half-hour ahead.

According to the map, you are still 65 kilometres inside Iraq when men with checkered turbans and baggy trousers, bristling with arms, start appearing. As any of these armed men would tell you, Arabistanz (the land of the Arabs) ends near Sulaymaniyah, and where the mountains begin is Kurdistan (the land of the Kurds).

The land of the Kurds, who number 16.5 million, is an elliptical swath of territory touching Iraq, Iran, Syria, Turkey and the Soviet Union. Linguistically and culturally, it is a distinct, easily defined area. The Indo-European language of the Kurds, related to Persian, is completely different from the Arabic of Iraq and Syria and from the Turkish of Eastern Anatolia. But militarily and politically, Kurdistan is not so easily defined. And in few places is the security situation as unstable as in the defiles near the Iraq-Iran border.

In this no man's land exist several Kurdish guerrilla armies in tenuous alliance with each other, yet on opposing sides in the Iran-Iraq war.

Gowreh-Deh ("big village" in Kurdish), which sits in a canyon about eight kilometres from the Iranian border, is the political headquarters of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), headed by Abdel Rahman Qasemli, which has been fighting the regime of Ayatollah Ruhollah Khomeini since 1979.

From Gowreh-Deh, the KDPI directs the activities on the Iranian side of the border

of its 10,000 fighters, known in Kurdish as Peshmergas (those who stand before death).

In early 1984, the KDPI moved its headquarters here after being driven over the border by Iranian Revolutionary Guards. "We moved the centre of the party to what is geographically Iraq, but what in reality is no man's land. We have no agreement with the Iraqi Government, yet we are actually co-operating with it," explained Said Badal, a member of the party's Politbureau.

From the Iraqi standpoint, the KDPI is a useful tool in its war against Iran, since the constant guerrilla activity of the party's Peshmergas is helping to pin down 200,000 Iranian troops in the Northern part of the 1,200-kilometre war front. Dr. Badal claimed that 80,000 Iranian troops have been killed by the Peshmergas since early 1979.

Although the Iraqi Government is, for the time being, willing to co-operate with the KDPI, the physical security of Gowreh-Deh is not dependant upon the Iraqi Government, but upon a rival Kurdish group, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), headed by Jalal Talabani, that is supported by Syria and at war with the Iraqi army. The 7,000 guerrillas of Mr. Talabani are the principal force in these canyons.

Thus the KDPI is in the unenviable position of having to co-operate with both sides in a war inside Iraq, in order to use Iraq as a base to fight Iran.

The triangular relationship between Dr. Qasemli's KDPI, Mr. Talabani's PUK and the Iraqi Government is only one aspect to the local security situation. In addition to those two major Kurdish groups, the border area with Iran is occupied by 500 Peshmergas of Komala, a Maoist organization fighting Iran, and similarly small sized Iranian opposition groups like the Fedayeen and the Mujahedeen.

Despite its isolation and fragile security condition, Gowreh-Deh is supplied with ice, Pepsi, scotch, and Camel cigarets brought up from Sulaymaniyah.



Kurdish guerrillas: fighting on all fronts for a land of their own.

Medical care has been a problem, though. KDPI officials hope the situation will improve following an agreement with the New York-based International Medical Relief to provide humanitarian services to civilians in the region. Anthony Owen, a British surgeon, and Sam Toussie, a Columbia University epidemiologist, recently visited here on behalf of the organization.

The Peshmergas and their leaders are not looking forward to an end to the Iran-Iraq war. "If there is a ceasefire, this will create problems for us, but we have many caves in Kurdistan. We will go on fighting," said Fatah Kavian, a member of the KDPI Central Committee.

As Mr. Kavian and others admitted, if Iran and Iraq signed a ceasefire, the Baghdad Government would likely lose its incentive to continue co-operating with Kurdish guerrillas fighting Tehran. Moreover, a ceasefire would free up the Iraqi army to deal more effectively with Mr. Talabani's guerrillas, upon whose strength and hospitality the KDPI depends.

The nearby surroundings illustrate the difficult historical relationship between Iraq's Arab Government and the Kurds: In 1978, the Iraqi army destroyed the houses and cemented up the wells of a previous

Kurdish village here, the remains of which are still visible. The army's action followed the defeat by Iraq of the late Kurdish leader, Mustapha Barzani, whose sons now head the Kurdish Democratic Party (KDP), that now is fighting the Iraqi army in the Turkish border area.

With both the Barzani and Talabani groups at war with Iraq, it is not fully clear whether Iraqi President Saddam Hussein could win a decisive victory over the Kurds even if his forces were not burdened by the war with Iran.

A Kurdish leader said that, "If Saddam is wise," he will seek peace with the Kurds by offering them more freedom than the current autonomy provisions here in Iraq.

The Kurds, who live in the northern part of Iraq and account for nearly 20 per cent of its population, have always been one of the reasons for Iraq's fragility as a state. On account of the country's fractured ethnic political successive Iraqi governments have resorted to extreme repression to keep order. If the ruthless nature of the Iraqi regime is to change, it would appear that a solution has to be found for not only the Iran-Iraq war, but for the Kurdish problem as well.

16.8.1986

Turks bomb rebel bases

Reuter
ANKARA

Turkish warplanes bombed Kurdish rebel hideouts in Iraq yesterday, four days after 12 Turkish soldiers were killed near the Turkish-Iraqi border, the Government said. It said several planes carried out the raid on rebel hideouts, assumed to be Kurdish guerrillas. The air attack followed publication of a Turkish Government decree Thursday night amending martial law and emergency rule regulations to authorize "hot pursuit" of rebels into neighboring countries.



Kurderne blev anholdt for ulovlig indtrængning — Foto: Lars Skaaing

Ambassade blev besat

20 kurdere anholdt

Af Lene Johansen

20 kurdere blev i går anholdt efter en demonstration på den vesttyske ambassade på Østerbro i København.

De er tilhængere af Kurdistans Nationale Befrielses Front i Danmark. Med slagord og bannere demonstrere

rede de for at få løsladt en landsmand, der efter deres opfattelse sidder uskyldigt fængslet i Vesttyskland.

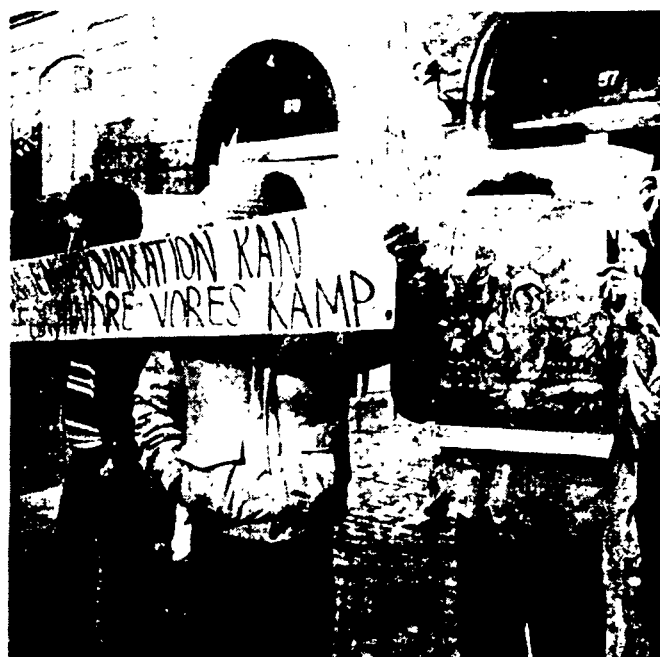
Umiddelbart efter politiets afhøring blev de tre fastboende og 17 asylansøgere løsladt.

Kurderne har tidligere demonstreret herhjemme for et frit Kurdistan — bl.a. på

FN's kontor, den svenske ambassade, den tyrkiske ambassade og på Amnesty Internationals kontor.

— Vi ville undersøge kurdernes identitet nærmere for at konstatere, om der er tale om de samme demonstranter, oplyser vicepolitidirektør Ole Nørgaard.

MORGENAVISEN 19.9.1986



Kurderne protesterede over at en af deres landsmænd var blevet fængslet for at have planlagt et attentatforsøg i Hamborg (Foto: Bo Svane)

Kurderne anholdt efter ambassade-demonstration

17 tyrkiske kurdere blev i går anholdt af politiet efter en protestdemonstration ved den vesttyske ambassade i København.

Protesten var rettet mod den vesttyske ambassade fordi en landsmand, Faruk Bozkurt er blevet fængslet i Vesttyskland for at have planlagt et attentat mod den tyrkiske ambassade i Hamborg.

Kurderne forsøgte forgæves via porten at trænge ind i ambassadens område. I et alle anholdte, var den spædelelse, som politiktionsens leder gav de 17 kurdere, da de maskerede forlod ambas-

sadebygningen i Stockholmsgade.

Den beslutning protesterede kurderne over.

— Vi troede, at Danmark var et demokratisk land. Hvor er Jeres demokrati, spurgte en oplyst talsmand.

Politiets leder på stedet fik beroliget de anholdte med forklaringen om at en anholdelse i Danmark ikke er det samme som en anholdelse i Tyrkiet. Herefter fulgte alle frivilligt med over til politiets ventende transportvogne.

Efter at politiet havde konstateret samtlige demonstrationsdeltageres identitet, blev alle løsladt uden sigtelser.

Efter at være blevet belært om, at en dansk anholdelse ikke er så slem som en tyrkisk, fulgte demonstranterne frivilligt med hen til politiets transportvogn (Foto: Bo Svane)



AMNESTY INTERNATIONAL

HUMAN RIGHTS IN TURKEY

A REMINDER TO THE EUROPEANS WHO WOULD LIKE TO PUT TURKEY FORWARD AS A DEFENDER OF HUMAN RIGHTS

On April 25, 1985, and as had been apparent for some time - particularly since the "friendly settlement" in December 1985 of the four European countries which had appealed to the Human Rights Committee - the members of the Council of Europe elected Turkey to the position of Deputy Chairman by 14 votes to 6, with one abstention. This satisfied the Turkish aim of rejoining the European organizations and caused great pleasure in Ankara.

The members of the Council of Europe, implementing a policy of "bringing Turkey back into Europe in view of the progress made in the sector of democratization", have adopted a stance which is entirely hypocritical since it places above concern and zeal for human rights military political and above all economic considerations. The hypocrisy lies in the fact that the election of Turkey to the Deputy Chairmanship - which opens the way for it to occupy the Chair within a short period of time - of an organization which above all is involved in the protection of human rights was done in the full knowledge that human rights in Turkey are subject to the most blatant violations and that the beautification of the Turkish image in Europe was the result of a successful and expensive public relations campaign and the promotion of financial benefits for those European countries which are hungry for exports and business opportunities.

Examples are rare in history of

such tragic irony and hypocrisy, with a country which unhesitatingly breaches human rights on its own territory - not to mention the crime of the Cyprus invasion - being put forward with the blessing of the other members of the Council of Europe as a protector and guarantor of human rights.

Those who still have doubts and reservations might be interested to read the following extract from the most recent (February 6, 1986) report of Amnesty International - the most respected human rights organization - on the deplorable condition of human rights in democratic and European Turkey.

Prisoners of Conscience

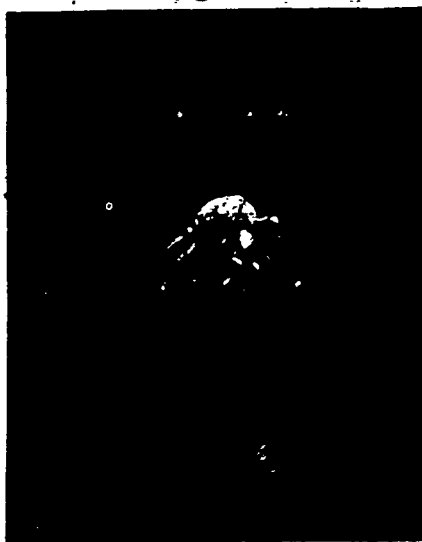
According to official statistics published in *Camburjet* newspaper of January 1, 1986, on November 1, 1985 there were 15,569 political prisoners, of whom Amnesty International believes at least some hundreds to be prisoners of conscience. Among prisoners of conscience are members of political parties and groups, trade unionists, writers, journalists, publishers, academics, members of the Kurdish ethnic minority and members of religious groups. People imprisoned under Article 141 of the Turkish Penal Code, which prohibits membership of illegal organizations, include those charged with membership of the illegal Turkish Communist Party and members of other left wing parties which had been legal until they were

banned after the September 1980 military coup. Among these are members of the Turkish Peace Workers' Party (TPA), the Turkish Workers' and Peasants' Party (TIKP), the Turkish Socialist Workers' Party (TSIP), the Teachers' Association (TÖB- DER) and the Progressive Youth Association (IGD).

Prosecutions of journalists, writers and publishers continue to take place under various articles of the penal code, including Article 142 which prohibits "making communist propaganda", and the Press Law. Some of those prosecuted remain free pending the completion of legal proceedings, while others are imprisoned for short periods or permitted to convert their prison sentences to fines.

In many cases trials are in progress of people charged on account of their non-violent exercise of their rights to freedom of expression and association, where the defendants have either been released while the trial continues, or have not been taken into custody. People imprisoned in such cases are regarded by Amnesty International as prisoners of conscience.

The trial against leaders, officials and advisers of the Confederation of Progressive Trade Unions (DISK) and its 30 affiliated trade unions, which started in December 1981, continues, but all the defendants are now free pending completion of the legal proceedings except those held in connection with other charges. In



Melih Alyaz - his son was arrested at his wedding. His death sentence was voted by the National Security Council.

January 1986 the prosecutor withdrew the demand for death sentences for 78 of the 1,477 defendants and asked instead for sentences of from six to 20 years and in two cases for acquittal.

The trial, which began in August 1984, of 59 intellectuals charged with violating Martial Law Decree 1402, Article 16, by signing a petition which called for an end to human rights violations

continues. The defendants are free pending completion of the legal proceedings.

In November 1984 a second trial was initiated involving 48 members of the Turkish Peace Association charged under Article 141 of the Penal Code, but the defendants have not been taken into custody.

Another such case is that of officials of the Turkish Medical

Association who have been prosecuted for signing a petition calling for the abolition of the death penalty, but have not been taken into custody.

Many Kurds remain in prison. Some are charged with or convicted of violent offences; others have been charged on account of their non-violent activities for the preservation of the Kurdish language and culture and for the recognition of the Kurds as a separate ethnic group, which is denied by the authorities. Recep Marasli, the director and editor of *Komal* Publishing House in Istanbul which specialized in works about the Kurdish ethnic minority in Turkey, has been in prison since January 1982, serving a total of more than 36 years' imprisonment in connection with various publications, membership of an illegal Kurdish organization and statements he made in court as part of his defense.

Paşa Uzun, who is serving a 16-year prison sentence for alleged Kurdish separatist activities, has been in prison since 1979. At the time of his detention he was a student at a teachers' training institute in Konya. He was arrested with some 200 other members

of the Progressive Democratic Cultural Association (DDKD), which was a legal organization until it was proscribed under martial law (imposed in Diyarbakir in April 1979). Paşa Uzun is reported to have been severely tortured at various times throughout his imprisonment (see Amnesty

International File on Torture, May 1984).

Imrali Beyazitoglu, sociologist who is not himself a Kurd, is serving a 10-year prison sentence passed in March 1982, because of a letter he sent to the President of the Swiss Writers' Association during a previous period of imprisonment, in which he argued that the Kurds are a separate ethnic group and criticized official denial of this. He was convicted of undermining the Turkish State's reputation abroad. This is his third prison sentence for expressing such views.

Other people regarded as prisoners of conscience by Amnesty International are those charged under Article 163 of the Penal Code with trying to change the secular nature of the Turkish state. Most of these are members of Islamic sects, but in December 1984 23 Jehovah's Witnesses, who had been detained in June and July 1984, were sentenced under Article 163 to prison terms of between four and six years. In June 1985 the Court of Appeal quashed the sentences and ordered their release. The case was returned for retrial to the court of first instance, which upheld its previous verdict and imposed sentences of from five to eight years. The defendants remain free pending the hearing of a further appeal.

(Continued in our next issue)

KURDS FANNING THE FLAMES

The attack of the Turkish Air Force on Kurdish villages in Iraq fanned the flames of a fire which Turkey has been trying to put out by the most inappropriate means.

The squadron's operation was preceded, it would seem, by a difficult night at the Turkish Ministry of Defence. The President, the Prime Minister and the Chief of the Armed Forces must, in their secret meeting, have had to weigh two things, the political cost at home as another round of so-called elections approaches



and possible reactions on the part of Turkey's awkward neighbours.

Their decision to go ahead with the bombing of Kurdish villages in Iraq, which are supposed to have been the starting point for Kurdish incursions into the eastern provinces of Turkey, shows that they got their assessment wrong on both counts, since the political cost has already proved heavy (the Press gave lurid coverage to the story and public opinion became even more concerned) and Tur-

key's neighbours took it badly - and not only Baghdad, but also Teheran, which made an official protest to Ankara.

The Kurds, or Cardes according to the 4th century BC Greek historian Xenophon, rarely put forward their antiquity as an argument in their struggle - even though they are mentioned in the records of the region as far back as the time of the Babylonian Empire, in contrast with the Turks, whose conquest of Asia Minor dates back no more than nine centuries.

What has most spurred on their activity is perhaps the fact that during recent decades they have increased in numbers dramatically (they are estimated to number at

least 15 million) and they feel that they lack space in the narrow zone at the source of the Tigris, where they live divided among four countries: Turkey, Iraq, Persia and Syria.

The countries among whom the Kurdish population is divided feel that they have every interest in perpetuating this dispersion, since it hinders the Kurds from uniting and gaining strength and because they can often, by having them in their control, play them off against their neighbours.

Homemini's Iran has to a large degree adopted this method. Not enjoying the luxury of being able to tolerate Kurdish uprisings at a small distance from the Gulf front, it has promised - and to a considerable extent has already



granted - a significant degree of autonomy to Persian Kurdistan, from which it has managed to recruit some thousands of troops to fight Iraq.

Turkey, which has no open front, has preferred another solution to conclude - in 1984 - an agreement with Iraq on joint or unilateral operations against the Kurds. By virtue of this agreement, the Turkish Air Force and Army may intervene against the Kurds even within the borders of Iraq if there are disturbances there which can threaten the whole area. Obviously, Baghdad has never been particularly happy about this agreement which it signed of necessity in view of the serious unrest which it faces in

count which overlooks the fact that in the case of the Kurds, a nomadic people which has only recently begun to gravitate into settlements, the concept of a camp (if indeed this was what it was about) does not differ much in reality or geographically from that of one of their villages.

According to the Press - Ankara, the militant Kurds have in Iran, Iraq and Syria 32 camps and 15 'centres' from which they mount their operations.

But the Kurds, who in the case of Turkey constitute officially 7% of the population (approximately four million) and are concentrated particularly in the provinces of Van

and Bitlis, already have a noteworthy organisation and very strong active groups in Europe and, even more so, in the USA.

The bureau of the Kurdish minority in the USA maintains significant political and public relations and is equipped with computers to keep their records and handle their

Furthermore - and this is something which Turkey overlooks, the majority of Kurds, once animists or Christians, are increasingly embracing Islam specifically the Shiite variety. Their Shiite tradition is already broader and more multi-faceted than that of the Homeini supporters of Lebanon and is second only to that of Iran.

Apart from the picture of savage genocide which the latest Turkish attack presents, it threatens to open, under the nose of the unsuspecting Europeans, another Pandora's box and the demand for freedom and democracy might again be fused with pursuits and tendencies of the already well-known 'fundamentalist' type.

Iraqi Kurdistan

Even less happy were the Kurds. The recent slaughter, with the semi-official justification that 12 Turkish soldiers had been killed recently in operations by the Kurds, claimed hundreds of victims ("as many as 200 were killed", admitted Turkish Prime Minister Turgut Ozal) and touched off scores of protest demonstrations throughout Europe, from Athens, where there was a march through the city centre, to Rotterdam, where large numbers of Kurds occupied the offices of Turkish Airlines.

The Turkish operation against the Kurds was concerned with camps according to the official version - an ac-

The conservative Norwegian newspaper *Morgenbladet* published an article on September 4 by Aziz Baran, himself a Kurd, on the position of Kurds in Turkey. 'Aziz Baran' is a false name and conceals the identity of a Kurdish writer living in exile.

Baran states that immediately after the 1980 coup 81,634 Kurds were arrested. Reports have appeared in the *New York Times* of a mass trial in which 447 Kurds were sentenced to imprisonment and 97 to death.

He stresses that "it is against the law to be a

Kurd in Turkey" and that the region of Turkish Kurdistan, where the majority of the Kurds of Turkey live, is called "the eastern part of the country" because even the use of the term 'Kurdistan' is forbidden. It is also compulsory for the children to have Turkish names, in practice they have two a Kurdish one for everyday use and a Turkish one for dealings with the authorities.

Baran also referred to the case of the Kurd M E Bozarslan who was the author of a handbook for the use of children using the Kurdish alphabet; he received a four-month

prison sentence. He was later sent to prison again for publishing the epic 'Men and Zin' - a kind of Romeo and Juliet for the Kurdish people.

As to the future of the Kurds in Turkey, Baran states that the idea of publishing a book describing the torture and murders of innocent people is gaining ground. The younger generation of Kurds no longer accept the philosophy that 'the good follows the bad as the day the night', and vice versa but are seeking their identity - and some part of the world which they can call their homeland.

ОТЕЧЕСТВЕН ФРОНТ

Свидетелствува печатът

1986 г.

Вярата не може да се убие

Изповестта на един палач пред списание „Нокта“

Мъж на средна възраст. Среден и на ръст. Косата е медвешка от дясно. Брадата е мъничка. Човек би казал, че в лицето му не е мито гледа на Дремите — скързане. Движи се прилично и все още върта наоколо. Така си представя Христо Янчев, като седне в кабината на автобуса на Ердан Ерел. Аля Билент Оркан и др. Човекът на турската авиация, който самият казва да го повикват, за да изпълни найстрашната присъда. Последните са предишните. Аз съм студент, работничка, бобър за Елми по справедлива работа. Последният обаче, който вярата не може да се убие, е на мястото на неговия палач. Не в сянката йон (за щото присъдите се изпълняват в околностите) те умарат вярата, че не бъдат саванни, тази Гаминия, че

жертва е необходима за револуцията, за да може тя да се върне.
Журналистите от списание „Нокта“ останаха верни на своя професионален и човешки дълг. Не зная какъв труд се издари палача, как са го слагали да проговори, но то ва, което са направили, заслужава уважение. Впрочем журналистите от „Нокта“ са на тридесет години, заради своята усърдност. На няколко пъти списанието бе конфискувано от властите, поради публикуване на подобни материали, между които е и известното алене на българския читател „Признание на един инквизитор“.
„Нокта“ пише дословно: „Денят говореше, Янчев се намерише много. От време на време се усмихваше без никаква причина. В началото не искахме да призоваваме по темата, за която го бяхме по турския. За известно смущение ни каза „А, какво ще е ползата ви, като говорите с мен

по тази тема. Какво искате от мен? И отново ни гледаше странно. Накрая се съгласи да говорим — с кратки отговори на въпросите ни.
„Нокта“: Кой ви ръководи, за да изпълните смъртната присъда?
Янчев: Капитан Авни.
„Нокта“: Какво изпитвате при изпълнението на присъдата?
Янчев: Малко ми е съвестно. Не изпълнявам това, за което правителството е взело решение.
„Нокта“: Какви пари получавате за това?
Янчев: 25 — 30 милиона лири.
„Нокта“: Те ви определят сумата?
Янчев: Да.
„Нокта“: Колко пари получавате за последната смъртна присъда, която изпълнявате?
Янчев: 30 милиона лири.
„Нокта“: Вие ли им слагате присъдите?

Янчев: Аз.
Нокта: Те казват ли нещо преди обесването?
Янчев: Ами... ако се комунисти, казват: „Смърт на фашизма“ и други подобни неща.
„Нокта“: Знаете ли името на обесаните?
Янчев: Не зная.
„Нокта“: Знаете ли да пишете и да четете?
Янчев: Не зная.
Западноевропейският парламент на няколко пъти порица Турция по повод смъртните присъди, които се изпълняват над политическите затворници. Но властите в Анкара продължават масово да издават смъртни присъди.

Спомням си думите на един другар от Курдистан: „Нашите врагове ще ни заловят с каквото могат. Смърт, изтощение, палачи, те, род, бесилци, да борбата, Но, вали революционерът е днешно поколение, който върши всичко трябва да се бори, за да дръзко върши насилието на народа в действителност. Към тези думи ми е да се прибера... не възможност е да се убие вярата и вобелата. Човекът може да загине, но вярата, която остава във всяка свобода, вродилжава да гори.“

ДЕЛДАР ЗАНА
Курдски журналист

ОТЕЧЕСТВЕН ФРОНТ, 1 октомври 1986 г.

Черните запетайки на историята



СПЕЦИАЛНО ЗА В. ОТЕЧЕСТВЕН ФРОНТ

През септември турският парламент прие декрет, с който одобри искането на правителството да се предприемат нови военни операции срещу курдски партизани и на териториите на съседни държави. Декретът предвижда сериозна тревога и възмущение сред демократичната общественост в света, тъй като режимът в Анкара официално заявява, че ще осъществи нова провокационна нападения, срещу обекти, разположени дълбоко във вътрешните райони на суверенни страни, членували в ООН. Парламентарно решение бе взето в навечерието на 41-ата сесия на Общото събрание на световната организация, където в центъра на изказванията стои въпросът за свързани с укрепването на мира, демокрацията и прогреса.

Изглежда, че правителствените среди в Турция не се нитко ресуават изобщо от световното обществено мнение, което рязко осъжда насилствените шовинистични методи за разправа с националноосвободителните движения. Впрочем чрез средствата за масова информация режимът в Анкара заявя, че нищо не е в състояние да спре военни операции срещу курдската съпротива и че ще продължи и завнапред репресиите на прогресивните сили, които енергично се противопоставят на упражнявания в страната си и асимилационни

АНКАРА

Варварството на турската военщина в Курдистан • Неоправдани арести на хиляди хора

Коментаторите в тревога от беззаконията на парламентарното решение за преследване на борци за свобода и на териториите на съседни държави се вижда, след като бе осъществено навлизането на турската военщина в Иракския Курдистан, нагледно изказание за револуционните връзки между България и Гърция и след като 37 на сто от територията на Кипър продължава да бъде под окупация на турската армия. Почти единодушно се изтъква, че декретът „развързва“ ръцете на правителството да предприема военни акции в други държави, като по този начин се тропа международната обстановка и се подриват усилията за уреждане на мира и сигурността в района и в целия свят.
Зад твърденията на управниците в Анкара, че събитията в източните и югоизточните райони (където курдският народ води упорита борба за национална независимост) са предизвикани от чужди елементи, се крие опасното намерение за бъдещи наказателни операции в големи размери. Но в този метод не е нов. Винаги, когато режимът се е облъсквал с важни политически проблеми, и след неуспеха на тяхното отстраняване, той опитва да прехвърли вината върху „неприятелски“ настроени държави, които според Анкара искани нито повече, нито по-малко да нарушават териториалната цялост и „единството“ на турската държава.
Широко известно е, че курд

ският народ води последователна борба за защита на своите законни и естествени права — равнопоставеност, свобода и независимост. Националноосвободителното движение на това многомилионно население има дълга история. Не е необходимо неговите проблеми да бъдат предизвикани от други държави, за да се поощри въстание срещу поробителите. В съпротивата на курдите участвуват май-верните и предани синове и дъщери на народа, които са поели по пътя на революцията. Техният единствен стремеж е да превърнат идеалите си в действителност.

„Турската държава е силна. Тя ще прибегне до всякакви методи, за да ликвидира развоя на събитията в източните райони. Всичките мерки, предприети срещу терористите и сепаратистите, са в съзвучие с нашата демокрация“. Това са думи на министъра на вътрешните работи на Турция Йълдърым Акбулут.

Какво трябва да се разбере от думите „съзвучие с нашата демокрация“. Може би най-обикновен терор или вандализъм, жестоки репресии срещу националноосвободителното движение на народа на Курдистан.

На пресконференция, състояла се неотдавна в Атина и в Брюксел, представители на курдските революционери заявиха: „Геноцидът в Турция продължава. Това е жесток пример за съвременно варварство. Над сто хиляди наши братя вече са изселени от родните си места. Изтезанията в цялата страна са всеядни. В източните райони са съсредоточени две трети от армията, чиято единствена задача е да поведе без избор на методи и средства, народната съпротива. По време на „наказателните операции“ жителите на цели селища биват арестувани и подлагани на мъчения в по-

бой, а заподозрените в симпатии към борците за свобода често се разстрелват без съд и присъда, просто за възмездие.“

Действията на турската армия в Курдистан потвърждават напълно твърденията на очевидци. В село Балъ (окръг Хакъри) „силите за сигурност“ арестували всички младежи над 7-годишна възраст и едно момче, само защото в близост до селището имало стълкновение между курдските борци и армията. Селяните потвърдили, че реколтата им била нагорена от войниците. „Ще съберем жените си и ще отидем при Кенан Еврен. Дай ми хляб, ще му кажем, какво ще умрем от глад“, заявя 60-годишният Мехмед Варъц, жител на Балъ.

Геноцидът, политиката на асимилационни и терорът никога не са били в състояние да потушат законната съпротива на народите. Те не могат да бъдат „демократични мерки“, както иска да ги представи министърът на вътрешните работи Йълдърым Акбулут. Освен ако той и неговите прибавеници имат други представи за демокрация. Подобни античужденски действия са осъдени на провал. Те винаги са били практикувани и са се прилагали единствено от режими, които са неуверени за своето бъдеще.

Всяка тирания, колкото и черна да е тя, е само една за петая в историческото развитие на човечеството. Тя никога не е точка — каза големият български поет Гео Милев. Историата напълно потвърди тези свети думи. Днешните управници в Анкара трябва да проумеят, че с истинствените методи те ще оставят в историята само една черна запетайка.

ДЕЛДАР ЗАНА
Курдски журналист

Les Kurdes, 25 siècles de tempêtes

par Jean-Jacques VERNOCHET

REGULIÈREMENT les Kurdes se rappellent à la mémoire de Topinon mondiale par quelque fait saignant. Peuple sans État, il se trouve divisé en cinq Pays : Arménie soviétique, Turquie, Irak, Syrie, sans compter la diaspora dispersée aux quatre vents des Amériques et de l'Europe.

Depuis un siècle et demi maintenant, les Kurdes revendiquent une identité nationale, oscillant entre la volonté de créer un État indépendant et des velléités d'autonomie au sein des États modernes où les hasards de l'histoire et de la géopolitique les ont placés pour leur malheur. Ces États, quel qu'en pensent les organisations internationales, ne sont pas prêts à accepter la partition de leur territoire au profit d'une minorité ethnique. Aussi conduisent-ils depuis plus d'un siècle des politiques d'assimilation menées le plus souvent par la violence. A ces politiques, les Kurdes ont toujours réagi par d'innombrables révoltes, toutes noyées dans le sang jusqu'à aujourd'hui. Cette situation créant dans la région une tension permanente, ce n'est donc pas seulement une image lorsqu'on parle de pondrière à propos du Kurdistan, ce Kurdistan qui n'existe sur aucune carte, mais que peuplent dix millions d'âmes dans les montagnes et sur les hauts plateaux qui bordent l'Est de la Turquie, le Sud de l'Arménie soviétique, l'Ouest de l'Irak et le Nord de l'Iran.

C'est sur la plus haute d'entre ces montagnes sur le Mont Ararat que, 600-ans, l'Arabe du Désert vint se coucher...

L'histoire des Kurdes commence réellement au pied d'une caravane. Avant, l'origine de ces tribus montagneuses se perd dans

les brumes et les légendes aées du Septentrion, dans les Empires des Steppes.

A partir du 6^e siècle avant J.-C., les invasions aryennes, médio-scythiques déferlent sur l'Asie. Un royaume mède s'installe sur les hauts plateaux d'Azerbaïdjan, à l'ouest de l'Iran, au bord des eaux salées du lac d'Urmiah. Vers 856, ce sont des tribus cimmériennes, puis des Scythes descendants des confédérés de l'Oural qui bousculent les premiers Aryens.

L'une de ces tribus porte le nom de Cytroi et, sous la conduite de Cyaxarès, les Umman manda, les hordes de manda qui rassemblent des éléments scythes et cimmériens, parviennent jusqu'en Mésopotamie où elles conquièrent Nialive sur la domination assyrienne. A cette époque, les Arméniens occupent déjà la région du lac de Van, à l'est de l'actuelle Turquie.

En 400 avant J.-C., dix mille hoplites grecs traversent la région, et Xénophon, mémorialiste de cette longue marche, nous conte dans l'Anabase les vertus guerrières des tribus karduques. L'historien grec Hérodote nous apprend pour sa part que ces tribus appartiennent à la 13^e Sastrapie de l'Empire perse.

Rien n'établit formellement que les Karduques soient les ancêtres des Kurdes, rien ne le contredit non plus. Ceux qu'il convient donc d'appeler les Kurdes, sont de farouches mercenaires combattant tantôt pour un souverain, tantôt pour son adversaire : Polybe nous dit qu'ils luttèrent du côté du gouverneur de Médie contre le roi Séleucide Antioche II. Trente ans plus tard, le Romain Titus-Live les rencontre dans l'autre camp.

A la fin de l'Antiquité, les Kurdes seront successivement soumis aux dynasties arméniennes, à Alexandre le Grand, puis à un autre Alexandre, celui-là fils d'Antioche et de Cléopâtre ; ils seront vassaux des Parthes, de Rome, de l'Empereur Théodore de Byzance et des Sassanides.

A l'aube du 6^e siècle, les Arabes prennent le relais : quelques décennies avant l'Hégire et l'explosion de l'islam, avec la naissance du monde musulman apparaissent, entre le 9^e et le 13^e siècles, les grandes dynasties et les premiers royaumes kurdes.

Le Kurde Saladin, qui fait trembler les Croisés, fonde la dynastie des Eyoubides et étend son impérium sur la Syrie et l'Égypte. Sous sa conduite, les Kurdes eussent, sans doute, pu se constituer un État. Ils manquèrent cependant de le faire, avec l'histoire. L'islam en est certainement l'une des causes. Religion universelle, elle cimentait la communauté des croyants, mais ne fournit pas la base idéologique nécessaire à l'idée de nation.

Ces royaumes kurdes, qui ne surent ou ne purent s'établir durablement, furent détruits au 13^e siècle par les envahisseurs mongols. Ce fut Houlagou Khan, sultan de Tamerlan le Boiteux, Tamerlan qui, au soir de ses conquêtes, faisait édifier, sur les ruines des châteaux, des minarets de têtes tranchées au sommet desquels les muezzins chantaient l'appel à la prière.

Dès lors, et pour cinq siècles, le destin des Kurdes va être lié à celui de l'Empire ottoman et de la Turquie. Mais l'arrêt à l'ouest en 1683, de l'expansion turque, devant les murs de Vienne où se brisent les assauts des Janissaires, va conduire la Sublime Porte à consolider son pouvoir à l'Est, sur les Chrétiens, les Arméniens et les Nestoriens, et sur les Kurdes. Peu à peu, l'autonomie des princes kurdes diminue tandis que la Turquie et la Perse évoluent et se transforment politiquement en États modernes.

Entre 1760 et 1779, un Kurde, Kerim Khan Zand règne sur la Perse. A nouveau, le peuple kurde pouvait trouver l'occasion de parvenir à l'unité nationale. Ce règne, sans lendemain, va inaugurer une ère de malheurs pour les tribus montagnardes. Elles doivent bientôt faire face à la pression des États centralisés et au despotisme des grands propriétaires terriens, turcs ou kurdes — les aghas — dont la puissance s'est bâtie sur la spoliation des terres tribales.

A l'aristocratie militaire de jadis s'est substituée une nouvelle classe dont le pouvoir est économique. Contre elle, commencent au début du 19^e siècle les luttes de libération d'où va naître l'idée nationale. Déjà, la guerre russo-turque de 1828 déclenche un embrasement général du Kurdistan contre les féodaux et les Turcs.

Pendant quelques décennies encore, les grandes familles kurdes, associées traditionnellement à la politique de l'État ottoman, vont continuer à soutenir le pouvoir central jusque dans ses campagnes les plus sanglantes, celles, par exemple, du Sultan Rouge Abdul Hamid dirigées contre les Chrétiens, les Arméniens et les Assyro-Chaldéens. L'élite kurde ne tarde pourtant pas à comprendre que le pan-islamisme n'est qu'un prétexte à la répression des minorités. Se désolidarisant de l'Empire, elle va désormais conduire sa lutte pour l'indépendance.

1880 : Cheikh Obeidullah est à la tête de la première grande insurrection ayant ouvertement pour objectif la création d'un État souverain. Turcs et Persans font alors taire leur antagonisme traditionnel pour organiser la répression de 1889, tout comme, près d'un siècle plus tard, l'Irak allait ouvrir ses frontières aux gardamaks turcs.

Déjà en 1601, Mem O Zim disait que « chaque fou qu'Arabes et Turcs se rassemblent pour combattre, ce sont les Kurdes qui baignent dans le sang ».

Il en faut sans doute plus pour abattre la volonté d'affranchissement de ces derniers, dont le mouvement national s'organise à partir de 1908 à Stamboul, conduisant l'Etat ottoman à mener une politique d'assimilation à outrance ; l'avance des troupes russes pendant la Première Guerre mondiale sert de prétexte, sous couvert d'évacuation, à la déportation massive des populations kurdes.

10 août 1920, l'accalmie après la tempête, le traité de Sévres internationalise le problème en recommandant la recherche d'un statut d'autonomie pour les provinces où domine l'élément kurde. Cet espoir est déçu trois ans plus tard par les accords de Lausanne qui annulent quasiment les acquis du précédent traité.

En 1923 également, Mustafa Kemal nie l'entité kurde dont la langue est interdite. Les Kurdes ne sont, pour lui, que des Turcs montagnards négligés, qui ont oublié de parler le turc. La répression se fait moderne, technique ; les opérations de police sont suivies de procès à grands spectacles comme ceux de Diyarbakir à l'Est du pays en 1934.

En Irak, sous mandat britannique depuis 1925, Cheikh Mahmoud, fort des engagements pris par la S.D.N., se déclare Shah du Kurdistan, royaume hélas sans avenir, tandis que le Comité national kurde est créé en Turquie par un congrès — le Hayboun, « être soi-même » — réuni en 1927 dans un village. Kurdes et Arméniens reconnaissent à cette occasion la solidarité de leurs intérêts. Mais, en 1930, une coalition turco-persane ravage les provinces kurdes.

Peu après 1935 les Britanniques renoncent à leur mandat sur l'Irak, ils n'en continuent pas moins à soutenir activement le nouvel Etat, allant jusqu'à faire bombarder par la RAF des villages kurdes. Dix ans plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, et lors de la Conférence constituante des Nations Unies, la cause d'un Kurdistan indépendant est placée dans un mémorandum lu à la tribune.

La même année, soit 1945, le Parti démocratique kurde naît en Iran, où quatre ans auparavant les Britanniques et les Soviétiques ont pris pied ; l'Azerbaïdjan occidental, c'est-à-dire le nord du Kurdistan iranien est occupé par l'Armée rouge. A Téhéran, Reza Shah a été démis parce que trop pro-allemand, et les trinités kurdes ont mis à profit le vide du pouvoir pour proclamer l'éphémère république de Mahabad. Le reflux des troupes soviétiques déclenche aussitôt les représailles contre les Kurdes.

Au moment où les patriotes de Mahabad exploitent, le général Barzani, représentant des grandes familles kurdes, entre en dissidence contre Bagdad, lutte qu'il mènera pendant trente ans avec l'appui discret du Shah (*).

L'entente établie entre l'Irak et l'Iran leur permet de mener ensemble une vaste opération de nettoyage de la Vallée des Partis située au cœur des Montagnes, où se regroupaient les représentants des grandes organisations kurdes. Cette convergence d'intérêts ne dure qu'un temps et prend fin avec la Révolution islamique d'août 1979.

Les Kurdes d'Iran croient en l'obtention d'une autonomie relative. Mais, pour l'imam Khomeiny, l'Islam doit transcender et effacer toute différence d'ordre ethnique. Soldats de la foi et gardiens de la Révolution, moudjahidin et pasdarans poursuivent une guerre sporadique contre les Kurdes tandis que l'Irak soutient maintenant les efforts du Parti Démocratique kurde en Iran.

Suivant un mouvement de flux et de reflux politique, on voit tour à tour l'Iran, l'Irak ou la Syrie soutenir la cause kurde lorsque cela peut leur servir à affaiblir l'adversaire ou bien se liguer contre l'ennemi commun kurde. Les accords de 1975, puis la disparition du général Barzani ont contribué à éloigner le rêve d'un grand Kurdistan. C'est la gauche qui prend la relève : le docteur Ghassemlou pour l'Iran, et ses compagnons de lutte pour l'Irak, Djabal Talabani porte-parole de l'Union Patriotique et le docteur Osman du Parti socialiste unifié, tentent de coordonner leurs actions en vue d'une autonomie culturelle et administrative dans le cadre des Etats constitués.

Cette revendication d'une autonomie régionale se trouve aujourd'hui quelque peu en porte-à-faux avec le vœu d'indépendance des Kurdes de Turquie. A l'heure actuelle, le Parti démocratique kurde rassemble en Turquie la gamme complète des sensibilités politiques, des populistes aux nationalistes. A l'extrême gauche, une poussière de groupuscules se livrent entre eux une lutte souvent fratricide. Rivalités qui s'expliquent par la permanence des structures traditionnelles claniques, lesquelles se superposent dans certains cas avec différents modèles de socialisme révolutionnaire. En fait le marxisme propose aux patriotes kurdes une idéologie propice à l'organisation de leur lutte d'émancipation.

(*) L'Iran en conflit avec l'Irak pour la possession des rives du Chatt El Arab — l'écluse du Tigre et de l'Euphrate — maintenait sa frontière perméable aux peshmergas de Barzani et disposait de cette façon d'un moyen de pression au cours des négociations destinées à régler ce différend, qui est l'une des principales causes de la guerre actuelle.

Pourtant, l'Union Soviétique ne fournit aucun soutien apparent aux mouvements de Turquie. En revanche, Damas, liée par une alliance stratégique à Moscou, fournit à sa minorité kurde tous les moyens de déstabilisation de l'Irak. Force est de constater que l'opinion d'une autonomie raisonnable au sein de chaque Etat risque de conduire tout droit à l'impasse.

A terme, et à supposer qu'un Kurdistan indépendant puisse être créé sous l'égide soviétique avec tous les bouleversements que cela impliquerait, ce nouvel Etat permettrait aux Russes d'accéder à la Méditerranée par l'intermédiaire de son allié la Syrie. Cela revient également à dire que la région nord de l'Irak serait annexée, puisque sous la prédominance kurde, avec les champs pétrolifères de Kirkouk et de Mossoul d'où provient une part substantielle de l'approvisionnement français.

A l'Est, la plaine d'Azerbaïdjan occidental et le Kurdistan iranien débouchent sur le puits d'Abadan, du Koweït, de Qatar et des Emirats Unis. Il suffit de regarder une carte pour voir immédiatement le risque que ferait courir à cette zone une telle avancée des Soviétiques dans le Kurdistan iranien. D'ailleurs, l'occupation de l'Afghanistan met les troupes soviétiques à 700 km à peine du détroit d'Ormuz à travers une zone aride sans obstacle sérieux. Grâce à leurs points d'appui situés en Ethiopie et au Yémen du Sud, les Soviétiques auraient dans ce cas le pouvoir potentiel de fermer les détroits, contrôlant la sortie de la Mer Rouge et du Golfe, et verrouillant toute la Péninsule arabique. La géographie est l'une des données constantes de la Politique ditait Bismarck. Cette hypothèse peut paraître tout à fait hors de propos, sauf si l'on se souvient opportunément que, par deux fois déjà, en 1916 et 1946, les Russes ont effectué des poussées vers le Sud à travers le Kurdistan iranien.

La situation des Kurdes est en fait inextricable. Quasi-mêmes sans audience internationale, l'ONU ne les admet qu'au sein d'une sous-commission des Droits de l'Homme — la dernière fois en août 1982. L'opinion mondiale n'est informée de leur existence qu'à l'occasion des procès ou des opérations militaires de « nettoyage » turques, iraniennes, irakiennes. Pourtant le peuple kurde continue à refuser son assimilation dans les Etats où il forme d'importantes minorités. Pour lui comme pour d'autres populations, surtout en pays communistes, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes demeure et demeurera longtemps une amable plaisanterie que les démocrates de tous pays et de tous pays mettent constamment en avant tout en sachant que ce n'est là que des paroles verbales.

Jean-Michel VERNOCHE.

— B U I T E N L A N D —

Tien weken bij het Koerdische verzet (2)

Overleven is de kunst



W.A.P. - ROOSTERLING

Gedurende 10 weken zwoegde Marc Hoogsteijns (foto) voor ons door berg en dal samen met guerrillero's van het Koerdische verzet in Iran. De ongeveer 20 miljoen Koerden die verspreid leven over Iran, Irak, Syrië, Turkije en de Sovjetunie streven zowat allemaal - zij het vanuit verschillende nationalistische, ideologische en religieuze overtuigingen - naar een of andere vorm van onafhankelijkheid. Dat levert natuurlijk de meest eigenaardige allianties op in het gebied. Zo steunt Bagdad het Koerdische verzet in Iran, en Teheran dat in Irak.

Het tempo van de pesimerga's volgen valt me moeielijk. Nadenken gaat niet meer en ik stap automatisch. De kans dat we op een Iraanse grens patrouille stelen bestaat, maar ik ben te roe om eraan te denken. Ik heb al mijn energie nodig om te blijven stappen. We zijn reeds vijf uren onderweg en hebben nog drie uren voor de boeg. Ineetlijk verwoek ik mijn overmatig roken. "Zoeba! Zoeba!" "Vlugger!



Vlugger! Hij merkt dat ik aan het einde van mijn krachten ben en bedt me aan op zijn muizeel te rijden. Dankbaar maak ik van zijn voorstel gebruik en hij ik me op de rug van het dier dat kennelijk geen last heeft van de steile klim. Nu knip ik de lyd om te recupereren. Het brede zadel van stro is erg zacht en ik neem het ardschap in me op. Het last heeft van de steile klim. Nu knip ik de lyd om te recupereren. Het brede zadel van stro is erg zacht en ik neem het ardschap in me op. Het last heeft van de steile klim. Nu knip ik de lyd om te recupereren. Het brede zadel van stro is erg zacht en ik neem het ardschap in me op.

bezonder rustig. Voor ik het besef ben ik in Iran. Aan het volgende naverge rusten we uit. De pesimerga's zijn ogeveekt. Uit je doppen lijken is hier de boodschap, overleven is de kunst. Het militaire hoofdkwartier van de Pransar-regio ligt in een kleine open vlakte, tegen een innems hoge berg. De pesimergas leven hier in tenten. Het valt me dadelejk op dat er vrouwen aanwezig zijn. Naar men mij vertelt vechten zij beter dan de mannen. zijn ze veel radikaler en gemotiverder, maar aanvankelijk gunnen zij mijn geen blik s. Avonds maakt de hille plaats voor een bijtende koude. De tenten en matrassen blijken niet voorhanden en de rotobodem is vreselijk hard. Toch kost het mij geen moeite om in te slaan. Mijn wandelschoenen doen dienst als kussens en een paar pulis, lange onderbroeken en wollen sokken houden



De bekriming waar ik gaste ren zo liegen op zag, valt me niet oen beetje gemaklejk. Na een uurte is de stramtheid in mijn spieren verdwenen en volk ik vlot de groep. Zo marcheren we uren, eten doen we enkel wanneer ons stopt. Deze lasten zijn trouwens erg geatvy maar levenslandschap als ik moezaam de tent uit kruip. Een half uurte later trekken we verder met enkel een dun Koerdisch brood en enkele kopjes lee in de maag. Van overvloedig eten is nu geen sprake meer. Het valt me op dat ditmaal een groter aantal pesimerga's om me heen loopen. 's Morgens hadden ze me verplicht een pesimerga-uniform aan te trekken. Het is beller dat men niet te hard opbaler dat men zijn mond houdt wanneer men zich door deze streek als vreemdeling verplaatst.

De bekriming waar ik gaste ren zo liegen op zag, valt me niet oen beetje gemaklejk. Na een uurte is de stramtheid in mijn spieren verdwenen en volk ik vlot de groep. Zo marcheren we uren, eten doen we enkel wanneer ons stopt. Deze lasten zijn trouwens erg geatvy maar levenslandschap als ik moezaam de tent uit kruip. Een half uurte later trekken we verder met enkel een dun Koerdisch brood en enkele kopjes lee in de maag. Van overvloedig eten is nu geen sprake meer. Het valt me op dat ditmaal een groter aantal pesimerga's om me heen loopen. 's Morgens hadden ze me verplicht een pesimerga-uniform aan te trekken. Het is beller dat men niet te hard opbaler dat men zijn mond houdt wanneer men zich door deze streek als vreemdeling verplaatst.

Verder gaat het, het binneland in. We bevinden ons nu reeds op zo'n 40 kilometer van de Iraanse grens. Nog steeds geen spoor van het Iraanse leger. We zien in de verte Piransjar Iggan. Het gebiedje in de omgeving is in handen van het verzet, de valieden en de hoedwegen worden gekontroleerd door het Iraanse leger. In het volgende kampement is de aanwezigheid van pesimerga's opvallend. Khassam vertelt me dat er waarschijnlijk een pesimerga-gatcommandant aanwezig is. Enkele minuutjes later word ik

Pesimerga's, aldoor in beweging in de bergen. Uit je doppen lijken is de boodschap, overleven is de kunst.

voorgesteld van 1.400.000 soe die met zijn 2.000.000 vens de jongste kanttekening van de PDKI is. Hij heeft zijn 1.000 pesmerga's onder zijn bevel en verniet met nog meer lijk het is om in dit gebied het Iraanse leger te bevrijden. Verplaatsingen gebouwen in voet en zijn erg zwak. Bovendien wordt in het gebied voortdurend gevochten tussen Iraakse en Iraanse groepen. Rasoool staat aan het hoofd van vier groepen van elk 2-50 man en moet de militaire activiteiten coördineren. De groepen opereren zelfstandig in hun eigen streek maar wanneer een groep een akkie plant in een andere regio orenen ze de kommandant te raadplegen. Die kan in twee dagen al zijn manschappen groeperen. De pesmerga's zijn erg vertrouwd met het landschap en kunnen zich onopgemerkt van de ene streek naar de andere begeven. Soms trekken ze op minder dan 50 meter voorbij aan een Iraanse legerbasis. De Iraaners weten en horen dit maar durven vaak niet eens schieten uit angst voor represailles. Sommige Iraanse kampkommandanten proberen het zels op een akkoordje te gooien met het verzet en trachten de pesmerga-overstien te kontaktieren. Ze moeten dan beloven het verzet met rust te laten en krigen in ruil daarvoor de garantie dat hun bases niet worden aangevallen. De hogere Iraanse legerleiding weet dit en verlangt vrijwel maandelijks de kampkommandant.

Voor het verzet zijn de geografische omstandigheden van levensbelang. Zo kan een basis van 300 Pasdaran door een lencia pesmerga's niet succes worden aangevallen. De Pasdaran hebben een grote angst voor de guerrilla. Ze kregen een klasieke mil-

Zeer tot ongenoegen van de Iraanse overheid kunnen de pesmerga's overal bij herderfamilies voedsel en onderdak krijgen

taire opleiding en kunnen met hun zware wapens niet veel uitrichten in deze hoge bergen. Bovendien weten ze dat de pesmerga's onoplosbaar zijn. De Iraanse soldaten zijn niet vertrouwd met de bergen in Iran. Het verzet heeft de Iraanse soldaten zwak in maar hier worden ze gekonfronteerd met een heel andere realiteit. Ze zien vrijwel dagelijks vrienden sterven en worden door de Koerdische bevolking erg vijandig onthaald. De dijs (de Koerdische huurlingen van het Iraanse leger) doen het enkel voor het geld en zijn erminn bereid hun hache te riskeren. De Iraanse overheid is zich terdege bewust van de malaise onder haar troepen en tracht dit op te vangen door de Pasdaran in eenheden van dienstplichtigen te plaatsen om op die manier de miliciens en de dijs in de gaten te houden.

De Koerdische bevolking verschaft het verzet voedsel en onderdak en in bepaalde gevallen ook geld. Het valt me op hoe hartelijk we overal omringd worden. De massale steun van de bevolking is eveneens erg belangrijk voor guerrilla. Zonder dat zou de guerrilla geen grondslag en geen nut hebben. De verdere locht verloopt moeizaam. Buikloop nog gekwiveerd door de hitte maakt dat het marcheren voor mij een marteling wordt. Enkele dagen later braak ik al mijn eten uit. Khassam hakt ten slotte de knoop door en besluit rechtsonkeer te maken. De pesmerga's die ons begeleiden zullen in een nabijgelegen dorp een paar muilezels gaan huren en ons morgen komen oppakken. Zeil kan ik niet mee omdat het leger regelmatig in het dorp aanwezig is. Versluis en met bijna 40 graden koorts val ik in een herderstent in slaap.

eel slaap wordt me dit maal niet gegund. Een pesmerga stormt de tent binnen, grabbelt mijn fotoapparaten bij mekaar en trekt me ruw recht. "Zoeaba! Pasdaran!". De boodschap is duidelijk. De

Witthopsten in de bergen, enkele kilometers verwijderd van 1.400 Pasdaran op Summen met de aanwezigheid van 945 storm ik de neuvor op. Al opend merk ik dat het gezellige klamer wordt. De pesmerga's laten zich rustig met pad naar vallen en krigen zich in schuifhouding. In de val dalen met in hun hoofd "helen ons hier te volgen" wordt het een bloedbad.

Wanneer ik me een oriel uren later in een herderstent neerleg ben ik leeg. Het lijkt alsof alle energie uit mijn lichaam stroomt. 17 uur later word ik wakker. Ik heb nog koorts maar voel me iets beter. Khassam laat me een drinken waarin hij enkele eierdoornen, vermengde en verplecht met vee, rijst te eten. Tegen mijn zin eet ik en vraag ik me af hoe ik die speed-mars van gisteren heb kunnen volhouden.

De Pasdaran zijn inmiddels op de hoogte van mijn aanwezigheid. Toen ze gisteren in het herdersdorpje binnenvielen, mishandelde ze een aantal dorpsbewoners omdat deze niet wilden zeggen waar we naartoe vluchten. In de omringde dorpen deden ze navraag naar een "buitentand". Kennelijk werd mijn aanwezigheid door een verkliker aan de soldaten gesignaleerd. Khassams erenleed doet wonderen en na enkele dagen voel ik me sterk genoeg om verder te trekken. Ditmaal per muilezel zodat ik me niet te moe maak. Deze "Koerdische bergklast" zijn werkelijk fantastische dieren en kunnen met een zware last op de rug uren stappen.

Het volgende sleunpunt van de PDKI bevindt zich op een zware markt op zo'n acht uren marcheren van de Iraakse grens. De zware markt wordt bevoorradat vanuit Bagdad en Teheran en de verhandelde goederen worden illegaal de grens overgevoerd. Aan deze zijde van de grens wordt de zware handel gecontroleerd door de PDKI. Aan de andere zijde op Iraaks grondgebied bevinden de pesmerga's van de Patriottische Unie van Koer-

distan van Jaled, Lababan, de smukkefrouls. Per dag wordt meer dan 20 miljoen dollar verhandeld. De Iraanse bevolking die momenteel enkel met consumptiebonnen bij de winkeliers terecht kan heeft blijkbaar veel geld over om zich een beetje luxe die hun door Khomenei ontzegt wordt aan te schaffen. Wie kenik alles kan je hier kopen van wapens tot onderbroeken. Toch laten zowel de Iraanse als de Iraakse regering de zware handel ongemoeid omdat ze er zich van bewust zijn dat dit de bevolking voorloopt. De Iraakzen weten goed welk effect een georganizeerde zware handel op de ekonomie van een land kan hebben en laten de kooplui in Bagdad ongehinderd hun waren naar het noorden van het land brengen om ze daar te verkopen aan Iraanse handelaars. Ook de Koerdische verzetsbeweging die de gebieden waarin de zware markten gevestigd zijn controleert, varen er wel bij. Ze hebben tol op de smokkewegen en vragen standgeld op de markten. Talloze Koerdische vluchtelingenfamilies komen op de markten aan de kost. Iedereen lijkt gelukkig met de gang van zaken.

Volgende week een raid met de pesmerga's met een gesprek met een guerrilla-leider over de militaire slagtracht van het verzet.

Marc Hoogsteijns

Turkije

Van 1925 tot 1938 is Turkije Koerdistan het theater van bloedige gebeurtenissen. De Koerdische opstand van 1925 en 1930 worden hard onderdrukt. Het Turkse leger vernooit in de periode veel mensen, brandt Koerdische dorpen plat en probeert op die wijze het onluikende Koerdische nationale bewustzijn te onthouden. In 1974 wordt het woordje Koerd uit de Turkse woordenboeken geschrapt en worden de Koerden voortaan Bergliurken of Oost-Anatoliërs genoemd. Koerdische publicaties en het onderwijs in het Koerdisch worden in dat jaar eveneens verboden. De namen van de dorpen en steden worden "verturkt" en de mensen krijgen andere familienamen. Vele Koerdische families worden naar het oosten van Turkije deporteerd en vervangen door Turkse families die van de regering premees krijgen om zich in Koerdistan te vestigen. Op deze wijze tracht de Turkse overheid de Koerden te assimileren.

Vandaag de dag is de toestand nog dezelfde. De repressie is enorm en de aanwezigheid van Turkse militairen massaal, zodat gewapend verzet lange tijd onmogelijk bleef. De PKK, de Koerdische Arbeiderspartij van Turkije, voert met succes een guerrilla tegen het Turkse leger en heeft een grote aanhang onder de bevolking. Toch moet de partij ervoor oppassen niet te radikaal te werk te gaan in het recente verleden werden een aantal boulen gemaakt waardoor ze door Koerdische organisaties in andere landen eerder wettig wordt bekeken.

Iran

In 1941 vielen de Britse en de Russische legers Iran binnen om te bevesten dat de sympathie van de sjah voor Duitsland zouden leiden tot een militair pakt met dat land. Hierop ontstaat een chaos waarvan



de Koerden gebruik maken om hun eigen lot in handen te nemen. In 1945 wordt de Democratische Partij van Iraaks Koerdistan (PDKI) geboren. De organisatie wordt vrij vlug populair onder de bevolking en treedt naar buiten met een coherent politiek programma. In 1946 wordt de oprichting van de Koerdische Republiek van Mahabad afgekondigd. Kwazi Mohammed, een van de oprichters van de PDKI, wordt verkozen tot president. Het bestaan van die republiek is echter van korte duur en een jaar later wordt Koerdistan overrompeld door het Iraanse leger. De republiek komt ten val wanneer de geallieerde troepen zich terugtrekken uit Iran. De belangrijkste leiders worden opgeknoopt en de PDKI gaat in het verzet. De bekende Iraaks-Koerdische generaal Barzani, die tijdens de republiek het bevel had over de pesjmerga's, kan ontkomen. Momenteel zijn de Koerden in oorlog met Khomeini. Ze stellen zich aanvankelijk afzijdig op tegenover de Iraanse religieuze leiders maar namen geen vrede met hun loze beloften en gingen weer in het verzet. Van 1979 tot 1983 wordt een frontale

oorlog uitgevochten met het Iraanse leger en beginnen ze een guerrillaoorlog. Naast de PDKI zijn er ook nog een aantal kleinere Koerdische organisaties, zoals Komala, in het gebied actief die echter weinig gewicht in de schaal kunnen werpen.

Irak

Irak wordt geboren in de schaduw van het Ottomaanse Rijk. In 1925 krijgt de koninkrijkstaat Mossol cadeseu en in 1927 wordt olie gevonden in Kirkook. Deze olievormaten blijken zo groot dat zelfs Groot-Brittannië en de Verenigde Staten hun interesse voor het gebied laten blijken. In 1930 wordt Irak onafhankelijk, maar het Britse leger behoudt bases in het land. De beperkte kulturele en administratieve rechten die de Koerden tot dan toe bezaten, worden afgeschaft en de winsten van de olie gaan integraal naar de Iraaken en de Engelsen. De invloed van de Engelsen zal reëel blijven tot in 1958. Tussen 1923 en 1945 worden verschillende Koerdische opstanden met behulp van de Royal Air Force onderdrukt. Na een uiterm gevecht vlucht de Koerden-komman-

dant Moestafa Barzani naar Iran en stelt zich daar ten dienste van de Republiek van Mahabad.

Zonder leider blijft het Koerdische verzet in de klandestiniteit tot in 1958 wanneer de monarchie ten val wordt gebracht en generaal Khasssem de democratische vrijheden herstelt en het bestaan van de Koerden erkent. Barzani wordt als een held binnengehaald en zijn organisatie, de Democratische Partij van Iraaks Koerdistan, wordt gelegaliseerd. De Koerden krijgen administratieve rechten en mogen hun eigen dagbladen publiceren.

De goede verstandhouding is echter van korte duur. In 1961 bombeerde het Iraakse leger de Koerdische stad Barzan. De Koerden verzetten zich met man en macht en slagen erin na enkele maanden een leger van 20.000 pesjmerga's op de been te brengen. Dit partizanen dringen het Iraakse leger terug tot aan de Iraaks-Koerdische grens. Tot 1975 controleert de Iraakse PDK een eigen zone en zet een eigen administratie en onderwijs op.

Het verzet van de Koerden heeft onrechtstreeks de val van generaal Khasssem tot gevolg. De Baach-partij van

Saddam Hoessein neemt de macht over en tracht dadelijk een vredesverdrag met Barzani af te sluiten. De Koerden happen toe en hun kulturele en administratieve rechten worden erkend. Verder zouden de Koerden voortaan een deel van de winsten uit de olievindingen rond Kirkook krijgen, maar zover zal het niet komen.

In 1974 verklaart de Iraakse regering dat Barzani zijn verplichtingen niet nakomt en valt het Iraakse leger Koerdistan opnieuw aan. De Koerden laten zich niet onbetuigd en slaan het Iraakse leger terug. Aan beide zijden vallen vele slachtoffers. Irak, dat zich dadelijk niet verwacht had aan een dergelijke Koerdische tegenstand, laat het Iraaks leger terug te trekken uit het gebied. Ten slotte ziet Saddam Hoessein zich verplicht te gaan onderhandelen met de Iraanse sjah, die tot dan toe Barzani steunde. Barzani had de steun van de Iraanse Koerden altijd afgewezen, wa-

arom een tactische en politieke blunder was. De sjah gooit de steun met Saddam op een akkoordje. Het Iraanse leger krijgt de streek rond Kermansjir van Irak terug en in ruil daarvoor zet de sjah zijn steun aan Barzani stop. Het Koerdische verzet stuikt in

mekaar en het Iraakse leger krijgt in Koerdistan vrij spel. Barzani krijgt prompt met een revolutie in eigen rangen af te rekenen. Een aantal van zijn vroegere aanhangers verwijten hem zijn nauwe samenwerking met de Iraanse sjah en scheuren zich af. Talabani, een ex-pesjmerga-kommandant van Barzani, richt zijn eigen Patriottische Unie van Iraaks-Koerdistan (PUK) op. Talabani zal in de toekomst wel nauw samenwerken met de Koerden in Iran en staat momenteel even sterk of sterker dan de PDK van Barzani's zoon, Massoed, die het vaandel van zijn vader overnam.

Al genieten de Koerden in Irak van bepaalde kulturele rechten, toch blijven ze verstoken van de opbrengsten van de grondstoffen die in hun



land worden gewonnen. Momenteel zijn twee Koerdische verzetsbewegingen in Iraaks-Koerdistan actief. De Patriottische Unie van Koerdistan (PUK) van Jalal Talabani, die de grensstreek met Iran controleert en de Iraaks-Koerdische Democratische Partij van Massoed Barzani, die sterk staat aan de Iraaks-Turkse grens. Beiden bevochten ze het Iraakse leger met succes.

Syrië en de Sovjetunie

In Syrië leven zo'n half miljoen Koerden en in de USSR ongeveer 200.000. Hun aanwezigheid is er te weinig omvangrijk om enig gewicht in de schaal te werpen. In Syrië bieden de Koerden vooral politiek verzet, terwijl ze in de Sovjetunie van bepaalde kulturele rechten genieten, hun eigen radio-uitzendingen in de eter kunnen sturen en publicaties in hun eigen taal mogen verzorgen.

THE SUNDAY STAR 19.10.1986

Turkey silent on bitter Kurdish war

Ambush near border dismissed as work of mountain 'bandits'

By Loren Jenkins
Washington Post

ANKARA — Although Turkey officially belittles the scope of its war with Kurdish secessionists, diplomatic and official sources say recent clashes in the region indicate the fighting is extensive.

A village watchman and an army sergeant were killed in the ambush two weeks ago near Semdinli, on the Iraqi border in south-eastern Turkey, according to a brief report by the government-controlled Anatolian news agency.

Government spokesmen officially said only that the attack was an isolated one by "bandits" and "rebels" who have so long prowled the rugged, often inaccessible, mountainous provinces of eastern Turkey.

But in private, Turkish officials and foreign diplomats here describe the ambush as only the latest blow in a bitter, if still contained, guerrilla war by secessionist Kurds across Turkey's borders with Iran and Iraq.

Sparsely populated

Although Kurds live in mountainous, sparsely populated areas of Turkey, they are thought to represent up to 20 per cent of its 51 million population.

The magnitude of the guerrilla war is difficult to measure, given the secretiveness of the Turkish military, the government's official policy of denying the very existence of a major Kurdish minority, and the rarity of visits by independent observers to the contested provinces.

But Western observers who have sought to chart the course of the war report serious conflict in at least a dozen of Turkey's 67 provinces.

"Though I don't think this poses a real threat to Turkey, there is a full-fledged guerrilla war going on that the Turkish army has so far been unable to put down," one



European diplomat said.

The Kurds, a people who internationally number some 20 million, inhabit a vast arc of mountainous land stretching from Turkey through northern Iraq and into Iran, with smaller pockets in the Soviet Union and Syria.

Distinct by language, history and culture from the majorities in the countries they inhabit, the Kurds have long sought autonomy or an independent nation. In the wake of World War II, they founded a brief-lived Mahabad Republic in northwestern Iran.

In Turkey, the Kurds officially are acknowledged only as being "Mountain Turks." Encouragement of a separate Kurdish culture is illegal.

Just how serious the current threat is can be discerned in part by the measures Turkey has taken.

Foreign observers say crack units of Turkey's 630,000-man armed forces have been deployed in the area, along with the national police's elite special forces who often dress as Kurds do, in turbans and floppy pants.

To cut off infiltration of men and arms, a number of villages along the borders with Iran, Iraq and Syria have been cleared and fences and floodlights set up to form a no-man's land, these sources say.

On Aug. 12, Kurdish rebels ambushed a Turkish military patrol in Hakkari province, killing a major and 11 soldiers and wounding another 11.

Turkish Air Force F-4 Phantoms retaliated with air strikes against alleged Kurdish guerrilla camps in northern Iraq that, according to Western estimates here, left up to 200 dead.

The raids were carried out with the approval of the Iraqi government, according to Turkish officials. Iraq is having problems with its own Kurdish rebels, who have been armed by the Iranians. Iraq and Iran have been at war since 1980.

Kurdish secessionists in Turkey belong to the outlawed Workers' Party of Kurdistan. Its leader, Abdullah Ocalan, is believed to live in Syria after having fled Turkey

in the wake of the 1980 military coup.

Sources here say guerrillas of the party, probably trained in Syria, have received support from the Iranian-backed wing of the Kurdish Democratic Party, which has been operating in northern Iraq to harass that country's hard-pressed army.

While Turkish officials blame their problems in eastern Turkey on rebel infiltrators, Western diplomats say they are convinced the Kurds are operating in equal measure from bases inside Turkey.

One sign of this, they say, is that ambushes against Turkish military patrols occur near police barracks

have taken place as far as 240 kilometres (150 miles) from the border, virtually all in parts of the country where the Kurds are a majority.

Turkey's Kurdish rebellion goes back at least to 1925, when a Kurdish sheik named Said of Palu rebelled against the new Turkish republic because of its renunciation of traditional Moslem religious customs.

Ruthless suppression

The revolt was ruthlessly put down by Kemal Ataturk, the father of modern Turkey, who had Said and many of his supporters publicly hanged for sedition.

"What the Kurds are asking for — an independent state — is simply unacceptable to Turkey and will never even be considered," said a European diplomat. "But the Turks haven't been able to quash Kurdish culture and nationalism in 50 years and there is no reason to believe they will be any more successful this time."

"The sad fact is there is no solution."

L'usure d'une guerre sans fin

Des lézardes dans le régime irakien

Nouvelle offensive dans la guerre du Golfe: l'Irak a lancé, lundi soir 13 octobre, une attaque sur deux fronts contre des positions irakiennes dans le secteur central des opérations.

BAGDAD de notre envoyé spécial

Apparemment rien n'a changé sur les bords du Tigre. Le président Saddam Hussein demeure toujours le maître incontesté de l'Irak, le guide suprême que tout le monde craint et respecte. Ses innombrables et gigantesques portraits - en uniforme de grand maréchal ou en costume national, - qui jalonnent les routes du pays et décorent l'entrée du moindre village depuis Bassorah au Sud jusqu'au lointain Kurdistan au Nord, font désormais partie du paysage irakien. Mais le tableau idyllique du « zaman el qad » (le printemps) a commencé à présenter des craquelures. Des propos pessimistes, colportés de bouche à oreille, se multiplient.

n'épargnant pas même la famille du président.

La crise de confiance semble avoir commencé en avril, lorsqu'il devint clair que la perte de Fao, occupée en février par les Iraniens, était désormais définitive. Le prestige du chef de l'Etat, qui avait promis solennellement à différentes reprises que cette « portion du territoire national » serait reconquise coûte que coûte, semble atteint. De sourdes réminiscences se font entendre dans les milieux militaires contre l'ingérence du Baas dans les affaires de la guerre et le parti est rendu responsable des revers subis sur le front. Certains officiers vont même jusqu'à dénoncer la superbe du président Saddam Hussein qui, en tant que commandant en chef des forces armées, « refuse d'écouter les doléances des militaires et distribue blâmes et sanctions destinés à faire rentrer dans le rang les plus récalcitrants ».

Des rumeurs - invérifiables dans un régime où le secret est érigé en doctrine - commencent à circuler. On parle d'excutions sommaires d'officiers tenus pour responsables de la déroute de Fao, ébauches de coups d'Etat rapidement réprimés. On chuchote que l'avion présidentiel a essuyé des coups de feu sur un aéroport militaire et que des officiers que le président avait traité de « lâches » ont essayé de dégainer leurs armes.

En juin, le sourd mécontentement qui grondait dans certains milieux militaires semble avoir gagné le « clan des Takritis », dont est issu le président et qui jusque là constituait son appui inconditionnel et le plus solide. Takrit, une ville provinciale située à quelque 150 kilomètres au nord de Bagdad, était devenue sous l'occupation britannique l'un des foyers du nationalisme arabe en Irak. Elle est maintenant l'un des piliers du pouvoir baasiste, mais en même temps un lieu d'exil où sont relégués les « frustrés » et « déçus » du régime.

On affirme que le chef de l'Etat est intervenu personnellement pour mettre fin à certains agissements frauduleux dont profitaient des membres de sa propre famille. M. Khairallah Tofah, le beau-père et oncle maternel du président, affublé par certains du sobriquet de « M. cinq pour cent » aurait, dit-on, favorisé la sortie d'Irak « pour affaires » de plusieurs de ses proches, en violation des strictes dispositions légales interdisant tout déplacement à l'étranger, afin d'économiser les devises, de plus en plus rares dans le pays. Le président Saddam Hussein aurait pris aussitôt cette affaire en main et adressé des instructions aux ambassades irakiennes leur demandant de « faciliter le retour au pays » de ceux qui se trouvaient à l'étranger en situation irrégulière.

La fronde des Takritis

Ces mesures ont, semble-t-il, soulevé à Takrit un vent de fronde contre le pouvoir, une sorte de sédition larvée conduite par le demi-frère du président, M. Barrak Takriti, qui occupait jusqu'en 1983, le poste-clé de chef de la toute-puissante organisation des renseignements politiques et extérieurs.

On parle avec insistance d'une confrontation armée qui aurait opposé les gardes du corps du président à certains Takritis particulièrement vindicatifs et qui aurait fait plusieurs morts dans les deux camps. De part et d'autre, on s'est efforcé de dédramatiser cet « incident ». Il n'empêche que de sévères sanctions ont été prises contre certains des meneurs.

C'est ainsi que M. Omar Hazzak, qui avait été commandant militaire de Bagdad au cours des années 1968-1969 lors de la prise de pouvoir par le Baas, a disparu dans la tourmente. Il était considéré comme l'un des proches de l'ancien président Hassan el Bakr, qui, dans les dernières années de sa vie, avait pris des distances à l'égard de son beau-frère Saddam Hussein. Omar Hazzak a-t-il été exécuté avec deux des membres de sa famille, ainsi que certains l'affirment ? Ce qui est sûr, c'est que sa résidence à Takrit ainsi que celles d'une vingtaine de ses amis ont été rasées au bulldozer, vraisemblablement pour dissuader ceux qui seraient tentés de suivre son exemple.

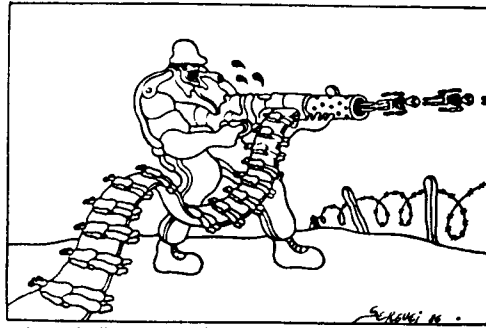
Le président Saddam Hussein, estimant alors la situation préoccupante, convoque le 10 juillet une séance extraordinaire du commandement régional du Baas, l'instance suprême du parti, afin de reprendre en main une situation de plus en plus trouble.

Une fois de plus, le président Saddam Hussein, qui contrôle l'appareil du parti, a su imposer son point de vue et a renforcé sa position au sein du Baas en faisant entrer au CR six de ses fidèles, dont M. Ali Hassan el-Majid, un de ses cousins de Takrit qui occupe par ailleurs le poste-clé de chef de la sécurité intérieure, M. Latif Nusayyef Jaasem, le ministre de l'Information, vieux compagnon de route du président, d'une loyauté à toute épreuve et M. Fadel Barrak el-Takriti, le tout-puissant chef des « renseignements extérieurs ».

Le congrès de juillet a par ailleurs consacré la disgrâce de M. Naim Haddad, l'un des dirigeants historiques du Baas, successivement évincé du commandement régional du parti et du conseil du Commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance politique de l'Etat. Aucune explication n'a été fournie pour expliquer la chute de cette personnalité qui, depuis 1973, présidait aux destinées du Front national progressiste (FNP), regroupant le Baas, le Parti communiste et le Parti démocratique du Kurdistan.

On sait seulement que M. Naim Haddad, qui était l'un des rares dirigeants chites irakiens, était sur le déclin depuis 1982, date à laquelle il avait été démis, sans autre explication, de son poste de vice-premier ministre. En 1984, il avait perdu la présidence de l'Assemblée nationale au profit de M. Saadouné Hammadi et avait été remplacé à la tête du FNP par l'actuel ministre du commerce, M. Hassan Ali. Il est vrai qu'à cette date le Front progressiste n'avait plus qu'une existence fantomatique, depuis que les communistes, fuyant la répression qui se faisait de plus en plus sévère, s'étaient réfugiés dans la clandestinité. A-t-on voulu faire de M. Haddad le bouc émissaire de la déconfiture du Front qui était supposé consacrer, sceller l'alliance des « forces patriotiques » de la nation ?

Quoi qu'il en soit M. Naim Haddad se trouvait depuis 1986 en résidence surveillée et, si l'on en croit le journal libanais de gauche Al Safir, il a été tué il y a un mois. D'aucuns



expliquant la disgrâce de celui qui était connu pour sa modération toute relative par le fait que son nom avait été avancé par le groupe des amis de M. Omar Hazzak comme un remplaçant possible du président Saddam Hussein. Il est à noter, d'autre part, qu'aucun militaire important ne figure parmi les personnalités qui ont été promues en juillet. Ce qui laisse penser que la méfiance du pouvoir baasiste à l'égard de certains officiers n'a pas cessé.

Une mobilisation impopulaire

Le président Saddam Hussein fait face à un redoutable défi. Pour pouvoir affronter une armée iranienne aux effectifs surabondants - l'Irak compte près de 45 millions d'habitants contre 15 millions pour l'Irak, - il est obligé de recourir à une politique de recrutement intensif dans un pays où la plupart des familles ont à déplorer un et parfois plusieurs morts sur le front. Il a réussi à mettre sur pied une armée de près d'un million de combattants, dont la moitié seulement fait partie des unités régulières.

En juin dernier, les quelque soixante mille étudiants de l'Université, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, ainsi que leurs professeurs de moins de quarante-cinq ans, ont été appelés sous les armes pour une période d'entraînement de trois mois qui coïncidait avec les vacances universitaires. La mobilisation des étudiants et des professeurs qui, selon la rumeur publique, avaient été envoyés en première ligne, a suscité une vive émotion au sein de la population, et le président Saddam Hussein a dû intervenir personnellement à la télévision pour apaiser les inquiétudes des parents en leur assurant que leurs enfants s'entraînaient dans des camps de l'armée à l'arrière du front. L'inquiétude demeure cependant vive, d'autant plus que les élèves des écoles secondaires ont rejoint leurs aînés.

Le peu d'empressement et d'enthousiasme montré par les Irakiens à poursuivre une guerre qu'ils n'ont jamais approuvée explique en partie les multiples et récentes offres de paix du président Hussein, dont la cote de popularité a remonté depuis qu'il a affirmé dans un message à la nation qu'il ne riposterait pas « pour l'instant » aux tirs des missiles iraniens sur Bagdad, écartant ainsi le spectre tant redouté ici d'une nouvelle guerre des villes.

Le peu d'empressement et d'enthousiasme montré par les Irakiens à poursuivre une guerre qu'ils n'ont jamais approuvée explique en partie les multiples et récentes offres de paix du président Hussein, dont la cote de popularité a remonté depuis qu'il a affirmé dans un message à la nation qu'il ne riposterait pas « pour l'instant » aux tirs des missiles iraniens sur Bagdad, écartant ainsi le spectre tant redouté ici d'une nouvelle guerre des villes.

Mais le redressement que le président Saddam Hussein a pu opérer depuis le congrès de juillet demeure fragile. Une nouvelle offensive iranienne, suivie d'une nouvelle percée sur le front, pourrait tout remettre en question. En outre, la détérioration de la situation économique depuis le début de l'année risqué, si elle n'est pas endiguée, de miner la base sociale du régime. La popularité du Baas et du président Saddam Hussein repose sur une politique de redistribution des richesses qui tend à occulter les inégalités sociales. Les dirigeants de Bagdad ont toujours tenu à mener de front les hostilités contre l'Irak et un développement économique rapide, parvenant ainsi à maintenir le niveau de vie de la population. Or, depuis mars dernier, l'Irak n'a pratiquement plus de plan de développement, et les mesures d'austérité que les autorités ont été obligées de prendre pour pallier le manque à gagner résultant de la baisse du prix du pétrole et de l'effondrement du cours du dollar ont commencé à éroder le standard de vie des Irakiens.

Pour l'instant, grâce aux stocks existants, la population ne connaît pas encore de problèmes majeurs d'approvisionnement, bien que cer-

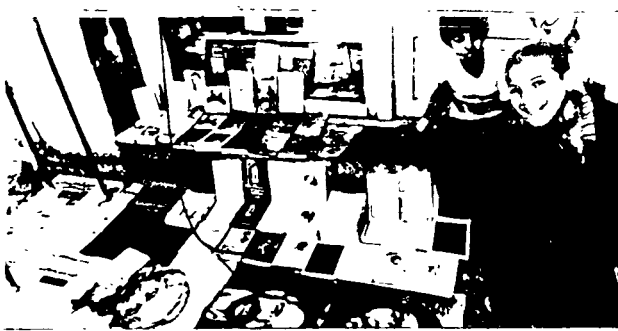
La guerre du Golfe

Le complexe pétrolier de Kirkouk semble fonctionner normalement

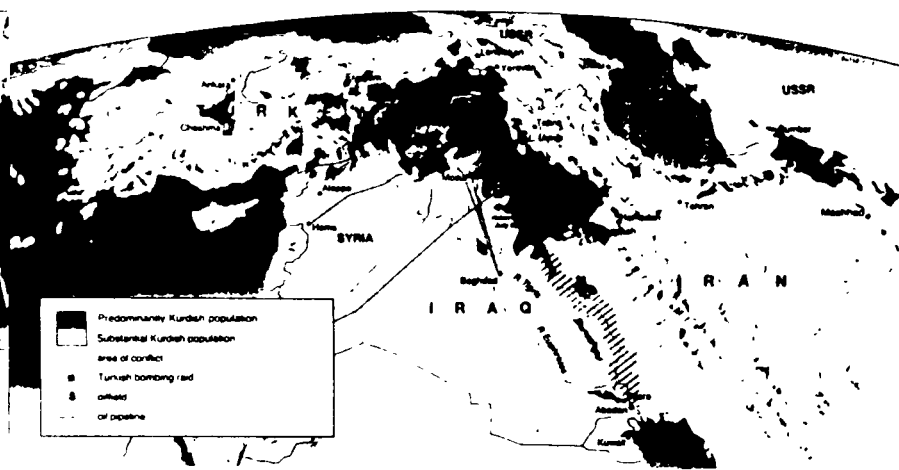
Tandis que la radio de Téhéran insiste à affirmer que l'opération « Faté » contre Kirkouk a été un grand succès en indiquant qu'elle est « sans précédent dans les annales mondiales et ne peut être comparée qu'à la bataille de Dien-Bien-Phu », un groupe de journalistes conduisant sur les lieux a pu constater, lundi 13 octobre, que le complexe pétrolier ainsi que les diverses installations industrielles de cette ville étaient intacts et fonctionnaient normalement. Accueillant les journalistes sur place, le directeur de l'Organisation générale du pétrole du Nord, M. Sami Shérif, a déclaré que le complexe pétrolier de Kirkouk fonctionnait d'une « manière régulière », et le volume des exportations de brut irakien, via l'oléoduc turc de « Umuntalik », a enregistré lundi plus d'un million de barils.

aines denrées alimentaires de base se font de plus en plus rares. Mais la période des vaches maigres qui s'annonce à l'horizon risque de porter un nouveau et grave coup au moral d'une population fortement éprouvée par une guerre qui n'en finit plus.

JEAN GUEYRAS.



A choice of heroes: Mary and Guevara alongside Kurdish leader Barzani in Kurdish literature display.



■ Predominantly Kurdish population
 ■ Subethnic Kurdish population
 ■ Area of conflict
 ■ Turkish bombing raid
 ■ Oilfield
 — of pipeline

SOUTH

October 1986

Guest Column: Gérard Chaliand

The long march of the Kurds

The Kurdish problem is the longest running ethnic conflict in the Middle East after the Arab-Israhoni. It puts the difficulties of all Third World minorities into sharp focus.

Kurdish territorial claims were presented in Paris as early as 1919. The Sevres Treaty of 1920 and a dead letter talked about the possibility of an autonomous Kurdistan even though the Kurdish national movement was then embryonic and tribal.

Though defeated, the Ottoman Empire remained the seat of the Caliphate after the First World War. And Mustafa Kemal, who prevented a colonial carve-up of Anatolia, succeeded in uniting both Turks and Kurds.

The masses of both groups united around the idea of a traditional religion, the Turkish elite were attracted by nascent modern nationalism. With military victory over the Greeks (1922) and the Lausanne Treaty (1923), a secular Turkey was born. The Caliphate was abolished. Within a nation state modelled on European lines, and 25 years before the rest of the Afro-Asian world, Kemal succeeded in imposing independence on his country, basing it on the doctrine of ethnic unity. In 1924 the teaching of Kurdish was forbidden. Three Kurdish uprisings were put down by massacres and mass deportations in 1925, 1930 and 1937.

Officially, there are no Kurds in Turkey and state policy towards the Kurds combines integration and repression. The eastern provinces, those with Kurdish minorities, have spent decades under a state of siege.

For the past three or four years sporadic guerrilla operations have been launched by Kurdish elements daring to long to the left. But their success has been limited and Kurdish political movements remain deeply divided.

Nevertheless, what is evident is the rise of a national consciousness and a sense of separate identity based on language and culture. History divided the Kurdish people between the Ottoman Empire, and Persia. At the end of the First World War, Britain added the Vilayet of Mosul, formerly Ottoman to Iraq — a state it had created for its own ends. A small minority of Kurds were attached to Syria within the borders defined by the French mandate in Iraq where the Kurds make



Message for Tehran: veteran Kurdish leader Abdulrahman Ghassemlou

up about a third of the population. Kurdish minorities have been numerous (1910-1913, 1948 and 1961-78) — for example.

The most important of these was led by Mullā Mustafa Barzani (1961-75). This movement, first aided by the USSR and the Iraqi Communist Party, was supported by the US after Saddam Hussein severed a friendship and cooperation treaty with Moscow in 1972.

Officially blocked by the late Shah of Iran, the Kurds' insurgency deepened. Under the 1975 Treaty of Alamein, a ceasefire in Iraq, Iraq's Baghdad recognised the Kurds' autonomy over the 'State of Kurdistan' and its administration. The Kurds considered the circumstances of the agreement granted by Baghdad to part of their Kurdistan as inadequate.

Immediately after the Second World War the Kurds in Iran enjoyed a brief period of relative independence, recognised by the Soviet Union and the US, from the Middle East Treaty (1946).

For the fourth time, a Kurdish republic was proclaimed. At the same time, it was crushed when the Shah's army, controlled in turn with support from the British and the US.

Today, Dr Abdulrahman Ghassemlou, Chairman of the Democratic Unionist Party (DUP), is the main Kurdish spokesman

fighting to force Tehran to accept the de facto autonomy which once existed in the region.

Having earlier controlled large areas of Iranian Kurdistan, the DUP forces have been pushed back to areas near the Iraqi border.

They receive logistical support and arms from Baghdad and have the advantage of fighting on mountainous terrain. Indeed they continue to resist eight years after the start of hostilities, which have not prevented social, medical and educational reforms.

In Iraqi Kurdistan, where one party of Kurds collaborates with the regime, two movements are fighting the government forces. One comprises the followers of Jalal Talabani, the Patriotic Union of Kurdistan and has long been backed by Syria.

The other is the Kurdistan Democratic Party, formed by followers of Masoud Barzani, son of the late Mullā Mustafa Barzani. It is backed by Iran.

Governments in the region use the Kurds to disrupt a rival without yielding anything of substance to their own Kurdish groups. And the Kurds, backed by neither the US nor the Soviet Union, are marginal to the East-West conflict.

Some of the Middle Eastern states has no interest in the emergence of an autonomous Kurdish entity capable of becoming a magnet for other Kurdish communities in the region.

Turkey's army, for example, intervened in Iraq in 1984 and

1986 to suppress Kurdish organisations which had launched operations against Ankara.

Before the nation-state was adopted as the model in the modern world, minorities formerly within the framework of empire were, above all, religious.

In the Ottoman Empire, for example, Albanians or Turks could reach the higher ranks of the military or the administration. To be a Muslim in that period was enough. Others, such as Greeks or Armenians, were considered Christian religious minorities.

With the birth of modern nationalism, minorities began to see themselves as ethnic minorities, except where they were purely religious — as in Lebanon.

However, whether minorities are classed as ethnic, linguistic and/or religious, the fact remains that virtually no Third World state conceals even cultural rights to these minorities.

In Algeria, for example, such Berber-speaking groups as the Kabyls or the Chabouzi cannot learn their language in school. In Turkey, the Kurds cannot even call themselves Kurds.

Rights to their identity and culture, would provide minorities with the necessary basis for regional autonomy.

Indeed, states would do well to make such concessions with goodwill rather than under force. The lesson to be learned from the Sri Lankan government's handling of its Tamil problem.

Gérard Chaliand in Paris

Herald Tribune
INTERNATIONAL
13.10.1986

Iran Says Its Raiders, Kurdish Rebels Damage Major Iraqi Refinery

By John Kufner

New York Times Service

CAIRO — The official Iranian press agency said Saturday that Iranian commandos, linking up with Kurdish rebels, had severely damaged a major Iraqi oil installation in a raid deep into Iraqi territory.

The raid Friday, against the oil refiners at Kirkuk, the main northern oil center, along with pipelines, storage tanks at a thermal power plant, three surface-to-air missile sites and other installations, the agency said.

Iran appeared to be starting a series of hit-and-run attacks against Iraq possibly in preparation for a long-awaited major offensive. Iranian Revolutionary Guards and Kurdish rebels made two more commando raids Sunday, Tehran radio announced.

Iraq said its air force bombed oil installations Sunday in the cities of Isfahan and Shiraz.

Late Saturday, the Iraqis denied the Iranian reports of the Kirkuk attack and said there had been no damage to the oil center.

In Geneva, a spokesman for the Iraqi minister of oil, Qasim Taki al-Orabi, who is attending a meeting of ministers of the Organization of Petroleum Exporting Countries, said, "These are just claims, nothing but Iranian claims. As far as we know, everything is normal."

If the Iranian report were true and it was not possible to obtain independent confirmation of the action, it would be a severe blow not only to Iraq's oil production but also to its morale.

After a major Iranian breakthrough in February, when Shiite Muslim volunteer irregulars captured Iraqi territory at the disused oil terminal city of Fao, the Iraqis have been thrown sharply on the defensive.

The Iraqis have massed newly raised forces along the border and have threatened a "final offensive."

In the six years that the war has been fought, both sides have repeatedly issued extravagant casualty counts, in what a Western military officer in the region has termed "a war of communique."

But experience has tended to show that the general outlines of attacks reported by the Iraqis have usually been more accurate than the frequent assertions of victories by the Iraqis.

Iraq reported Saturday that its raiders had knocked out about half of the Kirkuk installation's production capacity.

If so, it would be a sharp blow to Iraq's efforts to increase its oil exports, the mainstay of its economy, even in the face of a falling oil market. Much of the financing of weapons for the war has been on the basis of promises of later payments in oil.

Iraq said Sunday that Revolutionary Guards and Kurdish rebels had killed hundreds of Iraqis in raids in northern Iraq at the town of Kuy Sanjig and in the Allen Koki district.

The Iranian commandos destroyed offices of Iraq's ruling Ba'ath Party, security offices, fuel storage tanks and power equipment, Tehran radio said.

THE KURDS

The Gulf's other war



Soldiers of the 100-year war: Talabani Kurds operate anti-aircraft artillery against Iraqi planes, left; teenage Kurdish fighter

Iraq Armed and assisted by Iran, and operating from their liberated areas in the north and northeast of their mountainous homeland, the Kurds of Iraq are harrying Baghdad with renewed energy and success.

Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Masoud Barzani spearhead an internal front which aims not only to achieve the autonomy they have sought throughout this century, but also the overthrow of the Iraqi government.

More than 2,000 km from the main theatre of war in the Gulf, where the vital interests of the West are concentrated, the Kurdish role in the conflict has achieved little more notice than the persecution of the Kurds themselves, one of history's most enduring peopls.

Sporadic CIA involvement revealed in the most recent US embassy papers published in Tehran or USSR interest in the long-term potential of Kurdish uprisings in Turkey, have had little impact on Kurdish struggle and its interaction with the conflagration in the Gulf.

Now the theatres of conflict have converged, with Iranian offensives this year at Haj Umran - the latest early in September - high in Kurdistan in the Iran-Iraq border region. This development has excited the Kurds and worried Baghdad as Iraq's army is stretched yet further along a 1,200 km front.

"At last the Iranians are beginning to realise the potential of the Kurds", said a PUK member. Baghdad denies any Kurdish-Iranian success, but fighting is continuing along with actions further south.

The aim of the Iraqi Kurds is aligned with that of Tehran, as in the past, Kurds on each side of the Iran-Iraq divide are manipulated by both protagonists in the main conflict. Backed by Baghdad, the Kurds of Iran, notably the Kurdistan Democratic Party of Iran under the veteran Abdulrahman Ghassemlou, are operating from Iraqi Kurdistan against the regime in Tehran. Komola, the Kurdish Communist Party of Iran - a younger and dynamic force - pursues guerrilla activities and spreads the Marxist-Leninist word in traditional Ghassemlou country across the border. Komola scorns the patronage sought

Judith Vidal-Hall reports from Baghdad on the two theatres of the Gulf war; additional reporting by Safa Haeri in West Germany

by other Kurdish parties, emphasising self-examination and the education of the Kurdish people. Their independence and democratic leadership, which stresses the importance of women in the struggle as well as their insistence on building a new-style Kurdish movement, has brought them remarkable success in the past few years.

It has also brought Komola into bitter confrontation with the rival leadership and traditional ideology of the KDP. Until recently there was a state of all-out war, at present there is a tentative truce.

All this means that as in the past, the Kurds are fighting on at least three fronts, against regimes in their territories, on the

side of their own government's enemy, and among themselves. We are the victims of ourselves, as well as our circumstances," says Ghassemlou. (Incursions by Turkish troops in 1983, 1984 and again this year, have created a fourth front.)

But there are signs that the situation created by the Gulf war, and the resulting opportunities for bringing at least the Iraqi Kurds closer to their demand for real autonomy, are pushing the rival factions closer together. Ghassemlou and Talabani - on opposite sides in the Iran-Iraq war - have recently consolidated a shaky alliance; there are signs that even the arch-rivals, Talabani who peeled off from the KDP of the Barzani after 1975, and Masoud Barzani, who has never forgiven the defection, are moving towards healing the breach.

The PUK leadership is claiming that smaller Iraqi Kurdistan parties like Pasok and the Kurdistan Socialist Party are inside the new front, and the banned Iraqi Communist Party is said to be grouping in the liberated areas.

The prospect of something approaching a united front reflects the optimism which currently infects the Kurdish movement. Kurds of all political shades, realise that they have never before had such an opportunity to achieve their goals. The Gulf war itself, which has preoccupied the regimes in Tehran and Baghdad, has weakened their pursuit of the war against the Kurds. The reassessment and reappraisal of the movement since 1975 has led to the emergence of more independent minded movements, notably the Komola in Iran and the PUK in Iraq, divorced from the old tribal and feudal loyalties, committed to a social programme for the masses and less inclined to the manipulations of governments. They have emerged from the disaster that followed peace between Iran and Iraq with the 1975 Algiers agreement that settled the Shatt al-Arab dispute, the Shah of Iran abruptly dropped the Barzani, while 10,000 or more were hounded out of Iraq by a government finding its hands free to turn the full force of the military against them. This traumatic experience haunts Kurdish leaders, despite the new optimism.

Never have the Kurds had the chance they have now, never before have there been armed uprisings in all three countries (Iran, Iraq and Turkey). Ghassemlou said, echoed by Ahmad Bamerani, PUK representative in West Germany and a member of the party executive, "Our backs are covered for the first time". Bamerani said, "We pin great hopes on our brothers in Turkey."

These hopes were all but shattered by the 12 August Turkish air raids in northern Iraq. These were allegedly in pursuit of their own Kurdish insurgents - the Kurdish Workers Party (PKK) - but some deny there are PKK bases in Iraq, Kurdistan, and the raids were, more like a shot in the arm for the hard-pressed Iraqi army. More than 200 civilians - some put the figure as high as 600 - were killed. It was a warning to Turkey's Kurds, a shot across the bows for Syria, known to harbour and support PKK fighters, and one more reminder to all Kurds that, as Gerard Chahandian says, while a country will use its neighbour's Kurds to create problems for its rival, it will concede nothing to its own, and governments will join hands to crush

all Kurds when it suits.

But the Iranian army holds Haj Umran as Ghassemlou has admitted, and for much of the Gulf war the Kurds have pinned down as many as 100,000 Iraqi troops.

In the northeast the PUK, founded in the aftermath of the 1975 agreement, controls a region which includes important Kurdish towns Sulaymanya, and the oil towns of Kirkuk and Arbil. East of this, Barzani's "liberated" area stretches from 50 km inside Iraq's border with Iran to within a few kilometres of Zakho, near the Syrian and Turkish borders. In the course of the war the Barzani have tripled the size of the area under their control and are able to launch daily operations against Iraqi targets. By day the Iraqi army patrols the roads at night, towns, roads and the countryside are in the hands of the *pehshimarga* - the Kurdish guerrillas, literally "those who face death". The *pehshimarga* have shown that they can enter the towns with impunity, even in daylight. Sulaymanya, Dohuk, even Kirkuk have been in their hands this year.

The PUK claims to field about 8,000 *pehshimarga* with 5,000 volunteer militia, the KDP claims 10,000 and a militia of similar size. The extent of popular support for any group is difficult to gauge, but as the leaders point out, it would be impossible for guerrilla warfare to continue without the backing of the villages. With the help of Iran, Libya and Syria, they are better armed. Sam 7s, mortars and artillery of US manufacture have been arriving in the region since last year.

Throughout the war Iraq reprisals against towns, villages and civilians after *pehshimarga* activity has undermined the importance Baghdad attaches to the roots Kurdish support. Massacres and summary executions, even of children suspected of guerrilla connections, have been reported by Amnesty International this year.

The land controlled by the Kurds, smaller in extent than it was in 1975, is better weaponry and the improved relationship with Iran have made them operationally more effective. Any doubts about the wisdom of the Iranian alliance on the Kurdish side have been swallowed for the moment in the advances it has made possible.

With oil flowing through the Gulf, it is easy to forget where it rises and it pipelines which carry it north through Turkey and west to Saudi Arabia. Iran only export outlet since the beginning of the war. The pipelines start in Kirkuk or Arbil - always claimed by the Kurds, Iraq's main oilfields. Why the Kurds, who control of the countryside, have not cut off lines or attacked the oil installations remains a puzzle to many.

Up to now they may have been deterred by the threat of Turkish reprisals against Iran - not to mention the Kurds - plus the heavy cost of putting a guerrilla arm against the massive armour guarding the roads, pipelines and oilfields. But there are indications that this may change.

In mid-September, KDP radio, monitored in Ankara, announced that the KDP was joining forces with the militant Kurdish Workers Party (PKK) of Turkey. Ay Barzani, reportedly directing operations from Tehran, declared, "We will attack Kirkuk. The Iranians have already claimed hits on installations on the outskirts

of the oilfield.

On the Iranian Kurdish side, things are looking less optimistic despite Ghassemlou's inexhaustible cheerfulness. Having taken part in the movement that overthrew the Shah and welcomed the Iranian revolution, the Kurds were quickly deprived, hopes of a better dispensation under a new regime.

Negotiations with the revolutionary government in Tehran broke down, and before the Iraqi invasion of Iran, the Kurds were back in the mountains and up arms. The early years of the Gulf war's them make considerable advances. As with the Iraqis expelled, the Iranian *pasdaran* (revolutionary guards) were unleashed on Kurdistan. Ghassemlou tells, 10,000 *pehshimarga* facing 200,000 *pasdaran*, 23 Iranian garrisons and 400 bases. As Iraq, there is what he refers to as a "day and night situation", but the *pasdaran* ho much of the territory and the liberated areas are now confined to a narrow strip, the Iran-Iraq border.

With the end of the Baghdad government now in their sights, Kurds talk of impending autonomy negotiations with new regime. They have been in this po-

sition before and their demands are similar, autonomy within the state of Iraq or, for the PUK, self-determination through a referendum. Kurdish possession of Kirkuk appears to be non-negotiable by either side.

It is easy to see why successive governments in Baghdad have not conceded the mansparring of their oil wealth, difficult to see how anything has changed. The super-powers and regional powers have no interest in a change in the status quo which might threaten their interests and put secessionist ideas into the heads of other groups in the region.

Despite the lack of superpower backing, the Kurdish leadership shows no signs of giving up on its century-long struggle. "Twenty-five years more," said Ghassemlou with a huge grin, "I don't have that long and in any case, the Iranian regime is in deep crisis."

On the Iraqi side, the present Kurdish buoyancy is ballasted by past betrayals. The end of the Iran-Iraq war is not likely to bring the curtain down on the Kurdish struggle. It is more likely that they will continue to be a destabilising element in a region of fragile states and shaky regimes.

Ironically, many Kurds see their brothers in Turkey as the brightest long-term hope for Kurdistan. Most oppressed of all Kurdish territories, least advanced politically, Turkish Kurdistan could become the focus of Soviet intervention in a Nato country. □

In search of a core

For the first time in history, armed risings are going on throughout Kurdistan - yet Kurdish nationalism still lacks any central organisation to coordinate action or attract international support. The present state of the Kurdish people is not only a result of systematic repression by others, it is in part...

Kurdish nationalism is one of the oldest movements in the region. History is dotted with Kurdish uprisings - between 1806 and 1889 alone there were at least 13 - but they were all doomed to defeat, with the movement left waiting for the next isolated rising.

The conflicts between Kurdish political groups are notorious for weakening the cause. "Enemy" is the common term for a competitor with differing views. Such attitudes have reinforced divisions and discouraged the support of Kurdish intellectuals, many of whom reveal their background only reluctantly, if at all.

The lack of a common script and bans on the use of the language add to the problem. These make it more difficult to hold a serious debate, and keep the more progressive tendencies in Kurdish nationalism hostage to old tribal loyalties. □

Hussein Sinjari

Befangenheit verneint

Bundesverfassungsgericht weist Bedenken
eines Kurden zurück

Von unserer Mitarbeiterin Ursula Knapp

KARLSRUHE, 14. Oktober. Der Befangenheitsantrag eines türkischen Asylbewerbers gegen den Präsidenten des Bundesverfassungsgerichts, Wolfgang Zeidler (SPD), wurde jetzt in Karlsruhe abgewiesen. Der Kurde hatte Bedenken gegen die Neutralität Zeidlers geäußert, da dieser unter anderem öffentlich die Einschränkung des Asylrechts gefordert hat. (AZ: 2 BvR 506/86).

Nachdem der Asylantrag des Kurden von verschiedenen Verwaltungsgerichten angewiesen worden war, legte er in Karlsruhe Verfassungsbeschwerde ein. Gleichzeitig lehnte er zwei Richter des zuständigen Senats, Helmut Steinberger und Wolfgang Zeidler, ab, weil sie an einer Reise zum türkischen Verfassungsgericht im Mai 1985 teilgenommen hätten. Zeidler war darüber hinaus an der Gründung der „Deutsch-Türkischen Juristenvereinigung“ beteiligt und hatte öffentlich gefordert, daß das Asylrecht geändert und eingeschränkt werde. In dem Türkei-Besuch und der Beteiligung an der Juristenvereinigung sah die drei Richter, die über den Befangenheitsantrag entschieden, keinen Grund, an der Neutralität der Richter zu zweifeln. Bezüglich Zeidlers Forderungen nach Einschränkung des Asylrechts räumten sie ein. „Zwar kann es auf den Eindruck eines Rechtsuchenden nicht ohne Einfluß bleiben, wenn der mit seinem Verfahren befaßte Richter die Änderung und Einschränkung gerade derjenigen Rechtsvorschrift befürwortet, deren Nichtbeachtung er geltend macht.“

Das reiche in der Regel aber nicht aus, an seiner Unvoreingenommenheit zu zweifeln. Anders wäre dies, wenn seine Forderung nach Rechtsänderung im Zusammenhang mit einem bei ihm anhängigen Verfahren stünde. Dieser konkrete Bezug sei bei Zeidlers Äußerungen nicht gegeben gewesen.

DER TAGESSPIEGEL

23.10.1986

Kurdische Rebellen beschossen türkische NATO-Einrichtung

Ankara (dpa). Im Süden der Türkei sind türkische und amerikanische Militäreinrichtungen in Alarmbereitschaft versetzt worden, nachdem kurdische Rebellen am Sonntag erstmals einen Anschlag auf eine NATO-Station verübt haben. Außerdem verstärkte Ankara zum Schutz vor Angriffen kurdischer Rebellen die Regierungstruppen in dieser Region. Am Sonntagabend war die Radarstation Mardin, ungefähr 30 Kilometer von der Grenze zu Syrien entfernt, beschossen worden. Die Angreifer hatten unter anderem eine Rakete abgefeuert. Nach Angaben der Regierung in Ankara flüchteten die Angreifer, nachdem die Sicherheitskräfte das Feuer erwiderten.

Die kurdischen Separatisten haben in der jüngsten Zeit ihre Terroraktivitäten in der Region zunehmend ausgeweitet. Allein in den vergangenen zwei Wochen sind dabei nach offiziellen Angaben mindestens zehn Menschen ums Leben gekommen.

Kurden greifen Einrichtungen der Nato in der Türkei an

ANKARA, 22. Oktober (dpa). Türkische und amerikanische Militäreinrichtungen im Süden der Türkei sind nach offiziellen türkischen Angaben vom Mittwoch in Alarmbereitschaft versetzt worden, nachdem kurdische Partisanen am Sonntag erstmals einen Anschlag auf eine Einrichtung der Nato verübt haben.

FRANKFURTER ALGEMEINE ZEITUNG

23.10.1986

Was steht im türkischen „Kirkuk Dossier“?

„Gefährliche Situation im Nordirak“ / Von Wolfgang Günter Lerch

FRANKFURT, 22. Oktober. In der türkischen Hauptstadt Ankara sorgt man sich über die letzten kriegerischen Ereignisse im Nordirak. Staatspräsident Evren prüfe, so schrieben jetzt die türkischen Zeitungen, gegenwärtig ein „Kirkuk Dossier“, das sich mit den jüngsten Entwicklungen im Nordabschnitt der Golfkriegs-Front beschäftige. Schon vorher hatte der türkische Außenminister Halefoglu offenbar eine Warnung an die Regierung der Islamischen Republik Iran in Teheran gesandt, die Türkei werde nicht tatenlos zusehen, wenn im Norden des Irak eine massive persische Großoffensive eingeleitet werde. Mit anderen Worten: Ankara würde zugunsten des Irak intervenieren. Die türkischen Truppen jedenfalls sollen im Grenzgebiet zum Irak schon verstärkt worden sein, einen Teil der Dörfer habe man evakuiert.

Aufgeschreckt wurde man in der Türkei durch die jüngsten Berichte, nach denen iranische Truppen im Verein mit kurdischen, gegen Bagdad kämpfenden Partisanen Erdöleinrichtungen in Kirkuk und Umgebung angegriffen hätten. Diese Berichte haben sich als übertrieben erwiesen, doch ist es immerhin zu Sabotageakten gekommen, die man sowohl in Bagdad als auch in Ankara ernst nimmt. Der ständig unruhige Nordirak ist auch für die Türkei eine politisch wichtige, sensible Region. Denn von Kirkuk aus führt eine Erdölleitung durch den gesamten Nordirak und den Süden der Türkei bis nach Yumurtalik und Iskenderun am Mittelmeer. Über diese Pipeline wickelt der Irak einen großen Teil seiner für die Aufrechterhaltung der Kriegswirtschaft unentbehrlichen Erdöllieferungen ab.

Doch noch etwas anderes kommt hinzu. Der Norden des Irak wird von etwa vier Millionen Kurden bewohnt. In diesem Gebiet finden türkische Kurden, die Ankara schon seit Jahren immer wieder erbitterte Kämpfe liefern, Unterstützung und Schutz, so daß türkische Truppen, mit Billigung der Regierung in Bagdad, in letzter Zeit öfter im Nordirak eingedrungen sind, um kurdische Guerrillas zu verfolgen. Erst vor wenigen Wochen bombardierten die Türken sogar Unterschlupfe der Kurden im Nordirak.

Nach Berichten der von dem kurdischen Guerrillaführer Dschalal Talabani geleiteten Peshmergha-Kampforganisationen haben sich nun die mit Talabani rivalisierenden Söhne des toten legendären Kurdenführers Mulla Mustafa Barzani, Masud und Idris Barzani,

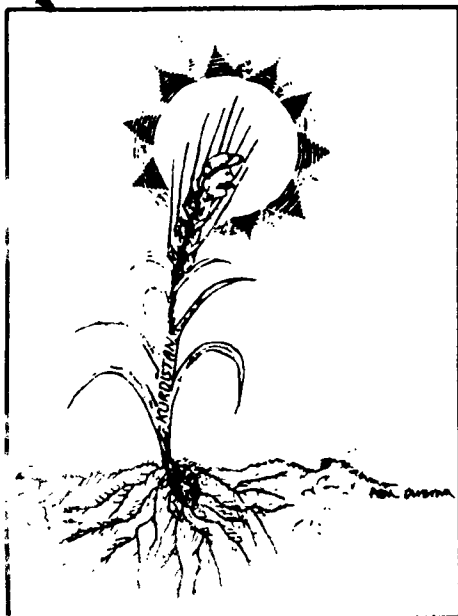
Außerdem verstärkte Ankara zum Schutz vor Angriffen kurdischer Rebellen die Regierungstruppen in dieser Region. Die Radarstation Mardin, ungefähr 30 Kilometer von der Grenze mit Syrien entfernt, war am Sonntagabend von kurdischen Rebellen beschossen worden. Die Angreifer hatten auch eine Rakete abgefeuert. Nach Angaben der Regierung in Ankara flüchteten die Angreifer, als die Sicherheitskräfte das Feuer erwiderten.

ganz auf die Seite des Ajatollah Chomeini geschlagen und angekündigt, sie würden die iranischen Truppen weiter unterstützen. Die türkische Tageszeitung Tercüman schrieb jetzt, Masud Barzani habe wissen lassen, die Einnahme von Kirkuk und Mossul sei das Ziel der gemeinsamen Operationen mit Iran. Man wolle Bagdad im Norden so schwer treffen, daß die irakische Wirtschaft vollends zusammenbreche. Ankara fürchtet nun nichts mehr, als daß die Kurden, befeuert durch einen militärischen Erfolg mit Hilfe Teherans, auch ihren Kampf in Ostanatolien verstärken könnten. Obwohl die wichtigen Ölein-



richtungen in dem Gebiet um Kirkuk intakt sind, haben die jüngsten militärischen Aktionen der Barzani-Rebellen Beschädigungen an den Pumpstationen von Jambor und Daraman nördlich von Kirkuk hervorgerufen. Berichte Barzani, Kirkuk sei bombardiert worden, haben sich jedoch nach Meldungen der türkischen Presse als unzutreffend erwiesen.

Der Irak war bis zum Zusammenbruch des Osmanischen Reiches nach dem Ersten Weltkrieg türkisch; erst unter Atatürk wurde das Gebiet um Kirkuk und Mossul förmlich abgetreten. Noch etwa eine Million Türken, von den Irakern „Turkomanen“ genannt, lebt im Norden des Irak (es gibt dort Dörfer mit türkischen Namen wie Altun Köprü oder Kuisandschak, die bis vor kurzem noch eine rein türkische Bevölkerung hatten). Auch dies ist ein Grund, warum in der türkischen Hauptstadt ein „Kirkuk Dossier“ geprüft wird.



Kurdistan - det glemte folk

Af Mesut Zilan

Her ved stalinagen af det
meget udviklet. Mennesker
lever i frygt, for menneske-
heden trues af atomvåben.
For at få lov til at leve men-
neskeligt i denne verden gør
millioner af mennesker op-
opr for at få afskaffet atom-
våben. Millioner af mennes-
ker bekæmper stjernekrigs-
våben for fred og frihed.

I den samme verdens Mellem-
østen går kurderne også op for
for at overleve. Kurderne kæmper
for at blive anerkendt som
nation. De vil have lov til at tale
deres modersmål og udvikle
deres kultur. De kæmper for deres
naturlige rettigheder - et frit
og selvstændigt Kurdistan. Men
deres kamp og krav er altid blevet
beværet med våben og magt.
Derfor er det endnu ikke lykket
for dem at oprette deres cen-
tralstat, som de i hundrede af år
har kæmpet for, og som de har
givet tusindvis af ofre for.

Opdelingen af Kurdistan

Landet Kurdistan, der har et areal
på ca. 540.000 km², blev første
gang delt i 1630'erne mellem det
Persiske og det Osmanniske
(tyrsk) rige, som altid havde
helt herredømmet over hele om-
rådet. Disse to feudale riger, der
ikke havde kunnet udvikle kapi-
talsmen på deres egne vilkår, fik
overført kapitalistiske produ-
ktionsforhold udefra - de blev afhæn-
gige af udlandet. Det blev så
begyndelsen til kampen for na-
tionaliteter i Mellemøsten.

Resultatet blev, at imperia-
listerne efter Oktoberrevolutionen
1917 ikke ville røskere noget
som helst i Mellemøsten. Derfor
oprettede imperialisterne nye af
dem afhængige stater - Tyrkiet,
Iran, Irak og Syrien.

Kurdistan, som i hele den pe-
riode havde været et aktuelt

spørgsmål på imperialisternes
kongresser, blev delt mellem de
nye stater på trods af Sevreatlan-
tens 1920, hvor det var blevet af-
klaret som kurdisk stat.

Motiverne bag opdelingen

Imperialisterne havde flere
grunde til at opdele Kurdistan:
1) Man var ikke i tvivl om, at
kurderne, som i mange år havde
insisteret på deres selvstændig-
hed, ikke ville acceptere denne
behandling og denne status. De
ville blive ved med kampen end-
nu længere. Derfor var det nemt
for imperialisterne at bruge kur-
dernes situation mod de nye sta-
ter, hvis de på et eller andet tids-
punkt skulle ændre holdning.
Det var imperialisternes formål
på kort sigt.

2) Det permanente formål var,
at man altid skulle kunne bruge
Kurdistan-situationen mod en
mulig opposition. Desuden kunne
man automatisk kontrollere
olien og alle rigdomme i Mel-
lemøsten.

Formålene fungerer stadig-
væk, som de var tænkt: Tyrkiet
kan ikke tage afstand fra USA,
uanset om det er socialdemokra-
terne eller fascistene, der har
magten. I modsat fald er USA
parat til at handle med kurderne.

Konsekvenserne

Delingen og kolonialiseringen
af Kurdistan har samtidig påvir-
ket kurdernes livsformer: den
del af kurderne, som traditionelt
har levet som nomader før
grænsedragningen, blev p.g.a.
økonomisk og politisk pres
tvunget til at slå sig ned som
agerbrugere med fast vinstør-
pæl inden for de trukne grænser.

Både Iran, Irak, Tyrkiet og
Syrien har altid prøvet på at holde
kurdiske områder uden for
industrialiseringen, hvorimod
de har deres største militær-
kæmpe og luftvåben i Kurdistan.

De store rigdomme, som hen-
tes i den kurdiske undergrund,

af hvilke den vigtigste er olien,
får kurderne ingen gavn af.

Den industri og isolationspo-
litik er grunden til, at mange

ke har indt kapitalistiske produ-
ktionsforhold. Størstedelen
af kurderne lever derfor af land-
brug i dag. Og den del, der ikke
ejer jord, arbejder enten som
dageløse for godsejere, eller
som omvandrende sæsonarbej-
dere.

Bevaret sin helhed

Siden 1800-tallet har kurderne
gjort oprør i forskellige dele af
Kurdistan. Men kurdernes uaf-
brudte bevæbnede befrielsesbe-
vægelse er i dag 63-64 år gam-
mel. Historien har vist, at ingen
magt har kunnet forhindre kur-
derne i at overskride de trukne
grænser, der blev omringet af
mine-udlægninger, når det er -
og har været - nødvendigt for dem.
Denne kamp betyder, at ingen af
Kurdistan's dele nogensinde er
blevet til en del af de lande, de er
besat af. Kurdistan har altid be-
bevaret sin helhed. Og det er et
problem for både Tyrkiet, Irak,
Iran, Syrien og for imperialister-
ne. Derfor har de fire lande tit
tvangsforflyttet kurderne fra de
midterste dele i Kurdistan og er-
statet stederne med tyrkere, ara-
bere og persere. Formålet for
disse fire lande er at leve kurder-
ne om til tyrkere, arabere og per-
sere.

Da denne tvangsforflytning-
spolitik ikke har været effektiv
nok, har man fundet en anden
løsning - at fordrive dem. Det
har f.eks. det irakiske Baath-re-
gime gjort siden midten af okto-
ber 1965. Militæret gik ind i kur-
diske byer og landsbyer og drev
15.000 på flugt. De fordrives
kurderes ejendom og jord er ble-
vet givet til arabiske familier.

Tyrkiet, Iran, Irak og Syrien
aavender en hård kulturimpe-
rialistisk politik over for kurder-
ne. De vil slå Kurdistan væk
fra verdenskortet. Alt hvad der
hører til kurderne og Kurdistan:

kurdisk sprog, kultur ja, endog
ordet Kurdistan er forbudt. Kur-
dernes naturlige rettigheder er
taget fra dem uden, at møden af

Hvørken de såkaldte sociali-
stiske eller demokratiske lande
vil udtrykke sig om Kurdistan og
kurdernes rettigheder. De vest-
europæiske lande, der er ansvar-
lige for menneskerettighedsber-
etningerne, og de socialistiske
lande, der ønsker frihed og lig-
hed for undertrykte nationer, vil
heller ikke blande sig i Kurdi-
stan-spørgsmålet. De har selv
interesser i Kurdistan, og de vil
samtidigt ikke lægge sig ud med
fire lande på én gang. Det gæl-
der også Danmark.

Kurderne i Danmark

Blandt indvandrere og flytninge
i Danmark findes der en hel
del kurdere. De kurdiske ind-
vandrere blev, som alle andre,
hentet af danske arbejdsgivere
og udnyttet som billig arbejds-
kraft. Ingen af disse folk havde
tænkt sig at blive boende her i
landet. Hele deres univers be-

stod og består af at spare penge
op og rejse tilbage og starte en el-
ler anden forretning. Men det
går ikke. Den stigende arbejds-
løshed rammer dem hårdt.

Da de fleste af dem, dels
p.g.a. sproglige vanskeligheder
og dels af religiøse grunde ikke
ville eller kunne gå ind i det
»wantow» samfundsliv, begyndte
de at hente deres familier herop
også. De fik børn heroppe, og
børnene voksede op her i landet,
hvilket betyder, at familierne er
samlede. Men det har ikke løst
problemet, tværtimod gjort det
sværere. Mest går det ud over
børnene. Børnene skal være dyg-
tige skulepupper. I skolen skal de
spille på dansk for at blive ac-
cepteret af danskere, og hjemme
skal de spille på kurdisk for at
blive accepteret af forældrene,
og her i familierne spiller religio-
nen en hovedrolle, for deres reli-
gion er islam.

For kurdernes vedkommende
er der to former for islam: Alevi
og Sunni. Det er dog ikke for-
skellige sekter, der giver proble-
met. Problemet er enkelt og gæl-
der for alle indvandrere. Det
handler om hvorvidt de skal
blive her eller rejse tilbage. Med
andre ord miste børnene og lade
dem blive danskere eller miste et
bedre materielt liv.

Situationen er utvivlsomt
vanskelig nok for alle indvandrere,
men den er specielt vanske-
lig for de kurdiske indvandrere i
Danmark, fordi ca. 99% af dem
kommer fra byen Konya, som
ligger midt i Tyrkiet. Deres
dere blev tvangsforflyttede i

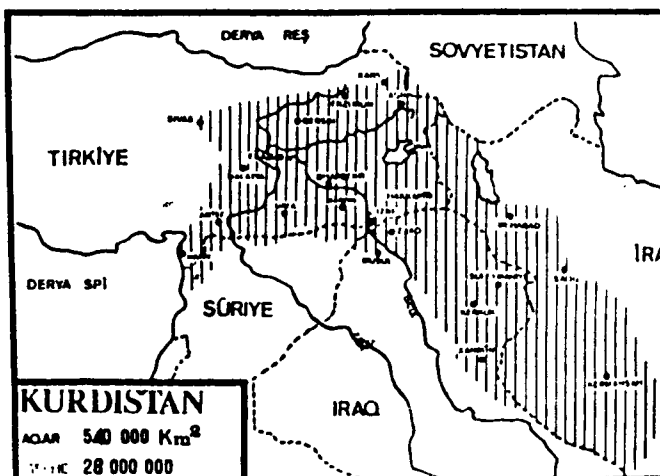
1920'erne fra midt i Ku
omkring Mus, Malatya, og
Dersim, til Konya. I
forplumret deres moder
kultur.

Engen undervisning i kurdisk

Kurderne i Danmark har
hårdt brug for moders-
dervisning. Men der er
danske undervisnings-
Bertel Haarder stop! I
grunder det med, at det er
sprog i Tyrkiet er tyrkis-
man ikke har et fælles or-
dig kurdisk sprog. Men
dog undervisningsmini-
steren, som er ca. sek-
så mange som danskere,
har talt i hundredevis af
det at føle sig ansvarlig
menneskerettighederne?

Alle officielle steder
mærk har tolke på alle
sprog, men ikke kurd-
samme gælder for Lækv-
visen

Når kurdiske flygtninge
mer til Danmark og sø
asyl, så søger de som ku-
ke tyrkere, arabere og
men i det rejsedokumen-
ningepas - kurderne får
mærk, står deres national
ført som tyrkere, arabere
sere, i hvert fald ikke i
Disse eksempler er bevis
Kurdistan er en intern
koloni, og derfor er det
digt, at alle humanitære
mokratiske kræfter støt
derne i deres kamp for d-
turlige rettigheder, såvel
stan som her i Danmark



Guerre du Golfe :
spectaculaire attaque
iranienne

L'INTERVENTION, a la fin août de l'armée turque au Kurdistan irakien, a brisé, un bref moment, les projecteurs de l'actualité sur la guerre non déclarée que les autorités d'Ankara mènent, depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, contre le peuple kurde

du genre « Un Turc vaut tout l'univers » ou « Quel bonheur d'être turc ! » en passant par l'installation de bureaux stratégiques pour regrouper de force la population des villages kurdes « rétrogrades ». D'après le quotidien turc « Milliyet » du 25.05.1986, 80, 65 % de ces

CONTRE SES KURDES

Cette troisième intervention militaire turque en territoire irakien s'est effectuée avec l'accord de Bagdad qui, enlisée dans son interminable guerre contre l'Iran, n'est pratiquement plus en mesure d'exercer son contrôle sur ses provinces septentrionales, où la guérilla autonomiste kurde est très active et maître du terrain. Elle n'a guère suscité de réactions internationales... à l'exception de la Lybie et de l'Iran qui par hostilité envers le régime irakien, ont stigmatisé ces massacres. Aucun Etat, ni de l'Est ni de l'Ouest, n'a condamné cette chasse aux Kurdes. Parallèlement à ces aventures à l'extérieur et aux opérations de razzias et de terreur menées dans les campagnes kurdes, le régime turc met en œuvre toute une série de mesures dites « administratives » pour accélérer l'assimilation forcée des douze millions de Kurdes qui constituent le quart de la population totale de la Turquie. Cette vaste panoplie va de l'érection de bustes et statues d'Atatürk sur les places des moindres bourgades kurdes, à l'inscription en lettres géantes, sur les collines et montagnes kurdes, des sentences chauvines du dictateur turc,

villages, sur ordre du ministère de l'Intérieur, ont été récemment débaptisés pour recevoir des noms turcs. Qu'ils soient civils ou militaires, les responsables turcs poursuivent, avec acharnement et constance, la même politique de génocide culturel à l'égard de ces Indiens de l'Asie occidentale que sont les indigènes kurdes. Et ces violations flagrantes, massives et systématiques des Droits de l'Homme et des peuples n'empêchent nullement la Turquie d'être la chouchoute de l'OTAN, de présider bientôt le Conseil de l'Europe (censé représenter la conscience des pays démocratiques du continent) et de frapper sans complexe à la porte de la CEE. Forte de sa position géostratégique de poste militaire avancé de l'Ouest sous le ventre mou de l'URSS et de son marché de 50 millions de consommateurs, elle est persuadée que, malgré le caractère fort peu démocratique de son régime, l'Occident ne peut rien lui refuser

F. BRADOST

Des commandos iraniens ont mené, dans la nuit de vendredi à samedi, une spectaculaire opération contre le centre pétrolier et militaire de Kirkouk, au nord de l'Irak. Pour la première fois en effet, les forces iraniennes ont pénétré par voie terrestre jusqu'à 150 kilomètres à l'intérieur des frontières irakiennes, aidés en cela, pour la première fois aussi, par le mouvement kurde irakien de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Le raid, baptisé « Fath 1 » (Victoire 1), aurait mobilisé, selon le président du parlement irakien, « environ 2 500 hommes et d'importantes quantités de matériel ».

COLLABORATION
DES KURDES
AVEC TEHRAN

Un communiqué de l'armée et des gardiens de la révolution a, par ailleurs, annoncé que le raid, le plus audacieux depuis le début du conflit en 1980, a détruit le complexe pétrolier ainsi que des positions militaires et des installations industrielles proches de la ville. Une base des Modjaheddin, les principaux opposants à Téhéran, aurait été rasée, et ses occupants tués.

Les Modjaheddin du peuple d'Iran ont cependant démenti à Paris la destruction

de leur base à Kirkouk, et l'Irak a, lui aussi, nié le raid. « Nos installations pétrolières sont intactes, protégées par les hommes qui y travaillent et ceux qui en assurent la défense », a affirmé samedi le ministre irakien de l'Information, mettant en doute la capacité des Iraniens à s'infiltrer ainsi en territoire irakien. Ceux-ci ont cependant, apparemment, profité de la logistique du mouvement kurde qui regroupe plusieurs milliers de combattants et qui contrôle totalement une partie de la zone frontalière au sud du Kurdistan. L'UPK avait toujours refusé de collaborer avec Téhéran, mais les négociations entre le mouvement kurde et Bagdad avaient été brutalement interrompues en janvier 1985 après l'accord irako-turc pour une lutte conjointe contre les rebelles.

Si le centre de Kirkouk a bien été anéanti, le coup est très dur pour Bagdad car cette ville de 335 000 habitants est, avec ses réserves de 9 milliards de barils, son oleoduc vers la Turquie, et après la destruction ces derniers temps des terminaux irakiens de Bassorah et Fao, le plus important gisement pétrolier et le premier centre d'exploitation de l'or noir irakien.

amnesty
international
Octobre 1986

TURQUIE

Recep Marasil : éditeur âgé de 36 ans, il est en prison pour 36 ans après avoir publié des livres sur la minorité ethnique kurde en Turquie et s'être prétendument livré à des activités séparatistes.

Employé tout d'abord par la maison d'édition Komal en 1975, Recep Marasil l'avait achetée en 1979. Il avait été arrêté une première fois en 1976 et détenu huit mois en raison de ses activités d'éditeur. La maison d'édition Komal a été fermée en 1980 après la déclaration de la loi martiale. Elle publiait principalement des livres sur l'histoire et la culture kurdes et sur la situation de la minorité ethnique kurde en Turquie.

Recep Marasil a été arrêté de nouveau en janvier 1982. Depuis lors, des tribunaux militaires à Istanbul et Diyarbakir l'ont reconnu coupable à l'issue de plusieurs procès d'avoir, entre autres, « essayé d'établir un Etat indépendant sur un territoire placé sous la souveraineté de l'Etat turc ». A l'issue d'un de ces procès, il a été condamné à deux ans d'emprisonnement pour les déclarations qu'il avait faites au cours de son précédent procès. Ses peines de prison totalisent maintenant 36 ans et demi, qu'il doit purger consécutivement. Certaines de ces peines ont été ratifiées par la Cour d'appel militaire. D'autres sont en instance d'appel.

La minorité ethnique kurde en Turquie compte de six à huit millions de personnes. Elle est concentrée principalement dans les provinces de l'est et n'est pas reconnue officiellement par les autorités. Les gouvernements successifs lui ont refusé le droit à une identité culturelle et ont interdit l'usage de la langue kurde.

En 1983, Recep Marasil a été transféré d'une prison militaire d'Istanbul à la prison militaire de Diyarbakir où il a participé à plusieurs grèves de la faim entreprises par les prisonniers pour protester contre la torture et les conditions inhumaines d'emprisonnement. Pendant la dernière grève de la faim, en janvier et février 1984, il a été transféré à l'hôpital de la prison dans un état critique, d'après les informations reçues. Son état s'est amélioré, mais il est toujours en très mauvaise santé. Prière d'envoyer des lettres courtoises demandant sa libération à : Prime Minister Turgut Ozal, Basbakanlik, Ankara, Turquie.

JOURNAL de GENEVE

29.10.1986

tion

Bonne retraite M. Davico

Porte-parole du Haut-Commissariat pour les Réfugiés, M. Leon Davico (Yougoslave) prend sa retraite cette semaine. Mardi soir, il avait invité tous les journalistes du Palais à « célébrer l'événement », en musique et avec des surprises nombreuses. Journaliste dans l'âme, « Leon », comme nous l'appelons tous, a d'abord été correspondant de Politika à Londres, Istanbul, Berlin, Paris et Rome, capitales où il put exercer ses dons de polyglotte, et faire la connaissance de nombreux artistes. Puis il fonda un journal du soir Politika Express à Belgrade, dont il fut le rédacteur en chef. Sa carrière internationale se poursuivit à l'UNICEF et à l'UNESCO, où il fut directeur de l'information pour l'Europe, puis correspondant accompagnant souvent le Haut-Commissariat en terrain. Davico savait exactement de qui il parlait quand il évoquait les situations dramatiques qui déracinent les hommes. On lui doit l'organisation du dernier « Classicaid ». Maintenant, « Leon » redevient journaliste. Bravo et merci.

P.-E. Denton

NORD MATIN

16.10.1986

Amnesty International : un appel du groupe 222 en faveur de Mehdi Zana

Le groupe 222 de Bethune d'Amnesty International vient de nous faire parvenir un communiqué concernant le sort de Mehdi Zana, prisonnier d'opinion, adopté par le groupe. Six ans après l'instauration de l'état de siège par le général Evren, la Turquie se distingue toujours de ses partenaires européens du conseil de l'Europe. C'est le seul pays européen qui connaisse l'état d'urgence en vigueur dans cinq provinces. C'est le seul pays du conseil de l'Europe où le nombre de détenus soit si important (plus de 15 000 selon les statistiques officielles). C'est le seul pays d'Europe où la torture soit systématiquement pratiquée. Des grèves secouent sporadiquement les prisons pour protester contre l'utilisation de la torture. C'est le seul pays d'Europe qui pratique contre une partie de sa population une répression pouvant s'apparenter à un pogrom. Les Kurdes vivent dans l'est de la Turquie, leur province

est hautement surveillée. Leur culture est interdite. Leurs dirigeants sont emprisonnés et purgent de très lourdes peines. C'est ainsi que Mehdi Zana, ancien maire de la ville de Diyarbakir, leader non violent de la minorité kurde, est en prison jusqu'en 1998. Il a perdu l'usage de l'oreille gauche sous la torture et sa santé est précaire. Arrêté en 1980, il a été adopté comme prisonnier d'opinion par le groupe 222 Bethune d'Amnesty International en 1982. Vous pouvez agir en faveur de Mehdi Zana. Pour cela, vous pouvez écrire à l'Ambassade de Turquie, 18, avenue de Lamballe, 75016 Paris, en demandant la libération de Mehdi Zana. Plus les envois de lettres seront nombreux, plus notre appel aura de chance d'être entendu. Si vous souhaitez avoir plus de renseignements sur notre groupe et son action, contactez-nous Christian Montabone, 872, avenue du Pont-des-Dames, 62400 Bethune.

AGENCE FRANCE PRESSE

Iran-Irak doc

L'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani (encadré)

PARIS, 11 oct (AFP) - L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui a joué un rôle essentiel dans l'attaque de vendredi soir contre les installations pétrolières de Kirkouk (nord de l'Irak), est actuellement la principale organisation de l'opposition kurde irakienne.

Forte de plusieurs milliers de combattants qui contrôlent totalement une zone frontalière dans le sud du Kurdistan irakien, sur l'axe Kirkouk-Soleymanieh-Qala Diza, l'UPK avait refusé jusqu'à présent de collaborer avec Téhéran et les mouvements d'opposition irakiens qui s'en réclament.

Organisation laïque, l'UPK a été un des piliers du "Front patriotique national démocratique" qui regroupait notamment en 1980, le parti communiste irakien et la tendance pro-syrienne du Baas irakien.

En 1983, Jalal Talabani entamait un spectaculaire renversement d'alliance en ouvrant des négociations avec le président Saddam Hussein, qui le recevait à Bagdad le 24 décembre 1983. Ces négociations furent définitivement rompues en janvier 1985, l'UPK reprochant à Bagdad son accord d'octobre 1984 avec la Turquie pour une action coordonnée contre les rebelles kurdes.

Ces derniers mois, l'UPK se rapproche à nouveau de Téhéran, acceptant d'interdire la zone frontalière aux opposants iraniens du Mouvement des Moudjahedine du Peuple et obtenant, en contrepartie, de transiter par l'Iran pour accéder à l'Irak, selon des sources sûres de l'opposition kurde.

La Syrie a joué un rôle majeur dans ce rapprochement, selon ces sources. Une importante réunion des différents mouvements d'opposition irakiens laïcs et religieux, la première de ce genre, s'est tenue la semaine dernière à Ispahan, au centre de l'Iran.

Energie-Eco.

Iran/Irak: l'oléoduc approvisionnant la Turquie depuis Kirkouk n'est pas touché

ADANA (Turquie), 12 oct (AFP) - L'approvisionnement pétrolier par oléoduc reliant Kirkouk (Irak) aux raffineries turques de Yumurtalik (province méridionale d'Adana), n'a pas été interrompu par le pilonnage des forces iraniennes dans la région, a déclaré samedi, le directeur des installations de Yumurtalik, M. Esat Can, cité par la presse turque dimanche.

M. Can a affirmé que l'oléoduc n'avait même pas été endommagé lors de l'opération Fath-1 lancée vendredi soir par les forces iraniennes et des opposants kurdes irakiens contre les installations pétrolières de Kirkouk (nord-est de l'Irak).

Pompant chaque jour un million de barils de pétrole, l'oléoduc reliant les installations de Kirkouk aux raffineries de Yumurtalik est considéré comme "la source vitale de l'économie turque".

L'Iran avait affirmé, samedi, que les installations de la région de Kirkouk avaient pris feu sous les pilonnages d'artillerie dans la nuit de vendredi à samedi.

Bagdad, de son côté, a démenti, samedi soir, la destruction des installations et a affirmé que les forces iraniennes n'avaient jamais pénétré jusqu'à 150 km dans le territoire irakien.

Iran-explosion

Explosion d'une bombe à Sardacht (Kurdistan iranien) : deux morts

PARIS, 30 oct (AFP) - Une femme et son enfant de six mois ont été tués et seize autres personnes blessées, à la suite de l'explosion d'une bombe dans la ville frontalière de Sardacht (Kurdistan iranien, nord-ouest), indique jeudi l'agence iranienne IRNA reçue à Paris.

Deux autres personnes sont grièvement blessées, ajoute IRNA. Plusieurs magasins et maisons ont également été détruits dans l'explosion, perpétrée par "des agents impérialistes", selon l'agence.

AGENCE FRANCE PRESSE

Energie-Ind.

Téhéran annonce la destruction des installations pétrolières de Kirkouk

TEHERAN, 11 oct (AFP) - Les forces iraniennes ont détruit les installations pétrolières irakiennes de Kirkouk, au nord-est de Bagdad, à environ 150 km de la frontière iranienne, lors d'une offensive lancée dans la nuit de vendredi à samedi, a annoncé samedi l'agence d'information iranienne IRNA.

Cette opération, dont le nom de code est "Fath-1" (Victoire-1) a été lancée conjointement par les Gardiens de la révolution islamique (IRGC) et l'Union patriotique du Kurdistan irakien (PUK), ajoute IRNA.

Kirkouk, centre vital pour le pétrole irakien (encadré)

PARIS, 11 Oct.(AFP)- Le centre pétrolier de Kirkouk, dont les installations ont été détruites dans la nuit de vendredi à samedi, selon l'agence d'information iranienne IRNA, est un des principaux complexes pétroliers de l'Irak. En outre, c'est de ce centre que part l'oléoduc irako-turc, actuellement la voie principale pour les exportations pétrolières du pays.

Situé à 300 km au nord de Bagdad, Kirkouk est un centre administratif régional, mais surtout une importante cité pétrolière qui a vu sa population pratiquement doubler au cours des cinq dernières années (535.000 habitants). Premier gisement de pétrole découvert en Irak en 1927, ses réserves sont estimées à plus de 9 milliards de barils.

L'Irak disposait avant le début des hostilités avec l'Iran de trois oléoducs partant de Kirkouk, vers la Turquie, la Syrie, et vers le Chatt-el-arab au sud.

Aujourd'hui, les terminaux de Bassorah et de Fao situés sur le Golfe sont paralysés. D'autre part, la dégradation des relations syro-irakiennes a entraîné la fermeture en avril 1982 de l'oléoduc d'une capacité de 1,4 million de b/j reliant Kirkouk à la fois aux ports méditerranéens de Tripoli (Liban) et de Banyas (Syrie).

En conséquence, l'axe irako-turc est resté le seul débouché de l'Irak pour son pétrole. Un premier oléoduc d'un millier de kms relie depuis 1977 Kirkouk au golfe d'Iskenderun, sur la Méditerranée, non loin de la frontière turco-syrienne. A la suite d'agrandissements, sa capacité a été portée ces dernières années à 1 million de barils/jour.

La construction d'un deuxième pipeline, parallèle au premier, a commencé en aout 1985. D'une capacité de départ de 600.000 barils/jour, il portera à 70 millions de tonnes par an le volume des exportations de pétrole irakien par la Turquie, contre 46,5 millions actuellement.

Attaque conjointe des forces iraniennes et de kurdes irakiens contre une centrale électrique irakienne

PARIS, 30 oct (AFP) - Les gardiens de la révolution iranienne ont mené au cours des dernières 48 heures, conjointement avec les combattants kurdes de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), une "opération de guérilla", baptisée Fath-2, dans le Kurdistan irakien, endommageant la centrale électrique de Dokan (Nord de l'Irak), indique Radio-Téhéran captée Jeudi à Paris.

Les forces iraniennes infiltrées dans le Kurdistan irakien, aidées par les pechmerga de l'UPK (organisation de kurdes irakiens opposée au régime de Bagdad et dirigée par Jalal Talebani), ont détruit les turbines et les générateurs de la centrale de Dokan, indique un communiqué militaire iranien cité par la radio.

Par ailleurs, les gardiens de la révolution en collaboration avec les pechmerga de l'UPK, (solidement implantés dans la zone frontalière) ont attaqué une base militaire irakienne située dans le Kurdistan irakien, à 60 km de la frontière, tuant plusieurs soldats irakiens, selon la radio.

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: EUR 44/23/86
Distr: UA/SC

UA 301/86

Torture

16 October 1986

TURKEY: Şehmus CIBRAN
=====

Amnesty International is seriously concerned about reports that Şehmus Cibran, a Kurd in his late thirties, is being tortured.

Şehmus Cibran had been granted political asylum in Sweden. He is said to have been a member of DDKD, a Kurdish cultural youth organization which was legal in Turkey until the imposition of martial law after the military coup of September 1980.

Amnesty International has been informed that Şehmus Cibran returned to Turkey unofficially from Sweden in order to see his family again. On or around 9 October 1986 he was picked up in the street in Diyarbakir by members of the security forces. He has been held in incommunicado detention since then and his present whereabouts are not known. He is believed to be undergoing interrogation under torture.

BACKGROUND INFORMATION

Turkey's Kurdish ethnic minority of some 8 million people, which successive governments have not officially recognized, is concentrated mainly in the eastern provinces where martial law was imposed in early 1979 because of increasing political violence. Following a military coup in September 1980 martial law was extended throughout the country, but has since been gradually lifted. Today only five of the eastern provinces, including Diyarbakir, remain under martial law because of a resurgence of armed Kurdish guerrilla activities in the region since August 1984.

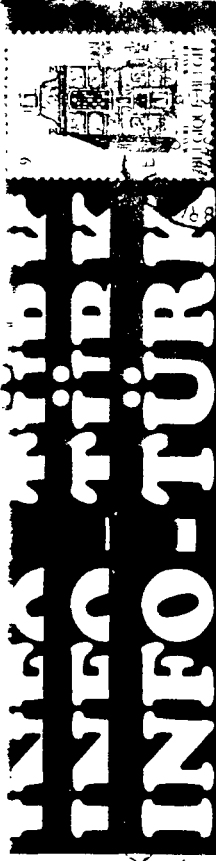
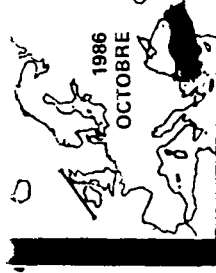
Since the military coup in 1980 Amnesty International has repeatedly stated that torture is widespread and systematic in Turkey, and reports are still being received by the organization of alleged torture in police stations and prisons, some resulting in death. Most such allegations relate to the period of incommunicado detention immediately following arrest during which detainees are interrogated. The maximum time for which detainees may be held in areas under martial law before being brought before a court to be charged or released is 30 days.

RECOMMENDED ACTION: Telegrams/telexes/airmail letters/express letters:

- seeking clarification of the present whereabouts of Şehmus Cibran and urging that he be given immediate access to his family and lawyer
- urging that he not be tortured or ill-treated while in detention
- requesting details of any charges against him

☎ 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working for the international protection of human rights. It seeks the release of men and women detained anywhere because of their beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religious creed, provided they have not used or advocated violence. These are termed *prisoners of conscience*. It works for fair and prompt trials for all political prisoners and works on behalf of such people detained without charge or trial. It opposes the death penalty and torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of all prisoners



INTO-TURK

bulletin mensuel • monthly bulletin • maandelijsbulletin

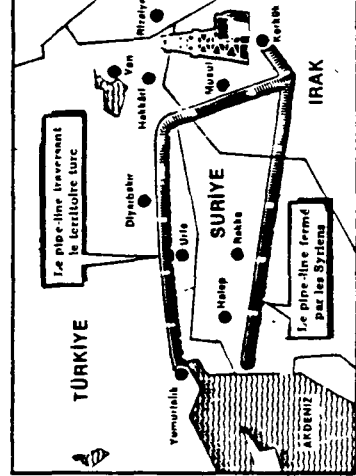
120

10ème année • 38, rue des Eburons • 1040 Bruxelles
 Edité en français et en anglais par la Collectif Info-Turk •
 T4: (32-2) 2303472 • ISSN 0770-9664 • Dépot légal: 2/198
 Abonnement annuel: 500 FB • CCP 000-1168701-45 - 8x1

Institut Kurde de Paris
 rue La Fayette 108
 75010 Paris
 FRANCE

SCENARIO

DE L'OCCUPATION EVENTUELLE DES CHAMPS PETROLIFERES IRAKIENS PAR L'IRAN



Juste après les élections partielles qui ont considérablement bouleversé le cadre politique imposé par les militaires, la population de Turquie s'est vue, dans le cours du mois d'octobre, conditionnée par les grands médias à croire à l'engagement inévitable du pays dans la guerre du Golfe.

L'impudence de l'armée turque devant la guerrilla kurde qui se développe depuis août 1984 et la pénétration des forces britanniques dans les champs pétrolifères de l'Irak ont fait l'objet de plusieurs spéculations relatives aux projets éventuels du gouvernement turc. Parmi ces spéculations, ce qui a fait le plus grand écho, aussi bien dans la presse turque que dans les médias mondiaux, a été une invasion éventuelle de l'Irak du nord par les forces armées turques.

Déjà, juste après l'opération de relèvement des forces spéciales de la gendarmerie turque et à l'instar de plusieurs observateurs avaient estimé qu'en Turquie avait franchi la première étape de la réalisation du Nord de l'Irak, la "Vilayet Mossoul".

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, de céder cette région, de manière à créer un nouvel Etat sous protectorat britannique, l'Irak. Nombreux sont les militaires turcs qui considèrent que cette région, riche en pétrole, leur revient de plein droit, surtout à cause du fait qu'une importante minorité de langue turque habite parmi les Kurdes.

Le quotidien britannique *The Times* du 28 mai 1983, rapportait "un article paru l'année précédente dans le *New Statesman* qui affirmait l'existence d'un complot turco-américain visant à saisir le nord de l'Irak. En considérant la coopération amicale des gouvernements turc et irakien, une telle idée semble être extrêmement forcée et il semble bien que ce qui a été fait n'ait aucun rapport avec un tel plan. Pourtant, il nous rappelle que certains faits qui paraissent insignifiants au premier abord, pourraient devenir réels en cas d'effondrement total du gouvernement central en Irak.

La perte transmise récemment dans le territoire irakien menace d'être et déjà le gouvernement irakien et plusieurs scénarios relatifs à l'avènement de la Guerre Irako-Irakienne et à l'implication turque dans cette guerre.

rait l'intention d'envoyer l'Irak et a confirmé le neutrage de la Turquie vis-à-vis de la Guerre du Golfe. Pour cette raison, la Turquie a refusé de participer à une conférence internationale sur le Moyen-Orient, en se référant à des sources dignes de foi, mais qui n'ont pas été publiées "motifs nationaux" pour une intervention turque.

• Dans les régions de Mossoul et de Kirkuk vivent plus d'un million de Turcs. Au début de la Guerre de Libération irakienne, le 9 août 1969, ces régions figuraient à l'intérieur des frontières nationales. Mais, après la guerre, cette question n'a pas pu être résolue de façon favorable en raison de la faiblesse de la Turquie à l'époque, et les régions de Mossoul et de Kirkuk ont été laissées à la Grande Bretagne. Pourtant, la Turquie possède un droit historique sur ces régions.

• La Turquie importe la plus grande partie de ses besoins de pétrole de l'Irak. La grande quantité de pétrole irakien arrive par la voie d'un pipeline. De plus, la Turquie reçoit annuellement 300 millions de \$ en échange de la location de ce pipeline à des intérêts économiques.

• En cas d'effondrement du pouvoir de Saddam Hussein, l'Irak peut se désintégrer. En profitant de cette situation les Kurdes peuvent obtenir un statut plus avantageux en Irak du nord. Ils sont déjà bien renforcés grâce au vide du pouvoir dans ces pays. De plus, les séparatistes de Turquie sont basés dans cette région.

Dans un autre article, *Majid* rapporte que la quantité de pétrole transporté de Kirkuk en Irak à Yumurtalik en Turquie par la voie de pipeline s'élève annuellement à 46,5 millions de tonnes. Cette exportation de pétrole fournit à l'Irak un revenu annuel de 6 milliards de \$. La longueur de pipeline traversant le territoire turc est de 641 km. La Turquie a déjà commandé l'élargissement du pipeline à une association des compagnies turques et italiennes. Après la réalisation de ce projet, le volume du pétrole à transporter s'élèvera à 70 millions de tonnes et le revenu annuel de location de la Turquie grimpera de 300 millions de \$ actuels à 500 millions.

D'après un autre rapport, la Turquie a également des intérêts vitaux dans la route Habour-Bagdad qui assure l'exportation turque vers les pays du Moyen-Orient. Cette route est aussi très exposée à la menace des maquisards kurdes soutenus par l'Irak.

Selon le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, quelque 2.500 soldats turcs ont été envoyés en territoire irakien avec le consentement du gouvernement irakien pour appuyer les troupes turques contre les attaques kurdes.

En effet, depuis trois ans, le gouvernement de Bagdad, impuissant devant les menaces irakennes et kurdes, a plusieurs fois autorisé les forces armées turques à pénétrer dans son territoire. Il existait déjà depuis 1979 un accord de "coopération" mis au point entre le général Karan Evren, alors chef d'état major turc, et le Président Saddam Hussein, permettant la "coordination des actions pour contrôler les minorités kurdes" des deux pays.

C'est grâce à cet accord que des forces spéciales de parachutistes et de la gendarmerie turque pénétraient en mai 1983 sur une quarantaine de km en territoire irakien.

commencent à arriver dans les régions les plus précipiteuses de la région. Les forces turques ont été envoyées en novembre 1986.

"La Turquie a une frontière commune avec la Syrie. Le gouvernement turc a toujours refusé de lui attribuer la responsabilité de l'attentat de 1978 visant à faire sauter un avion israélien en plein vol. Les 30 avions israéliens qui ont été abattus en Syrie sont, contrairement à ce qu'on dit, le résultat de la coopération entre les forces armées irakiennes et syriennes. L'objectif du terrorisme armé en Syrie est la Turquie.

"La Turquie a des frontières communes avec l'Union Soviétique. L'Union Soviétique soutient la Syrie alors qu'elle poursuit toujours une guerre dans un autre pays musulman: l'Afghanistan. Les deux pays voisins de la Turquie, l'Irak et la Syrie, se trouvent dans la même armée d'une guerre sans pitié. *Il s'agit de la plus grande armée de l'Otan* après celle des Etats-Unis. Elle est donc bien fondée d'agir ainsi."

"Mais l'insécurité et la dépendance produisent aussi un sentiment de victimisation qui prend comme cible les Etats-Unis, cet allié indispensable qui affirme les Turcs, fait néanmoins très peu pour soutenir la Turquie, et peut faire à n'importe quel moment un geste imprévu pour lequel les Turcs devront payer le prix.

"Au début de ce mois, un groupe de commando d'Irak, agissant apparemment avec l'aide des tribus kurdes revendiquant leur autonomie, a fait une descente sur les champs pétrolifères de Kirkuk en Irak. La Turquie reçoit la plupart de son pétrole de Kirkuk et elle possède un pipeline sabbabial provenant d'Irak. Ayant une revendication historique sur la région de Kirkuk peuplée par les Turcs, la Turquie a pour une autonomie kurde.

"Le *Zeit* irakien a réactualisé ce qui est apparu par un journal quotidien turc: *un scénario fasciste/soviétique de dévotion dans les conditions déplorables que se produisent d'Irak*."

"Le scénario est formulé en ces termes:

1. L'offensive prochaine d'Irak franchira la défensive irakienne.
2. La Turquie envahira l'Irak afin de prendre Kirkuk avant que les forces irakiennes n'y arrivent.
3. L'Union Soviétique menacera la Turquie.
4. Les Etats-Unis envoieront leur force de déploiement rapide, apparemment pour défendre les Turcs, mais en réalité de soutenir l'occupation préventive turque de Kirkuk et de ses champs pétrolifères pour l'intérêt de l'Ouest.

"L'opposition turque déclare que ce scénario semble être inventé par les Etats-Unis. D'après les porte-paroles de l'opposition, l'Amérique veut punir l'Irak ainsi que priver l'Irak et la Syrie du pétrole de Kirkuk. La conséquence, disent ces Turcs, serait la présence permanente des forces des Etats-Unis en Turquie et l'indépendance de la Turquie réduite à néant. Le 16 octobre, le ministre turc des affaires étrangères a démenti l'affirmation que son pays ait

LA DISCRIMINATION LINGUISTIQUE EN TURQUIE

Le Parti Socialiste du Kurdistan de Turquie (TKSP) a rendu public un document important mettant en évidence la discrimination linguistique et ethnique en Turquie. Il s'agit de la Loi No. 2832, adoptée par l'Assemblée Nationale le 19 octobre 1983 et publiée dans le Journal officiel du 22 octobre 1983.

Cette loi relative aux publications dans les langues autres que le turc décrit la langue turque comme la langue maternelle de tous les citoyens en Turquie.

Art 3 - La langue maternelle du citoyen turc est le turc. Il est interdit:

a) de développer quelconque forme d'écriture dans laquelle une autre langue que le turc est employée ou disséminée comme langue maternelle.

b) de porter, dans les manifestations ou réunions, des affiches, des bannières, des cartels ou d'autres médias écrits en d'autres langues que le turc ou de faire des émissions ou des diffusions avec des disques, des cassettes ou vidéo-cassettes ou d'autres médias en d'autres langues que le turc, même si ces langues ne sont pas interdites, sans avoir la permission de l'autorité suprême de la région.

Les langues qui ne peuvent pas être employées pour la communication et la propagation des idées sont définies dans la loi en ces termes.

Art 2 - Il est interdit de communiquer, de propager ou de diffuser des idées dans d'autres langues que les langues qui sont les premières langues officielles des Etats reconnus par l'Etat turc; sous réserve des provisions des traités ou des accords dont l'Etat de Turquie fait partie et des provisions de la législation relative aux publications des institutions d'éducation, de recherches scientifiques ou des institutions ou organisations publiques.

La loi déclare que quiconque contrevient à ces interdictions seront passibles des peines de prison allant jusqu'à trois ans et que toutes les publications en d'autres langues que le turc seront confisquées par décision du juge de paix. En cas de retard, les autorités administratives pourront ordonner la confiscation sans attendre la décision du juge.

INDEPENDANT 6.11.1986

Fusillade pour une ombre

ANKARA — Un policier turc a été blessé au cours d'une fusillade avec des gendarmes qu'il avait déclenchée en tirant sur une ombre, ayant cru voir un rebelle kurde.

Nafiz Karates a été la seule victime de cette fusillade nourrie qui a duré dix minutes. L'incident s'est produit à proximité de la caserne de Midyat, dans le sud-est de la

Turquie, dans une région où les rebelles kurdes sont particulièrement actifs.

AGENCE FRANCE PRESSE

Turquie-kurdes

Onze peines de mort requises contre des indépendantistes kurdes par un tribunal militaire

DIYARBAKIR, (Turquie), 5 nov (AFP) - Le procureur du tribunal militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) a requis mercredi, dans un nouveau procès, la peine de mort contre onze indépendantistes kurdes accusés d'avoir participé à des actes terroristes dans les provinces de Mardin et de Siirt, a-t-on appris de source judiciaire.

Le procureur a aussi demandé pour les 29 autres inculpés de ce procès des peines de cinq à quinze ans de prison.

Les quarante inculpés appartenaient au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), principale organisation kurde d'opposition au pouvoir central d'Ankara.

Iran-Irak-Kurdes

Création à Téhéran d'une coalition d'opposants kurdes irakiens

PARIS, 8 nov (AFP) - Les deux principaux partis d'opposition kurdes irakiens ont formé "récemment" une coalition, sous l'égide de la République islamique iranienne, afin de renforcer et de coordonner leur lutte contre le régime au pouvoir à Bagdad, a annoncé samedi l'agence iranienne IRNA reçue à Paris.

Il s'agit du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) des frères Idriss et Massoud Barzani et de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talebani, précise l'agence officielle iranienne.

"Au cours d'une réunion tenue récemment à Téhéran, à l'initiative de la République islamique iranienne et en présence de ses représentants, MM. Idriss Barzani et Jalal Talebani ont décidé de mobiliser tous leurs moyens et d'intensifier la lutte qu'ils mènent dans le nord de l'Irak en vue de renverser le régime au pouvoir à Bagdad", ajoute IRNA.

Le PDK, fondé et dirigé par Mullah Mustafa Barzani, fut privé du soutien de Téhéran dans sa lutte contre le régime baassiste de Bagdad après l'accord signé en 1975 à Alger par le président irakien Saddam Hussein et l'ex-chah d'Iran, rappelle-t-on. Depuis le début de la guerre irano-irakienne en 1980, les fils de Mullah Mustafa, Idriss et Massoud Barzani, se sont alliés à Téhéran.

L'UPK, issue d'une scission du PDK, forma en 1980 le Front patriotique national démocratique avec le Parti communiste irakien et la tendance pro-syrienne du Baas irakien.

En 1983, Jalal Talebani opéra un spectaculaire renversement d'alliance en signant un cessez-le-feu avec Bagdad. Les négociations furent toutefois définitivement rompues en 1985, l'UPK se rapprochant alors de Téhéran.

Début octobre 1986, l'UPK mena pour la première fois une action commune avec les forces iraniennes, jouant un rôle majeur dans l'attaque contre le complexe pétrolier de Kirkouk, au nord-est de l'Irak.

Selon des sources kurdes informées, la réunion qui a abouti à la coalition PDK-UPK aurait eu lieu à Téhéran avant l'opération contre Kirkouk.

Rétour au Kurdistan

En attendant de devenir un paradis touristique, le Kurdistan est encore le théâtre d'une lutte pour l'indépendance. On en parle peu, mais elle existe. Il suffit d'aller voir.

A l'occasion du Traité de Lausanne, signé en 1923 par les grandes puissances européennes, le Kurdistan s'est vu diviser entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. S'il est actuellement périlleux de se rendre dans ces trois derniers Etats, il était encore possible, cet été, et à condition d'une parfaite discrétion, d'atteindre les dix-huit provinces kurdes de Turquie: deux cent mille kilomètres carrés, habités par une dizaine de millions de Kurdes, ce qui représente la moitié de la superficie et de la population du Kurdistan.

REPORTAGE: JACQUES-ANATOLE TRAUERDURST

Y'maz Güney, réalisateur kurde, a suggéré merveilleusement dans son film *Yol* la préoccupation première et sans doute éternelle du Kurdistan, celle de ses voles. Pour bien mesurer tout ce qui le sépare de la Turquie occidentale, et alors qu'il est assis, aujourd'hui, de le rallier par les airs - Diyarbakir se trouve ainsi à deux heures d'avion d'Istanbul - s'impose la voie de terre. On comprendra ainsi et sans merci, en trente heures de bus, le mystérieux rapport qui, dans cette partie du monde située tout à l'est de l'un des pays les plus occidentalisés du Moyen-Orient, unit le temps et l'espace.

Car c'est d'abord cela, le Kurdistan, pour un voyageur qui y pénètre une première fois: sur ses deux cent mille kilomètres carrés dépendant d'Ankara, des voies parfois remarquablement asphaltées - en fait, d'abord et surtout des axes stratégiques - telle la route qui va de Hakkâri à Van, à l'extrême sud-est, et d'autres, de terre, mangées les quatre premiers mois de l'hiver par des mètres de neige, par les avalanches le suivant et que ruine la pluie dès l'automne précoce.

Routes précaires, lieux enchanteurs...

Il y a là-bas des régions où cent kilomètres suffisent, des hautes terres à la plaine, pour sauter par-dessus une saison; de même, entre les villes et leurs villages, par-dessus trois siècles. Ou, malheureusement (tout est si précaire, là-bas), vous monter dans un bus, pensant qu'il vous faudra bien huit ou neuf heures de voyage pour couvrir les deux cents kilomètres qui vous séparent de votre but, alors que du fait des innombrables fouilles et contrôles militaires, de orages de pluie, de neige ou de grêle ainsi que des ornières épouvantables ou encore de certaines rampes vertigineuses, il vous en demandera cinquante.

De même que des voies, il y aurait tant à dire des lieux du Kurdistan. Des immenses nappes trop vertes d'herbe haute et de milliers de ruches bleues près de Siverek. Des derniers dromadaires, entre Urfa (l'ancienne Edesse où, dit-on là-bas, Abraham fut mené au bûcher par le roi Nemrut) et les gigantesques tôle-mouches métalliques, aux abords de Diyarbakir, que figurent les radars de l'OTAN. Mais Abraham pria tant et si bien sur son bûcher que le feu tourna en eau et en carpes le bois, qui donneront ce bassin turquoise aux abords duquel, au centre d'Urfa, quelques stropiaüs vous tendent dans une sous-tasse et contre vingt-cinq livres une poignée de pois chiches bouillis à lancer aux poissons sacrés et toujours repus.

... et prisons sinistres

Dire aussi Diyarbakir, sur le Tigre, ses murailles longues et sombres de plusieurs kilomètres, ses murailles à cinq portes, si larges et si vieilles que paissent à leur sommet des troupeaux entiers de moutons. On y voit, adossés aux pierres de taille, d'autres murs qui auront disparu à la fin de l'hiver, faits de gâteaux de bouse séchée sur le feu desquels les misérables de la zone ont fait leur thé de Syrie. Et sa prison aussi, le «shno-glu», le «Numéro cinq», où sont enfermés deux ou trois milliers de nation... des dont le procureur général affirmait, dans le journal «Hurryyet» du 28 février dernier, que de 1981 à 1984, «quatre se seraient brûlés vifs, quatre suicidés, six seraient morts des suites d'une grève de la faim et seize de mort naturelle...» dans la plus grande indifférence.

Aux deux cents kilomètres à l'ouest de Diyarbakir, près d'Adiyaman, se dresse le Mont Nemrut. On repère de loin sa cime en cône étrange, trop régulier et qui ressemble tant à la forme que prend le riz fumant que vous servez, à même le sol et sur un plateau

gigantesque, les paysans de ce pays. Il s'agit en fait, à plus de deux mille mètres d'altitude, d'une pyramide de pierres de lave grosses comme autant de noix et haute de cinquante mètres, sous laquelle le roi Antiochos Ier de Commagène fit noyer son tombeau au début de notre ère. Lieu étrange, balayé par les vents et comme figé, avec ses têtes sans corps et ses colosses décapités, immenses, qui semblent veiller sur la Mésopotamie proche.



Le Kurdistan «assimilé» par la Turquie (12 millions de Kurdes), l'Irak (6 millions), l'Irak (3,5 millions), la Syrie (1 million) et l'URSS (quelques centaines de milliers)

« Quel plaisir de revoir tous ces visages aux traits brûlés » (photo J.A.T.)

Après une nuit glaciale au sommet du Nemrut Dagh passée, faute de pouvoir dormir, à se faire peur parmi les têtes en pierres baignées de lune, retrouver Urfa et ses murailles surchauffées, c'est éprouver une fois de plus le Kurdistan comme le pays des extrêmes: il y a dix jours, la neige tombait sur les cols entre Beytusebab et Hakkâri, et voilà que, ce soir, le thermomètre du pharmacien qui m'offre le la marque quarante-cinq degrés. Après des milliers de kilomètres parcourus entre Kars et sa citadelle noire, Erzurum, le Mont Ararat et Tunceli, reste à faire le plus dur, et certainement le plus attachant: vivre quelques semaines dans les villages proches de la frontière syrienne, ceux-là mêmes où j'ai été si malade l'an dernier.

Retrouvailles à K.

K se trouve à une centaine de kilomètres à l'est d'Urfa, dans une plaine desséchée dès la fin juin, plaine de lentilles qu'on vient alors de récolter, de chardons et de pierres noires de la taille d'un melon sur lesquelles peignent les chevaux.

Quel plaisir de se revoir après dix mois. Tous ces visages qui m'avaient d'abord inquiété l'an dernier, si sévères dans leur méfiance aux traits brûlés, ne cessent ce matin de me sourire, heureux, tout comme moi, de reconnaître l'étranger. Ils sourient d'autant plus volontiers que nous avons pris des chevaux pour venir de V, et que je monte aussi mal qu'en septembre dernier, sans tomber pourtant, cette fois. En tout cas, les chevaux ont toujours aussi peur des molosses fureux qui gardent le village.

Pendant que les femmes préparent l'agneau de bienvenue, autour du thé, les nouvelles vont bon train. Ah, tu es revenu? C'est bien. Tu ne nous as pas oubliés? Et ta femme? Tu te souviens de l'embuscade? On a dû couper la main d'Aziz, la balle l'avait part abimée. «Ils» ont installé l'électricité cet hiver à S. (le prochain village, fauve lui aussi d'une trentaine de maisons basses). Une ancienne vendetta entre deux familles de nos villages - allez en comprendre les causes, malgré toute la bonne volonté de Nuri qui fonctionne comme interprète - vient d'être rallumée: un fils activiste a été dénoncé au MIT (la police secrète) par un rival d'amour, et arrêté. Depuis, entre les deux villages, on ne se parle plus. Mais il paraît qu'à S., personne ne l'utilise, l'électricité, sauf le chef. Bien trop cher pour le feu, on a la bouse. n'est-ce pas? Tu a s'éclairer, pétrole et torches électriques importées en contrebande de Bagdad. Les lampes font très bien l'affaire.

Un jour de fer en repique laïque

L'islam est à l'honneur, par ici, et tout s'en trouve compliqué. La semaine dernière, au mariage où j'étais invité à Silvan, hommes et femmes avaient chacun leur fête distincte. Tu vois, repique laïque. J'ai l'autre jour... en dou... fiche qu'il

était alors possible de lire dans tout le sud-est: les militaires la placardaient d'autorité sur les devantures de magasins, les portes des mosquées, à l'arrière des bus et dans les cafés. Elle disait textuellement ceci:

CITOYENS! DANS SON MESSAGE, LE TRÈS-GRAND PROPHÈTE DIT: «CEUX QUI PROVOQUENT LA DIVISION ET LE FRACTIONNEMENT NE SONT PAS DES NÔTRES. CEUX QUI USENT DES ARMES NE SONT PAS DES NÔTRES.» CELA SIGNIFIE: CEUX QUI MENACENT PAR LES ARMES ET TUENT VOTRE MÈRE, VOTRE PÈRE, VOTRE FRÈRE, VOTRE FEMME OU VOTRE ENFANT NE SONT PAS DES NÔTRES. C'EST DE CEUX-LÀ, DE CEUX QUI VEULENT FLÉTRIR ET DÉSHONORER VOTRE EXISTENCE, D'EUX, LES SERVITEURS SÉPARATISTES ET CRIMINELS DES ARMÉNIENS, QUE VOUS DEVEZ DÉNONCER LES MEMBRES AUX AUTORITÉS, LORSQUE VOUS EN APERCEVEZ. IL FAUT AIDER LA MILICE COMBATTANT LES ENNEMIS DE LA RELIGION, COMMUNISTES ET REBELLES, QUI VEULENT VOUS PARTAGER.

Tout comme lors du génocide arménien de 1916, l'argument raciste et religieux peut encore servir! Le plus grand nombre des intellectuels kurdes a compris que l'indépendance du Kurdistan ne pourra se faire sans une réelle laïcité de la population, jusque dans les campagnes... peut-être dans mille ans, ainsi que me disait amèrement un ami kurde étudiant à l'Université de Diyarbakir.

La fête de l'amitié

En attendant le repas, on parle donc. On s'émerveille à m'entendre baragouiner trois mots de *kurmancî* - l'un des quatre dialectes du Kurdistan - encore davantage en admirant une carte postale que j'ai apportée et où l'on peut voir... l'horloge fleurie du Jardin anglais. Dans un moment, les femmes serviront le riz, l'agneau et le *nan*, ces galettes dont on se sert ici en guise de cuillère et de serviette avant de les avaler. Comme toujours, mes amis resteront bouche bée en constatant ma lenteur à manger et ce qu'ils considèrent comme mon appétit d'oiseau,

étant eux-mêmes ce qu'il est convenu d'appeler des goinfres. Après le thé et la sieste, passés les heures où le soleil tue, on ira chasser les perdrix ou prendre quelques carpes. Un enfant très fier portera la carabine, un autre les deux hameçons et la pâte. A la tombée de la nuit, les hommes, échauffés par la chasse et ma venue, m'emmenont peut-être dans les montagnes. Ils auront leurs armes de guerre et nous nous livrerons à un concours de tir au melon d'eau. Ils m'ont de me battre, avant de me passer affectueusement un bras autour des épaules et de me dire que je suis leur ami.

Dans trois semaines, lorsque je partirai, ils m'offriront à nouveau un cheval et ils auront la même peine que l'an passé à comprendre que m dans l'avion, ni à Genève, ni à l'airant vraiment sa place.

OUBLI

Le refrain kurde

Il y a quelque part le Kurdistan, une région vaste dix fois comme la Suisse. On ne le connaît en Occident que par le détour d'un... qui ne rappelle son existence à l'Occident, des événements sensationnels et toujours violents dont il est le théâtre un refrain kurde, en quelque sorte.

La situation du Kurdistan s'impose, plus que jamais, comme tragique. La Turquie est sur le point de définitivement séduire l'Europe disposée, sinon à l'excuser, du moins à passer à Ankara une persécution ethnique savamment orchestrée. La Syrie baasiste, quant à elle, arabe sans trop de bruit «son» million de Kurdes pendant que la guerre du Golfe distrairait l'attention mondiale de la lutte acharnée des peshmargas, ces partisans kurdes armés aussi bien qu'iraquiens. Il est vrai que ceux-ci sont fort désorganisés depuis la signature, en 1975, des Accords d'Alger (par lesquels l'Irak et l'Irak se sont engagés à ne plus soutenir les Kurdes du voisin); suite à ces Accords, Mustapha Barzani, meneur et figure presque mythique de la lutte nationale kurde, s'est vu contraint de déposer les armes.

Explicable est donc l'oubli dans lequel retombe toujours le Kurdistan entre les troubles et les tremblements de terre, déportations intérieures, tortures, destruction au napalm de villages ou de camps où se cachaient des «terroristes indépendantistes».

Il est certain que le Kurdistan a besoin d'Occidentaux qui non seulement s'intéressent à son drame quotidien, mais encore y aillent voir. Qui s'y rendent pendant que les ravages de l'assimilation sont encore limités, qui y regardent dans l'intention de comprendre et qui, à leur retour, en disent aussi les charmes inouïs ils sont innombrables au Kurdistan.

AGENCE FRANCE PRESSE

Iran-Irak-Kurdes

Rencontre entre deux opposants kurde et religieux irakiens à Téhéran

PARIS, 11 nov (AFP) - M. Idriss Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), s'est entretenu mardi à Teheran avec l'hodjatoleslam Mohammad-Bagher Hakim, président de l'Assemblée Suprême de la Révolution Islamique Irakienne (SAIRI), a annoncé l'agence iranienne IRNA reçue à Paris.

Le PDK est un parti kurde en lutte contre le régime de Bagdad, avec l'aide de Téhéran, et la SAIRI, un regroupement d'opposants religieux irakiens basée en Iran, rappelle-t-on.

M. Barzani et l'hodjatoleslam Hakim ont évoqué au cours de cette rencontre "la coopération entre leurs organisations pour intensifier la lutte visant à renverser le régime au pouvoir en Irak", indique l'agence officielle iranienne.

Dans une déclaration à IRNA, M. Barzani a rappelé qu'un entretien avait eu lieu dans le même but samedi dernier, toujours dans la capitale iranienne, entre le président de la SAIRI et M. Jalal Talebani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), l'autre grand parti de l'opposition kurde irakienne.

M. Barzani a également souligné que son organisation avait formé "récemment" sous l'égide de l'Iran une coalition avec l'UPK pour lancer en commun des actions contre le régime irakien, et souhaité qu'une "campagne vigoureuse et coordonnée de tous les groupes d'opposition irakiens aboutisse à la chute prochaine de ce régime".

Affirmant que les troupes stationnées dans le nord-est de l'Irak sont "démoralisées et privées de tout soutien populaire", le chef du PDK a estimé que "l'unification de l'opposition encouragerait la population locale à se révolter".

Energie-Eco.

Raids irakiens contre des objectifs économiques en Iran, selon Bagdad

BAGDAD, 12 nov (AFP) - L'aviation irakienne a mené mercredi à l'aube des raids "violents" contre des objectifs économiques "vitaux" en profondeur de l'Iran, indique un porte-parole militaire à Bagdad.

Selon le porte-parole, les appareils irakiens ont "à nouveau" bombardé à 03h30 gmt les raffineries de pétrole et la centrale électrique de Montaziri à Isphahan (centre de l'Iran), à environ 500 km de la frontière irakienne, ainsi que les stations de pompage des champs pétrolifères dans la région de l'Imam Hussein.

(L'agence officielle iranienne IRNA, citant un porte-parole du services de presse de l'armée iranienne, a indiqué mercredi que des objectifs industriels et militaires irakiens dans les villes de Bassorah et Umm Qasr (sud de l'Irak) et de Khanaqin (sud de Kurdistan Irakien, près de la frontière) vont être bombardés pendant 48 heures à partir de mercredi après-midi, en représailles aux attaques irakiennes contre des objectifs civils et industriels iraniens.)

Le Monde 11.11.1986

IRAN

L'imam Khomeiny semble apporter sa caution à la tendance animée par M. Rafsandjani

Téhéran (AFP). - Après deux mois de silence, l'imam Khomeiny est intervenu pour la première fois dans la lutte qui divise les principaux dirigeants iraniens, apportant sa caution à la tendance animée par l'hodjatoleslam Rafsandjani, artisan d'une politique d'ouverture vers l'Occident et d'un assouplissement des conditions d'une paix avec l'Irak.

- La survie de la République Islamique ne dépend ni de moi ni d'aucune autre personnalité (...). Sa stabilité repose sur les forces armées et le peuple », a-t-il dit, dans un discours radiodiffusé prononcé

dans la petite mosquée attenante à son domicile de Djamaran, au nord de Téhéran, devant des soldats et des gardiens de la révolution. Devant un auditoire en pleurs, il a ironisé une nouvelle fois sur les remueurs à l'étranger concernant sa mort. - *Ma mort, s-t-il dit, adviendra un jour, mais que nos ennemis intérieurs ou extérieurs n'en soient pas heureux, car la République Islamique est un pouvoir ferme et stable, et la disparition d'une personnalité ne le fera pas chanceler.*

L'imam Khomeiny n'a toutefois pas réagi aux récents contacts irano-américains et à la venue à Téhéran

de président Reagan, M. Robert McFarlane, révélé par M. Rafsandjani, président du Parlement islamique. Il a également émis toute allusion à l'affaire Mostazeri, dont il n'a pas cité le nom au cours de son allocution.

Affirmant la volonté de l'Iran de poursuivre la guerre, l'imam a déclaré : - *La guerre contre l'Irak se poursuivra, que je sois en vie ou non, car cela est un devoir religieux.* Il a remercié les forces armées, sur lesquelles - *reposent la stabilité de la République Islamique.*

Samedi, Radio-Téhéran avait

annoncé l'arrestation d'un député, M. Ahmad Kachani, et de plusieurs militaires, accusés de - *créer des dissensions au sein des forces armées.* M. Kachani, chef de file d'un groupe de parlementaires conservateurs opposés de longue date à M. Rafsandjani et au gouvernement, avait publié, avec quatre officiers de l'état-major, un communiqué affirmant que les contacts avec les Etats-Unis portaient atteinte au moral des combattants sur le front. M. Kachani, fils de l'ayatollah Kachani, connu pour son rôle lors de la nationalisation du pétrole iranien par Mossadegh, joint

de l'appui du quotidien *Risalat*, l'organe des courants conservateurs. Ce journal développe depuis quelques semaines une campagne en faveur de la guerre - *jusqu'à la victoire* -, s'étonnant que l'offensive - *finale* - promise pour l'automne n'ait pas encore eu lieu.

Regroupement kurde sous l'égide de Téhéran

Les deux principaux groupes de maquisards kurdes irakiens ont formé - *récemment* - une coalition, sous l'égide de la République Islamique iranienne, afin de renforcer et

de coordonner leur lutte contre le régime au pouvoir à Bagdad, a annoncé, samedi, l'agence iranienne IRNA.

Il s'agit du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) des frères Idriss et Massoud Barzani et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talebani. Selon IRNA, ces deux groupes autrefois opposés sont convenus, - *au cours d'une réunion tenue récemment à Téhéran* -, de mobiliser tous leurs moyens et d'intensifier la lutte qu'ils mènent dans le nord de l'Irak en vue de renverser le régime au pouvoir à Bagdad.

AGENCE FRANCE PRESSE

Irak-Iran flt1

Bombardement de zones civiles irakiennes lundi par l'aviation et l'artillerie iraniennes, selon Bagdad

BAGDAD, 17 nov (AFP) - Quatre civils ont été tués et 49 blessés dans le bombardement par l'aviation et l'artillerie à longue portée iraniennes de sept localités irakiennes, indique le communiqué de l'état-major publié dans la soirée à Bagdad.

Le communiqué qui, pour la première fois depuis vendredi dernier ne fait pas état d'opération irakienne de grande envergure, indique notamment que deux appareils iraniens ont bombardé des zones résidentielles à Erbil (nord), faisant trois tués et 29 blessés civils, dont huit femmes et neuf enfants, détruisant quatre habitations et endommageant un immeuble.

Par ailleurs les villes irakiennes de Bassorah (sud), Khormal, Halabja (nord) et Badra et Mandali (centre) ont été pilonnées par l'artillerie à longue portée iranienne, ajoute le communiqué. Ces pilonnages ont fait dans l'ensemble neuf blessés civils, dont cinq femmes et un enfant, détruit huit habitations et provoqué des dégâts dans treize établissements commerciaux.

Le communiqué a par ailleurs démenti que les bombardements annoncés auparavant par Téhéran aient visé des objectifs militaires et économiques. "L'aviation iranienne a attaqué des zones civiles et toutes ces victimes le prouvent", ajoute le texte, en promettant une vengeance.

-- Radio-Téhéran a indiqué que l'aviation iranienne a effectué lundi matin deux raids contre des installations militaires et industrielles des villes d'Erbil et Kifri, dans le Kurdistan irakien, provoquant de lourdes pertes humaines et des dégâts importants.

Le communiqué irakien a enfin démenti que quatre appareils irakiens aient été abattus dimanche dans la région de Bandar Mahchahr et à Ahwaz (sud-ouest de l'Iran) par la DCA iranienne, comme annoncé par Téhéran.

BAGDAD - D'autre part, un correspondant de l'AFP a pu constater que la circulation était normale lundi sur la route reliant l'Irak à la Turquie via Zakho (nord de l'Irak) et qu'aucune trace de sabotage n'était visible.

L'Iran avait annoncé la semaine dernière une offensive lancée de ses forces iraniennes et du parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK-opposé au régime de Bagdad), sur trois axes dans les régions de Mossoul, d'Erbil et de Zakho et visant notamment un oléoduc reliant l'Irak à la Turquie. Radio-Téhéran a affirmé dimanche que ces forces avaient pris le contrôle d'une portion de la route Irak-Turquie, y interdisant tout trafic.

Cependant, des dizaines de véhicules circulaient dans les deux sens sur cette route par laquelle transitent les marchandises en provenance d'Europe, a constaté le correspondant lors d'un voyage organisé par les autorités irakiennes.

Selon un responsable irakien, l'oléoduc reliant l'Irak à la Turquie continuait à assurer normalement l'acheminement quotidien vers la Méditerranée de 1.500.000 barils de pétrole irakien à travers le territoire turc.

Iran-Irak

Les autorités turques démentent la coupure de la route Irak-Turquie

ANKARA, 17 nov (AFP) - Le préfet de Mardn (sud-est de la Turquie, à la frontière avec l'Irak), a démenti lundi la coupure de la route Irak-Turquie, annoncée dimanche par radio-Téhéran.

Contacté par téléphone depuis Ankara, M. Alaattin Turhan a souligné que la circulation entre les deux pays est "normale", malgré quelques attaques des rebelles kurdes d'Irak contre des camions turcs en territoire irakien.

Radio-Téhéran a affirmé dimanche que les forces iraniennes et les combattants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK-opposé au régime de Bagdad) avaient réussi à prendre samedi soir le contrôle d'une portion de cette route stratégique, y interdisant tout trafic.

Les autorités irakiennes avaient immédiatement démenti dimanche, affirmant que la route restait ouverte et que l'oléoduc entre les deux pays fonctionnait à sa capacité maximale.

AGENCE FRANCE PRESSE

Iran-Irak

Opération Fath-3 menée par les forces iraniennes et les combattants kurdes du PDK

PARIS, 15 nov (AFP) - Les forces iraniennes aidées par les combattants du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK- opposition kurde irakienne) ont mené de jeudi soir à vendredi soir une opération victorieuse nommée Fath-3 contre les troupes irakiennes dans trois régions du Kurdistan irakien, tuant 70 soldats irakiens, a déclaré samedi Radio-Téhéran captée à Paris.

L'opération Fath-3 a été lancée sur trois axes, dans les régions de Mossul, d'Erbil et de Zakho (nord de l'Irak), selon un communiqué militaire iranien. Dans la région de Zakho, à 200 km de la frontière, la 38^{ème} division de l'armée irakienne chargée de surveiller l'oléoduc qui achemine le pétrole irakien vers la Turquie, a subi de lourdes pertes lors de l'attaque des forces iraniennes et des peshmergas du PDK (dirigé par les frères Barzani et allié de l'Iran).

La ville de Zakho, encerclée provisoirement par les forces iraniennes et le PDK, a été bombardée par l'aviation irakienne, ajoute le communiqué.

Par ailleurs, dans la région d'Erbil, où les combats ont été les plus violents, un hélicoptère irakien a été abattu, selon la même source.

Enfin, dans la région de Mossul une base de l'armée irakienne a été encerclée par les forces iraniennes et plusieurs militaires irakiens notamment deux officiers, ont trouvé la mort.

C'est la troisième fois, rappelle-t-on, que l'Iran annonce avoir mené des opérations conjointes avec des partis kurdes irakiens. Le 12 et le 30 octobre dernier, les forces iraniennes avaient mené, conjointement avec les forces de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK- dirigée par Jalal Talebani) deux opérations baptisées Fath-1 et Fath-2, attaquant des bases économiques et militaires dans le Kurdistan irakien.

Les deux partis d'opposition kurde irakiens, l'UPK et le PDK, ont formé récemment une coalition sous l'égide de l'Iran, rappelle-t-on.

Kurdes-Iran-Turquie

Le PDKI confirme la mort de l'un de ses dirigeants

PARIS, 19 nov (AFP) - L'un des membres du comité central du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI-interdit), Abdul Hakim Rezai, et trois combattants de cette organisation autonomiste kurde ont été tués le 31 octobre dernier, lors d'affrontements avec les forces gouvernementales iraniennes dans le nord-ouest de l'Iran, a confirmé mercredi le bureau du PDKI à Paris.

Les troupes iraniennes appuyées par de l'artillerie lourde et des hélicoptères, ont perdu 70 hommes, selon le PDKI.

Par ailleurs, plus de 500 personnes ont été tuées dans l'est de la Turquie depuis la reprise de la rébellion indépendantiste kurde, il y a deux ans, selon le ministre turc de l'intérieur, M. Yildirim Akbulut.

Lors d'un débat parlementaire sur le budget du ministère de l'intérieur pour 1987, M. Akbulut a précisé mercredi que 242 rebelles, 159 civils et 133 membres des forces de sécurité ont été tués durant cette période.

531 personnes sont actuellement incarcérées dans le cadre de la lutte contre la rébellion kurde, a ajouté le ministre.

Ferme réprimée après le coup d'Etat militaire de septembre 1980 en Turquie, la rébellion, dont l'activité avait été réduite à néant, avait repris à la mi-août 1984.

A LIRE

Le drame d'un Kurde à Genève

Notre confrère Serge Bimpage s'est penché sur le cas du réfugié qui tenta de se suicider par le feu dans un café genevois

Le fait divers est un genre qui se consomme vite et bien. Spectaculaire, il est l'aubaine du journaliste et fait l'affiche; anodin, il rejoint la colonne sans gloire des communiqués. Mais dans les deux cas, on l'oublie. Le cas d'Ahmed Atesh Karagün est un fait divers. Exemplaire. Qui se souvient encore en effet de ce Kurde qui tenta de se suicider par le feu un beau jour de juillet 1982, dans un café de Genève? Personne sans doute. Mais l'histoire, dramatiquement belle, a séduit un journaliste curieux et sensible. Serge Bimpage, qui en a fait un livre: «La seconde mort d'Ahmed Atesh Karagün».

Genève, juillet 1982, un Kurde candidat à l'asile dans notre pays depuis presque deux ans, se voit refuser le statut de réfugié. De désespoir, il s'arrose d'essence et met le feu à ses vêtements alors qu'il se trouve avec ses amis dans un café de la place. Sauvé de justesse, il recevra finalement le label tant de fois refusé. Voilà pour le fait

A l'enquête traditionnelle, Serge Bimpage a travaillé cinq ans au Journal de Genève, il écrit aujourd'hui à l'HEBDO. Le journaliste a ajouté l'écoute attentive et patiente de l'homme et des témoins. Il s'est donné le temps et l'espace pour en dire plus. Sur Ahmed, sa famille, ses amis, sur les Kurdes, leur histoire et leurs luttes; mais aussi, sur les Suisses et leur façon singulière d'accueillir aujourd'hui les candidats à l'asile.

C'est donc un livre «engagé», mais sans démonstration forcée, où les tribulations d'Ahmed le Kurde tiennent lieu de fil conducteur. Le fait divers est devenu matière à un récit, et à une réflexion.

Deux langages coexistent tout au long du livre. Celui des communiqués officiels et des dépêches froides des agences de presse que Serge Bimpage reproduit tels quels. Histoire

de poser le décor. Et celui qu'il propose en contrepoint, généreux plaidoyer en faveur d'un homme désespéré. Mais Ahmed, surnommé le Tacturne par ses compatriotes, n'aime guère parler de lui. L'auteur ne l'a vu que deux fois. Qu'importe. Il a lu entre les lignes et mis un peu de lui-même, de sa sensibilité, pour combler les lacunes. Il en résulte un personnage attachant, mi-réel mi-fictif, dont la trajectoire passionne rapidement le lecteur.

Serge Bimpage hésite constamment entre le ton critique et la verve narrative. Le livre ne se veut ni tranchement reportage, ni réellement roman. Il se cherche en somme et devient une sorte de récit-temoignage. Celui-ci aurait peut-être demandé une écriture plus sobre, une voix moins résolument dramatique. Car il aurait ainsi encore gagné en intensité.

Mais lecture faite, il reste une chose essentielle: une bonne colère de journaliste. Sincère et touchante. Le fait est assez rare pour qu'on le salue. Georges Haldas l'a bien compris qui signe la préface.

André Crettenand

★ «La seconde mort d'Ahmed Atesh Karagün» par Serge Bimpage aux éditions Zoé (coll. Cactus) 1986, 155 p.

LE FIGARO

19.11.1986

TURQUIE LOI MARTIALE PROROGÉE DANS LES PROVINCES KURDES

La loi martiale demeurera en vigueur pour encore quatre mois dans cinq provinces de l'est de la Turquie à majorité kurde où l'armée turque combat toujours les rebelles indépendantistes. L'état de siège avait été imposé dans ces régions avant le coup d'état militaire de 1980. Par ailleurs l'état d'urgence demeurera en vigueur dans huit autres provinces.

AGENCE FRANCE PRESSE

Turquie-kurdes

Un soldat et huit rebelles indépendantistes kurdes tués en Turquie

TUNCELI (Turquie), 22 nov (AFP) - Un soldat turc et huit rebelles indépendantistes kurdes ont été tués et trois soldats ont été blessés, dont un grièvement, lors d'une fusillade qui a éclaté samedi matin dans le village d'Asagitorunoba dans la province de Tunceli (est de la Turquie), a-t-on appris de source officielle.

Une patrouille de l'armée turque a cerné le village mais les rebelles refusent de se rendre, a-t-on ajouté de même source. Un hélicoptère participe à l'opération.

Sévèrement réprimée au lendemain du coup d'état militaire de 12 septembre 1980 à Ankara, la rébellion kurde en Turquie est redevenue très active depuis deux ans. Depuis août 1984, quelque 140 militaires et policiers, 175 civils et 250 rebelles ont été tués, selon les bilans officiels. Ces bilans sont sensiblement plus élevés, selon des sources bien informées.

Irak-opposition

Accord entre les dirigeants kurdes irakiens et l'opposition islamique irakienne sur "l'identité islamique future" de l'Irak

PARIS, 25 nov (AFP) - L'Assemblée Suprême de la Révolution Islamique Irakienne (SAIRI-opposition irakienne basée à Téhéran) et les principaux dirigeants kurdes irakiens sont tombés d'accord sur "l'identité islamique future de l'Irak", a déclaré mardi le président de la SAIRI, l'hodjatoleslam Mohammad-Bagher Hakim, cité par Radio-Téhéran captée à Paris.

Dans une conférence de presse à Téhéran, M. Hakim a indiqué que lors de ses entretiens en novembre dernier avec Jalal Talebani, dirigeant de l'Union Patriotique du Kurdistan irakien (UPK), et Idriss Barzani, leader du Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), "l'avenir de l'Irak et la nécessité de la guerre sainte contre le régime actuel au pouvoir dans ce pays" ont été abordés. Toutefois, a-t-il dit, "l'avenir de l'Irak sera décidé par le peuple irakien".

M. Hakim a par ailleurs indiqué qu'une "conférence d'aide au peuple irakien" sera organisée prochainement à Téhéran, à l'initiative de la République islamique d'Iran. "Toutes les forces combattantes et islamiques irakiennes qui mènent la lutte contre le régime irakien", y seront conviées ainsi que des "représentants de la Libye et de la Syrie, deux pays qui ont aidé le peuple irakien", a-t-il ajouté.

LIBERTE

18.11.1986

□ **Médias libérés,**
en dix semaines de
l'été démocratique
de Kurdistan
(libéré) et quatre
autres membres du
mouvement ont été
tués au cours d'un
assassinat politique
lors
d'un rassemblement
à Erbil.

PETIT BLEU DU LOT ET GARONNE

19.11.1986

IRAN :
AFFRONTEMENTS
Une cinquantaine de gardes
de la révolution iranienne, les
Pasdarans, auraient été tués
dans le Kurdistan iranien sa-
medî dernier, dans un affronte-
ment avec une unité de
combattants Moudjaheddin du
Peuple, a indiqué hier matin,
un communiqué du bureau
parisien des Moudjaheddin du
peuple installé à Auvers-sur-
Oise (Val-d'Oise).

Ceux-ci, qui sont membres
de l'organisation de résistance
armée dirigée par M. Massoud
Radjavi, auraient perdu pour
leur part huit hommes.

LE JOURNAL

19.11.1986

Pasdarans et Moudjaheddin s'affrontent dans le Kurdistan iranien

Pontoise — Une cinquantaine de Gardes de la révolution iranienne, les Pasdarans, auraient été tués dans le Kurdistan iranien samedi dernier, dans un affrontement avec une unité de combattants Moudjaheddin du Peuple, a indiqué un communiqué du bureau parisien des Moudjaheddin du Peuple installé à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise).

Ceux-ci, qui sont membres de l'organisation de résistance armée dirigée par M. Massoud Radjavi, auraient perdu pour leur part huit hommes.

L'affrontement, qui s'est déroulé dans le village iranien de Vertchak dans l'ouest du pays, aurait duré onze heures. C'est un des plus importants affrontements commis ce jour.

L'organisation des Moudjaheddin précise que la crise politique et économique que traverse actuellement l'Iran va les conduire à mener des combats d'une plus grande ampleur, afin de destabuliser définitivement le régime. □

LYON LIBERATION

20.11.1986

YILMAZ AKKUS SEUL EXPULSABLE AU CENTRE DE RETENTION

Yilmaz Akkus, vingt-neuf ans, était hier l'unique clandestin du centre de rétention de Sainte-Foy-lès-Lyon. De nationalité turque, il était membre de « Jeunes Révolutionnaires », un mouvement séparatiste kurde. Il quitte la Turquie deux ans après le coup d'Etat de 1980 et arrive en France en septembre dernier. Le 1er octobre, il se présente à la préfecture du Rhône pour demander l'asile politique. Le service compétent lui fixe rendez-vous pour entreprendre les formalités, le 25 novembre à 8h30. Yilmaz Akkus doit, ce jour-là, présenter ses papiers, qu'il a laissés en Italie. Il part les récupérer, en empruntant le passeport d'un compatriote. Arrêté à Modane et paniqué à l'idée que l'on va lui refuser le droit d'asile, il aggrave encore son cas en donnant un faux nom: Guven Bahytayar. Sa place est retenue dans l'avion qui doit partir vendredi matin de Chambéry pour la Turquie. Un dernier espoir pour Akkus, la préfecture du Rhône accepterait de réexaminer sa situation (M.D.)

THE ECONOMIST

1.11.1986

EUROPE

The shadow over Turkey

Turkey is gaining a new respectability in Europe. By-elections in September, contested by 12 parties, showed that a western definition of democracy is slowly returning to the country. Relations with the European Community have resumed after a six-year break. And this month Turkey takes over the chairmanship of the Council of Europe's ministerial committee, a job it was too embarrassed to do when its turn came round in 1981. But on one question, at least, serious doubts about Turkey remain: human rights.

Turkish politics, it is true, has been opening up. Two former prime ministers, Mr Suleyman Demirel and Mr Bulent Ecevit, are both banned by law from politics until 1992, but both have been carrying on more or less regardless. Everybody knows that Mr Demirel controls the conservative True Path party (which did remarkably well in the recent by-elections), and that Mr Ecevit is behind the Democratic Left party. Moves are afoot in parliament to lift the bans on the two men, and on a few hundred other politicians who were sent to the Turkish equivalent of Coventry when the army took over in 1980.

But Turkish law still gives wide scope for people to be imprisoned for their beliefs. (One small example: this summer

in Istanbul a young man who started a religious movement consisting largely of handsome male students was jailed for supposedly weakening national morale.) Worse, Turkish police and prison officers have not yet got out of the habit of using torture. Amnesty International, an organisation which monitors respect for human rights around the world, claims that the use of torture in Turkey is still "widespread and systematic".

Torture by the Turkish police (sometimes to obtain confessions) and by prison officers was not introduced into Turkey by the soldiers who brought the country back from the brink of civil war in September 1980. But they did nothing to stop it. The large number of detentions under the emergency measures introduced after the coup—some 180,000 by August 1984—did not help. Detentions of suspected trouble-makers have fallen since civilian rule was partly reinstated in 1983, and so correspondingly has the number of cases of torture. But it still goes on.

Amnesty International has submitted to the Turkish authorities the names of more than 100 people alleged to have died from torture since 1980. The Ministry of Justice admits that 861 detainees have died in prison over the past five years, but claims that only two of these

deaths were caused by ill-treatment. Amnesty has investigated in detail the cases of two men who were tortured after being detained in Istanbul as recently as June 1985 for allegedly belonging to an illegal organisation. One of them was beaten in the police station within earshot of his nine-year-old daughter.

Amnesty's main concern is that there has been no clear edict from the government to the police that torture is unacceptable. Part of the problem is that it is unclear whether the Ministry of the Interior, officially responsible for the police force, has proper control of it.

Since the beginning of this year the Turkish press has started to speak more openly about torture. A lot of its effort has gone on reporting old cases like the now-famous confessions of a police torturer, Mr Sedat Caner, published in February by *Nokta*, a weekly magazine. Some journalists believe that this may have made a few policemen and prison wardens think twice about using torture.

In five south-eastern provinces, however, martial law is still in force, and the press gagged. In these provinces the government is battling against Kurdish guerrillas in a war that has claimed at least 300 lives since August 1984. Diyarbakir, the main city in the region, contains Turkey's most notorious prison, where the beating of the soles of prisoners' feet (*falaka*) is said to be a matter of course.

The authorities say that suspected police torturers are brought to trial. Some are, some are not. According to the minister of justice, 500 policemen are on trial for "embarrassing actions". On the other hand, one of 50 alleged torturers named by Mr Caner in *Nokta* was promoted last year. One policeman who was sentenced in 1980 for torture was recently transferred from Kars (a hardship posting) to a cushy job in Sakarya; a policeman who complained about this was promptly dismissed.

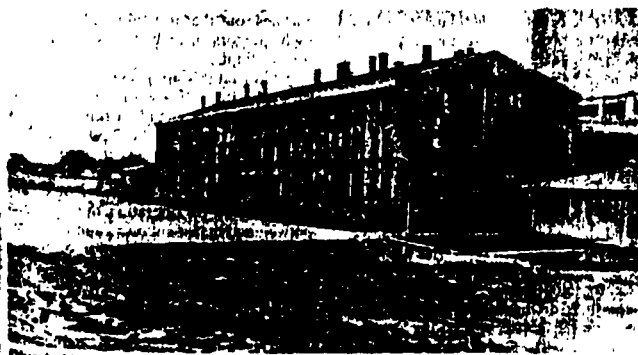
Some small changes are taking place. Prison officers are to get better training at a new academy, and the prisons themselves have become a little less crowded. In March the sentences of many prisoners were commuted, with the result, according to Mr Necat Eldem, then the minister of justice, that 20,713 prisoners were released in the following four months.

A revised penal code has been drafted to replace the present one, much of which was modelled on Mussolini's. The new

code has not yet been published, but press reports of an early draft suggest that it may not improve matters much. The draft proposed a new offence of "praising religious governments". It also reduced sentences for inflicting torture. Where torture results in death, the maximum sentence at present is 20 years in jail; under the draft code, that maximum would come down to 12 years.

Turkey's six-month term as chairman of the Council of Europe's ministerial committee is a chance for Mr Turgut Ozal's government to show that it really means to do something about all this. One of the Council of Europe's proudest achievements is a system for protecting human rights in its 21 member-countries, with a commission and a court. Last December five of the council's members (Denmark, France, Holland, Norway and Sweden) conditionally dropped their charges, levelled in 1982, that Turkey was violating several articles of the European convention on human rights. That did not mean that all was suddenly well in Turkey. It was intended as an encouragement for the Ozal government to do better.

The government could start by allowing its citizens to take allegations about human rights... to the European court of human rights. Only the governments of Malta and Cyprus, among the Council of Europe's other members, have yet to give their citizens that right.



Diyarbakir prison's no holiday camp

Herald of the Tribune

18.11.1986

Kurdish Rebels Killed, Iran Reports

TEHRAN (Reuters) — A Kurdish rebel leader and four other members of the outlawed Kurdistan Democratic Party have been killed in clashes with government forces in Iran's Kurdistan Province, the national press agency IRNA said Monday.

The agency said the rebel leader killed was Hakim Rezaei and described him as a member of the central committee of the party, which has been fighting for autonomy from Tehran since the 1979 Islamic revolution.

Seven other rebels were wounded in the clashes near the town of Saqqez, 300 miles (480 kilometers) west of Tehran, the agency said. Kurds are significant minorities in Iran and Iraq, at war for six years, and both countries support Kurdish insurgents on the other side of their common border.

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: EUR 44/30/86
Distr: UA/SC

UA 333/86

Legal Concern

13 November 1986

TURKEY: Mehdi ZANA
=====

Amnesty International is concerned about Mehdi Zana, a Kurd aged 47, who was Mayor of Diyarbakir from 1977 until his arrest in September 1980. He was adopted in 1982 as a prisoner of conscience.

Mehdi Zana was arrested a few days after the military coup of 12 September 1980. He has been held at Diyarbakir Military Prison ever since. When a Council of Europe delegation visited Diyarbakir Military Prison in April 1984, Mehdi Zana told them that he had been tortured at various times during his imprisonment and daily from 14 February 1981 until July 1982, although he suffers from asthma. He said that he was now deaf in the left ear due to torture and suffered from a displaced vertebra.

On 26 October 1983 Mehdi Zana was sentenced by a military court to 24 years' imprisonment for membership of, and separatist activities within, the illegal Socialist Party of Turkey Kurdistan (TKSP). He later received an additional sentence of seven years eight months' imprisonment for shouting a slogan during the announcement of his sentence in 1983. He is presently standing trial in a civilian court for alleged irregularities while in office as Mayor of Diyarbakir. Amnesty International is informed that the appeal against the 24-year sentence will be heard by the Military Court of Appeal on 25 November 1986, more than three years after the verdict. All of the 94 convicted defendants in the trial except Mehdi Zana and two others have been conditionally released meanwhile.

All information available to Amnesty International indicates that the only reason for Mehdi Zana's imprisonment is his position as a well-known figure in Kurdish society and his support for the rights of Kurds to enjoy a separate cultural identity, denied so far. Amnesty International knows of no evidence that he ever advocated or committed violence; in fact he is said to have consistently condemned the use of violence. In its study of trial proceedings in Turkish military courts ("Unfair Trial of Political Prisoners in Turkey", EUR 44/22/86), Amnesty International comes to the conclusion that "more than 48,000 political prisoners in military courts since the first declaration of martial law in December 1979 have therefore been sentenced to imprisonment or the death penalty after an unfair trial".

BACKGROUND INFORMATION

Turkey's Kurdish ethnic minority of some eight million people, which successive governments have not officially recognized, is concentrated mainly in the eastern provinces where martial law was imposed in early 1979 because of increasing political violence. Following a military coup in September 1980 martial law was extended throughout the country, but has since been gradually lifted. Today only five of the eastern provinces, including Diyarbakir, remain under martial law because of a resurgence of armed Kurdish guerrilla activities in the region since August 1984.

☎ 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working for the international protection of human rights. It seeks the *release* of men and women detained anywhere because of their beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religious creed, provided they have not used or advocated violence. These are termed *prisoners of conscience*. It works for *fair and prompt trials* for all *political prisoners* and works on behalf of such people detained without charge or trial. 43
It opposes the *death penalty* and *torture* or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of *all prisoners*

Die türkische Armee kämpft - bisher erfolglos und vergebens - gegen die aufständischen Kurden, gegen eine Minderheit, die im offiziellen Sprachgebrauch überhaupt nicht existiert.

«Es gibt keine Kurden, bloss Türken»

Dreissig Abgeordnete des türkischen Parlaments in Ankara wälzten sich in einem Kessel auf dem Boden des Plenums. Wer wem an diesem 5. September den ersten Faustschlag ins Gesicht versetzt hatte, ist heute nicht mehr auszumachen. Zur »gewaltsamen« Schlägerei kam es im Verlauf der Debatte über den Angriff türkischer Panzerverbände am 15. August auf Stellungen kurdisch-freikämpfer jenseits der türkisch-irakischen Grenze. Im Morgenrauschen waren 13 Maschinen von Militärstützpunkt Diyarbakir aufgestellt und hatten in den Grenzbergen östlich der irakischen Kleinstadt Zakho rund 15 Dörfer dem Erdboden gleichgemacht. Bagdad hatte die Aktion gutgeheissen, und den Volksvertretern in der türkischen Hauptstadt war es von Innenminister Yücelim Akbulut mitgeteilt worden.

Die «Hauptstadt Kurdistans»

Zum Tumult kam es erst, als Hilmi Boer von der «Mutterlandbewegung» abgemeldet wurde. Er erklärte, es gebe keine Kurden, irakische, irakische, irakische und türkische. Das Wort Kurde empfängt, ist hysterische Schreie von oppositionellen Abgeordneten der «So-

zialdemokratischen Volkspartei» (SHP) aus, und als Boer sich mit dem Satz verteidigte, vor einigen Jahren hatten kurdische Untergrundkämpfer nach einer Flugzeugentführung den Piloten gezwungen die Landung in Diyarbakir mit den Worten anzukündigen »wir landen jetzt in der Hauptstadt Kurdistans«, war dies für den Abgeordneten der «Unabhängigen», Suhrü Yurbaşoglu zuviel. Er beschuldigte seinen Vorgesetzten, »die nationale Sache im Vordergrund zu verraten«, und schon wälzten sich die Volksvertreter, wild um sich schlagend, über den Boden.

Der unruhliche Zwischenfall belegt in der offiziellen Türkei gibt es derzeit keinen Zeitraum für die schätzungsweise neun Millionen Kurden Ankara kündigt ihre Existenz, und kein Politiker darf es wagen, öffentlich das Kurdenproblem anzusprechen, geschweige denn über die Unabhängigkeitsbestrebungen dieses Volkes oder über einen möglichen autonomen Status dieser Minderheit laut nachzudenken. «Es gibt in der Türkei keine Kurden, nur Türken», dieser Zwischenruf eines Parlamentarieres während der tumultösen Redebühnenwiderrede der »vorterrschende Auffassung».

Au diesem Tatbestand ändern auch

die fünf Jahre in der Türkei sich täglich wiederholenden Meldungen von Kämpfen zwischen Sicherheitskräften und Kurden nichts. Nur werden sie in der offiziellen Sprache »Terroristen«, »Banditen« oder »separatistische Elemente« genannt. Wer die Existenz der Kurden dagegen besträgt, der macht »gemeinsame Sache mit den von Damaskus und Moskau gesteuerten Staatsfeinden«.

Kurdisches Reduit

Im Distrikt Ovacik wurden vor drei Wochen mehrere Polizeibeiräte auf offener Strasse erschossen. Ovacik liegt in der von Kurden bewohnten Provinz Tunceli, auf kurdisch Dersim. In diesem für das türkische Regime besonders kritischen Landesteil wird die Armee mit den kurdischen Widerstandskämpfern längst nicht mehr fertig. Die hier lebende kurdische Mehrheit wendet sich zudem aus religiösen Gründen gegen die Unterdrücker in der Hauptstadt. Sie gehört den islamischen Minderheiten der Aleviten an, die ein Fünftel der türkischen Bevölkerung ausmachen und die mehr zum Schiismus neigen. Ankara aber anerkennt lediglich die Sunniten als Vertreter des Islam.

19.11.1986

Kurdische Widerstandskämpfer im türkisch-irakischen Grenzgebiet: politischer Spielball für die Militärs. Bild: Dugas



So wird die sprachlich ethnische und religiöse Unterdrückung zu einem bitteren Gemisch. Schon 1977 kam es zu einem blutigen Aufstand in Tunceli, als sich die Einwohner der Türtürkungs-kampagne wideretzten. Erst als die Truppen die hier lebenden Kurden wahllos verhafteten und in Massen harrickelnde über den Umweg durch das irakische Grenzgebiet. Zwei in Ankara über die Aktivitäten der Kurden genau im Bild. Trotzdem werden die rund 200.000 in den Ostprovinzen eingesperrten Mann zu bewaffneten »bezwungenen Staatspräsidenten«, General Kenan Evren »Verhörer«, um so die weibliche Bevölkerung vor Übergriffen besser zu schützen. Bald stellte es sich jedoch heraus, als es die einflussreichen Grossgrundbesitzer oder ihre Nachfahren waren, die die Waffen erhielten.

Durchsichtiger Trick

Seit Jahrhunderten stellen diese »Aghas« das Bindeglied zwischen Kurden und Zentralgewalt dar, und vor dem Militärputsch hatten die im Untergrund operierenden Kämpfer der »Pharisa Kankeren Kurdistans« (Arbeiterpartei Kurdistans) vor allem diese Aghas und ihre Privatarmeen angegriffen. Wie die Generale an die Macht kamen, hatten die »Aghas« wie die kurdischen Freikämpfer ebenfalls genannt werden, nur noch Militärstützpunkte angegriffen. Jetzt aber haben sie den Trick der Regierung durchschaut. Seither sind die Kämpfe wieder aufgeföhrt, und Zivilpersonen die mit den Aghas zu-

zusammenarbeiten, müssen um ihr Leben bangen. Unterstützt werden die »Apostaten« von Damaskus aus, wo der Alawiten Haliz al Assad die Hebel der Macht in den Händen hält. In Syrien befinden sich mindestens drei Ausbildungslager. Eingeschleust werden die Befreiungskämpfer entweder direkt von Syrien aus oder über den Umweg durch das irakische Grenzgebiet. Zwei in Ankara über die Aktivitäten der Kurden genau im Bild. Trotzdem werden die rund 200.000 in den Ostprovinzen eingesperrten Mann zu bewaffneten »bezwungenen Staatspräsidenten«, General Kenan Evren »Verhörer«, um so die weibliche Bevölkerung vor Übergriffen besser zu schützen. Bald stellte es sich jedoch heraus, als es die einflussreichen Grossgrundbesitzer oder ihre Nachfahren waren, die die Waffen erhielten.

Neben dem Bombardement bei Zakho, das 250 Iraker tötete, haben die türkischen Sicherheitskräfte die eigene Grenzbevölkerung zum Irak evakuiert und das Gebiet vermint. Zur syrischen Grenze bauen sie gegenwärtig einen nachts beleuchteten, elektrisch gesicherten Zaun.

Den Angriff türkischer Bomber vom August betrachtet die Arbeiterpartei Kurdistans (P.K.K.) als Präzedenzfall, falls der Irak im Golfkrieg gegen die Ayatollahs in Teheran verliert. So soll der türkische Außenminister Vahit Hakkı Koculu bei seinem jüngsten Besuch in

der irakischen Hauptstadt über eine Teilmehrung des Irak gesprochen haben. Ankara möchte sich ein altes Wunsch, weil in diesem Gebiet Türkensiedlungen leben, die Ölfelder von Kirkuk und Mosul einverleiben. Eine solche Teilung müsste den Kurden das Genick brechen.

Vorerst aber sind die Kurden selbst für die Türkei die beste Garantie des Traums eines Staates Kurdistans in der Türkei. Sie sind unter sich zerissen und gespalten. Die seit ihrer linkskurdischen Kurden im Osten der Türkei haben die vor kurzem erfolgte Einladung der »Festung« der (P.K.K.) unter dem legendären Führer Mullah Mustafa Barzani den Kampf gegen Bagdad eröffneten angehebt. Die P.K.K. lehnen Barzani »Solche als »Freiwilligen« ab.

Kriegerisches Patt

Teheran unterstützt die Kämpfer Barzani, stößt sie jedoch nur als »muslimische Kämpfer« im August, September haben jedoch iranische Truppen bei Haj Umran die Iraker schwer geschlagen. Damit haben sie das Operationsgebiet der Barzani-Brüder strategisch aufgeweitet. Dennoch wird es den Kämpfern des legendären Mullah kaum gelingen, die strategische Offensive von Kirkuk ins türkische Irakkurdistan anzugreifen. In den irakischen Bergen können die Kurden nicht gewinnen, in der Türkei können sie von der Armee von General Evren nicht geschlagen werden.

Werner von Gent



Kurdengesetze in Istanbul: heute unter Ausschuss der Öffentlichkeit. Bild: Keystone



Bild: Dugas

Eine kurdische Panzerarmee in einer unruhlichen »Heimat«, die es nicht gibt.

Der Iran arrangierte sich mit dem kurdischen Widerstand

Kurden gemeinsam gegen Irak

Der Iran hat sich nun auch mit dem gesamten kurdischen Widerstand im Irak arrangiert. Die irakischen Kurden kämpfen erstmals seit elf Jahren wieder mit Unterstützung der Perser für den Sturz der Regierung in Bagdad, für Machtbeteiligung und Demokratie im Irak. Die neue Allianz von irakischen Kurden und Persern könnte auch den Ausgang des Golfkrieges entscheidend beeinflussen.

Die Herrscher von Persien haben in jüngerer Gegenwart stets maßgeblich das Schicksal des kurdischen Widerstandes geprägt. Zuerst haben die Kurden in den sechziger und siebziger Jahren mit Hilfe der Perser Ansprüche auf eine Autonomie im Irak erkrämpft. Dann ließ 1975 der damalige Schah des Irans, Reza Pahlavi, die Kurden in ihrem Freiheitskampf für einen Ausgleich mit Bagdad am Golf in den Vordergrund fallen. Der kurdische Widerstand zerfiel, spaltete sich und geht seither getrennte Wege.

Vier Jahre später übernahm Ayatollah Ruhollah Khomeini die Macht im Iran und stürzte den kurdischen Widerstand in eine neue Krise. Khomeini verweigerte den Kurden im Iran Autonomie und begann auch im August 1979 seinen ersten Krieg gegen die Kurden.

Khomeini verteilte damit die Spaltung der Kurden. Die Folge war ein Krieg in Persien und ein Aufbruch der Kurden im Irak unter Jalal Talabani nahmen einen erbitterten Freiheitskampf gegen das Khomeini-Regime auf. Die zweite Hälfte der irakischen Kurden unter Masoud Barzani kooperierte jedoch mit der „Islamischen Revolution“ und wurde auch in ihrem Schatten machtpol-

tisch stärker. Diese Pro-Khomeini-Politik brachte Gegenstände unter den Kurden zur Explosion.

Neuer Streit brach unter Kurden aus. Rivalisierende Kundengruppen zogen selbst gegeneinander in die Schlacht. Spannungen flauten nur langsam ab.

Generell festigte Masoud Barzani den Einfluß des kurdischen Widerstandes im Nordirak und verteidigte Positionen der Kurden auch gegen mehrere Invasionen der türkischen Armee in den Irak.

Jalal Talabani focht in Mittel- und Südkurdistan einen erbitterten Zweifrontenkrieg gegen Teheran und Bagdad gleichzeitig.

Ein neuer Dialog mit Bagdad, um sich militärisch Luft zu verschaffen, scheiterte. Das kurdische Volk drohte mit anhaltenden Kämpfen im Golfkrieg zu verbluten. Appelle der Kurden, sie vor einem drohenden Völkermord im Golfkrieg zu retten, verhallten international.

Jalal Talabani entschloß sich daher im vergangenen September, ebenfalls mit der „Islamischen Revolution“ im Iran zusammenzuarbeiten, um der Zukunft der Kurden im Irak

„eine neue Chance zu geben“, wie er sagt. Die irakischen Kurden erwarten sich von dieser neuen Kooperation mit Persern bessere Überlebenschancen. Die Perser hoffen, mit Hilfe der Kurden den Golfkrieg an der Nordfront gewinnen zu können.

(wird fortgesetzt)

Der Kampf der Kurden. Kurzserie der „Wiener Zeitung“ 1. Teil. Image of a soldier.

Mit schlechter Bewaffnung gelingen nur Teilerstörungen

Ölanlagen sind Angriffsziel

Eine Großoffensive gegen Bagdad begannen „Peschmergas“, kurdische Freischärler, unter Jalal Talabani im vergangenen Juni mit neuen Anschlügen auf die Erdölpipeline von Kirkuk Richtung Türkei. Dem folgte im Juli ein Attentat auf den Statthalter Bagdads in Kurdistan, Ibrahim Zangana, in Erbil.

Im August sprengten die Kurden das größte Waffenlager der irakischen Armee in Kurdistan bei Tassoloba in die Luft. Wenig später eroberten sie die Garnison von Karezza in der Nähe von Sulaimania und trieben die Iraker aus mehreren Stützpunkten in der Region. Die irakische Armee schlug mit einer massiven Gegenoffensive zurück. Die Kurden parierten diese erstmals mit Unterstützung der Perser. Die Iraker mußten zurückstecken. Die Kurden begannen daraufhin Städte und Dörfer um das Erdölzentrum von Kirkuk, den

wirtschaftlichen Lebensnerv des Iraks, anzugreifen. Sie sind zuletzt auch in einzelne Bezirke von Kirkuk vorgezogen und attackierten öffentliche Einrichtungen wie das Rathaus oder das Polizeihauptquartier von Kirkuk. Hauptziel kurdischer Angriffe blieben aber die Erdölanlagen von Kirkuk und die irakische Ölpipeline in die Türkei.

Den Kurden ist es jedoch nach eigener Darstellung bisher nicht gelungen, Erdölanlagen um Kirkuk substantiell zu zerstören. Mit den Waffen, die ihnen zur Verfügung stünden, könnten sie jeweils nur begrenzte Schäden an Ölinstallationen um Kirkuk anrichten, betonen sie.

Den Irakern sei es bisher immer wieder gelungen zerstörte Anlagen zu reparieren. Sie schafften dies vor allem durch ein technisches System, das es erlaube, Ölleitungen alle 200 bis 300 m abzuschalten und das Erdöl in Nebenkanäle umzuleiten.

Die Kurden betonen darüber hinaus, sie würden Öleinrichtungen grundsätzlich nicht in der Nähe von zivilen Siedlungen angreifen, weil sonst die irakische Armee für derartige Anschläge Vergeltung an der kurdischen Bevölkerung der Umgebung zu verüben pflege. Sie bekräftigen jedoch, daß ihre militärische Schlagkraft im Irak mit Unterstützung der Perser deutlich zugenommen habe und daß sie seit September zwei Militärmaschinen der Iraker – einen sowjetischen U-7-Bomber und eine „Pilotur“ Schweizer Bauart – abgeschossen, mehrere Kasernen der Iraker samt schwerer Munition erobert und rund 600 Iraker im Kampf getötet hätten.

Die eigenen Verluste beziffern die Kurden aus jüngsten Schlächten mit etwa 50 getöteten Peschmergas und etwa 20 Verwundeten.

Militärisch greifen kurdische Kampfgruppen derzeit vornehmlich Ziele um Sulaimania und Kirkuk an. Sie gehen dabei in klassischer Guerillataktik vor und bringen auch leichtere Raketen zum Einsatz. Die Kurden dürften diese von den Persern bekommen haben. Die Iraker unterstützen die Angriffe der Kurden von der Grenze aus mit schwerer Artillerie, die mehr als 120 km zu schießen vermag.

Die Kurden selbst sagen, daß sie mit ihrer derzeitigen militärischen Schlagkraft nicht in der Lage wären, die Erdölleitungen von Kirkuk zu zerstören oder die Ölpipeline in die Türkei für immer zum Versiegen zu bringen, daß sie aber mit besseren Waffen wie größeren Raketen eine Entscheidung an der Nordfront im Golfkrieg mit herbeiführen könnten.

Ob die Perser bereit sein werden, die irakischen Kurden mit „Siegeswaffen“ auszurüsten, um einen Durchbruch im Golfkrieg zu erzwingen, werden die kommenden Monate zeigen.

(Ende der Kurzserie)

Der Kampf der Kurden. Kurzserie der „Wiener Zeitung“ 2. Teil. Image of a soldier.

EDITION S Buchtitel: Ferdinand Hennerbichler ist nicht nur ein überzeugender Mann des Wortes, wie seine sachkundigen Kommentare und Analysen zum Zeitgeschehen immer wieder beweisen, sondern auch ein Mann der Tat. Durch seinen wagemutigen Einsatz in Sachen Gesselbefreiung ist er schon wiederholt international erfolgreich tätig gewesen und erhielt dafür erst vor kurzem die höchste französische Auszeichnung – die Ernennung zum „Offizier für Ehrenlegion“. FERDINAND HENNERBICHLER: Gesselbefreiung in Kurdistan. Ein Bericht, EDITION S, Verlag der Österreichischen Staatsdruckerei, 212 Seiten, mit zahlreichen vierfarbigen Abbildungen, SS 248,-

FRANKFURTER RUNDSCHAU 20.11.1986

Ankara und das Öl aus Irak

Kurdische Partisanen, ausgerüstet mit Waffen sowjetischer Herkunft und verstärkt vermutlich durch iranische Eliteeinheiten, drängen im vergangenen Monat unbemerkt bis in die Nähe der Ölfelder von Kirkuk in Nordirak vor und verübten einen Anschlag auf eine Hochspannungsleitung. Die von Teheran als „großer Sieg“ gefeierte Attacke hat Auswirkungen, die weit über den tatsächlich verursachten, eher begrenzten Sachschaden hinausgehen. Als Alarmsignal hält der Anschlag von Kirkuk vor allem in Ankara nach.

Die Türkei bezieht über eine von den irakischen Ölfeldern zum türkischen Mittelmeerhafen Iskenderun führende Pipeline täglich rund 1,1 Millionen Faß Rohöl. Diese Rohrleitung ist nicht nur für die türkische Energieversorgung von herausragender Bedeutung, sondern auch eine wichtige Lebensader für Bagdad, denn sie transportiert nahezu die Hälfte aller irakischen Erdölexporte. So ist es kein Wunder, daß diese Pipeline schon mehrfach das Ziel kurdischer Kommandounternehmen war.

Als Verbündete der kurdischen Separatisten in der Türkei sind die rund 20 000 Partisanen der im Nordirak operierenden Kurdischen Demokratischen Partei (KDP) nicht nur in Ostanatolien in kriegerische Gefechte mit den türkischen Streitkräften verwickelt. Sie fungieren überdies im Golfkrieg als „Fünfte Kolonne Teherans“. In der erwarteten Großoffensive Irans

sollen sie eine wichtige Rolle spielen. Die könnte, so befürchtet man in Ankara, in der Erstürmung und Besetzung der Ölfelder von Kirkuk und der Zerstörung der irakisch-türkischen Pipeline bestehen.

Seit Wochen zirkulieren in der Türkei Spekulationen, wonach Ankara dem drohenden iranischen Angriff auf Kirkuk vorbeugen wolle – mit einer (von Bagdad womöglich gebilligten) Besetzung der Ölfelder. Oppositionspolitiker in der türkischen Hauptstadt vermuten hinter diesem Plan des US-Verteidigungsministeriums. Danach solle die Türkei im Falle der iranischen Großoffensive Kirkuk besetzen, dies werde Drohgebärden Moskaus gegen den NATO-Partner Türkei auslösen, woraufhin die USA ihre schnelle Eingreiftruppe in die Krisenregion entsenden wollten. Damit wären nicht nur die Ölfelder im Nordirak iranischem und sowjeti-

chem Zugriff entzogen; die USA hätten gleichzeitig den Vorwand für eine erhebliche Aufstockung ihrer militärischen Präsenz in Ostanatolien. Washington hat zu diesen Spekulationen bisher öffentlich nicht Stellung genommen.

Das türkische Außenministerium allerdings bemüht sich derzeit, dieses Szenario energisch zu dementieren, vor allem gegenüber Teheran. Ministerpräsident Özal versicherte Ende Oktober dem „Tag“ in Ankara angefragten und um Auskunft bittenden stellvertretenden iranischen Außenminister Hossein Scheikholeslam, Ankara werde Neutralität im Golfkrieg wahren. Eine Zusage, die Ölfelder von Kirkuk unbefehligt zu lassen, mochte der Iraner seinerseits den türkischen Gesprächspartnern allerdings nicht geben. Scheikholeslam: „Wir befinden uns im Krieg mit Irak. Garantien können wir nicht geben.“ Letztes Sprachrohr im Ankara ist nun, man werde – wenn der beiden einander befreundeten Länder gestatten, vitale wirtschaftliche Interessen der Türkei zu schädigen“ und die eigenen Reaktionen im Rahmen der nationalen Interessen“ bewerten.

Solche Orakel sprüche deuten darauf hin, daß sich die Türkei sehr wohl die Option eines militärischen Eingreifens offenhält. Die Pläne für eine Besetzung der Ölfelder von Kirkuk dürften längst in den Schubladen der türkischen Militärs liegen, die – mit

Billigung der Regierung in Bagdad – bereits in der Vergangenheit zweimal Luftangriffe auf kurdische Guerillacamps im Nordirak flogen, bis weit in den Irak hinein die militärische Sicherung der Pipeline übernommen haben und erhebliche Armeeeinheiten an der türkisch-irakischen Grenze in Bereitschaft hielten.

Daß die türkischen Militärs zur, wie es nun wieder einmal heißt, „Sicherung nationaler Interessen“ bereit sind, erhebliche Risiken und beträchtliche diplomatische Konflikte in Kauf zu nehmen, bewiesen sie zuletzt mit der Zypern Invasion im Sommer 1974. Eine Invasion der Ölfelder von Kirkuk allerdings hätte eine ganz andere, weit gefährlichere Dimension – sie würde die Türkei wohl unweigerlich in den Strudel des Golfkrieges ziehen und damit zu einem unalkaliblerbaren Abenteuer werden.

Vor allem aber das Kurdenproblem, das schon jetzt der Regierung in Ankara erhebliches Kopfzerbrechen bereitet, müßte gewaltige Dimensionen annehmen, wenn die Türkei im Nordirak einmarschiert. Denn eine solche Invasion würde von den militanten Separatisten wohl unangenehm als Versuch der Türkei betrachtet werden. Diese Region auf Dauer zu annektieren und damit die Gefahr eines endlosen Guerillakrieges in Südostanatolien heraufbeschwören.

GERD HÖHLER

Geopolitics: Kurdish enemy No. 1

Martin Sieff wrote in his Oct. 17 news article that "the Kurds have traditionally been their own worst enemies, feuding among themselves." Not so. The Kurds are caught in a desperate struggle for cultural survival in a sea of enemies, not any of them Kurdish.

Geopolitics continues to be Kurdish enemy No. 1. Straddling Iran, Iraq, and Turkey inside boundaries they never made, the Kurds are being forcibly assimilated or annihilated by those nations, with the tacit approval of the governments of the West and the Soviet bloc, all of which receive, or hope to receive, tangible benefits from the perpetrators of this crime against the fourth largest ethnic group in the Middle East.

The initial crime against the Kurds was the Treaty of Lausanne that institutionalized their division by the victorious Allies following World War I. Its byproduct was dispossession. Born in an ancient land rich in water and resources, the Kurds now fight to survive in what are today the most underdeveloped

regions of these underdeveloped countries. That underdevelopment is deliberate. The only improvements made in Kurdish regions serve the movement of government troops for the purpose of controlling or "pacifying" the Kurds.

The Kurds also were dispossessed of the oil from which Iraq derives its wealth and its favored position in the world. The oil of Kurkuk has always been Kurdish. A single glance at the maps drawn by the Royal Geographic Society in 1910, which the Committee of the League of Nations later used to decide the fate of Kurkuk, provides unimpeachable evidence of that fact. Kurdish oil, say the Kurds, has become a Kurdish curse.

Mr. Sieff reported that Turkey, seeking to regain a lost empire, will try once more to steal the wealth of Mosul, an aggression "welcomed by some Western intelligence agencies." Having smothered with force, for more than six decades, any visible vestige of Kurdishness among its 10 million Kurds, an oil-powered Turkey could put an end once and for all to the main Kurdish opposition forces and the 3.2 million Kurds in Iraq. Bent on containing radical Islam and reinforcing what it considers an impeccable NATO ally, the West would thus foolishly empower and unleash an uncontrollable Turk-

Kurdish Turkey

Editor: In "Violence Born of Impotence." (Opinion • Commentary, Oct. 31) William Pfaff's omissions clearly compromise his conclusions.

A Turkey vulnerable in the wake of the Iran-Iraq war would be justified in taking over the Kirkuk oilfields in the event of an Iraqi defeat, Mr. Pfaff concludes. His rationale: Turkey needs the oil and has "an historical claim to the Kirkuk region, which has a Turkish population."

What he neglects to mention is that the "claim" is based, not on prior ownership, but on the prior conquest that culminated in the Ottoman Empire's occupation of a region which, for several millennia, was already homeland to the indigenous Kurds.

Detailed maps drawn in 1910 by the Royal Geographic Society used by a committee of the League of Nations to decide the fate of the Mosul province after World War I, indicate that the greater part of the province, including the oil region of Kirkuk, is Kurdish.

A slightly smaller southern region was populated by Arabs with Turks scattered in small enclaves throughout the province. Having tenanted the region by the sword, the Turks were in turn forced by the victorious Allied powers to vacate in the same manner.

If today we should accept the premise that conquest and occupation is a legitimate basis for "historical claim" to coveted territory, we shall have difficulty defending our condemnation of the Soviet Union as it pursues a similar ra-

tionale in Afghanistan and elsewhere.

According to Mr. Pfaff, Turkey's external problems justify its maintenance of the largest NATO force outside the U.S. What he fails to mention is that two-thirds of this force, ostensibly supporting NATO, is actually stationed in Southeastern Turkey, the northernmost region of the Kurdish homeland, where it acts as an internal occupation force to continue a 60-year policy of suppression of Kurdish ethnic identity in Turkey.

American support for Turkey's policies vis-a-vis NATO rests on a foundation eroded by recent history. Less than a decade ago, Iran, which Mr. Pfaff now brands an "avowed enemy" of the United States, was a "friendly ally," a status he currently reserves for Turkey.

Had the American government resisted the temptation to ignore Iran's internal oppression under the shah, such might not be the case today. There is still time to restrain Turkey's internal suppression of things Kurdish and dreams of empire revisited.

"How darkly and largely the United States looms in the imaginations... of people in that part of the world," of which Mr. Pfaff complains, is largely a product of the failure to draw conclusions and to generate current policy based on past experience.

Vera Beaudin Saadedpour.

New York.

The writer is director of the Kurdish Program, Cultural Survival.

ish force that history has shown to have deprived more human beings of their lives than any other nation on earth.

Perhaps the saddest crime of all against the Kurdish people is the indifference of other peoples of the world, not politicians. It is an indifference promoted by ignorance not only of geopolitics, but of history. And that ignorance is compounded by the fatal flaw of self-deception, the stubborn refusal to see what is a basic tenet of human survival: that indifference to the sacrifice of one people to the vicissitudes of geopolitics only enhances the probability that in other times other peoples will be its victims.

VERA BEAUDIN SAEEDPOUR
The Kurdish Program
Cultural Survival Inc.
Cambridge, Mass.

S M H 18.11.1986

Iran claims 300 killed

NICOSIA, Monday: Iran says its forces, joined by Kurdish fighters, killed more than 300 Iraqis in Kurdistan and closed a major highway between Iraq and Turkey. Tehran Radio, monitored in London, said late last night that Iraqi rebels of the Kurdistan Democratic Party penetrated Zahko, a town only three kilometres from the Turkish border. They set on fire and destroyed the Customs office, an oil terminal, fuel tanks and petrol stations, the radio quoted a Revolutionary Guards statement as saying. It said the attackers seized part of the nearby town of Dohuk late on Saturday night, killing more than 300 Iraqis and capturing six. — AP

REUTER

**IRAQI KURDISH GUERILLA LEADER IS IRAN'S NEW ALLY
KURDS**

TEHRAN, Nov 11 REUTER - AN IRAQI KURDISH GUERILLA LEADER SAID TODAY IRAN WANTED TO UNIFY ALL OPPOSITION GROUPS IN IRAQ AND PREVENT OUTSIDE INTERVENTION IN THAT COUNTRY'S INTERNAL AFFAIRS.

"THE ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN WANTS TO UNIFY ALL IRAQI OPPOSITION FORCES BECAUSE ITS AIM IS SELF-DETERMINATION FOR THE IRAQI PEOPLE. WE WELCOME THIS CALL FOR UNITY," SAID JALAL TALABANI, LEADER OF THE PATRIOTIC UNION OF KURDESTAN (PUK).

HE HAD SEPARATE MEETINGS HERE THIS WEEK WITH IDRIS BARZANI OF THE KURDISH DEMOCRATIC PARTY (KDP) AND MOHAMMAD BAGER HAKIM, CLERIC HEAD OF THE MAINLY SHI'ITE, TEHRAN-BASED SUPREME ASSEMBLY OF ISLAMIC REVOLUTION IN IRAQ (SAIRI).

MORE

TALABANI, WHO HELD ABORTIVE TALKS ON SELF-RULE FOR IRAQ'S KURDESTAN REGION WITH THE BAGHDAD GOVERNMENT IN THE EARLY 1980s, IS IRAN'S NEWEST ALLY IN THE SIX-YEAR-OLD GULF WAR.

HE TOLD REPORTERS HIS PUK COMPRISED "NOT LESS THAN 20,000 FIGHTERS" AND CONTROLLED AREAS OF ERBIL, KIRKUK, SULAYMANIYAH AND SALAHUDDIN PROVINCES IN IRAQ.

TALABANI, 53, SAID HE HAD MET IRANIAN PARLIAMENTARY SPEAKER ALI AKBAR HASHEMI RAFSANJANI EARLIER TODAY WHO HAD "STRESSED IRAN'S INTEREST IN PREVENTING SUPERPOWER INTERVENTION IN THE INTERNAL AFFAIRS OF IRAQ."

TEHRAN HAS EXPRESSED CONCERN OVER SPECULATION IN TURKEY THAT THE TURKISH GOVERNMENT MIGHT SEND TROOPS INTO NORTHERN IRAQ TO SECURE THE KIRKUK AND MOSUL OILFIELDS SHOULD BAGHDAD'S POSITION IN THE WAR WORSEN.

TURKISH AUTHORITIES HAVE DISMISSED SUCH REPORTS. TALABANI SAID A TURKISH INVASION WAS NOT "UNLIKELY" BUT WOULD "COST TURKEY DEARLY."

AGENCE FRANCE PRESSE

PARIS, NOV 15 (AFP) - SEVENTY IRAQI SOLDIERS WERE KILLED IN A MAJOR TWO-DAY JOINT OFFENSIVE BY IRANIAN AND OPPOSITION IRAQI KURDISH FORCES IN THREE REGIONS OF IRAQI KURDISTAN, RADIO TEHERAN, MONITORED HERE, REPORTED SATURDAY.

THE RADIO, QUOTING AN IRANIAN MILITARY COMMUNIQUE, SAID THE OFFENSIVE WAS MOUNTED ON THREE FRONTS -- IN THE REGIONS OF MOSUL, ARBIL AND ZAKHO THROUGH WHICH THE KEY PIPELINE PASSES WHICH TRANSPORTS IRAQI OIL TO TURKEY.

THE COMMUNIQUE SAID THAT THERE HAD BEEN HEAVY LOSSES IN THE IRAQI 38TH ARMY DIVISION, IN CHARGE OF GUARDING THE PIPELINE.

IT ADDED THAT AN IRAQI HELICOPTER HAD BEEN SHOT DOWN IN FIERCE FIGHTING IN THE ARBIL AREA, WHILE IN THE MOSUL REGION THE JOINT FORCES OVERRAN AN IRAQI MILITARY BASE KILLING A NUMBER OF SOLDIERS AND TWO OFFICERS.

THIS WAS THE THIRD SUCH COMBINED OFFENSIVE ANNOUNCED BY IRAQ IN THE PAST MONTH.

IN TEHRAN ON SATURDAY THE ISLAMIC REPUBLIC NEWS AGENCY (IRNA) SAID 20 PEOPLE WERE KILLED AND 60 INJURED WHEN IRAQI AIRCRAFT BOMBED THE IRANIAN TOWN OF BAKHTARAN ON FRIDAY.

IRNA SAID THE IRAQIS HAD ATTACKED CIVILIAN TARGETS, WHILE IRAQ SAID THE STRIKE WAS AGAINST AN AIR BASE IN RETALIATION FOR AN IRANIAN MISSILE ATTACK ON BAGHDAD EARLIER ON FRIDAY (EDS CORRECT).

THIRTEEN CIVILIANS WERE REPORTED KILLED AND 85 INJURED IN THIS IRANIAN ATTACK.

MEANWHILE, A MILITARY STATEMENT ISSUED IN TEHRAN SAID IRANIAN WARPLANES BOMBED INDUSTRIAL AND ECONOMIC INSTALLATIONS IN DEHUK, NORTHEAST OF IRAQ, EARLY SATURDAY, INFLECTING HEAVY DAMAGE AND CASUALTIES.

MORE

AMNESTY INTERNATIONAL REPORT 1986

This report covers the period
January to December 1985



Turkey

Amnesty International was concerned about the continued imprisonment of several hundred prisoners of conscience, widespread and systematic torture and ill-treatment of prisoners and the imposition of the death penalty. The organization was also concerned about the fairness of trials before military courts, because of inadequate access to lawyers, prisoners' inability to consult privately with their lawyers and the use in evidence of confessions obtained by torture.

In July Amnesty International published a report, *Turkey: Testimony on Torture*. It detailed allegations of torture in police stations, detention centres and prisons between 1980 and 1984 and called on the Turkish Government to combat the use of torture.

At the end of 1985 martial law was still in force in nine of Turkey's 67 provinces and a state of emergency existed in a further 16 provinces, including Ankara, Istanbul and Izmir. The exact number of prisoners of conscience was not known, but according to official statistics published in the *Cumhuriyet* newspaper, on 1 November 1985 there were 15,569 political prisoners, of whom Amnesty International believed at least some hundreds to be prisoners of conscience. Many other defendants in political trials were conditionally released while their trials continued, or were not taken into custody.

Prisoners of conscience adopted by Amnesty International included members of political parties and groups, trade unionists, writers, journalists, publishers, academics, members of the Kurdish ethnic minority and members of religious groups, both Islamic and Christian.

People imprisoned under Article 141 of the penal code, which prohibits "membership of illegal organizations", included alleged members of the illegal Turkish Communist Party and of other left-wing parties which had been legal until they were banned after the September 1980 military coup. Amnesty International knew of only one member of the Turkish Workers' Party (TIP) in prison at the end of 1985, but others faced imprisonment as a result of sentences passed in 1984 and trials of TIP members continued in various parts of the country. At the end of April the retrial of members of the Turkish Workers' and Peasants' Party (TIKP) concluded; nine defendants were sentenced to eight years' imprisonment and six to between five years and six years six months. Some defendants were free pending appeal; others remained in prison. Trials of members of the Turkish Socialist Workers' Party (TSIP) took place in various parts of Turkey and Amnesty International adopted as prisoners of conscience 11 TSIP members on trial in Istanbul. (See *Amnesty International Report 1985* for all above cases.)

On 19 December the Plenary of the Military Courts of Appeal in Ankara ruled that the Turkish Peace Association (TPA) case (see *Amnesty International Report 1983, 1984 and 1985*) should be sent back again to the military court of first instance in Istanbul for retrial because of "insufficient investigation". The request for the release of the 12 defendants still in prison was rejected.

The trial of leaders, officials and advisers of the Confederation of Progressive Trade Unions (DISK), which started in December 1981, continued (see *Amnesty International Report 1983, 1984 and 1985*). At the end of 1985 all the defendants were free pending completion of the legal proceedings, except those held on other charges.

Journalists, writers and publishers were prosecuted throughout 1985 under various articles of the penal code and the Press Law. Many were charged under Article 142 of the penal code with "making communist propaganda". Some remained free pending the completion of legal proceedings, others were imprisoned for short periods or permitted to convert their prison sentences to fines. During 1985 Amnesty International learned that Feyzullah Özer, who was already serving a total of 18 years and six months' imprisonment in Çanakkale Special Prison for "making communist propaganda", faced two further trials on similar charges. He was one of the editors of *Kütle*, a weekly political journal associated with TSIP until it was banned in 1979, and the charges related to articles published in 1977 and 1978.

The trial of 59 intellectuals (see *Amnesty International Report 1985*), charged with violating Martial Law Decree 1402 by signing a petition for an end to human rights violations was still in progress at the end of 1985. The defendants remained free.

Many Kurds remained in prison throughout the year. Some were charged with or convicted of violent offences; others, charged on account of non-violent activities for the preservation of the Kurdish language and culture and for recognition of the Kurds as a separate ethnic group, were adopted by Amnesty International as prisoners of conscience. Among these were two lawyers — Ruşen Arslan (see *Amnesty International Report 1983*) and Mümtaz Kotan (see *Amnesty International Report 1983 and 1985*) — who were released in February and May. Amnesty International received no news of the reported trial of Mehdi Zana, a former Mayor of Diyarbakir already serving sentences totalling more than 30 years (see *Amnesty International Report 1984 and 1985*). Recep Maraşlı, the director and editor of Komal Publishing House in Istanbul (see *Amnesty International Report 1984 and 1985*), in prison since January 1982 and already sentenced to a total of 29 years and 1 month's imprisonment in connection with various publications, membership of an illegal Kurdish organization and statements he had made in court as part of his defence, received another seven-and-a-half year sentence in 1985, but Amnesty International was not informed of the charge. He was

held in Diyarbakir Military Prison.

In February leading members of the National Salvation Party were acquitted at a retrial of intending to adapt "the basic social, economic, political or judicial orders of the State to religious principles and beliefs", as prohibited by Article 163 of the penal code (see *Amnesty International Report 1984 and 1985*). In September a military court of appeal ratified the acquittals for all but one of the defendants; a further retrial was ordered for Sevket Kazan.

In June a court of appeal quashed the sentences passed in December 1984 under Article 163 on 23 Jehovah's Witnesses (see *Amnesty International Report 1985*) and ordered their release. The case was returned for retrial to the court of first instance which upheld its previous verdict and imposed sentences of from five to eight years. The defendants were in provisional liberty at the end of 1985, pending a further appeal.

Other prosecutions under Article 163 took place during the year, including that of Emine Şenlikoğlu, a writer and chief editor of the periodical *Mektup*, who was sentenced in May to six years three months' imprisonment because of a book she wrote. She was adopted by Amnesty International as a prisoner of conscience. Members of Islamic sects convicted during the year under Article 163 included four members of the Nur sect; Sefa Sargin and Ali Yıldız were each sentenced to six years and eight months' imprisonment for organizing a Nur school and Yasar Çağdas and Kemal Mak received sentences of four years and two months for attending the school.

In August and December Amnesty International wrote to Prime Minister Turgut Özal about three Greek Cypriots — Andreas Hatjiloizou, Andreas Costas Kassapis and Leontios Leontiou — taken prisoner by the Turkish Armed Forces during the hostilities in Cyprus in 1974 and missing since then (see *Amnesty International Report 1974/75, 1975/76, 1978, 1980, 1981*). Amnesty International told the Prime Minister that there was evidence that the three men had been held in Turkish prisons and called for an investigation into their whereabouts. No response had been received to either letter by the end of 1985.

Political cases continued to be heard by military courts, even in those provinces no longer under martial law. Some new cases were heard by State Security Courts (see *Amnesty International Report 1985*). Amnesty International continued to receive reports that lawyers defending political prisoners were impeded in many ways; in particular by insufficient access to their clients and the lack of private consultations. Amnesty International was informed by lawyers that in many cases the only evidence produced by the prosecution was statements allegedly induced by torture and later retracted in court.

Allegations of torture of both political prisoners and ordinary criminals continued throughout 1985. These related both to people held in incommunicado detention in police stations and to prisoners in military and civilian prisons. The permitted 45-day detention period was reduced to 30 days in May in those areas still under martial law. A bill amending the duties and powers of the police, passed by the Turkish Grand National Assembly (TBMM) in June, allowed the 24-hour maximum detention period in areas not under martial law to be extended to 15 days in cases involving three or more people. In areas under a state of emergency the detention period could be further extended by order of the prosecutor.

Among the allegations of torture received was that of a lawyer who was detained in Istanbul in March. He was held for 35 days at Istanbul Police Headquarters and for six days at Selimiye Military Prison. He believed that the police were trying to find evidence upon which to charge him because of his defence of political prisoners, but in spite of being subjected to various forms of torture, including being hung by his wrists and given electric shocks, he refused to sign a statement prepared by the police and was eventually released without charge. His allegations were corroborated by a fellow detainee. Another lawyer, Şakir Keçeli, wrote a detailed account of his torture and that of others in July and August by police officers of the Arms-Ammunition Branch and Political Branch of Yozgat Directorate of Security. He described how he was detained as the result of false information given under torture and how he in turn gave false information, which resulted in further detentions, when he could no longer bear the torture.

In October Amnesty International urged the authorities to investigate allegations that prisoners in Sıgmacılar Prison in Istanbul had been severely beaten on 30 September. Reports of ill-treatment of prisoners in military and civilian prisons were received throughout 1985. In December Amnesty International wrote to the Turkish Chief of General Staff about conditions in military prisons; many prisoners were reported to have been held in solitary confinement for several years and to have had no contact with relatives, lawyers or fellow prisoners, nor exercise in the open air. Amnesty International named some prisoners said to have been held in such conditions since 1983. The letter referred to the reported lack of medical treatment for many seriously ill prisoners; three prisoners were named whose deaths in 1985 were alleged to have been caused by torture and/or denial of adequate medical treatment.

In November Amnesty International delegates visited Turkey in order to investigate reports of the *refoulement* (forcible return) of Iranian refugees who Amnesty International feared could become prisoners of conscience or be subjected to torture or execution on their return to Iran. They held talks with officials in the Ministry of Foreign Affairs and the Directorate of Security on procedures applied to Iranian asylum-seekers, particularly in the border area. At the end of 1985 Amnesty International was preparing a memorandum with recommendations on this issue to be sent to the Turkish authorities.

No executions took place during 1985 but 108 new death sentences were reported in the Turkish press. Amnesty International did not know the exact number of people under sentence of death at the end of the year, but believed it to be several hundred. *Cumhuriyet* reported on 26 December 1985 that 91 death sentences were awaiting ratification by parliament. Amnesty International appealed throughout the year for a halt to executions and for the abolition of the death penalty.

In April, Amnesty International submitted information about its concerns in Turkey under the UN procedure for confidentially reviewing communications about human rights violations (the so-called "1503 procedure").

28.9.1986

Başbakan Özal:

Bölücülere destek olan varsa, başları belaya girecek'

İstanbul Haber Servisi — Başbakan Turgut Özal, dün İstanbul'da yaptığı ziyaretler sırasında bölücülerin son zamanlardaki saldırılarını değerlendirerek "Destek olanlar varsa başları belaya girecek" dedi.

Özal, bu gibi insanlara destek olanları uyarak "Korkak insanların yapacağı arkadaş var mıdır. Bu gibi insanlara destek vermek gerek başka yerde destek olan varsa vazgeçinler" biçiminde konuştu ve özete şunları söyledi:

"Defolardan itaz ettik. Destek olanlar varsa başları belaya girecek. İlhamlı bu gibi yollara gitmelere çok ağır konular getiriyoruz, kararlıyız. Bu konuda sucuna duygumuz yok. Ükeyi tekrar anarşizme düşürmeyeceğiz, azımlıyız. Bu konulara üzerine piddetle gittik, gideceğiz. Güneydoğu'da öldüğümüz tedbirler sonucu bunların 3 deponusu bastık. Yaptıkların silahları bulduk. Bunların hakkını kazanacak. Boy yere kendilerini telef etmesinler. Bir de memnun insanları bu işlere alıst etmesinler."

Başbakan Özal, dün ayrıca yeni yaptırılan Kalamış Köyü'ne, Bostancı kıyı perçinini ve Bostancı sabit pazarını gezerek buralarda incelemelerde bulundu.

Cumhuriyet

28.9.1986

Zimmerman

Bölücüler, terör örgütleriyle bağlantıda

LONDRA, (A.A.) — Federal Almanya İçişleri Bakanı Friedrich Zimmermann'ın AET içişleri bakanlarının Londra toplantısında, ülkesindeki bölücü Türk ve Kürt gruplarının uluslararası terör örgütleriyle bağlantılarını dile getirdiği bildirildi.

Terörizmle etkin bir mücadele stratejisinin belirlenmesi amacıyla yapılan Londra zirvesinde Federal Almanya İçişleri Bakanı Friedrich Zimmermann, Almanya'daki bölücü örgütlerin uluslararası terör gruplarıyla organik bağ içinde olduğuna ilişkin kanıtlar bulunduğunu söyledi.

Bu bölücü örgütlerin zaman zaman ülkedeki Türk konsolosluklarına karşı eylem düzenlediklerine dikkat çeken Zimmermann, bu eylemlerin "pasif terör" kapsamına girdiğini kaydetti.

İngiltere İçişleri Bakanı Douglas Hurd'un da, Avrupalı meslektaşlarına, yabancı ülkelerin temsilciliklerini zorla işgal eden, tahribata yol açan ve diplomatik dokunulmazlığı olan personelin çalışmalarına engel olan kişilerin sınır dışı edilmelerini önerdiği bildirildi.

İngiltere İçişleri Bakanlığı basını bürosuna göre, AET'li içişleri bakanları, çelişik basınların bir terörist' olarak yorumlanarak sınır dışı edilmesini önerisini ilke olarak benimsediler.

Cumhuriyet

28.9.1986

Muş'ta yasadışı örgüt üyesi 12 kişi yakalandı

Muş Valiliği'nden yapılan açıklamada şöyle denildi: "12 Eylül 1980 sonrası yapılan operasyonlarda yasa dışı 12 örgüt elemanı ile birlikte kalashnikov marka otomatik tüfek, 3 tabanca, yasaklanmış yayın ele geçirildi."

MUŞ, (Cumhuriyet) — Muş'un Bulancık ilçesinde yasadışı bir örgüte mensup 12 kişi yakalandı. Yakalanan örgüt elemanlarıyla birlikte çok sayıda silah ve diğer örgütsel belgeler de ele geçirildi.

Muş Valiliği'nden yapılan açıklama şöyle: "12 Eylül 1980 sonrası menşelerini büyük bir bölümü yakalanarak faaliyetleri ortadan kaldırdan yasadışı bir örgütün

İlimize bağlı Bulancık ilçesinde yeniden teşkilatlaşarak eylemlerde bulunacakları yolunda bazı bilgilerin alınması üzerine güvenlik kuvvetleri tarafından gerçekleştirilen operasyonlarda yasadışı 12 örgüt elemanı ile birlikte bir Kalashnikov marka otomatik tüfek, 3 adet muhtelif çapta otomatik tabanca, bir adet göz yaşartıcı mermi atan tabanca, çok sayıda örgütsel doküman, yasaklanmış yayın, propaganda

ve eğitimde kullanılan çok sayıda Kürçe keserler, şimşirler sil muhtelif çapta çok miktarda mermi ve parçalar ele geçirilmiştir. Yapılan soruşturmanın sonucu Bulancık ilçesinde eylemci ekip yapısını taban oluşturma çalışmalarını yasa dışı taraftar bulabilmek için seminer çalışmalarının yoğunluk kazandığı, bölgede hâkimiyet kurabilmek için çapıda eylemlerin planlandığı da tespit edilmiştir.

Güvenlik kuvvetlerince yürütülen operasyon ve arama faaliyetleri muhtemel olay ve eylemlere meydan verilmemiştir. Operasyonun sürdürülmektedir."

Tercüman 1.10.1986

YUNAN ADALETİ

Atina THY bürosunu basan eşkiyalar beraat etti

■ Karar: Yunanlı hakim, saldırganların içeri zorla girdiklerini öne sürerek hapşerli suçsuz buldu

■ Avukat: Bölücü eşkiyanın avukatı, eylemin alkışlanması gerektiğini söyledi

ATINA, (A.A.)—Atina'daki THY bürosunu geçen ağustos ayında basan 17 kaçak hakkında dün beraat kararı verildi. Hakim, kaçıların THY bürosuna zorla girmediklerini ve büroda çalışanların kendilerini "Barayı terkedia" diye uyardığını, bu yüzden de beraatlerine karar verildiğini açıkladı.

Atina Suçüstü Mahkemesi'ndeki duruşmada, THY bürosu müdürü Nurettin Gürün şahit olarak dinlendi. Gürün, kaçıların büroya girip, Türkiye aleyhinde sloganlar attıklarını duyunca, otomatik

emniyet tertibatını çalıştırıp, polisi çağırıldığına söyledi. Kaçıların adına konuşan Murat Koç, Türkiye'de 9 arkadaşlarının öldürülmesini protesto etmek ve Yunan kamuoyunun, Türkiye'deki rejim hakkında bilgi sahibi olması için THY bürosunu bastıklarını söyledi. THY avukatı Theodore Sasulu, kaçıların, THY personeli içinde alıkoymak ve işi aksatmak suçlarında cezalandırılmalarını istedi. Kaçıların Yunan avukatları ise, "Böyle durumlarda bu insanları sanık olarak duruşmaya getirmek yerine, onlara övge dolu sözler söylemeliyiz" dedi.

Hasan Hüseyin Karaca, Murat Koç, Alitaz Özcan, Haydar Bilgili, Mümtaz Ceylan, Hasan Akbulut, İsmail Karagöz, Cemal Kara, Selami Altunok, Cemalettin Şahin, Murat Sert, Ali Koç, Binali Yürek, Niyazi Sezgin, Kadir Aziz Karahan ve Hidir Kılıç adlı kaçıların mahkeme kararını tezahüratla karşıladılar.

Cumhuriyet

1.10.1986

Hakkâri'de bir muhtar öldürüldü

HAKKÂRİ, (Cumhuriyet) — Hakkâri'nin Çukurca ilçesine bağlı Erbüs (Çağlayan) köyü muhtarı, silahlı bir grup tarafından vurularak öldürüldü.

Hakkâri Valisi Arif Akbulut, alınan bilgiye göre, önceki gece soyadı belirlenemeyen ve adının Yusuf olduğu öğrenilen muhtarın evine gelen bir kişi kapıyı çalarak muhtarı dışarı çağırdı. Muhtarın kapıya çıkmasından yararlanan silahlı kişiler, yayılım stejine tutarak öldürerek kaçırdılar. Hakkâri Valisi Arif Akbulut, Çağlayan köyü muhtarının öldürülmesi ile ilgili soruşturmanın sürdürüldüğünü, olayın aynı bir yönünün bulunup bulunmadığının araştırıldığını belirtti. "Muhtarın kimlerinin de olduğunu öğrendik. Bu konuda bir şey söylemek şimdilik erken. Operasyon sürüyor" dedi.

Milliyet

3.10.1986

PKK, sessizliği bozdu

İki günde üç cinayet

● Hakkâri'nin Çukurca ilçesinde, bir köy muhtarı, köylülerin gözleri önünde, "devlete yardımcı olduğu" gerekçesiyle kurşuna dizildi, daha sonra kulları kesilerek derisi yüzüldü

Çukurca'daki vahşetin ardından PKK militanları dün de, Hakkâri'nin Semdinli ilçesinde bir jandarma çavuşu ile bir köy koruyucusunu şehit etti, 4 eri de ağır yaraladılar.

Edinilen bilgiye göre, sınıra yaklaşık 1 saat uzaklıktaki Ortaklar köyü yakınlarındaki Silo Yaylası'nda bulunan Jandarma Keşif Gözetleme Birliği'ne baskın düzenlemek isteyen PKK militanları ile güvenlik görevlileri arasında silahlı çatışma çıktı. Yaklaşık 45 dakika süren silahlı çatışmada Jandarma Çavuşu Resul Aksoy şehit oldu. Mehmetçik'in yanında yer alan PKK militanlarıyla silahlı çatışmaya giren köy koruyucusu Kerimhan Ercan da, eşkiya kurşunu ile can verdi.

Yaralanan jandarma eri Turgay Akyol, Ahmet Köpçüoğlu, Refat Özyay ve Turgay Ardic, Hakkâri Devlet Hastanesi'nde tedavi altına alındı. Çatışmada yaralanan iki PKK militanı, örgüt arkadaşları tarafından kaçırdı.

"ÇEVİRME OPERASYONU"

Hakkâri bölgesini yeni eylem alanı olarak belirleyen PKK militanlarının ele geçirilmesini amacıyla "çevirme operasyonu" düzenlendi. Özellikle Hakkâri'nin Semdinli, Çukurca ilçelerinin dağlık ve karalık bölgelerinde başlatılan "çevirme operasyonu"nda bazı şüpheli ve kimlikiz şahısların yakalandığı öğrenildi. "Örgüt eylemlerine yardım ve yataklık yapanları" gerekçesiyle gözaltına alınan 17 kişi hakkında yasal işlemler sürdürülüyor.

İLİLAHLI Kuvvetlerimiz tarafından Kuzey Irak'ta düzenlenen "Sıcak Takip Operasyonu" nun ardından "beklemeyi" tercih eden PKK, sessizliği bozarak, 2 günde 3 cinayet işledi. Bir muhtar da insanlık dışı bir yöntemle öldüren militanların yakaladığı bir grup eşkiya, Hakkâri'de "çevirme operasyonu" düzenlendi.

PKK militanları önceki gün Hakkâri'nin Çukurca ilçesine bağlı Çağlayan köyünde eşine az rastlanan bir cinayet daha işleyerek, bir köy muhtarını öldürdüler.

Çağlayan Köyü'ne gelen PKK militanları, "devlete yardımcı olduğu" gerekçesiyle köy muhtarı Yusuf Kulca'yı, yatağında kaldırarak, köy meydanına getirdi. Çağlayan köylülerini de silah zoruyla aynı meydana toplayan ellerinde otomatik silah bulunan militanlar, muhtar Kulca'ya, "Devlete yardımcı olman cezamız bilmiyor musun?" diyerek ateş açtı. Kurşuna dizilen muhtarın başını parçalayarak eylemlerini sürdüren militanlar, daha sonra bıçakla kullarını buruşturdu ve kafasını kestiler. Kafatasının derisini de yuzen militanlar, köylülere dönerek, "Devlete yardımcı edersiniz, siziz de sonunuz bu olur" diyerek, Çağlayan köyünden ayrıldı.

○ Bir er ve bir köy korucusunu şehit ettiler

Bölücü eşkiya yine saldırdı!

● Semdinli'nin Ortaklar köyünde nobel yerlerine giden bir grup güvenlik görevlisinin pusuya düşürülmesiyle meydana gelen olayda, 3 er ile 2 saki de yaralandı

HAKKARI (A.A.) Hakkari'nin Semdinli ilçesine bağlı Ortaklar köyü Silo Yaylası'nın bölücü çete mensuplarının saldırısı sonucu meydana gelen bir olayda bir köy korucusu öldü, dört er de yaralandı.

Edinilen bilgilere göre olay yaklaşık 17.30 saatlerinde Türkiye ile sınırın 10 kilometre uzaklığındaki Ortaklar köyünde meydana geldi. Semdinli'deki askeri Ortaklar köyünde konuşlu bir güvenlik birliği bir grup teröristler tarafından pusuya düşürüldü. Olayda bir köy korucusu ve iki asker şehit oldu. Dört asker de yaralandı.

Bu arada bölücü çetelerin köy korucusu Resul Aksoy şehit oldu, köy korucusu Karaman Ersoy da öldü. Olayda yaralanan Tarık Akcel, Arif Akçelik ve Rifat Özgür ise Iğdır, Ardahan ve Erzurum Hakkari Devlet Hastanelerinde tedavi altına alınmışlardır.

Bu arada bölücü çetelerin köy korucusu cete mensubunun da yaralandığı bildirildi. Yaralı sığınmış olduğu sığınakta bulunan diğer güvenlik görevlileri de yaralandı. Bölücü çete mensupları, yaralıları öldürmek için silahları kullanmaya başladılar.



Eşkiya baskını sırasında eşlerini kaybeden iki kadına, devletin yardım eli uzandı.

Eşkiyaya karşı durana ödül

SİRT, (Tercüman) Güneydoğu da bölücü çetelerin köy ve mezralara yaptıkları baskınlar sırasında zarar görenlerin ve ölenlerin yakınları ile eşkiyanın yakalanmasını sağlayanlara devlet tarafından ödül ve 15 milyon lira civarında para verildi.

Geçmiş yıllarda bölücü eşkiya tarafından Sirt'e bağlı köy ve mezralara yapılan baskınlar sırasında eşlerini kaybeden Azime Bilkic ve Havva Güler adındaki iki kadına, başını kaybeden Ömer Eroglu ile olaylarda yaralanan Ahmet Bilkic ve Mehmet Yaman'a Sirt Valisi Selami Teke tarafından banka cüzdanları verildi.

Eşkiyanın baskın yaptığı sırada silahlı çalışmaya girecek mukavemet gösteren ve yakalanmalarında önemli rol oynadıkları belirtilen köy muhtarı Abdurrahman Değer ile isimlerinin açıklanması sakıncalı görülen iki jandarma astsubayı ile bir köy korucusuna da para ödülleri verildi.

Sirt Valisi Selami Teke yaptığı konuşmada "Bugüne kadar bu türde olaylarda zarar görenlerin yakalanmasında 60 milyon lira civarında bir yardım yapıldı" dedi.



Öğütlendirilenler, Sirt Valisi ile toplu halde.



SHP genel merkezinde Kürtçe konuştuğu iddiası ile yargılanan Devrimci, kendini savundu:

"Bilirim, konuşmam!"



Kürtçe Arapça, Suryanice ve Çeçence bildiğini söyleyen içel milletvekili, merkezde Türkçe dışında bir dille konuştuğu iddiasını reddetti.

ANKARA, (Akajans)- ASHP eski Genel Sekreter Yardımcısı Edip Servet Devrimci, parti genel merkezinde Kürtçe konuştuğu iddiası ile dün Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde yargılanmaya başladı. Savcı Devrimci'nin en az 5 yıl hapsini istedi.

SHP eski Genel Başkanı MKYK üyesi Aydın Güven Gürkan ile eski Genel Sekreter Mustafa Timsit'nin de takip ettiği duruşmada sanık Devrimci'ye isnat edilen suç anlatıldı. İddianamede içel milletvekili Edip Göçen'in "SHP genel merkezinde sadece Kürtçe ve Arapça konuşan yöneticiler var, bu parti sadece Kürtçe konuşulan bir yer mi olacak?" şeklindeki konuşmasının 5 Haziran günü Hürriyet, Milliyet, Sabah ve Tercüman gazetelerinde yer almasının suç duyurusu olarak kabul edildiği belirtili. İfadesi alınan Edip Gö-

çen'in parti genel merkezinde Kürtçe konuşan kişi olarak Devrimci'nin adını verdiği, bu sebeple sanığın yargı lanmasına başladığı belirtildi.

Daha sonra Devrimci'nin savunması okundu. Devrimci, bu iddialarla yakından uzaktan ilgisi olmadığını, Kürtçe, Arapça, Suryanice, Çeçence bildiğini, ancak genel merkezde kesinlikle bu dillerden hiçbirini kullanmadığını belirterek, adı geçen Edip Göçen ile bir defa karışıldığını ve hiçbir zaman da onunla konuşma fırsatı bulmadığını söyledi.

Türk Ceza Kanunu'nun 142/3, 173/3 31 ve 40

5 PKK'cı mahkûm oldu

DIYARBAKIR, (A.A.) Diyarbakır Askeri Mahkemesi'nde bakılmakta olan yasa dışı bölücü çetenin (PKK) Lice grubu davası kararı bağlandı.

Yedinci Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'ndeki dünkü duruşmaya, davanın tek tutuklu sanığı Resul Demir katıldı. Esas hakkındaki mütalâşını okuyan askerî savcı, sanıkların Lice ve çevresinde faaliyet gösteren bölücü çete mensuplarına yardım ve yataklık ettiklerini ve bir kısım sanıkların da örgüt üyesi olduklarını kaydetti.

Mahkeme heyeti, sanık Resul Demir'i 13 yıl 4 ay, Salih Demir, İzzettin Demir, Abdullah Demirek ile Mehmet Sa-

it Turkekulu'na da 4'er yıl hapis cezasına çarptırdı.

Aynı mahkemede bakılmakta olan toplu silah kaçakçılığı davasında da, bir sanık 8 yıl hapis cezasına çarptırıldı.

Askeri mahkemede yapılan duruşmada, askerî savcı, sanık Hasan Dündar'ın, 1977 yılında Sınop'tan 8 bin silah ile 30 bin mermiyi Diyarbakır'a sevkettiğini söyledi.

Duruşmada hazır bulunan sanıklar ise, suçlamaları kabul etmeyerek, haklarında tahliye kararı verilmesini talep ettiler.

Mahkeme heyeti, Hasan Dündar'ı 8 yıl hapis cezasına çarptırdı. Mahkeme delil durumunu gözönünde bulundurarak Zahir Dündar'ın da beraatını kararlaştırdı.

Türk pasaportu 70 yaşlıya Atina'da kabul

● Yunan polis yetkilileri, Doğu Alman makamlarının İltica taleplerini reddetmesi üzerine Atina Havaalanı'nda bekletilen 160 mülteci grubunun arasında bulunan 70 Türk pasaportu ayrılığının Yunanistan'dan İltica talebinde bulunanları valilerdir.

ILTICA talepleri Doğu Almanya tarafından reddedilen Türk pasaportlu 70 yaşlı Atina Havaalanı'nda bekletilen Yunan makamları, bunlara Türkiye'ye dönmek üzere çıkartılmayı bekletiler.

Yunan polis yetkililerinden George Seferidis, 160 kişilik bir mülteci grubunun kenarında bulunan ayrılıkçıları Doğu Berlin'e gitmek üzere Atina'ya geldiklerini ancak İltica taleplerinin Doğu Alman makamları tarafından reddedilmesi üzerine, havaalanında kaldıklarını duyurdu.

Doğu ve Batı Almanya arasında geçtiğimiz haftalarda varılan ve uygulanmaması sonucu gün boyunca bir pasaportu ayıran Doğu, Batı vizesi olmadan topyekûn ihracat transit geçmek isteyenlere izin verilmiyor.

Cumhuriyet

4.10.1986

Telsizli yaşama sıkı denetim

Yeni kurulacak olan milli monitör sistemi ile tüm Türkiye'de yapılan telsiz yayınları izlenecek ve devlet güvenliğine zarar verici, bölücü, toplumu rahatsız edici davranışlarda bulunanlar, ahlak dışı konuşma yapanlar süpürülecek.

ANKARA, (Cumhuriyet Bürosu) - Türkiye'deki telsiz yayınlarının daha sıkı bir şekilde denetlenmesini sağlamak amacıyla "milli monitör sistemi" kuruluyor. Bu sistemle tüm Türkiye'de yapılan telsiz yayınları izlenecek ve devlet güvenliğine zarar verici, bölücü, toplumu rahatsız edici davranışlarda bulunanlar, gayri ahlaki konuşma yapanlar süpürülecek. Bu amaçla Ankara'da bir merkez ve bu merkezde bağlı 7 bölgede yerel sistemler oluşturulacak.

"Telsizle konuşulmuş" oldukça onaylara dayanan ülkemizde, bu anlamda gerekli düzenlemelerin zamanında yapılmasının yol açtığı "nasıf" yeni yeni getirilen önlemlerle giderilmeye çalışılıyor. Çok yaygın bir kullanım alanına sahip olan telsiz sistemlerinin nasıl bir yasal prosedür içerisinde kurulacağı konusunda tam olarak açıklığa kavuşmamasının, kamu kurum ve kuruluşları ile gerçek ve tüzel kişileri "yasadışı" telsiz kullanımlarına ittiği bildirildi. Telsiz Yasası'nın benzeri üç yıl önce çıkarılması, Türk telsiz sisteminin tek sorumlu birimi olan Telsiz Genel Müdürlüğü'nün kuruluş tarihinin ise iki

de yine Bakanlık onayı gerektiğini kaydederek, buna uyulmamasından yakındılar.

BALIK BAŞTAN KOKUYOR

"Kuruluş emsallerinden" yola çıkarak telsiz sistemi kuran kurumların, telsizciliğe ilişkin bilgilerden habersiz bulunmalarının çeşitli olumsuzluklara yol açtığını kaydeden yetkililer, sonuçta bu kuruluşların "yasadışı" faaliyetlerini, standartların aynısından cihazlar kullanmalarını, meçhul frekansları kullanmalarını ve anten yükseklikleri sapmalarını "yasadışı" kaydederek, "sistemden sıkı denetim sistemi oluşturulduğuna" bildirdi.

"Yasadışı telsizciliğe" önlenmesi amacıyla çıkarılan yasanın işlerlik kazanabilmesi amacıyla çeşitli tebliğler çıkarılarak yayımlanmaya başlandı. Son olarak 18 Eylül tarihli Resmi Gazete'de yayımlanan tebliğde de, bazı kamu kurum ve kuruluşlarının telsiz sistemi oluşturmak için yaptıkları çalışmalarında yasa dışı davranışları belirttikten, "Sistem kurulan izni alamadığı ve yasadışı faaliyetler gerçekleştirilmeden, sistemden sıkı denetim sistemi oluşturulacağı" bildirildi. Bu tebliğde, "Sistem kurulan izni alamadığı ve yasadışı faaliyetler gerçekleştirilmeden, sistemden sıkı denetim sistemi oluşturulacağı" bildirildi. Bu tebliğde, "Sistem kurulan izni alamadığı ve yasadışı faaliyetler gerçekleştirilmeden, sistemden sıkı denetim sistemi oluşturulacağı" bildirildi.

kurma izin belgesi alınmış olan kamu kurum ve kuruluşları ile tüzel kişilerin satın alma teknik şartnamelerini izin belgesindeki bilgi, cihaz adedi ve teknik standart değerlerini değiştirmeden hazırlamaları gerektiği ve mevcut sistemlerde yapılacak değişiklik ya da eklemelerde de yine Bakanlıkta başvurulması gerektiği bildirildi. Bu hükümlere uymayanların, Telsiz Yasası'nın 32. maddesinde belirtilen çeşitli hapis ve para cezaları ile cezalandırılacakları kaydedildi.

Telsiz kullanımı, birtakım uluslararası esaslara göre yapılıyor. Türkiye'nin dünya ülkelerinin kabul ettiği sisteme göre alan ve frekans kullanımı konusunda ortaya çıkan tartışmaları gidererek, izinsiz frekans kullanımı önlemek amacıyla Uluslararası Telekomünikasyon Birliği'ne bir "milli monitör sistemi" oluşturulacağını bildirdi. Ancak parasal ve yetiştirilmiş personel eksikliği nedeniyle bu sistem bir türlü gerçekleştirilemedi. Milli monitör sistemi oluşturulması için 26 Mayıs 1985'te karar alındı ve bu sistemin kuruluş çalışmalarının önümüzdeki yıl başlatılarak 1994'te tamamlanması öngörüldü. Bu sistemle, hiçbir kurum ya da kişi izinsiz telsiz sistemi kuramayacak, izinsiz kaçak frekanslar kullanamayacak. Sistemin bir diğer özelliği de, tüm Türkiye'de yapılan telsiz yayınlarını izleyerek, devlet güvenliğine zarar verici, bölücü, yıkıcı, toplumu rahatsız edici davranışları, gayri ahlaki konuşmaları, kanalları rahatsız edici davranışlarda bulunanları da süpür-

mak. Sistem bunun yanı sıra, telsiz kullanımlarını izin belgelerinin olup olmadığını, cihazların gücünü, önceden belirlenen frekanslara konulup konulmadığını, önceden beyan edilen güçlerde kullanılıp kullanılmadığını, verimlilik kurulumlarının ve kaçak yayın yapanların süpürülmesine de olanak sağlayacak.

Cumhuriyet

6.10.1986

Başbakan, Polis Eğitim Merkezi'nde incelemeler yaptı

Özal: Poliste düzenlemeler yapacağız

Çankaya'da geçeköndü bölgelerinde incelemeler yapan Özal'ın gezisine Gaziantep milletvekili Hasan Celal Güzel de katıldı. Ortaokul isteyen yurttaşları Güzel'e not ettiren Özal, "Hasan Bey Milli Eğitim Bakanı mı oluyor?" sorusuna "Nereden çıktı? Emiroğlu çok iyi" dedi.

ANKARA, (Cumhuriyet Bürosu) - Başbakan Turgut Özal dün Çankaya'nın geçeköndü bölgelerinde gezerek sorunları dinledi, daha sonra da Gölbasi'ndeki Polis Eğitim Merkezi'ne giderek Özel Harekat Timi'nin teröristlere karşı yaptığı atabikati izledi. "bir memleketin huzur ve güveni atmosferde daha iyi kalmasını biddiklerini" söyleyen Başbakan Özal, "Çıkaracak kanun gücünde kararnameyle polisleri birçok yenilik getireceğiz, yaptıkları fedakârlıkla, devletin gücüne oranlı düzenlemeler yapacağız" dedi.

Çankaya'da geçeköndü bölgeleri Kirkkonaklar, Sancak, Yıldız, Akpınar, Gökkuşu gibi mahalleleri ANAP İl Başkanı Rifat Diğer Çankaya Belediye

Başkanı Erdoğan Yavuzlar ve Gaziantep Milletvekili Hasan Celal Güzel ile birlikte gezen Başbakan Turgut Özal, "Yol, su, ışık, kanalizasyon, okul" istekleri ile her gittiği yerde karşılaştığı istenilenleri Çankaya Belediye Başkanı Erdoğan Yavuzlar'a not aldırarak Başbakan Özal, yolların yapılacağını, su borularının döşemesinden bir süre sonra su sorununun çözüleceğini, diğerlerinin de yavaş yavaş halledileceğini söyledi ve tapu tahsis belgeleri dağıttı. Ortaokul isteyen yurttaşları Gaziantep Milletvekili Hasan Celal Güzel'e not ettiren Özal, gazetecilerin, "Hasan Bey Milli Eğitim Bakanı mı oluyor?" sorusuna "Hayır, bu da nereden çıktı. Metin Emiroğlu çok iyi" karşılığını verdi. Başbakan Özal

Kirkkonaklar'da "terör" minibus bini Müdürlüğü'nün sıraladığı "yol, okul" sorunlarını dinledi, ancak buna karşın Karagözü minibüsünün inmesi ve "Benz Başbakan'ın yasadışı kimselerle" dedi. Kirkkonaklar'dan sonraki durak olan Sancak Mahallesi'nde koruma görevlilerinin müdahaleleriyle Özal'ın çevresinden uzaklaştırılan Müdürlüğü bir süre Başbakan'ın minibüsünün peşinde koştuysa da yetişemedi. Sancak Mahallesi'nde kendisine İkram edilerek "yalancı dolmuş" ve "müsk-i şirazi börtükleri" yiyen Başbakan Özal, börtüklerden bir parçası da kendisiyle Hasan Celal Güzel'e uzattı. Başbakan Turgut Özal, mahalle muhtarının evinde de gözleme yedi, ayrılan içti.

Seçimlerden önce sularının bir süre aktığını, ancak onun dışında 6 aydır sularının akmadığını söyleyen Çankaya geçeköndü sakinlerine Başbakan Özal, "Se-

boruları döşüyor, halâ biddikcek" karşılığını verdi.

Polis Eğitim Merkezi'nde 800 kişilik Özel Harekat Timi'nin gruplar halinde, yabancı elçilikleri basan teröristlere, "Doğru" güvenlik güçlerine pas kurma teröristlere, rehins alan teröristlere" karşı yaptıkları hareketleri dürüm yiyerek, ayrılan içerek seyretti.

Özel Harekat Timi'ni "başarılı gösterilerinden" dolayı tebrik eden Başbakan Özal daha sonra şöyle konuştu:

"Özel Harekat grubunun memleketin su ada Doğru ve Güneydoğu bölgelerinde, ama burada buldu da diğer yerlerde ele biddikcek, memleketin birlik ve beraberliğine kastedecek dahilli düzenlemelerini ve onların destekçilerini bir an evvel yok etmek için yaptığımız çalışmalar takdirle izledim. Siz bu eğitim vereceğiniz de tebrik ederim."

Başbakan Özal, bu konudaki

teknik gelişmelerde bu time kısa sürede yanıtlanması için çalışma yapacaklarını da ifade ederek, "Çıkarılacak kanun biddikçinde kararname ile sistemle biddikçince birçok yenilik getirebileceğimizi söyleyebiliriz. Fedakârlıkları karşılığında karşın devlet gücüne oranlı olarak yeni düzenlemeler yapacağız. Çünkü bu memleketin huzuru, güveni atmosferde çok daha iyi birleştireceğimize inanıyoruz. Bir de bu kararlık güncere dönmek istemiyoruz. Bunun deilli de sistemiz" dedi.

ÖZAL İSTANBUL'DA

Başbakan Turgut Özal, TRT ikinci kanalı'nın açılışını yapmak ve İstanbul'un kurtuluşu törenlerine katılmak için dün akşam uçakla İstanbul'a geldi. Beraberinde eşi Sevil, Enerji ve Tabii Kaynaklar Bakanlığı'nın Tüneli birlikte devlet büyükleri için alınan özel uçakla gelen Özal'ın Atatürk Havalimanı salonunda karşılayan Başbakanı Yusuf Özal, Ulaştırma Bakanı Veynel Atasoy ve Vali Nevzat Ayaz karşıladı. Başbakan Özal, bugün sabah Hilton Oteli'nde bir toplantıya katılacak, ardından Vatan Caddesi'ndeki İstanbul'un kurtuluşu törenlerini izleyecek ve Yıldız Üniversitesi'nin yeni eğitim yanası başlama törenine katılacak. Özal, öğleden sonra da TRT 2. kanal yayınına başlaması nedeniyle verilen davetle katılıp açılış yaptıktan sonra gece TRT'nin kokteylinde hazır bulunacak. Özal'ın bu gece yarın Ankara'ya dönmekle ilgili bildirildi.

Milliyet

7.10.1986

Evren, Diyarbakır'da

DIYARBAKIR, ÖZEL

CUMHURBAŞKANI Kenan Evren'in bugün başlayacak Diyarbakır gezisi için kentte "seferberlik" ilan edildi.

Bugün erken bir uçağa Diyarbakır'a gelecek Dicle Üniversitesi'nde 1986-87 ders yılını başlatılacak olan Cumhurbaşkanı Kenan Evren, aynı gün 500 öğrenci kapasiteli Kız Meslek Lisesi ek binasını hizmete açacak Sumarbank İplik ve Halı Fabrikası'na, Çocuk Bakım Yurdu'na, Yetiştirme Yurdu'na da denetleyecek olan Cumhurbaşkanı'nun gezisi konusunda Emniyet Müdürü Zâfer Aras'ın başkanlığında alınacak önlemlerin tartışıldığı toplantı yapıldı. Evren'in çeşitli kurum ve kuruluşlarda anı denetlemeler yapabileceği göz önüne alan görevliler,

Dicle Üniversitesi yeni öğretim yılı açılış törenine katılacak olan Cumhurbaşkanı Kenan Evren, daha sonra bazı tesislerin açılışını yapacak

Evren'in Diyarbakır gezisi yarın erken saatte başlıyor.

Cumhurbaşkanı Kenan Evren bugün başlayacak Diyarbakır gezisi nedeniyle 1600 dolayındaki polisler izneleri kaldırıldı.

Emniyet Müdürlüğü'nden alınan bilgi göre, Personel Şubesi tarafından tüm görevlilerden tekrar adres istendi. Adreslerini değiştiren polislerin elebaşısı durumunda görev yapabilecekleri amacıyla yapılacak uygulamaların düzenlenmesi konusunda başlanarak çarşamba sabahına kadar izin yapmalarını, günün 24 saatine göre hazır beklemeleri istendi.

Averof'un yorumuna bakın!

Yunanistan'ın eski savunma bakanına göre:

"Türkiye Kerkük'ü ele geçirecek"

Ahmet ŞENOVA

ATINA, (Tercüman)— Yunanistan'ın Atecrübeli ve etkili politikacısı Avenge-Averof, Irak'ın İran karşısında muhtemel yenilgisini halinde, Türkiye'nin Kuzey Irak petrolünü ele geçirmek için harekete geçeceğini iddia etti.

Eski savunma bakanlarından Averof Atina'da yaptığı konuşmada Kerkük petrolollerinin Türkiye tarafından ele geçirilmesini, Basra Körfezi'nden Akdeniz'e kadar olan bölge içinde Ankara'nın lehine, Atina'nın aleyhine olacak şekilde, jeopolitik durumunu tamamen ve kökten değiştireceğini ileri sürdü.

Yunan ana muhalefet partisi yeni demokrasinin şeref başkanlığını yürüten Averof, "Şimdi sadece tehlike çabalarını çözmekle yetinmiyoruz" şeklinde konuştu ve Yunan hükümetinin dünya sahnesinde cereyan eden bu çeşit oyun ve itihâflar hakkında dikkatini çektiğini bildirdi.

İran'ın bütün imkânlarını seferber ederek Irak üzerine toplu bir saldırı hazırladığını söylediğini hatırlatan Averof, Ankara hükümetince yapılan ve Türkiye'nin sınır bölgelerinde savaşın yaratacağı gelişmeler karşısında tarafsız kalmayacağına dair resmi açıklamayı da bu niteyi açıkça ortaya koyduğu şeklinde yorumladı.

GAP paneli

Ekonomik kalkınma modelinin sosyal yanı eksik

ANKARA, (Cumhuriyet Bu-rossu) —Güneydoğu Anadolu Projesi'nin (GAP) bitiminde meydana gelecek sosyal, ekonomik ve kültürel değişiklikler dün Ankara'da TMMOB'ye bağlı İnşaat Mühendisleri Odası Ankara Şubesi'nin düzenlediği bir panelde tartışıldı. Doç. Dr. Mustafa Erkal, GAP'ın gerçekleştirilmesinden sonra Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde mala, cana, ırza tecavüz gibi şehirleşme sorunları ile ithihârların artabileceğini söyledi.

Tüm eski ve yeni parti genel başkanlarının çağrılı olduğu panelde yalnızca, kapatılan MHP Genel Başkanı Alpaslan Türkeş katıldı. İnşaat Mühendisleri Odası Ankara Şubesi Başkanı Mehmet Akif Çomoglu, paneli açarken, başlangıcı 5.7 trilyon olan ve bittiğinde 35 trilyon liraya geçecek olan GAP'ı çok iyi ve ekonomik olarak değerlendirmek gerektiğini söyledi. Türkiye'nin komşusu olan ülkelerin de süper güçlerin bu projeyi kışkırdıklarını vurgulayan Çomoglu, "Bugün Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde siyasi bir kuzursuzluk var ise, pedemini burada aramak gerekmektedir" diye konuştu.

Prof. Dr. Orhan Türkdoğan da, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nin yoksulluk, doğurganlık, hareketsizlik, kadere inanç özelliklerini sayarak, "Bunlar GAP'ın meydana getireceği gelişmelere engel çıkaracak hususlardır" dedi.

Doç. Dr. Mustafa Erkal, ekonomik kalkınma modellerinde sosyal yanın eksik olduğunu söyledi. Erkal, kalkınmanın sosyal boyutunun ihmal edilmesini gerektiğini belirtti.

Elazığ PKK dâvasına devam edildi

DIYARBAKIR, (A.A.)— Diyarbakır Askeri Mahkemesi'nde bakılmakta olan vasa dışı bolucu cereyanı (PKK) Elazığ grubu davası na devam edildi.

Yedinci kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'ndeki dünkü duruşmaya tutuklu 13 sanık katıldı. Bir süre önce çeşitli hapis cezalarına çarptırılan 96 sanıklı davada, Askeri Yargıtay, 13 sanık için esasen bozma ilâmı çıkarmış ve sanıkların vargılanmalarına yeniden başlanmıştı.

Duruşmada soz alan ve örgeün kurucularından olan sanık Daimi Gül, "8 yıldan beri cezaevinde tutuldu bulunuyorum. Tuberkuloz hastasıyım ve bobreklerimden de rahatsızlığım var. Tahliyemi talep ediyorum" dedi.

Mahkeme heveti, aynı davada vargılanan Ali Hidir Talim hakkında İçişleri Bakanlığı'na yazılan yazının cevabının beklendiğini belirterek, dâvâ hakkında karar vermek üzere duruşmayı başka bir güne erteledi.

Bingöl'de trafik otosu tarafından 1 polis öldü

Devriye gezen ekip otosuna açılan ateş sonucu bir polis öldü, bir polis ağır yaralandı. Olaydan sonra kaçan saldırganlar aranıyor.

E.LAZIG, (Cumhuriyet) — Bingöl'de devriye gezen trafik otosuna bir grup terörist tarafından açılan ateş sonucu, bir polis memuru öldü, diğeri ağır yaralandı.

Bingöl Valisi Güner Orbay'dan alınan bilgiye göre, Bilaloğlu köyü yakınlarında seyir halinde olan ve içinde iki polis memurunun bulunduğu trafik otosuna, 10 kadar olduğu belirtilen eşkiya tarafından çapraz ateş açıldı. Bingöl'e 12 kilometre mesafede otomatik silahlarla yapılan saldırıda Bingöl Trafik Müdürlüğü'nde görevli Salih Erşin ve Ali Gundogdu ağır yaralandı.

Polis memurlarından Ali Gundogdu, Diyarbakır Tıp Fakültesi hastanesine kaldırılmak istenirken yolda öldü, Salih Erşin ise tedavi altına alındı.

Saldırının PKK'lı bolucu teröristler tarafından yapıldığı ve aralarında aranan Mustafa Ayçiçek, Hayri Konar ve Güler Tepe'nin de bulunduğu bildiriliyor.

Bingöl Valisi Güner Orbay, yaptığı açıklamada, devletin bir avuç eşkiyaya teslim olmayacağını, kaçan saldırganların yakalanması için bölgede operasyonlara başlandığını bildirdi.

PKK'nin yeni eylemi Köy basıp muhtarı öldürdüler

ŞİRT (Cumhuriyet) — Erüh ilçesinin Dadağlı köyüne önceki gece PKK militanları tarafından düzenlenen silahlı ve bombalı saldırıda köy muhtarı Sait Karben öldü.

Alınan bilgiye göre, önceki gün saat 19.00 sularında Dadağlı köyüne gelen silahlı PKK militanları, Mahmut Emir adlı köy korucusunun evine üç el bombası attılar. El bombalarından birinin patlaması sonucu ev tamamen yandı. Olayın evde bulunan Demir ailesi kaçarak kur-

tulmayı başardılar. Bombalama olayından sonra köy muhtarı Sait Karban'ın evine gelen iki PKK militanı, odada bulunan üç kişiyi Kalayniko'larla taramaya başladılar. Olayda köy muhtarı Sait Karban yaşamını yitirdi, köy korucusu Rahaman Güneş'in babası Mehmet Güneş (60) ve başka bir köy korucusu Ahmet Nae'nin oğlu Abdülkâim Nae ağır yaralandılar.

Ağır yaralı olarak gücükle konuşan Mehmet Güneş, Cumhuriyet muhabeirine saldırıyı anlatırken, "Mebtarın evinde oturuyorduk. Elinde otomatik silah olan bir PKK'lı kopyayı kullanarak içeri girdi. Arkasında bir silah daha vardı. Muhtar, diye bağırınca bütün muhtar silahına dönmeye çalıştı. Ancak bombalar bize ateş etmeye başlayınca muhtar öldü.

GÜNE BAKIŞ

DOĞU'DAN AFRIKA'YA YARDIM

Afrika'da açlıktan etkilenenler için açılan kampanyada Doğu Anadolu'dan 124 milyon 928 bin lira toplandı. Erzurum, bölgede 45 milyon lira ile en çok yardımı yapan il oldu. Kars'da 20, Erzincan'da 15.7, Van'da 15.2, Muş'ta 10, Tunceli'de 7.5, Ağrı'da 6.2 ve Bingöl'de de 5.2 milyon lira para toplandı. (A.A)

Diyarbakır'daki dâvâ sonuçlandı

TKP DÂVÂSINDA 2 KİŞİYE MAHKÛMİYET

DIYARBAKIR, (A.A.)— Diyarbakır Askeri Mahkemesi'nde bakılmakta TKP dâvası: karara bağlandı.

Yedinci kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'ndeki duruşmaya dün tutuklu sanıklar Aydın Ergün ve Salih Altınışkara katıldı.

Askeri Savet, esâs hakkındaki mutalaaında sanıkların, Diyarbakır'ın Lice ilçesinde, Türkiye Komünist Partisi'nin (TKP) korsan yayın aracı radyodan aldıkları ce-

zalet bilgisi, bildiri haline getirilerek dağıtıklarını belirtti. Sanıkların, bu bildiri-leri bazı sendikalara da gönderdiğini kaydetti.

Askeri Savet, sanıkların bu suçlardan dolayı 5 ile 10 yıl arasında değişen hapis cezalarına çarptırılmalarını istedi.

duruşmaya kısa bir süre ara veren mahkeme heveti, sanık Aydın Ergün'ü 5 yıl 6 ay, Salih Altınışkara'ı da 2 yıl hapis cezasına çarptırdı. Mahkeme, Salih Altınışkara'nın tutukluluk süresini

gozonunda bulundurarak tahliyesine karar verdi.

ÇİFTİ DÂVÂSINDA BİR TAHLİYE

Aynı mahkemede, bolucu cete (PKK) örgütüne yardım ve vataklık ettiği gerekçesiyle vargılanan Salih Filiz de ahlive çıktı.

Tercüman

Uzundere

Jandarma

Karakolu'nda

bir yetkili,

güvenliğimiz

konusunda son

derece endişeliydi

ve sorumluluk almak istemiyordu:

8.10.1986

SINIRIN ÖTESİNDEN

TERUR YOLLARINDA
7 GÜN 7 GECE

Kuzey Irak'taki ilk kadın gazeteci

ŞEHAZ KAPLAN

FOTOĞRAFLAR: SELAHATTİN AKKOC
HUSAMETTİN KAPLAN



Komutan Seyit Salih ile tanıştıktan sonra kendisine Peşmergeleri hakkında sorular sorduk. Komutanla görüşmemizi "Terurcuların, yarımadaki arkadaşlarımızdan Kürtçe bilenleri çevirecek, yazımıza yardımcı oluyordu. Bu arada Türkiye ile ilgili sorumuz üzerine komutan Seyit Salih, "Türkiye Cumhuriyeti'nin inancı olsun, onlara düşman olan şahıslara biz dost olamayız" dedi. Komutanla bu görüşmemiz yaklaşık 2,5 saat sürdüğü.

"Derhal geri dönün!"

Ortaoğu'da, havası çiçekten çok harur kokan ülkelerden biri Irak. Komyu ülke Irak'la 6 yıldır sürdüğü savaşın yanısıra kuzey bölgelerinde varlığını gösteren Barzani kuvvetleri, bölgenin dışı yaşanılan gergin havasını bir kat daha artırıyor.

Kuzey Irak'taki bu hava Irak vatandaşlarının nasıl etkiliyor bilinmez ama komşu ülkelerden bir

Aylar önce benim için sadece hayal olan Irak yolculuğu tam gerçekleşecekken, pes edip geri dönmeyi kendime yedirememiştim. Geri dönersek bir daha elimize böyle bir fırsat geçmeyecekti. Geri dönmeyince, Irak'a girmek için başka bir yol deneyecektik...

gazeteci olarak bizim için uzun zamandır merak konusu olmuştu. Özellikle son zamanlarda Ku-

zey Irak, insanıyla, havasıyla, toprağıyla, bütün düşüncelerimizin odaklandığı bir bölge oldu. Düşüncelerimiz bizi bu bölgeyi bizzat görme isteğine sürükledi.

YERİNDE GÖRMEK

Bölgedeki bir köyde, kurye arabesiyle temasa geçerek sinirini ötesine geçme planlarını kurmaya başladık ilk defa yasa dışı bir yolla yurt dışına çıkacak bir köyde, bütün tehlikeleri karşılıklı da Kuzey Irak'taki, Irak kuvvetleriyle çarpışma halinde olan Barzani'nin Peşmergeleri'ni hayallerini, mucadeleni yerinde görüp inceleyebilecektik.

Çarşamba günü 23.00 de uz arkadaşlar yola koyulduk. Sabah ilk işkileriyle birlikte Van'a gelmeden sonra ikinci bir otobüsle de Hakkâri'ye hareket ettik. Türkiye'nin Güneydoğu'daki en uç sınıyetti. Hakkâri'ye geldiğimizde alışılmışın dışında bir şekilde karşılaştık. Hakkâri, cadde-leri, kaldırımları ve binalarıyla



Seyit Salih, giyimini ve otoritesini ile çevresine son derece hakim bir komutan.

Adana geri dönüşün sembolüydü. Buna rağmen insanları da olabildiğince sakin ve cana yakındılar. Geceyi geri kalmışlığına sevgiyle karşıladı. Her şeyi bizzat görme isteğine sürükledi.

MUHTEREM CİLO BAÇI

Yüksek bir dağın tepesinde kurulmuş olan Hakkâri ter-temiz havasıyla, günün erken saatlerinde bütün yorgunluğumuza almış olarak bizi şeye dikti. Karşımızda Cilo dağı, bütün hazmetmeye bizi gülmeyecekken, sağımızda kalan Tamlık Tamlık dağıları da insanı örktüyordu. Bu dağların nice eskisiyle ve taktik ettiğini, nice Türk askeri ni şehit aldığı ve daha nice inşana mezar olacağını düşündüm.

Dakışım, arkadaşlarımızın "Haydi gidelim" sözleriyle geçice döndüm.

MACERALI YOLCULUK

Sabah Çekirge'ye doğru hareket ettik. Dar ve keskin virajlarla dolu 78 kilometrelik yolu ancak 10 saatte katırdık. Bu arada zaman zaman güvenlikli kuvvetlerle karşılaştık. "Dar" virajlarından sonra sıkı aramalardan geçtik. Bavyan olduğum için beni fazla aramıyorlardı ama, arkadaşlarımız dikkatle arıyor. Kimliklerimiz özellikle kontrol ediliyor. Güvenlik kuvvetlerinin istatistikleri bir soru da nerece çıktığımızda Ga temiz ne olduğunu anlattı.

yalumuzun çok uzun ve tehlikeli olduğu, can güvenliğimizin bu konuda hiç konuşulmadığı konusunda bizi itiraz ediyorlardı.

"BU YOLLA İRAK'A GİRMEK İLK BAYAN GAZETECİSİNİZ"

Çukurca'da bu Irak yolculuğundaki refleksleriniz kâğıtladı. İçerilerinden biri Kürçe olarak, "Hesetlemez benim, beşgünlük ağabey" dedi ve bana dönerek saygıyla şöyle devam etti: "Siz bu yereye gelene ve bu yolla Irak'a geçene özne ilk bayan gazetecisiniz. Başkasını istemedik yeriniz var."

Sabahın ilk ne zaman yola çıkacağımızı sordum. "Hemen" dediler. Geceyarısı, keskin virajlı birimiz (üskünler yolları tekniği) koyulduk.

Yaklaşık 3 saat süren bir yolculuktan sonra sınır koyumuz Uzundere'nin sınırları nihayet görülmüştü. İçimden tam "Nihayet" diyecektim, şoförümüzün acemiliğinden mi, yoksa kaspen mi bilinmez, kendimizi biriken jandarma karakolunun olduğu bulduk. Jandarmalar bizi durdurup bir süre sorguya çektikten sonra köye girmemizin tehlikeli olacağını, geri dönmeyi gerektireceğini söylediler. Karanlık basamak basıyordu. Geceyi karakolun yakınında geçirip sabah yola devam etmem istedik. Ama bir yetkili, "Burada bile güvenliğimiz olmaz. Biz bu sorunu-

lağınla düşünmeyiz. Köy halkından olmadığımız için köye de giremeyiz. Geri dönmeyiz" dedi.

Geride bırakılan başta parviz yolcu. Yoldaşlarımızın daha ilki adamlarında karşılaştığımız bu beklenmedik aksaklıklar bizim için sinirlerimizi yıpratmıştı. Yıl boyunca ağzımız kaçak çımadı. Gece- nin karanlığında o korkunc dağlardan, keskin virajlı yollardan tekrar geri döndük. Hakkâri'ye vardığımızda hem bedeni, hem de aklı bir yorgunluk içindeydik. Hemen uyuduk.

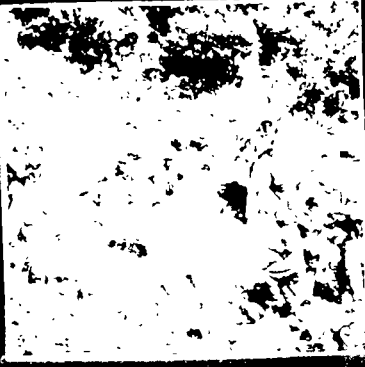
Ertesi sabah gazetemle yapılmış telefon konuşması bizi, girişimimizi başarısızlıkla noktalama-ya zorladı. Geri dönmeyi istemiyorduk. Aylar önce beşim içti sadece bir hayal olan Irak yolculuğu tam gerçekleşecekken, pes edip geri dönmeyi kendime yedirememiştim. Her şeyi bizzat görme isteğine sürükledi. Her şeyi bizzat görme isteğine sürükledi.

Ertesi sabah gazetemle yapılmış telefon konuşması bizi, girişimimizi başarısızlıkla noktalama-ya zorladı. Geri dönmeyi istemiyorduk. Aylar önce beşim içti sadece bir hayal olan Irak yolculuğu tam gerçekleşecekken, pes edip geri dönmeyi kendime yedirememiştim. Her şeyi bizzat görme isteğine sürükledi. Her şeyi bizzat görme isteğine sürükledi.

Ertesi sabah gazetemle yapılmış telefon konuşması bizi, girişimimizi başarısızlıkla noktalama-ya zorladı. Geri dönmeyi istemiyorduk. Aylar önce beşim içti sadece bir hayal olan Irak yolculuğu tam gerçekleşecekken, pes edip geri dönmeyi kendime yedirememiştim. Her şeyi bizzat görme isteğine sürükledi. Her şeyi bizzat görme isteğine sürükledi.

YARIN SINIRI GEÇİYORUZ

**KOMUTAN SEYİT SALİH'E
ULAŞAN YOLU AŞMAK
BİR HAYLİ TEHLİKELİYDİ**



Komutan Seyit Salih'in yanına gitmek o kadar kolay değildi. Yüksek ve dik kayalı dağları zorlukla aşıldıktan sonra ellerinde Kalashnikov silahları bulunan Pesmergelerle karşılaştık. Kağıtlarımızı titizlikle incelediler, şüpheli yüzümüze baktılar, daha sonra da içlerine dogan inançla bizi komutana götüreceklerini söylediler. Bundan sonraki yol da hayli yorucu ve uzundu. Ama bütün engelleri rağmen, komutan Seyit Salih'in yanına gelebildik.

Osman Kasım adlı müfreze başı, bizi komutan Seyit Salih'e götürürken hayli ürkekti. Sebebini sorduğumuzda bize cevabı şöyle oldu:

Sebebini sorduğumuzda bize cevabı şöyle oldu:



Komutan Seyit Salih'in korumacıları. Silâhlı korumacılar, komutanın bulunduğu mülkîyaya yakın mevzilerde konuşmamız süresince etrafı sıkı denetim altında tuttular. Aynı zamanda bizim de can güvenliğimizi konuyarak, yanımızda kimseyi yaklaştırmadılar.

**"Döşekte yatmak
bile bize haram"**

Kuzey Irak'ta ulaşmada başarısızlıkla netice alınmayan ilk teşebbüsümüzden sonra üç gününden daha hiç ve sekkle seni bir yola basıyorduk. Bu defa Uludere'nin bir sınır köyünden Irak'a geçmeyi deneyecektik.

Sınırdan Hakkari'ye dönüşümüzün ertesi günü yeniden volla kovulduk. Uludere bölgesinden arabayla hududa kadar geldik. Gün boyu yürüterek Türk sınır köylerini aşık köylülerin de yardımıyla "Mergi" adlı Irak sınır köyüne vardığımızda saat akşam 17.30 oluyordu. Köyde Zaho'ya bağlı Barzani kuvvetlerinden birkaç pumrukcuyla karşılaştık.

Adinin Fuat olduğunu soyleyen pumrukçuların başına alacak ve ürkek bir sesle buraya ne için geldiklerini zannettik. Bu arada 20 kişilik bir pesmerge grubu yanımıza geldi. Gumrukcu Fuat bunların Barzani birliğinin zehi olduğunu söyledi. Osman Kasım adlı müfreze komutanı, kalın dudaklı ve göğrenmiş bir sesle bizi komutanına götürdü. Komutanın peşimizden gelenleri bizi bakan. Kendisi Seyit Salih'ti. Kendisi

SINIRIN ÖTESİNDEN

**TERÖR YOLLARINDA
7 GÜN 7 GECE**

Kuzey Irak'taki ilk kadın gazeteci

ŞEHAZ KAPLAN

FOTOĞRAFLAR: SELAHATTİN AKKOÇ
HÜSAMETTİN KARANFİL



2

Ahmet Çelki vumusamazsa başımıza neler gelebileceğini düşünmüyordum. Dakikalar süren kimlik kontrolü bana hiç birimece gibi gelmişti. Ahmet

Çelki, kimlikleri geri verdikten sonra da bizi uzun bir sorguya çekti ve nihayet komutanın yanına gidebileceğimizi söyledi. Derin bir nefes aldım, rahatladım.

Yollarda bekleyen nöbetçilerin bizi düşman sanıp vurabilecekleri endişesi ile kıyafetlerimizi değiştirmemizi istediler. Üzerimizdeki kileri çıkarıp bölgenin mahalli kıyafeti olan şal şapkınlere burunduk. Bu kıyafetlerle pesmergelere farkımız kalmamıştı.

Komutanın bulunduğu Revan bölgesine ulaşana kadar uç saat yol yürüdük. 4 defa daha kimlik kontrolünden geçtik. Yanımızdaki pesmergeler hâlâ dirdikti, fakat biz vurgunluktan peşışan bir haldeydik.

**DAĞ OYUĞUNDAKİ
KOMUTAN**

Komutan Seyit Salih, Revan bölgesinin dağlık kesiminde, bir dağ oyuğunda bağdaş kurmuş bir şekilde oturarak bizi karşıladı. 45-50 yaşlarında keskin bakışlı ve vuzu serî ifadeli bir adamdı. Etrafında silahlı pesmergeleri vardı.

Komutanın oturduğu dağ oyuğuna 8-10 metre kala durduk. Müfreze komutanı Osman Kasım, yanına kimliklerimizi de alarak komutanına vakıfla Aralarında bir süre konuşup kimliklerini incelediler. Ortam o kadar sızdı ki 10 metre öteden konuşmalarını işitirdik. Etrafında duyar gibi oluyorduk. Biraz sonra komutan Seyit Salih başını kaldırdı, bizi bir süre inceledikten sonra el işaretleri yanına çağırarak "Heve, anımız, basırmak için derin bir nefes aldıkdan sonra, ağır adımlarla komutanın yanına gittik. Yer gösterdi, oturduk. Kimliklerimizi tekrar eline aldı ve fotoğraflarımıza yeniden bakarak bizi son defa dikkate inceledi.

Komutanın bizi berlerden emin olması birkaç dakikası peymedi ve vuzundeki o serî ilade verimi sıcak bir gulumseme bıraktı. Rahatladığımız Pesmergelerin havalarını kaleme almak üzere buraya geldikimizi soyleyip, vardığımızı istedik.

Komutan sınırlı resin çekmemiz şartıyla bize bu konuda yardımcı olacağını soyledi.

**YARIN: YILDA
BİR DEFA
ASILAN BAYRAK**

Müfreze komutanı Osman Kasım bize şunları söyledi: "Kendimizi bir an bile rahat hissedemiyoruz. Rahmetli Molla Mustafa Barzani'nin sözü daima kulaklarımızda çinliyor. Düşek uzurunda vatımıvı bil haram etmiş kendimize. Ya Irak'da Kurdistan Demokratik Devleti kururuz, ya da oluruz. Bu kuracağımız devlet, İslâm üzerine olmazsa, Allah bizi başarıya ulaştırmasın."

Komutan Seyit Salih'in oturduğu dağ oyuğuna 8-10 metre kala durduk. Kimliklerimizi Seyit Salih'e götürün Osman Kasım, onunla fisilî halinde konuşuyordu. Yüründe sert bir ifade olan Seyit Salih, kimliklerimizi inceledikten sonra, bizzden yana baktı ve sıcak bir gulumseme ile bizi yanına çağırarak Rahatladığımızık.

Laki komutanıdır. Size yardımcı olacaktır, havdi gidelim" dedi.

Gecirdiğimiz ilk başarısız tecrübeden sonra, herşeyin bu kadar iyi gitmesi bizi inanılmaz kadar şaşkınlıyordu. Sınırı rahatça aşmış Barzani kuvvetleriyle hiçbir problem yaşamadan mütba sağladık. Karşılaştığımız vaka ölümün saykısı ve müstafuluğu çin devdi.

**MOLLA MUSTAFA
BARZANI'NİN
SİYETİ**

Osman Kasım adlı müfreze başı, bizi komutan Seyit Salih'e götürürken hayli ürkekti. Sebebini sorduğumuzda bize cevabı şöyle oldu:

"Kendimizi bir an bile rahat hissedemiyoruz. Rahmetli Molla Mustafa Barzani'nin sözü daima kulaklarımızda çinliyor. Düşek uzurunda vatımıvı bil haram etmiş kendimize. Ya Irak'da Kurdistan Demokratik Devleti kururuz, ya da oluruz. Bu kuracağımız devlet İslâm üzerine olmazsa Allah bizi başarıya ulaştırmasın."

**BES DEFA KİMLİK
KONTROLÜNDE
GEÇTİK**

Sınırdan öteye vakıfla saat saat dağılarak yürüdükten sonra bir grupla karşılaştık. Osman Kasım yanımızdan asılarak, erubun basındakî kişiye vakıfla Aralarında bir süre alacak sekkle seni bir yola basıyorduk. Bu arada 20 kişilik bir pesmerge grubu yanımıza geldi. Gumrukcu Fuat bunların Barzani birliğinin zehi olduğunu söyledi. Osman Kasım adlı müfreze komutanı, kalın dudaklı ve göğrenmiş bir sesle bizi komutanına götürdü. Komutanın peşimizden gelenleri bizi bakan. Kendisi Seyit Salih'ti. Kendisi

Nasil

Peşmerge

olunur?

Peşmerge olmak isteyen kişiler hakkında 6 ay süren bir tahkikat yapılır. Bu süre içinde adaylar, boş gezer Peşmerge'lerin içerisinde bulunurlar. Şahısların tahkikatı bittikten ve sakıncasız oldukları görüldükten sonra, askeri ve silah eğitimine başlanılır. 3 aylık süreden sonra bir ağır makineli tüfek taşıyan Peşmerge olur. İlk maaşları 60 dinardır (yaklaşık 38 bin TL). Kıdem arttıkça maaş da yükselir. Evli Peşmerge'lerin maaşları daha da çok artar.



Komutan Seyit Salih hiçbir rütbe takmıyor. Sebep olarak da henüz devlet olmadıklarını gösteriyor.

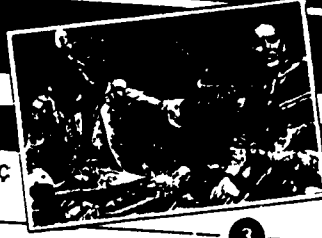
SINIRIN ÖTESİNDEN

**TERRÖR YOLLARINDA
7 GÜN 7 GECE**

Kuzey Irak'taki ilk kadın gazeteci

ŞEHNAZ KAPLAN

FOTOĞRAFLAR: SELAHATTİN AKKOÇ
HÜSAMETTİN KARANFİL



○ Komutan Seyit Salih
sır gibi gizli tutulan
Barzani'nin mezarına
kimse'nin yaklaşamayacağını açıkladı

"Molla Barzani'nin mezarını açmak isteyen 2 kişi vuruldu"

"Silahların gölgesinde namaz!.."



2 kişi vuruldu"



Barzani kuvvetlerine bağlı Peşmerge'ler savaş içinde olsalar, silahlarının gölgesinde namazlarını kılmayı ihmal etmiyorlar. Önce bir Peşmerge sırtı ile nobet tutarken diğerleri abdest alıyorlar. Daha sonra dutunle elrahi gözlemlen bir Peşmerge'nin nobetinde namaz kılınıyor.

Irak sınırını geçtikten sonra karşılaştığımız bütün engelleri bir bir aşarak komutan Seyit Salih'e ulaşmanın mutluluğu içindeydik. Hele komutandan gördüğümüz yakın ilgi, bize yaşadığımız bütün korkularımızı unutturmuştu. Artık korkularımız gitmişçe azalıyor, onun yerine merak ve heyecanımız artmaya başlıyordu.

"Devlet olmadan böyle bir şey yapamazız. Bunu ilke edinmişiz. Ben bile kendimi bir Peşmerge olarak görüyorum. Bayrağımız ise yolda bir defa ve tek bir yerde kullanılır. O da rahmetli Molla Mustafa Barzani'nin ölüm yıldönümünde, kardeşi Mehmet Halit Barzani tarafından yapılır."

"Çünkü daha önce mezarı Şi- no'daydı. Gömülmü olduğu yerden onu çıkarmak isteyen iki kişi vuruldu. Bunun için mezarın başka bir yere nakledildi. Şimdi ki kabrinde gece ve gündüz nöbet tutuluyor."

"MEZARINI AÇMAK İSTEYEN İKİ KİŞİ VURULDU"

"Molla Mustafa Barzani'nin kabri nerede?"
"İran'da"
"İran'ın neresinde?"
"Şeri kesinlikle gizlidir."

"Bu yaşadığınız bölgeler size mi ait? Yol boyunca hiç lehvaya rastlamadık."
"Biz yıllardan beri savaş veriyoruz. Bu bir gerilla savaşıdır. Bu yüzden lehvaya kullanmıyoruz. Levhalar insanların yerlerini belirler. Biz ise bir yerde daimi olarak kalıyoruz. Bu bölgeler de bize aittir."
"Bize biraz Peşmerge'ler hakkında bilgi verir misiniz? Nasıl Peşmerge oluyorlar, sa- vashmayı nasıl ve nerede öğre-

niyorlar?"
"Peşmerge olmak isteyen kişiler hakkında önce uzun bir tahkikat yapılır. Bu süre on az altı ay sürer. Bu dönem içinde bu şahıslar boş gezer Peşmerge'lerin içerisinde bulunurlar. Şahısların tahkikatı bittikten ve sakıncasız oldukları görüldükten sonra askeri ve silah eğitimine başlanılır. Üç aylık süreden sonra bir ağır makineli tüfek taşıyan Peşmerge olur. İlk maaşları ise 60 dinardır (Yaklaşık 36 bin TL). Kıdem arttıkça maaş da artar. Evli Peşmerge'lerin maaşları daha da çok artar."
"Kadınların savaşınıyor musunuz?"
"Bu soruya komutan kaşınarak cevap verdi:
"Bizim yasalımız, bizim partimiz kadınları askere kabul etmez."

Seyit Salih: "Devlet olmadan rütbe takmamız mümkün değildir. Bunu ilke edinmişiz. Ben bile kendimi bir Peşmerge olarak kabul ediyorum. Bayrağımız yolda bir defa ve tek bir yerde kullanılır. O da rahmetli Molla Mustafa Barzani'nin ölüm yıldönümünde, kardeşi Mehmet Halit Barzani tarafından asılır"
Namaz kılmak için bidden izin isteyen komutan ve Peşmerge'ler'i şaşkınlıkla seyrediyorduk. Savaş ortamında, silahların gölgesinde namaz kılabilceklerini hiç düşünmemiştik. Savaşın bile ibadetlerine engel olmasına izin vermeden bu insanlara, kendimizi daha yakın hissettik

SİLAHLARIN GÖLGESİNDE NAMAZ KILAN PEŞMERGELER

Kadınlarla ilgili sorumuzda da cevapladıktan sonra komutan Seyit Salih namaz vaktinin geldiğini belirterek namaz kılmak için bidden izin istedi. Oyuğuna bir nöbetçi diğer Peşmerge'lerle birlikte kurmuş bir dereye oturup namaz kilmaya başladı.
Komutan ve Peşmerge'leri şaşkınlıkla seyrediyorduk. Savaş ortamında, silahların gölgesinde namaz kılabilceklerini hiç düşünmemiştik.

Savaşın bile ibadetlerine engel olmasına izin vermeden bu insanlara, gördüğümüz bu manzara karşısında kendimizi daha yakın hissettik.
Namaz bittikten sonra Peşmerge'ler silahlarının bakımını yapmak üzere bir kenara çekilirken, komutan da bizim yanımıza döndü ve "Devam edelim" dedi.

"Bizim Lak-İ'e götürebilir misiniz?"
"Şu anda mümkün değil. Çünkü burarlarda ne kadar kalacağımızı bilmiyorum. Ben emirleri "Lena" merkezinden Mehmet Barzani'den alırım. Oradan emir gelene kadar Lak-İ'e dönmeyim."
"Bizi oraya götürebilir misiniz?"

"Sizi götürebilirim ama, yanınıza ben olmayınca orada hiçbir şey yapamazsınız. Orada sizlerle konuşabilecek benden başka yetkili yoktur. Onun için benim dönmemi beklemeniz gerekir."

Konusmamız sırasında komutan Seyit Salih'e ağır silahlarının fotoğraflarını çekmek istediğimizi belirttik.
Komutan Seyit Salih bu yetkiye sahip olmadığını, Lena merkezinden izin alması gerektiğini, bunun da uzun bir zaman alacağını söyleyerek ellerindeki diğer hafif silahların fotoğraflarını çekebileceğimizi belirtti.

"Savaşta yara alan askerlerinizi ve hastalarınızı nasıl tedavi ediyorsunuz, hastanemiz var mı?"
"Teşhirden yapılmış konutları hastane olarak kullanıyoruz. Ameliyathanelerimiz burada tedavi ediyoruz. Bu hastanelerin muhtakkak 3 operatörü ve çok sayıda doktoru vardır. Operatörlerimiz ve doktorlarımız çok başarılıdır. Hepsi yurt dışında eğitim görmüşlerdir. Doktor Rızgar ve yardımcı doktor Serdar ekseri yaralama ameliyathaneleri yaparlar ve her ameliyatta da başarılı olurlar."

"Hemşireleriniz var mı?"
"Bizde kamp kadınları giremez. O yüzden hastanelerde hemşirelerimiz olmaz. Yalnız mahiyelerimiz vardır."

VARIN: TÜRKİYE'NİN HİÇBİR ZAMAN DÜŞMANI GÖRMEYİZ

Komutan
Seyit Salih
şehit olan
büyük
liderlerin
kendilerine
miras
bıraktığı
sözü devamlı tekrarlıyor:

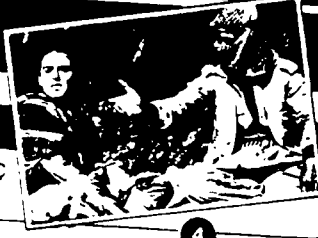
SINIRIN ÖTESİNDEN

TERÖR YOLLARINDA
7 GÜN 7 GECE

Kuzey Irak'taki ilk kadın gazeteci

ŞEHNAZ KAPLAN

FOTOĞRAFLAR: SELAHATTİN AKKOÇ
HUSAMETTİN KARANFİL



"Türkiye'yi hiçbir zaman düşman olarak görmedik"



Barzani Peşmergeleri'nin nöbete geçmeden önce onlar için çok önemli olan silah bakımını yaparlar. Bu işi her gün mutlaka yaparlar. Fotoğrafta,

Kuzey Irak'ın değişik bölgelerinde, adamlarının bütün ihtiyaçlarını en iyi şekilde götüren Komutan Seyit Salih, komşu ülke Türkiye'yi hiçbir dönemde kendilerine düşman olarak görmediklerini belirtir. Seyit Salih Türkiye hakkındaki görüşlerini şöyle dile getirdi:

"Biz Barzani Partisi (İKDP) olarak, asırlardan beri Türkler'i kendimize düşman görmedik. Buna karşılık Türkiye bize düşman olmadıkça, şehit olan büyük Komutanlarımızın bize bıraktıkları söz üzerine biz Türkiye devleti ve askerlerine düşman değiliz, hiçbir zaman da olmayacağız. Her zaman onları kendimizle dost olarak göreceğiz."

PKK'nin rejimini açıklasınlar. Biz bir İslâm örgütü olarak kurulduk. PKK ise bir sosyalist örgüt olarak kurulmuştur. Buna göre amacımız ve hedefimiz bir olamaz" şeklinde konuştu.

"burun bu konuşmaları duyanlar Mesut Barzani adına vafatı gücü olduğunu da belirtir. Komutan Seyit Salih, "Çünkü liderimiz düzenlediği her toplantıda benim burada anlattıklarımla israrla tekrarlar. Biz Türkiye'nin dostluğu bizimle Molla Mustafa Barzani'den kalmadır. Onun için bu dostluk çok önemli taşıyor ve devam edecektir" dedi.

"50 MİLYONA KARŞI KAZANÇLI OLAMAZLAR"

Komutan Seyit Salih, "Apocu"lar diye tanıdığı bir grup Peşmerge, ellerindeki Kalaşnikof silahlarının bakımını yaparken.

karşı da propaganda yapar. Bize karşı. Buna rağmen biz bu gibi örgütlerin kesinlikle içimizde girip çıkmalarını kabul etmiyoruz. Bu örgütler her ne kadar "Bis güçlü bir örgütüz, Türkiye Cumhuriyeti'nin içinde sınıyoruz" deseler dahi, böyle örgütlerin 50 milyonluk bir ulkëve karşı başarılı ve kazançlı olabacaklarını inanmıyoruz."

Komutan, PKK örgütü hakkında şunları söyledi: "Türkiye'ye bizim onları beslediğimiz söylene dahi, bu örgüt sizin topraklarınıza nasıl girip çıkıyorsa, aynı şekilde bizim bölgelerimize de girebilir. Bu sözlerime inanmayanlar olursa, bizim ve PKK'nın rejimini açıklasınlar. Biz bir İslâm örgütü olarak kurulduk. PKK ise bir sosyalist örgüt olarak kurulmuştur. Buna göre amacımız ve hedefimiz bir olamaz..."

Seyit Salih, İran-İrak savaşında İran yanlısı görünüyor. Sebep olarak da Irak hükümetinin kendilerine hiçbir konuda yardımcı olmadığını, eziyet ettiğini ve hattâ tanımadığını söylüyor. Bunun için de savaşta İran'ın kazanmasını istiyor

Komutan Seyit Salih, İran-İrak savaşı hakkında ki sorumuza ise, "İrak hükümeti bize hiçbir konuda yardımcı olmavıp, bizi tanımıyor. Zaman zaman bize eziyet de ediyor. Bu yüzden bu savaşta İran'ın kazanmasını istiyoruz. Bizim açımızdan da çok iyi olur" şeklinde cevap verdi.

"TALABANI İLE ARAMIZDAKI KAN DAVASI KALKTI"

Komutan Seyit Salih, Talabani ile ilişkileri hakkında ise şunları söyledi:

"Celâl Talabani örgütü 1966 tarihinde Irak Kürdistanı'na büyük bir helâkîyet yapıyor. Bu yüzden onlar-

la aramızda düşmanlık doğdu. Her iki taraftan da binlerce şehit verildi. 1980'den bu yana ise bu kan davasını ortadan kaldırdık. Birbirimize artık düşman değiliz. Buna rağmen sadık dost da sayılmayız. Duyduğumuz kadarıyla Irak hükümetine karşı mücadele veriyor. Onunla da hiçbir şekilde irtibatımız yoktur."

"KÜRT DEVLETİNİ İRAK TOPRAKLARINDA KURACAĞIZ"

Yıllardır Irak hükümetiyle savaşarak bir Kürt devleti kurmayı amaçladıklarını belirten Komutan Seyit Salih, "Biz Kürt devletini asırlardan beri Irak bu-



Peşmergelerin çoğu illerinde nöbete bekliyorlar. Ağaç ortasında ve değişik mevzilerde belirlenen taşların arkasında, sıralı duruşta bekleyen diğer Peşmergeler. Bu görüntülere yol bulamazlar.

kümetine karşı mücadele vererek kurmak istiyoruz. Kurdistan Demokrat Partisi'ni kesinlikle Irak toprakları içinde kuracağız. Başka bir devletin toprağında gözümüz yok. Amacımıza ulaşana kadar mücadelemizi yılmadan sürdüreceğiz" dedi.

YARIN: 4 KAMP TA 6 BİN PEŞMERGE VAR

'PKK, KIŞKIRTICI AJAN'

Fransa'da yayınlanan 10 "Le Monde Diplomatique" gazetesine göre, PKK ortak cephe kurmak için öteki Kürt partilerine çağrı yaptı, ama hiçbir parti bu çağrıya yanıt vermedi.

MİLLİYET HABER MERKEZİ

FRANSA'da yayınlanan dün-raca 10'lu "Le Monde Diplomatique"de, Ortadoğu'da Kürt Sorunu ile ilgili olarak yayımlanan geniş araştırma-

da, PKK'ın önce yalnız kaldığı ve diğer Kürt örgütlenince tecrübe edildiği belirtildi.

Christiane More imzasıyla yayınlanan araştırmada, PKK'nın 21 Mart 1985'te, bir Kürdistan ulusal cephesi kurmaya kalktığı, ancak bugüne kadar hiçbir Kürt partisi ve örgütüne bu çağrıya uymadığı anlatıldı.

Yazıda, Ortadoğu ülkelerindeki tüm Kürt partisi ve örgütlenim, PKK'

nan Türkiye'de silahlı mücadele girişimlerini keskinlikle karşı çıktıkları da vurgulanarak, "Öteki Kürt grupları, silahlı eylemler girişimlerini gerektirilmeli belirtildi, PKK'yı yalnız bırakıldı" denildi.

'PKK AJAN PROVOKATÖR'

Le Monde'un Ortadoğu Sorunları Uzmanı Christiane More, yazısında, bölgedeki Kürt partisi ve örgütlenim PKK'yı çok sıvı bulduğunu ve ajan provokatör (kişileri ajan) olarak nitelendirmişti yazıda.

Le Monde'un geniş kapsamlı araştırmasına göre, PKK'ya şimdiye kadar kendi ülkelerinde ve bünyesinde yer veren Irak Kürt Demokrat Partisi dahi, 1985 yazından itibaren bu örgütü dışladı.

Le Monde'un yazısında, PKK

ın Fransa'da da artık zor günler yaşadığı anlatıldı. Fransız polisinin son aylarda PKK'ya yakın Kürdiler üzerinde denetimini önce yoğunlaştırarak ve Paris'teki Kürt Eskiöğütü'ne yardımını durdurduğu belirtiliyor.

Cumhuriyet 13.10.1986

Bölücüler yine can aldı 3 ölü

SIRNAK (A.A.) — Sirt'in Şirnak ilçesinde köy basan bölücü çete mensupları üç kişiyi öldürdüler.

A.A. muhabetinin edindiği bilgiye göre, dün öğle saatlerinde merkez Cinaver mezarına bir grup bölücü çete mensubu geldi. İsmail Çakan'ın evine uğrayan bölücüler ekmeğe istedikler. Bölücü çete mensuplarının bu isteğini geri çeviren İsmail Çakan ve oğlu Hacı ile Münir Çakan şakilerin açtığı ateş sonucu öldüler. Olaydan sonra kaçan bölücülerin yakalanması için bölgede geniş çaplı operasyona başlandığı bildirildi.

Cumhuriyet 12.10.1986

PKK, köprü mayınladı

ZIYA AKSOY

DIYARBAKIR — Mardin'in Ömerli ilçesinde yasadışı bölücü PKK örgütüne mayınlanan köylerden geçen bir minibüs parçalandı. Patlama sonucu minibüste bulunan 5'i köy korucusu 6 kişi yaralandı.

Mardin Valisi Alaattin Turan'dan alınan bilgiye göre, İki-pınar köyünden Ömerli ilçesine gelmekte olan Hüseyin Gündüz'ün kullandığı 47 AT 460 plakalı minibüs, küçük bir köprüden geçerken patlama oldu. Yasadışı PKK militanları tarafından köprüye daha önceden mayın yerleştirildiği belirlendi. Patlamada minibüsün ön kısmı parçalandı ve sürücü Hüseyin Gündüz ile köy korucuları Altı Demircan, Şakir Yıldırım, Abdulkadir Özetik, İsmail Demir-

can ve Hüseyin Demircan ağır yaralandılar.

Bacağı kopan minibüs sürücüsü Hüseyin Gündüz, Diyarbakır Tıp Fakültesi Hastanesi'ne, diğerleri ise Mardin Devlet Hastanesi'ne kaldırıldılar. Hüseyin Gündüz, olayı Cumhuriyet muhabetine şöyle anlattı:

"Ömerli ilçesine bağlı İki-pınar köyü muhtarının kardeşiyim. Minibüsümde iş yapıyoruz. Olay günü sabah ilçedeki jandarma karakolundan silahlarını değiştirecek olan 5 köy korucusunu da alarak köyden ayrıldık. Yol bozuk olduğundan ağır hareket ediyorduk. Yolun bir bölümünde küçük bir köprü vardı. Bu köprüden üzerinden geçerken birden bire büyük bir patlama oldu. Bayıldığım için patlamadan sonra som hatırlayamıyorum."

Hainler 3 kişiyi daha öldürdü

SIRT'in Şirnak ilçesine bağlı Merkez Cinaver Mezarındaki olayda İsmail Çakan adlı yurttaşla Hacı ve Münir adlı iki ölü PKK militanlarına kurşuna dizildi.

SIRNAK, ÖZEL

BÖLÜCÜ PKK militanları, Sirt'in Şirnak ilçesinde bir baba ile iki çocuğunu öldürerek kaçtı, dün sabah saatlerinde Merkez Cinaver Mezarına bir grup bölücü çete mensubu geldi. İsmail Çakan'ın evine uğrayan bölücüler ekmeğe istedikler. Bu işi geri çeviren İsmail Çakan ve oğlu Hacı ile Münir Çakan şakiler tarafından kurşuna dizildi.

Olaydan sonra kaçan bölücülerin yakalanması için bölgede geniş çaplı operasyona başlandığı bildirildi.

Tercüman 15.10.1986

Bölücü çete köy bastı, işkence yaptı, ev yaktı: 1 ölü

ULUDERE. (A.A.) — Hakkari'nin Uludere ilçesine bağlı Taşdelen köyüne cumartesi gecesi geç saatlerde baskın düzenleyen bölücü çete mensupları, bir aileyi işkence yaparak, evlerini yaktılar. Çete mensupları kaçarken çevreye açtıkları ateş sonucu bir kadını da öldürdüler. Edinilen bilgiye göre, Türkiye-İrak sınırı yakınlarındaki Taşdelen köyündeki olay şöyle gelişti:

Bir grup bölücü çete mensubu, gece geç saatlerde Taşdelen köyüne gelerek köy korucusu Nasir Kaya'nın evini bastı. Köy korucusunu nöbete olduğu için evde bula-

mayan çete mensupları, Nasir Kaya'nın eşi ve 5 çocuğunu işkence yapmaya başladılar. Daha sonra evdeki eşyaya üzerine benzin dökerek ateş veren çete mensupları kapıyı kilitleyip olay yerinden uzaklaştılar.

Yangın ve evden gelen seslerle uyanan öteki köy korucuları ve vatandaşlar, yakılmak istenen aileyi kurtardı.

Bu sırada çete mensuplarının kaçarken çevreye açtıkları ateş sonucu Esmer Öznel adındaki yaşlı kadın vurularak hayatını kaybetti.

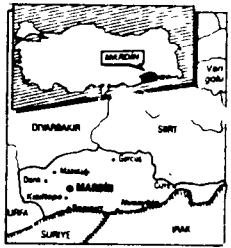
Cumhuriyet 18.10.1986

Bölücü saldırdı 1 şehit, 1 yaralı

MARDİN, (Cumhuriyet) — Kızıltepe'nin Şenyurt kesiminde önceki gece saat 21.00 sıralarında devriye gezen jandarma ekibine teröristler tarafından açılan ateş sonucu bir jandarma eri şehit oldu, bir er de yaralandı.

Önceki gece Şenyurt'ta devriye gezmekte olan güvenlik ekibine bir takasiden ateş açan ve 4 kişi oldukları sanılan teröristlerin yayılımı ateş sırasında Kâmil Tok adlı er şehit olurken, Erdal Demir de yaralandı.

Yaralı er Erdal Demir Mardin Devlet Hastanesi'nde tedavi altına alınırken, teröristlerin yakala-



lanması için başlatılan seri operasyonlar da genişletilerek sürdürülüyor.

Cumhuriyet 20.10.1986

Vali Peker: PKK eylemleri gerilla macerasıdır

SIRT, (Cumhuriyet) — Sirt Valisi Selami Peker iki yıldır Ş. Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde devam eden PKK eylemlerini "gerilla macerası" olarak tanımladı. Vali Peker, düzenlediği toplantıda PKK'ların Sirt'i çoğaltı konusunu nedeniyle eylem alanı seçtiklerini belirterek, hainin gelip olaylardan büyük yararlı duyduğunu söyledi. Sirt Valisi Peker, PKK eylemlerinin Türkiye'ye yönelik bir hareket olduğunu belirterek, "Bizimde olayları okuyunlar 'Acaba eşyaya halktan destek mi görüyor?' diye soruyor. Oysa halk bu olayları lanetlemektedir. PKK'lılar arazi yapısı uygun olduğundan Sirt'e eylemlerini sürdürüyor. PKK'lılar köye hizmet götürmesini kesinlikle istemiyorlar. Çünkü onlar bu bölge insanının sıkıntı içinde kalmasını istiyorlar. Dolayısıyla daha kolay istismar ediyor" dedi.

PKK militanları, Mardin'de roketatar kullandı

Radarsız üssüne saldırı

- Bölücü teröristler, bir radarı tahrip ettiler. Saldırı sırasında ölen ya da yaralanan olmadı
- Olay üzerine bölgede geniş çaplı bir operasyon düzenlendi. Teröristlerin karanlıktan yararlanarak olay yerinden kaçtığı bildirildi
- Eylemlerini sürdüren bölücü PKK militanlarının radar üssüne yaptıkları saldırı ile sesli yeni deneyim yapmak istedikleri ileri sürüldü

MARDİN, ÖZEL
DOĞU ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde 2 yılı aşkın süredir kanlı eylemlere giren, genellikle askerlere pusu kuran PKK militanları, ilk kez bir hava üssüne roketatarla saldırıya giriştiler. Sirt'in Eruh, Hakkâri'nin Şemdinli ilçelerinin 15 Ağustos 1984 tarihinde PKK militanları tarafından basılmasıyla başlayan eylemler, önceki gün yeni bir boyuta ulaştı

Kısa bir süre önce bir otoban askeri denetim noktası olarak kullanılan, 1. eri de yaralayan PKK militanları, bu kez Mardin Hava Üssüne saldırdı.

Yer konumu bakımından bir dağın eteğinde bulunan Mardin'deki hava üssü yakınlarına gelen 4 militan saat 20.00 sıralarında roketatarlarla ateş açtı. Tüm kentte korku ve heyecan yaratan patlamada saldırının hava üssünü hedef aldığı anlaşıldığına bölgede geniş çaplı operas-

yon başlandı. Ancak, teröristler karanlıktan yararlanarak kaçılar. Sadece 1 kez ateş açarak radarları da birinde hasar yaratan militanların sakalanabilmesi için olağanüstü önlem alındı. Ölen veya yaralanan olmadı. Saldırı sırasında hasar gören radarın onarımına başlandı. Çalışmaların ne zaman bitebileceği konusunda açıklama yapılmadı.

Silahli Kuvvetler'in 15 Ağustos 1986 sabahı gerçekleştirdiği "sarı ötesi harekâtına" sonra, Kuzey

Irak'ta istenen ölümlerde bulunma olanağı bulamayan PKK militanlarının bu yeni saldırısı kısa süren sesizlik ardından yeniden eylemlere girişime başladığının belirtisi sayılıyor.

Kızıltepe'deki olayda ilk kez bir otoban PKK militanlarınca kullanılması aradan geçen eylemlerle korunan radar üssüne karşı girişilen son eylem PKK'nun yeni terör bölgesini Mardin olarak seçtiğini gösterdi.

Cumhuriyet 21.10.1986

Canver ve Batumlu için yeterli imza toplanamıyor

Dokunulmazlık kaygısı sürüyor

TBMM Anayasa ve Adalet Karma Komisyonu'nda dokunulmazlıklarının kaldırılması kararlaştırılan, SHP Adana Milletvekili Cüneyt Canver ile DYP İstanbul Milletvekili Sabit Batumlu'nun dosyalarının yeniden görüşülmesi için gerekli 22 imza toplanamadı. Karma Komisyon'da SHP'nin 11, DYP'nin 4 üyesi var.

Canver'in dokunulmazlığının kaldırılması sırasında çekimser oyan kullanan iki SHP milletvekili Şevki Taştan ile Mustafa Çelebi disiplin kurulu yolunda.

ANKARA, (Cumhuriyet Burosu) — SHP Adana Milletvekili Cüneyt Canver hakkında Cumhurbaşkanına hakaret ettiği, DYP İstanbul Milletvekili Sabit Batumlu hakkında da evrakta sahtekârlık yaptığı gerekçesiyle TBMM Anayasa-Adalet Karma Komisyonu'nda alınan dokunulmazlıklarının kaldırılması kararının genel kurulda görüşülmesi bir süre için ertelendi. Karma Komisyon Başkanlığı, SHP Grup Başkan Vekili Seyfi Oktay'ın başyurdu üzerine, komisyon raporunun TBMM Başkanlığı'na sunulmasını ertelendi. Ancak SHP'liler, Canver'in durumunun yeniden görüşülmesi için gerekli olan 22 imzayı bir türlü toplayamadılar.

SHP Genel Merkez ve grup yöneticilerinin dün de süren çabaları ile yeniden görüşme önergesi için ancak 6 imza toplandı. SHP yöneticileri önergeye Karma Komisyon'un DYP ve ANAP'li üyelerinin de imza atması için girişimlerde bulundular. Ancak, ANAP'li komisyon üyeleri, yeniden görüşme için imza veremeyeceklerini bildirdiler.

Karma Komisyon'un dokunulmazlıkların kaldırılması kararına karşı çıkan ANAP'li üyelerinden İhsan Tomuş yeniden görüşme için bir neden olmadığını bildirenler, komisyon bundan sonra genel kurulda karara bağlanması gerektiğini savındı. Tomuş, yeniden görüşmenin, ancak usul yönünden eksiklikleri bulunması durumunda yapılabileceğini söyledi.

Karma Komisyon'da dokunulmazlıkların kaldırılması kararı

alınırken, çekimser kalan 2 SHP Milletvekili Şevki Taştan ve Mustafa Çelebi'nin Parti Disiplin Kurulu'na verilmesi için girişimlere başlandı. Taştan ve Çelebi'nin tavri ile ilgili olarak SHP Genel Merkezi'ne çeşitli il ve ilçe örgütünden çok sayıda protesto telgrafı geldiği öğrenildi. Telgraflarda Taştan ve Çelebi'nin partiden ihraç istendi.

Şevki Taştan ve Mustafa Çelebi'nin durumları, SHP TBMM Grup Yönetim Kurulu'nun Genel Sekreter Fikri Sağlar'ın da katıldığı dünki toplantısında değerlendirildi. Taştan ve Çelebi'nin disiplin kuruluna verilmesi konusunda önumuzdeki pazarlığı günü yapılacak MKYK toplantısına da getirileceği bildirildi. MKYK üyesi Turgut Atalay'ın bu konuda bir çalışma yaptığı ve

Canver'in dokunulmazlığının kaldırılması kararının yeniden görüşülmesi için işbirliği yapan 2 partiden SHP'nin Karma Komisyonu'nda 11, DYP'nin ise 4 üyesi bulunuyor. Komisyonun HDP'nin ise 2 üyesi var. Yeniden görüşme için 22 imza gerekli olduğundan, SHP'liler imzalarını tamamlaması amacıyla ANAP'li üyelerle de görüşecekler.

Yeniden görüşme gerçekleştirildiği takdirde Karma Komisyon'un TBMM Başkanlığı'na sunulacak raporu basılıp milletvekillerine dağıtıldıkdan 48 saat sonra genel kurulda görüşülecek. Canver ve Batumlu hakkındaki son söz genel kurul söyleyecek.

Genel kurulda yapılacak oylama için partilerin Meclis gruplarında bir görüşme yapılmayacak ve karar alınmayacak.

suzlukları Araştırma Komisyonu Başkanı Cüneyt Canver, dün seçim bölgesi Adana ve hafta sonunda Belediye Başkanı seçimi yapılacak olan Silifke'yi gezdi.

Anayasa-Adalet Karma Komisyonu Başkanı Kâmil Tuğral Çoşkunoglu, Canver ve Batumlu'nun dokunulmazlıklarının kaldırılmasına ilişkin raporu dün TBMM Başkanlığı'na sunmadan önce SHP Grup Başkan Vekili Seyfi Oktay, kendisine yazılı olarak başvuru bulundu. Oktay, yeniden görüşme önergesi için imza toplama çalışmalarının sürdürüldüğünü ve raporun başkanlığa verilmesini geciktirilmesini istedi. Karma Komisyon Başkanı Çoşkunoglu, SHP'lilerin bu isteği üzerine raporu TBMM Başkanlığı'na sunmayı yarına bıraktı.

Dokunulmazlıkların kaldırılması kararının yeniden görüşülmesi için işbirliği yapan 2 partiden SHP'nin Karma Komisyonu'nda 11, DYP'nin ise 4 üyesi bulunuyor. Komisyonun HDP'nin ise 2 üyesi var. Yeniden görüşme için 22 imza gerekli olduğundan, SHP'liler imzalarını tamamlaması amacıyla ANAP'li üyelerle de görüşecekler.

Yeniden görüşme gerçekleştirildiği takdirde Karma Komisyon'un TBMM Başkanlığı'na sunulacak raporu basılıp milletvekillerine dağıtıldıkdan 48 saat sonra genel kurulda görüşülecek. Canver ve Batumlu hakkındaki son söz genel kurul söyleyecek. Genel kurulda yapılacak oylama için partilerin Meclis gruplarında bir görüşme yapılmayacak ve karar alınmayacak.

22.10.1986 Cumhuriyet 24.10.1986

Bölücüler saldırı: 2 ölü

Heber Merkez — Eruh ve Adıyaman'da bölücülerin saldırısında bir er şehit oldu, bir gece bekçisi öldürüldü.

Sirt'in Eruh ilçesine bağlı Dikboğaz köyünde devriye gezin iki jandarma erine, pusu kuran bölücü PKK militanları tarafından saldırı yapıldı, saldırı sırasında jandarmaların birisi ölüme uğradı, diğerleri yaralandı. İlginç olaydan sonra kaçan PKK militanlarının ya kalanması için bölgede geniş çaplı operasyonlara başlandığı öğrenildi.

Adıyaman'daki olayda ANAP'li Başkan Zeynep Ateş'e saat akaryakıt istasyonuna bölücülerin saldırısı sonucu meydana geldi. Adıyaman Kâbla karayolunun 10. kilometresinde Kurşun mevkiinde bulunan akaryakıt istasyonuna, sayıları ve kimlikleri belirlenmeyen bölücü çete mensuplarına açılan ateş sonucu, istasyonda bulunan gece bekçisi Mehmet Çevik (47) yaşamını yitirdi.

Bölücülere yataklıktan 44 köylü yakalandı

CENGİZ MUMAY

SİİRT — Güvenlik kuvvetlerinin Sirt ve Hakkâri'de gerçekleştirdikleri operasyonlarda, yasadışı PKK örgütü militanlarına yataklık ettikleri sanılan 44 köylü gözaltına alındı.

Edinilen bilgiye göre, çeşitli duymaları ve bulguları değerlendirilen güvenlik kuvvetleri, Sirt'in Şumak ve Hakkâri'nin Çukurca ve Uludere ilçelerine operasyonlar düzenlediler. Adları daha önceden belirlenen ve gözaltına alınan 44 kişiden sorgusuz sürüyor. İlk aşamada sorgulanılardan 4'ünün serbest bırakıldığı öğrenildi. Diğer 40 kişinin sorguturması sürüyor.

Güvenlik kuvvetlerinin son eylemlerden sonra bölgede operasyonlarını sürdürdükleri belirlenirken, gözaltına alınanların kimlikleriyle ilgili bilgi alınmadı.

Tercüman 20.10.1986

PKK'ya karşı irşad ekibi kuruldu

Hesamet'in KARANFİL

SİİRT, (Tercüman) — Doğu Sive Güneydoğu Anadolu bölgesinde eylemlerde bulunan yasadışı bölücü "PKK" örgütüne karşı halkı aydınlatmak amacıyla Diyanet Yüksek Din İşleri Kurulu tarafından bir "irşad ekibi" oluşturularak bölgeye gönderildi.

İrşad ekibi, ilçe ve köylerde giderek camilerde, köy odalarında ve köy kahvelerinde toplu halde halka vaazlar ve konuşmalarla bölgede eylemlerde bulunan PKK örgütüne karşı uyanık olmalarını, onlara kanmalarından dolayı güçlerine vardıkları malvarlıklarını kaybetmelerini

Nedeni belirlenemedi

Petrol Boru Hattı'nda patlama

Kerkük - Yumurtalık Petrol Boru Hattı'nın, Araban ilçesine bağlı Ziyaret Köyü yakınlarından geçen bölümünde, nedeni henüz belirlenemeyen bir patlama oldu. 300 varil ham petrol çevreye yayıldı.

Patlamayı farkeden kontrol memuru, durumu jandarmaya haber verirken, BOTAS Bölge Müdürüğü yetkilileri, "Biz bir şey bilmiyoruz" dediler.

ARABAN, (Gaziantep). (İha) - Kerkük-Yumurtalık Petrol Boru Hattı'nın Gaziantep'in Araban ilçesine bağlı Ziyaret Köyü yakınlarından geçen bölümünde bir patlama meydana geldi.

Minan bilgilere göre, Irak'tan Yumurtalık'a ham petrol aktarım boru hattında nedeni henüz tam olarak belirlenemeyen bir patlama olduğunu ve

ham petrolün çevreye yayıldığını gören kontrol memuru Tahir Bozrak durumu jandarma yetkililerine bildirdi. Araban'ın Ziyaret Köyü yakınlarında boru hattının geçtiği bölüm bir anda ham petrol gırtlı haline geldi. Yaklaşık 300 varil petrolün çevreye dağıldığı tahmin ediliyor. Jandarma, petrolün dağıldığı alanda geniş güvenlik önlemleri aldı. Bölgeye kimseyle yaklaştırmadı.

Boru hattındaki akışın Arıya man'daki valflerden kesildiği bildirildi.

Öte yandan, Çeşan'daki BOTAS Bölge Müdürlüğü yetkilileri, "Biz bir şey bilmiyoruz" dediler. Konuyla ilgili olarak görüşüne başvurduğumuz BOTAS Genel Müdürü varidimci Fatih Ocak da patlama olayını doğrulamadı. Fatih Ocak, saat 17:00 aralarında yapılan telefon görüşmesinde "Biraz önce bazı gazeteler aradı. Bölge müdürlüğü yetkilileri ile görüştüm. Boru hattında normal akış devam ediyor. Patlama olayı

otomatik devre pompalamayı amaçla keser" dedi.

Bu çelişik bilgilere ek olarak bölgede BOTAS ile ilgili çalışmalar yapan bir firmanın yetkilileri çevreye yayılan ham petrolün süpürme borularla patlama halinde meydana gelen bir delirmeye sonucu çevreye yayıldığını, netlikim bu bölgede boruların değiştirilmesini talep ettiler. Ancak bu talep, daha önce de buna benzer patlamaların Arıya man'daki valflerin kapatılmasıyla önlenmiş olduğu belirtiliyor.

Milliyet

27.10.1986

Boru hattı ve İpek Yolu için yabancı iddia: "Sabotaj olasılığına karşı Türkiye ve Irak işbirliği"

Mehmetcik güvencesi

Milli Güvenlik Kurulu yarın toplanıyor

Kerkük gündemde

ANKARA ÖZEL Milli Güvenlik Kurulu yarın sabah 10.00'de toplanacak. Evren başkanlığında toplanarak, sikiyönetim ve olağanüstü hali kaldırılacağı illele irtica faaliyetleri ve Kerkük sorunu nu görüşecek.

- Evren'in başkanlığındaki toplantıda, Diyarbakır, Mardin ve Van da sikiyönetimin kaldırılması ve irtica sorununa ilişkin raporlar da görülecek.
Iran-Irak savaşına ilişkin olarak ortaya atılan iddiaların da görüşüleceği Milli Güvenlik Kurulu'nda bir durum değerlendirilmesi yapılacak.
MCK, ayrıca irtica olayları konusunda, yetkili organlar tarafından hazırlanan raporları da görüşecek.

Diyarbakır, Mardin ve Van illerinde hilen uygulanmakta olan sikiyönetimin kaldırılması, bu illerde sikiyönetim halinden edilmesinin bu konuda öncülük bekleniyor.
Iran-Irak savaşına bağlı olarak ortaya atılan iddialar da kurulda ele alınacak.
Yabancı kaynaklı iddialar da kurulda ele alınacak.
İrtica faaliyetleri de görüşülecek.
Blünderi, Sabotaj İran'in

Yabancı kaynakların ilginç iddiası

'İpek Yolu'nu Türk askeri bekliyor

Irak kerkük-Yumurtalık petrol boru hattını korumak için adeta etten duvar oluştururken, Barzani'nin son saldırıya hazırladığı iddia edildi.
Yabancı kaynaklar, gerek petrol boru hattına, gerek İpek Yolu'na yönelik Peşmerge tehditlerini nedeniyle Türkiye'nin bu onlemler almak zorunda kaldığını, bu askeri onlemlerin İran'a karşı herhangi bir biçimde Irak'ı desteklemek anlamına gelmediğini belirtiyorlar.
Yabancı kaynaklar, Türkiye'nin sadece kendi ekonomik çıkarlarını korumayı amaçladığı görüşünde birleşiyorlar.
İran yanlısı bazı karsan radyolar, her ne kadar Türkiye'nin Irak Hükümeti'ne arka çıktığını öne sürüyor da, Batılı haber kaynakları, Türkiye'nin temel hedefinin İrtica

470 kilometresi tamamlandı

2. boru hattının yarısı hazır

470 kilometrelik kısmı tamamlanan Boru hattının 1987 yılının Mart ayında hizmete girmesi bekleniyor.
Geçen Mayıs ayında ihalesi 176 milyon liraya Teksan'a verilen Kerkük-Yumurtalık 2 petrol boru hattı 940 kilometre uzunluğunda olup halen 470 kilometre 150 metre boru döşeniyor.

CEYLANPINAR ÖZEL Boru hattının 1987 yılında hizmete girmesi bekleniyor.
İrtica faaliyetleri de görüşülecek.
Blünderi, Sabotaj İran'in

- Çeşitli ajans ve korsan radyolar Irak ta Türk askerinin boru hattının paralelindeki İpek Yolu nu beklediğini, 2 bin 500 askerin bu amaçla Irak topraklarında bulundurulduğunu öne sürdü.
Irak, Kerkük-Yumurtalık petrol boru hattını korumak için adeta etten duvar oluştururken, Barzani'nin son saldırıya hazırladığı one sürüyor.

Evren başkanlığında KERKÜK TOPLANTISI



Sikiyönetim Peşmergelerin saldırı tehdidi nedeniyle, Batılı kaynaklara göre Irak birlikleri Kerkük - Yumurtalık petrol boru hattı boyunca bir asker duvarı örüyor. Türk birlikleri de ihracatın kesintisi ve uğramaması için boru hattına paralel giden İpek Yolu'nun Kuzey Irak'taki kesimini koruyor.

MILLİYET HABER MERKEZİ TÜRKİYE'nin Güneydoğu sınırında dinlenebilen bazı korsan radyoların yanı sıra, Batılı bazı haber kaynakları, gerek Kerkük-Yumurtalık petrol boru hattına, gerek Bağdat-Haber İpek Yolu'na yönelik Iraklı Kürt sabotajlarına karşı Türk ve Irak askerî birliklerinin Kuzey Irak'ta işbirliği yaptığını öne sürüyor.

Ankara'da resmen doğrulanmayan memur olmayan habercilere göre, bir kısımda İpek Yolu'na paralel giden petrol boru hattında Irak Silahlı Kuvvetleri, İrtica faaliyetleri ve Kerkük sorunu nu görüşecek.
Blünderi, Sabotaj İran'in

oturtuyordu: "Yurtta sulh, cihanda sulh". Aslında bu motto'yu daha da anlamlı kılan şey, bu statükocu ilkeyi dile getiren insanın, anti-statükoculuğun dik âlâsından gelmekte oluşu muydu? Birinci Dünya Savaşı'nı sona erdiren antlaşmalara karşı ilk dikilen ve üstelik istisnasız herkesin yıldığı koşullarda bu amaçla silaha sarılan bizzat bu insan olmuştur. Ama, statükoyu yaşamsal anlamda kendi lehine değiştirdikten, yani bağımsızlığını kazanıp da kendine yetebilecek bir ulusal devlet kurduktan sonra, artık elindeki kaptırmamaya bakan bir "Yurtta sulh, cihanda sulh" ilkesini ortaya atmıştı. Zaten Atatürk Türkiye'si'nin o günlerin diğer anti-statükocu (revizyonist) ülkelerinden, örneğin, Hitler Almanyası'ndan çok önemli bir farkı da, nerede durup da artık statükoyu korumaya başlayacağını bilmiyordu. Durmayı bilmek, ilerlemeyi bilmekten daha önemliydi.

1986 Türkiye'si'nde başka bir ülkenin toprağını kargaşadan yararlanıp işgal etmek düşülebildiğine göre, 1986 Türkiye'si'nin, mantıken Atatürk dönemi koşullarından daha iyi bir uluslararası durumda olduğu anlaşılıyordu. Oysa, tam tersine, Türkiye'nin başı komşularıyla hiç bu kadar derinde olmamıştı. Haritayı karşısına alıp da iki dakika bakan herhangi birine hafakanlar basabiliirdi.

SSCB, Bulgaristan Türkleri olayına göz yumuyor, Karadeniz'de FIR hattı olayı ve kalkan yaşağı çıkıyor, Süleymanov'u iade etmiyor, Türk Başbakanına Moskova'da ikinci sınıf muamele yapıyor, hepsinden de önemlisi, Türkiye'nin can damarı olan Kıbrıs sorununu uluslararası platforma çıkararak açıkça Yunanistan'ı destekliyordu.

Güneydoğu komşularımıza gelince, burada altı yıldır sürüp giden savaşa bulaşmamak başlı başına yıpratıcı bir marifet olup çıkmıştı. Bu arada İran'la ticaret hacmi 3 milyar dolardan 800 milyona inmiş, Irak topraklarında gürleyen operasyon bu ülkeden büyük tepki görmüştü. Dinci Humeyni rejiminin zaten içeriden kemirilen Türk laikliğini sürekli yıpratmaya çalışması da işin cabasıydı. Irak ise, 1 milyar dolar civarındaki Türk alacağını ödemiyor, acız olduğu için de Türkiye sınırının sürekli tehdit altında kalmasına yol açıyordu.

Suriye resmen gerilla kampları barındıran bir ülke olup çıkmıştı. Irak'taki operasyonlara da o şiddetle karşıydı. Türkiye ile bir su sorunu vardı ve Hatay'ı hazmetmeye niyeti olmadığını da her fırsatta gösteriyordu.

Türkiye'nin "kaderi" olan Kıbrıs ve Yunanistan'a gelince, insan bu konuda

söyleyeceği şeyleri sıralarken bile şaşırılabildi. Yunanistan, Türkiye'nin AET ile olan ilişkilerini sürekli baltalıyor, tehdit edildiğini söyleyerek Türkiye'ye bütüsk adalarını Lozan'a rağmen silahlandırıyor. Kaş'ın burnunun dibindeki Meis'te inşa edilen havaalanı daha geçen hafta bizzat Papandreu tarafından hizmete açılmış, Yunan uçakları Kaş üzerinde gösteri uçuşu yapıyor. Yunanistan tüm stratejisini "yeni savunma doktrini" adı altında yeniden düzenleyerek Türkiye'ye karşı döndürecek biçimde değiştiriyor, bu amaçla 3 milyar dolarlık yeni silah alımına girişiyor ama en ufak diyaloga girişmiyor, uluslararası forumlardaki düşmanca tutumunu Kıbrıs sorununu ebedileştirecek sürdürmeye çalışıyor. Ege'de kıta sahanlığı, kara suları, hava sahası, FIR hatı derken bu denizi Türkiye'nin nefes alamayacağı bir bataklık haline sokuyor, kendisine hiçbir zaman sadakatte kusur etmemiş olan Batı Trakya azınlığını kovmak için mahkemelerin de alet edildiği binbir baskı yapıyordu.

Türkiye'nin etrafındaki komşuların envanteri Bulgaristan'la tamamlanmaktaydı. Bu ülkeyle de iki yıldır Türk azınlığın inim inim inilmesi sorunu çıkmış, transit geçişlerdeki kötü muamele ile ağır trafik cezalarını unutturmuştu.

İnsan harita karşısında bütün bunları düşününce, gerçekten, "Allah'tan, Türkiye'nin başka komşusu yok" diye teselli bulma havasına girebilirdi.

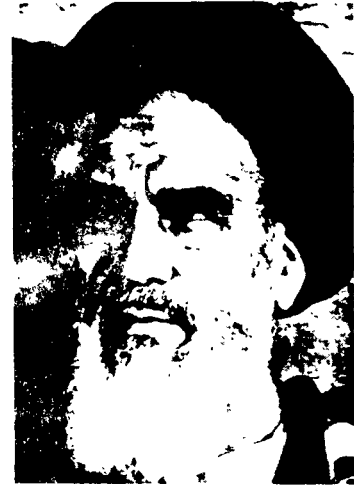
Anlaşılan vatanperver profesörümüz ya "battı balık yan gider" veya "ya herrü ya merrü" ve dahi "devlet başa, kuzgun leşe" diyerek bu koşullarda Kerkük'ü işgal etmemizi ve Amerikan Çevik Kuvveti'ni bağrıma basmamız istemiş, ya da daha iyisi, "çivi çivi söker" felsefesine inandığını belirtmişti.

Her hoca, rahmetli Prof. Seha L. Meray'ın dediği gibi, "nasıl olmak gerektiğini" öğretemeyebilirdi. Bazısından da "nasıl olmamak gerektiği" öğrenilir, aynı derecede yararlanılmış olurdu. Bu nedenle, Türk milleti emekli Albay Hüseyin Avni Bey'in senaryosu sayesinde çok şey öğrenmiş sayılabilirdi. □

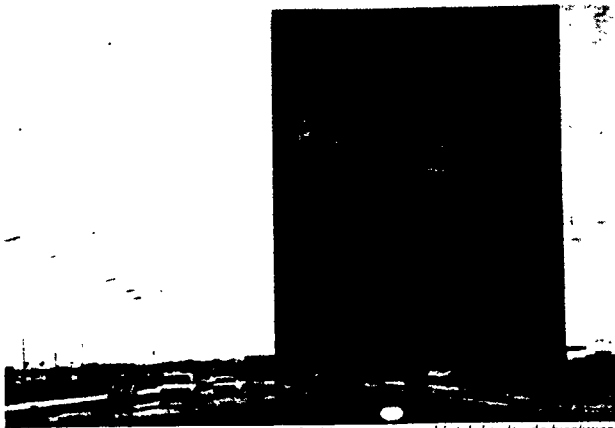
BASKIN ORAN



Petrol savaşı — Denizdeki hedeflerden boru hattına...



Humeyni — İran'daki rejim laiklik konusunda Türkiye'ye v. yıpratıyor.



Saddam Hüseyin — Kuzey Irak'taki acı, Türkiye sınırını sürekli tehdit altında bırakıyor.



Papandreu — Adaları silahlandırıyor

Polislerle çatıştılar Almanya da "bölücü eşkiya"yı istemiyor

Karakol bastılar: 40 eşkiya iltica taleplerini reddeden polis karakolunu bastılar. Polis, saldırganları copla dağıttı.

Azıtlar: Bölücüler dün de Hamburg işçileri Senatörlüğü'nu bastılar. 11 eşkiya gözaltına alındı.

BERLİN (AP)- Federal Almanya'da Türkiye, İran ve diğer gelişmekte olan ülkelere gelen sahte ilticacıların akınının Doğu Almanya'nın 1 Ekim'de vurulduğu kövde sınırın geçişleri zorlaştırıcı tedbirler sonunda büyük ölçüde azaldığı bildirildi.

Doğu Berlin'den Batı'ya geçişleri sıkı kontrol altına alan yeni uygulamayla, daha önce bir ay gibi bir sürede binlerce kişimin geçtiği voldsun 3 haftada yalnızca 75 kişi geçiş yaptı. Ancak bu arada Federal Almanya'nın sivil iltica taleplerini ıvıca araştırması süzünden bölücü eşkiyanın Alman polisi düşman ilan ettiği haber veriliyor.

Batı Berlin İçişleri Bakanı Wilhelm Kewenig "Sahte ilticacıların akını büyük ölçüde azaldı. Durum içimizde değışti" diye açıklamada bulundu.

BÖLÜCÜLER KARAKOL BASTI

Öte yandan, Hamburg'ta iltica talebinde bulunan 40 bölücü eşkiya taleplerinin reddedilmesi üzerine polis karakolunu basmaya kalkıştı. Zorla binaya girmeye çalışan grup polisin karşı koymasıyla dışarı atıldı. Kısa süre çatışmada polis cop kullanarak eşkiyayı dağıttı ve 11'ini gözaltına aldı. Ancak bunlar daha sonra serbest bırakıldı.

11 BÖLÜCÜ GÖZALTIMINDA

Federal Almanya'daki mültecilerin kötü havalı şartları içinde bulduklarını iddia eden ve bölücülerden oluşan bir grup, Hamburg İşçileri Senatörlüğü'nu bastı. Hamburg İşçileri Senatörü Alfons Paetzsch'e açık mektup vermek istediklerini belirten bölücüler, olay çıkarıcıları için gözaltına alındılar.

Hamburg polisi, senatörlüğü işgal etmek isteyenlerin 40 kişil olduğunu bildirdi. Gözaltına alınan 11 bölücü hakkında resmi makama saldırarak suçuyla dava açılacağı belirtildi.

Olaganüstü Hal Koordinasyon Kurulu toplandı

Oksay: Bölücüler serap görüyor



Devlet Bakanı Kâzım Oksay

- Kurulun dünkü toplantısında konuşan Devlet Bakanı Kâzım Oksay, "Bizim yıllar önce işaret ettiğimiz tehlikeyi, diğer ülkeler de yakından izliyor ve endişeye kapılmaya başlamışlardır" dedi.
- Devlet Bakanı Kâzım Oksay, Türkiye'nin geçmişteki olaylardan edindiği deneyimlerle tutumunu sürdürdüğünü belirtti.

ANKARA ÖZEL

DEVLET Bakanı Kâzım Oksay, "Uç kutama stratejik noktası üzerinde yer alan ülkemiz, nereden ve hangi kavaaklar dan besledikleri bize mahum olan bölücü ve karabük mihraklarına iptibas kabartmaktadır. Güneydoğu bölgemizde gorülen olaylar, bu serribin oluşmasını hiçbir zaman mümkün olmasık uzatılmıdadın başka bir şey değıdır" dedi.

Başbakanlık Olaganüstü Hal Koordinasyon Kurulu nun dünkü toplantısına başkanlık eden Devlet Bakanı Kâzım Oksay konuşma

sında, geçen üç aylık dönemdeki olaganüstü hal uygulamalarının gözden geçirildiğini belirterek, olaganüstü halin devamıyla ilgili olarak vâhilerin görüşlerinin alınacağını bildirdi.

Kâzım Oksay, ayrıca, Türkiye'nin yakın geçmişteki olaylardan edindiği tecrübelerle terörizm karşısındaki hassas ve kararlı tutumunu sürdürdüğünü, diğer ülkelerin de bu konuda kesin ve ortak tavır içinde gormesi arzuldüğünü söyleyerek, "Bizim yıldır önce işaret ettiğimiz bu tehlikeyi diğer ülkeler de yakından izliyor ve endişeye kapılmaya başlamışlardır" dedi.

Bingöl'de çatışma: 1 yaralı

Bingöl'ün Genç ilçesine bağlı Doğrular köyünde bölücü çete mensupları ile köy koruyucuları arasında çıkan çatışmada bir kişi yaralandı, gece karanlığından yararlanarak köye girmek isteyen bir grup bölücü, durumunu fark eden ve "dur" ihtiarında bulunan köy koruyucularına silahlı karşılık verdi. Çıkan çatışmada olayı uzaktan izleyen köylüler den Aziz Ocak yaralandı. Bingöl Valisi Güner Oğuzoğlu, çatışma çete mensuplarının gece karanlığından yararlanarak kaçtıklarını, bölgede başlatılan operasyonların sürdürüldüğünü bildirdi.

PKK militanları yakalandı

Bingöl (Cumhuriyet) — Bingöl'ün Genç ilçesinde güvenlik güçleri tarafından düzenlenen operasyonda 17 PKK militanı yakalandı. Operasyonun eylemi veren Binçöl'de Ortay "Bingöl operasyonunun bir kısmı kapsamında başlatılan operasyonun sonucunda yakalanan 17 PKK militanını bir arada gözaltına aldılar. Operasyonun bir kısmı kapsamında başlatılan operasyonun sonucunda yakalanan 17 PKK militanını bir arada gözaltına aldılar. Operasyonun bir kısmı kapsamında başlatılan operasyonun sonucunda yakalanan 17 PKK militanını bir arada gözaltına aldılar.

Örgüt yapılarını B'de geçirtiler

Yaklaşık 600 kişi çete mensupları sorgulamalarında öngörü yeniden faaliyete geçirilmeyi planladıklarını, bunun için de taban ve taraflı oluşturarak amacıyla seminerler düzenlediklerini, seminerlere katılanları cyhime hazırladıklarını söylediler" dedi.

Bu arada PKK militanlarının Bingöl yöresinde faaliyetlerini hızlandırdıklarını bildirdi. Önceki gece, Kiğ. ilçesine bağlı Çaydağı köyünü basan bir kadını 4 militan muhtarlıkta bulunan tesislerle konuşulan bir kişi tarafından yakalanan bir kişi ile aynı kişi oldukları savruldu. Aynı kişi kadın 4 silahlı kişinin 1'ini gözaltına bastıklarını ve muhtarlık odasında bulunan köy koruyucularına ait tiffişli alarak kaçtıklarını söyledi.



GAP'ın önemli bir bölümünü oluşturan Atatürk Barajı tamamlanmıştır. Türkiye'nin elektrik gereksiniminin yüzde 25'ini karşılayacak, Harran Ovası'nın da 875 bin hektarlık alanı sulanabilecek. Atatürk Barajı'nın inşaatında 8 bin işçi, 176 mühendis, 700'ü iş makinesi 1500 araç çalışıyor. Baraj alanı içinde 132 allenin yaşayabileceği küçük bir kent kurulmuş. Bu kentte, 20 bin ekmeğe çıkarılan bir fırın, 2 ilköğretim, bir ortaokul, bir anaokulu ve 200 kişilik bir kafeterya, bir de alışveriş merkezi bulunuyor.

Baraj inşaatında 85 tonluk kamyonlar çalışıyor, günde 200 milyon harcanyor

Atatürk Barajı'nın hamarat devleri

Baraj inşaatının yüzde 40'ı tamamlandı. 1988'in son aylarında su tutulacak. İnşaatı hızlandırmak için kullanılan özel dev kamyonlar 30 saniyede bir dolup boşalıyor, günde 200 bin litre akaryakıt kullanılıyor

HALİL NEBİLER

Dünya üzerinde halen sürdürülen en büyük inşaat ve tamamlanmış olan dünyanın en büyük beşinci kaya dolgu barajı olacak Atatürk Barajı için her gün en az 200 milyon lira harcanyor.

GAP içindeki en önemli beşinci olan Atatürk Barajı'nın inşaatında bu kez "Türkiye koşullarına göre dev boyutlar" taşıyor. Tamamlanmış Türkiye'nin bugünkü elektrik gereksiniminin yüzde 25'ini tek başına karşılayacak olan baraj sayesinde Harran Ovası'nın 875 bin hektarlık alanı sulanabilecek.

Baraj inşaatında sadece inşaatçıların 6260 işçi görev yapmasıyla, inşaatçı çalışan 1251 ve diğer çalışanların sayısı toplam 7511 kişi oluyor.

Atatürk Barajı yapımında 700'ü iş makinesi olmak üzere toplam 1500 araç çalışıyor. Baraj alanı içinde iş makineleri operatörleri için birinden fazla işçi bulabilecek şekilde bir mühendis olan 170 mülkiyetli bölümlerde görev yapılıyor.

Erkek katılmadı

Baraj yapımında çalışan işçilerden yaklaşık 4000'ü Urfa, Diyarbakır ve Adıyaman çevresinden getirilmiş. Adıyaman'da baraj inşaatı için işçilerin olarak gelen firmalar da işçileri taşıyan kamyonlar da işçileri taşıyorlar. Baraj yapımını üstlenen İTİAHHUT inşaat firmasının temsilcileri, çalışmanın işçilerin kaynağı sorulduğunda ilk olarak "Çevre köylerde erkek katılmadı" yanıtını veriyorlar. Yapılan inşaatın var olan elemanları için baraj alanı 20 kilometre genişletildi. Bu alanın dışında kalan köylerdeki erkek işçilerin baraj alanına gelmesi için 200 kilometrelik bir yol açıldı.

Baraj yapımında çalışan işçilerin yaklaşık 4000'ü Urfa, Diyarbakır ve Adıyaman çevresinden getirilmiş. Adıyaman'da baraj inşaatı için işçilerin olarak gelen firmalar da işçileri taşıyan kamyonlar da işçileri taşıyorlar. Baraj yapımını üstlenen İTİAHHUT inşaat firmasının temsilcileri, çalışmanın işçilerin kaynağı sorulduğunda ilk olarak "Çevre köylerde erkek katılmadı" yanıtını veriyorlar. Yapılan inşaatın var olan elemanları için baraj alanı 20 kilometre genişletildi. Bu alanın dışında kalan köylerdeki erkek işçilerin baraj alanına gelmesi için 200 kilometrelik bir yol açıldı.

da sürmekte olan büyük inşaatların şantiyelerinde günde en çok 20-25 bin litre akaryakıt kullanıldığı göz önüne alınca, projenin büyüklüğüyle ilgili bir fikir edinilebiliyor.

İnşaatın kazı ve dolgu işleri için getirilen 200 dev kamyonun her biri 85 tonluk. Federal Almanya'dan ithal edilen 85 tonluk dev kamyonlar, RH 120 C ile denli kepeçlerle 30 saniyede doldurularak inşaat alanına gönderiliyorlar.

Kullanılan 85 tonluk kamyonların en tekekeği 235 metre çapında ve 850 kilo ağırlığında. Makine mühendisleri için en büyük korkusu, bu kamyonların taşıdığı patlaması. Lastik kullanılmadık hâle gelirse, kayıp 5 milyon dolar oluyor.

Büyük rakamlar

Baraj alanı içinde başlangıçta 200 dev kamyonun her biri 85 tonluk. Federal Almanya'dan ithal edilen 85 tonluk dev kamyonlar, RH 120 C ile denli kepeçlerle 30 saniyede doldurularak inşaat alanına gönderiliyorlar. Kullanılan 85 tonluk kamyonların en tekekeği 235 metre çapında ve 850 kilo ağırlığında. Makine mühendisleri için en büyük korkusu, bu kamyonların taşıdığı patlaması. Lastik kullanılmadık hâle gelirse, kayıp 5 milyon dolar oluyor.

yon metrekep dolgu maddesi, 2 milyon kamyonluk (85 tonluk kamyonlarla) malzemenin baraj alanına taşınacağı anlamına geliyor. Dolgu işleminin tam olarak girişinde barajda kullanılacak akaryakıt miktarı aylık 10 milyon litre, baraja harcancak toplam para aylık 10 milyar lira olacak.

Atatürk Barajı'nın yapımında 2.5 milyon metrekep beton kullanılacak. Türkiye'nin tamamlanmış en büyük barajı olan Karakaya'da bu miktar 2 milyon metrekep idi. Yine baraj inşaatı için, günde 30 ton betonarme demiri hazırlayabilecek kapasitede bir demir atölyesi oluşturulmuş.

300 ton patlayıcı

Türkiye'nin en büyük inşaatında, bugüne kadar 1 milyon patlama gerçekleştirilmiş. Dağların delinmesi, kayaların parçalanması için inşaat sonuna kadar 10 milyon patlamanın yapılması gerekiyor. Bu patlamalar için inşaatın çok iyi korunmuş depolarında her zaman, en az 300 ton patlayıcı

maddenin bulundurulduğu belirtildi. Patlayıcı maddelerin bir bölümü Türkiye'den sağlanırken, kimyasal bazı patlayıcılar dışalım yoluyla inşaata getiriliyor.

Projenin Genel Koordinatörü Prof. Dr. İlhami Karayalçın, şimdiye kadar inşaat alanındaki iş kazalarında üç kişinin öldüğünü açıkladı. Baraj yapımında alınan güvenlik önlemlerine, inşaatın tehlike evre ve alanlarına göre, iş kazalarında kaç kişinin olma olasılığının bulunduğunun hesaplanabileceğini söyleyen Karayalçın, Atatürk Barajı için bu rakamın toplam 10 olduğunu söyledi. Atatürk Barajı inşaatında iş kazalarına karşı büyük önlemler aldıklarını belirten Prof. Dr. Karayalçın, inşaat alanında bir baş mühendis yönetiminde 12 emniyet mühendisinin görev yaptığını söyledi.

Baraj inşaatında görev yapan yetkililer, projenin büyüklüğünün ve bölgedeki olayların herhangi bir sabotaj olayına karşı tedirginlik yarattığını belirterek güvenlik önlemleri konusunda şu bilgileri verdiler:

"İnşaatta çalışan kişiler sürekli izleniyor. Ruhsal durumları, ilişkileri, maddi durumları sık sık gözden geçiriliyor. Bu da inşaat alanına tehlikeli kişilerin sızmasını önüyor. Geniş bir beklendi kadromuz var. Özellikle patlayıcı madde depoları, makine parkları ve bitmiş işlerin çevrelerinde görev yapıyorlar.

Barajın sul güvenliğini bir Jandarma komando bölüğü sağlıyor. Baraj alanının çevresi yerli yerinde bulunmalarına karşı inşaatçıların kişileri komandoların kolay kolay göremez."

İki yılda amortisman

Diyarbakır'ın Bozova ilçesine 14 kilometre uzaklıktaki baraj inşaatı tamamlanmış durumda, tüm maliyetini iki yılda çıkartabilecek.

İnşaatın şu anda yüzde 40'ı tamamlanmış durumda. Baraj, 1988 yılının son aylarında su tutmaya başlayacak ve sekiz ünitesinin ilki 1989 yılının mayıs ayında elektrik üretmeye başlayacak. Diğer ünitesi de 1992 yılının sonuna kadar devreye girmesi olacak.

Atatürk Barajı'nın üreteceği enerjiyi termik santralde elde edebilmek için 2 milyon ton petrol gerektiği hesaplanıyor.

Proje Genel Koordinatörü Prof. Dr. İlhami Karayalçın'a göre baraj, sulama için devreye girdiğinde, Harran Ovası kısa bir süre içinde teknik tarım, tarım endüstrisi, tekstil ve gıda endüstrisi ve petrokimya ağırlıklı ağır sanayi aşamalarını yaşayacak.

PKK militanı Hidayet Bozyiğit Milliyet'e anlattı

Görevim öldürmek



"İnsan gibi yaşamak istiyorum"
Pişmanlık Yasası'ndan yararlanarak serbest kalan PKK militanı Hidayet Bozyiğit iustite yeğeniyetle birlikte insanca yaşamak istediğini söylüyor

• İlhami ÖNDER • Yılmaz DEMİR • GENÇ

YASA dışı bolucu PKK örgütünün, Elazığ, Tunceli ve Bingöl sorumlusu iken kendi isteği ile güvenlik makamlarına teslim olan ve daha sonra Pişmanlık Yasası'ndan faydalanarak serbest bırakılan Hidayet Bozyiğit, "İnsan gibi yaşamak istiyorum" dedi.

Genç ilçesindeki Cumhuriyet Mahallesi'nde bulunan Hidayet Bozyiğit, daha sonra Elazığ Askeri Cezaevi'nde görüştüğümüz gunkü guler yüzünden pek bir şey kaybetmemiş durumda, örgüte giriş ve eylemlerini Milliyet'e şöyle açıkladı:

"Mersin'de yatık lıköğretim Okulu'nda okuduğum yıllarda siyasetle ilgilenmeye başladım. 1977 yılında ise PKK örgütüne girdim ve 1978 yılına kadar Bingöl'de, kentel alanda faaliyetlerde bulundum. 1979 yılında Şanlıurfa'da, kentel ve kırsal alanda faaliyetlere başladım. 12 Eylül Harekati ile birlikte Suriye'ye gittim. Örgüt, beni 1981 yılında, Elazığ, Tunceli ve Bingöl illeri sorumlusu olarak Türkiye'ye geri gönderdi. Bir süre burada kaldıktan sonra, tekrar Suriye'ye, oradan da Lübnan'a gittim. Lübnan'ın Sayda ve Sor kentlerindeki Fİstina eğitim kampında altı ay kadar eğitim gördüm. Daha sonra da İran ve Irak'a geçtim."

"KAMPLARI KURDUK"

Örgütün amacının Kuzey Irak'ı Türkiye'ye karşı bir geri üs duruma getirmek olduğunu ifade eden Hidayet Bozyiğit, bu radaki çalışmalarını şöyle anlattı:

"Kuzey Irak'ta, Lotan (Mektub-ı Siyasi), Lak-1, Lejao, Zaho kamplarını biz kurduk. 1982 yılı içinde gerçekleştirdiğimiz bu işler sırasında Irak KDP'sinden, Irak Kürdistan Sosyalist Partisi'nden ve bunlar aracılığı ile İran'dan para ve silah desteği alıyorduk. İran, her türlü faaliyetimize destek sağlıyordu. Rahatlıkla Şam'da Tabran'a uçaklarla yayın taşıyorduk."

EYLEMLER BAŞLIYOR

Gerekli hazırlıklardan tamamladıktan sonra, örgütün Türkiye'de eyleme başlama kararı aldığını da sözlerle etkileyen eski PKK'lı Bozyiğit, Hakkâri ve Sirt'te başlatılan eylemleri daha sonra Bingöl ve Tunceli yöresine de kaydirdıklarını bildirdi

• 150 arkadaşlarını öldürdüklerini" söyleyen ve Pişmanlık Yasası'ndan yararlanarak tahliye edilen PKK militanı Bozyiğit, militanlık günlerinde Barzani ile görüştüğünü açıkladı

• Bingöl'ün Genç ilçesinde bundan sonraki yaşamını eşli ile sürdüreceğini anlatan Bozyiğit, "Toplumla yararlı bir vatandaş olmak istiyorum" dedi

"PKK, 150 MENSUBUNU ÖLDÜRDÜ"

Vatandaşlara gözdağı vermek amacıyla yapılan eylemlerin büyük hoşnutsuzluklara yol açtığını, kendisinin de örgütün ayırılmasına bu tür eylemlerin neden olduğunu öne süren Hidayet Bozyiğit, "O günlerde benim gibi yüzlerce eleman örgütten ayrıldı" şeklinde konuştu.

Örgüte ayrılmaları başlayan parçalanmayı durdurmak için alabildiğine bir şiddet politikası uygulanmaya başlandığını da açıklayan Bozyiğit, sözlerini şöyle sürdürdü:

"Merkez Komite üyesi olan Resul Altınok, Merkez Komite'nin diğer üyeleri tarafından işkence ile öldürüldü. Bazı örgüt mensuplarını da eylemlere sokarak, arkadaşları vuruyor, daha sonra bunu Türk Silahlı Kuvvetleri'ne malederek, devrim şehidi şeklinde afişe ediyorlardı. Bu dönem içerisinde örgüt tam 150 mensubunu katletti. O tarihlerde ben Örgütün Şırnak, Beytüşşebap, Uludere, Pervari, Fruk, Bingöl ve Diyarbakır bölgeleri sorumluluğunu yürütüyordum."
BARZANI "PKK YETERSİZ"

Kuzey Irak'ta bulunduğu dönemde İKDP lideri Mesut Barzani ile de görüştüğünü açıklayan Hidayet Bozyiğit, Barzani'nin PKK'nın Türkiye'deki varlığını yetersiz bulduğunu ifade ederek "Kurt halkının temsilciliğini yalnız biz yapabiliriz" dediğini de kaydetti

Bozyiğit, Irak'ta buldukları sırada KUK (Kürdistan Ulusal Kuvvetleri) örgütü ile bir çatışmaya girdiklerini ve öldürülen beş KUK'luyu gömdüklerini de söyledi.

MESLEĞİMİZ ADAM ÖLDÜRMEKTİ

PKK'nın içerisinde bulunan tüm insanları (kendisi de dahil) görevlerinin adam öldürmek olduğunu belirten Hidayet Bozyiğit, "PKK içerisinde geçirdiğim yıllara insanlık adına acıyorum" dedi.

Bozyiğit, gençlik yıllarında, demokratik hak ve özgürlükler için, insanlık için duygusal olarak örgüte girdiğini, ancak daha sonra örgütün pratiğinin düşüncesi ile bağdaşmadığını anlatarak, ayrıldığını açıkladı.

Bozyiğit, bu konuda son olarak şunları söyledi:

"Biz, PKK bünyesinde eylem yapmayı meslek olarak benimzedik, bu eylemlerde dost-düşman ayırma yapmıyorduk. Biz eklemek veremeyen düşmanı görüp, rahatlıkla öldürebiliyorduk. PKK'nın bu şamada yeni destek bulmasını mümkün görmüyorum. Anneme ve yeğenlerime karp yaptıkları eylemler ise güçsüzlüklerini kanıtladı."

ÖRGÜTEN KORKMUYORDUM

Teslim oldukları sonra yaptıkları itiraflar ile dikkatleri üzerine toplanan ve bu arada örgüt militanları tarafından evi basılarak, annesi ile yeğeni öldürülen Hidayet Bozyiğit, "Örgütten korkmuyordum" dedi. Bozyiğit, serbest bırakıldıktan sonra devletin kendisine emniyet açısından estetik ameliyatı yaptırmayı ve kimlik değiştirmeyi teklif ettiğini, ancak bunu kabul etmediğini de öne sürdü

İNSANCA YAŞAMAK İSTİYORDUM

23 kişiyi öldürdüğü iddiasıyla hakkında ölüm cezası istenen, daha sonra Pişmanlık Yasası'ndan faydalanarak serbest bırakılan

Devletin kendisine estetik ameliyat ile yeni kimlik teklif ettiğini söyleyen Bozyiğit "PKK dan korkmadığım için kabul etmedim" şeklinde konuştu

"PKK içerisinde geçirdiğim yıllara insanlık adına acıyorum" diyen Bozyiğit, kendilerine ekmem vermeyenleri bile düşman görerek öldürdüklerini anlattı

lan Hidayet Bozyiğit, şimdiki cezasında yaşamını birleştirdiği eski örgüt arkadaşı Gullu ile birlikte Genç'teki ağabeyinin evinde mutlu bir yaşama ilk adımını attı

Hidayet Bozyiğit, bundan sonraki yaşamı hakkındaki planlarını Milliyet'e şöyle anlattı:

"Bundan sonraki yaşamım Genç'te, ailemle ve eğitim yarımları olacaktır. Evimde olmanın mutluluğu içerisindeyim. Toplumda sade bir vatandaş olarak devlete-milliete faydalı bir insan olarak istiyorum."

Bozyiğit, daha sonra bir bebekleri olacağı müjdesini de ilk Milliyet'e verdi

• Örgütü canlandırmayı planlıyorlardı

17 PKK'cı ele geçti

BİNGÖL, ÖZEL

BİNGÖL'ün Genç ilçesi ve çevresinde düzenlenen seri arama ve operasyonlar sonucunda, aralarında yeni tahliye edilen kişiler de bulunduğu 17 PKK militanı yakalandı

Konuşa ilişkin bir açıklama yapan Bingöl Valisi Güner Orhan, emniyet müdürlüğüne bağlı ekipler tarafından Genç ilçesinde düzenlenen bir seri arama ve operasyon sonucu yakalanan 17 PKK militanı arasında, daha önce örgütün kırsal kesimdeki silahlı eylem ve faaliyetlere katıldıkları gerekçesiyle tutulmuş, ancak daha sonra tahliye edilemlerinde bulunduğu bildirildi

147 kişi öldürmüştür

Bölücülerin

Suriye eylemi

ATINA, AA

SURİYE Devlet Başkanı Yardımcısı Abdülhalim Haddad, geçtiğimiz Nisan ayında ulkeye Türkiye'den geçtikleri belirlenen teröristlerin 147 kişiyi öldürdüklerini, Türkiye'nin olavla ilgisi bulunmadığından baştan ben emn olduklarını açıkladı. Haddad, daha sonra geçtiği ortaya çıktığını ve teröristlerin Irak'tan para aldıklarını belirlendiğini söyledi

Suriye hükümetinin davetlisi olarak Şam'da bulunan Yunanlı gazetecilere İngiltere'nin ulkesini haksız yere suçladığını anlattı. Suriye'de de terör olayları yaşadığını söyledi. İsmail Abdülhalim Haddad şöyle dedi:

"Suriye'de de pek çok terör eylemi yapılmıştır. Bunların birinde, 16 Nisan'da Türkiye'den gelen bir grup, bombalarla 147 kişiyi öldürüp, 180 kişiyi yaraladı. Biz Türk hükümetinin saldırıda payı olabileceğini kesinlikle düşünmedik. Yakaladığımız bu adamları Irak'tan para almış oldukları daha sonra ortaya çıktı."

PKK'cular birbirine düştü

DIYARBAKIR, ÖZEL

YEDİNCİ Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'nde idam istemyle yargılanan itirafçı Neget Çiçek, PKK üyesi Mîaçahit Kabç'la birlikte Pervari'nin Umyanun mezarına silahlı saldırı düzenleyerek Meryem ve Abdurrahman Benek'i öldürdüklerini söylerken, bu suçlamayı reddeden Mîaçahit Kabç, "Ben olay günü Irak'ta kampa idim ve üzerinde Suriye askerlerimize benzer elbise vardı" dedi

Duruşmada, "Ben PKK'nın tüm eylemlerini destekliyorum ve savunuyorum. Kürdün ve profesyonel devrimcimim" diyen Mîaçahit Kabç, itirafçı Neget Çiçek'i kendisini kurtarmak için yalan beyanda bulunduğunu da sözlerine ekledi.

**Avrupa Konseyi'ne üye 21 ülkenin bakanları
milletlerarası
terörü
görüşmek için
toplaniyor**

SANIKLAR VE YARDAKÇILARI
ASALA-PKK
Fransa, Yunanistan

SAVCILAR VE SAHİTLER
İngiltere, Almanya, İsveç
İtalya ve Türkiye

AVRUPA KONSEYİ TERÖRÜ YARGILIYOR

Sitki ULUÇ (Strasbourg)

**İçişleri Bakanı
Akbulut kabarık
"ASALA DOSYASI"
ile toplantıya
katılıyor**

Terörizme karşı işbirliği konusunda gerçekleştirilen "Olağanüstü Bakanlar Konseyi"nde ASALA baş suçlu, Yunanistan ve Fransa'da "işbirlikçilik" suçlamalarıyla yargılanacaklar

Fransa "müttefiklerine vize koyup teröristlere cazip görünerek" terörle mücadeleyi zayıflatmakla suçlanıyor. Avrupa'da teröre karşı mücadele anlaşmasını imzalamayan iki ülkeden biri olan Fransa "teröristlerle pazarlık" da yargılanacak

Papandreu'nun başta Ermeni teröristler olmak üzere Avrupa'da faaliyet gösteren birçok örgüte "sığınak" sağlaması suçlamasının ana unsuru İspanyol, Alman, Portekiz, Belçika ve İtalyan delegeler Atina'yı "içten vuran casus" olarak görüyorlar

Sitki ULUÇ
STRASBOURG (Tercüman)- Avrupa Konseyi üyesi 21 ülkenin güvenlikten sorumlu bakanları yarın Strasbourg'da bir araya geliyorlar. Terörizme karşı işbirliği konusunda gerçekleştirilen Olağanüstü Bakanlar Konseyi toplantıları tarafından bir bakanlar mahkemesi" olarak adlandırılıyor ve bütün üye ülkelerde terör eylemleri gerçekleştirilen ASALA'nın yargılanacağı söyleniyor. AET ve Avrupa Konseyi üyesi olan Yunanistan Ermeni teröristleri barındırmak, Avrupa'ya girişlerini kolaylaştırmak ve finansman sağlamak için pazarlık yapmak suçlamalarıyla Fransa'da yargılanacak. Yunanistan Mahkemece Savcı ve şahitler ise özellikle İngiltere, Almanya, İtalya ve Türkiye'nin oynadıkları bekleniyor.

FRANSA'NIN DURUMU

Strasbourg'da Disisler Bakanı Jean-Bernard Raimondo başkanlığında bir heyet tarafından savunması yapılacak olan Fransız hükümetinin bu kez büyük bir bunalım ve anlaşmazlık içinde bulunduğu bildirildi. Strasbourg toplantılarında Fransızlar Avrupa

Konseyi'ne üye olan, ancak AET'de bulunmayan Türkiye, Avusturya, İzlanda, İsveç, Norveç gibi ülkelerin vatandaşlarına ve diplomatlarına uyguladıkları vizenin hesabını da vermek zorunda kalacaklar. Fransız hükümeti, Suriye ile anlaşız işbirliği yaparken kendi müttefiklerine "terörist gözüyle bakmakla" suçlanıyor. Pek çok ülke toplantılarda Fransızlarla "müttefiklere vize koyup, teröristlere cazip görünmeye çalışarak savası kazanamayacağı"ni söylemekte kararlı gözüküyor. Yunanistan ile birlikte "Avrupa'da teröre karşı mücadele anlaşması"ni imzalamayan ülke olan Fransa'ya bu yönde de baskılar yapılacak.

YUNANISTAN

Avrupa Konseyi'nde bazı delegasyonların teröre karşı işbirliği toplantısında Yunanistan'ı görmek istemediklerini dikkat çekiyor. Gerçekten Yunan temsilcilerinin, geçtiğimiz hafta Lüksemburg'da yaptıkları gibi, aynan ortak karara imza koymayacakları ve karşı çıkacaklarına kesin gözle bakılıyor. Papandreu'nun ülkesini başta Ermeni teröristlere ol-

mak üzere, Avrupa'da faaliyet gösteren birçok örgüte "sığınak" haline getirdiği hususu Konsey toplantısında tekrar ortaya atılacak. İspanyol, Alman, Portekizli, Belçikalı ve İtalyan delegasyonlarında Yunanistan'ın "içten vuran casus" olarak görüldüğü saklanıyor ve Papandreu temsilcilerinin bu çeşit toplantılara kabul edilmesinden huzursuzluk duyulduğu belirtiliyor. Bu delegasyon temsilcileri, terörizm konusunda artık Yunanistan'dan "hesap sorma" zamanının geldiğini fikrini savunuyorlar.

Türk hükümeti temsilcilerinin de toplantı sırasında Yunanlılarla özellikle ASALA ve PKK militanları ile ilişkileri ve Kıbrıs Rum kesimindeki bazı terör kampları konusunda soru sormaları bekleniyor.

ASALA...

Avrupa Konseyi'nin 21 üye ülkesinin pek çoğunda terörün ASALA tarafından başlatıldığı gerçeği üzerinde hassasiyetle duruluyor. Konsey müttefikleri, ASALA örgütü ve Ermeni terörü konusuna özel yer verecekler. İzlanda, Belçika, Almanya ve İtalya gibi bazı ülkelerin Konsey'de "Türkiye'den özür dileme"

teklifi getirecekleri iddia edildi. Bu delegasyonlarda ASALA faaliyetleri ile ilgili dosyaların elden ele geçtiği, Türkiye'nin son on yıl içerisinde müttefiklerine yaptığı resmi ve gayrresmi uyarıların listesinin bakanlar toplantısında ortaya çıkarılacağı öğrenildi.

Avrupa Konseyi'nde güvenilir kaynaklar, Türk hükümeti temsilcilerinin ve İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut'un da Strasbourg'a hazırlıklı geleceğini ve bütün bakanların Ermeni terörü hakkında bir dosya dağıtılacağını söylediler. Türkiye'nin dağıtılacağı dosyada Ermeni teröristlerinin üye ülkelerde gösterdikleri faaliyetlerin, işledikleri cinayet ve gerçekleştirdikleri sabotajların tam listesi bulunacak.

Hatırlanacağı gibi, Amerika, Kanada ve Avustralya katliam ve sabotajları bir kenara bırakılırsa, Avrupa'da ASALA'nın Türkiye aleyhine eylemleri 22 Ekim 1975'te Viyana Büyükelçisi Danış Tuğral'ın öldürülmesi, bundan iki gün sonra da Paris'te elçi İsmail Erez ve soforünün katli ile başlamıştı. Türk delegasyonunun üye ülke bakanlarına sunacağı dosyada Avusturya, Belçika, Kıbrıs, Danimarka, Fransa, Almanya, Yunanistan, İtalya, Hollanda, Portekiz, İspanya, İsveç ve İngiltere'de ASALA'nın gösterdiği faaliyetler, işlediği cinayetler hatırlanacak ve bazı ülkelere öldürülen Türk diplomatlarının ve Türkiye aleyhindeki sabotajların faillerini bulmakta gevşek davrandıkları ifade edilecek.

örgütleri arasındaki bağlantıdan ve ASALA'nın oynadığı önemli rolden söz edecekler. İspanyollar "ETA-BASK örgütü" ile Ermenilerin temaslarını ortaya koyacak, İsveç, Hollanda, Avusturya, Danimarka gibi ülkeler ise toplantılarında sadece ASALA'nın faaliyet gösterdiğini, vatandaşlarına terörü ASALA'nın tamittini hatırlatarak alınabilecek tedbir teklifleri sunacaklar.

Vİİ PKK

Avrupa Konseyi'nde, terör konusundaki tartışmalara çok hazırlıklı gelen bir delegasyonun da İsveç olduğu öğrenildi. Olof Palme'nin öldürülmesinden sonra katillerin PKK militanları oldukları İsveç güvenlik mahkemeleri tarafından da kabul edildi ve bu yönde Belçika, Almanya ve Fransa'da araştırmalar yapıldı. İsveç bakanın Fransa'daki PKK militanları hakkında gerekli işbirliğini yapılamağından yakınması bekleniyor.

TBMM'de elektrikli hafta

Dokunulmazlık dosyaları genel kurula geliyor

si'ne göre 10 vize kadar hapis talebivle yargılanacak. Batumlu'nun sahibi bulunduğu "Hâkimiyet Gazetesi"nde çalıştığı fikir işçilerinin SSK primlerini yatırmış gibi gösterip, resmi olarak sahtekârlık yaptığı iddia edilerek dokunulmazlığının kaldırılması istenmiştir.

TAPLIĞIÇLU'NUN DURUMU

TBMM Genel Kurulu'nda yarın ayrıca SHP'li milletvekilininin HP SODEP birleşmesinden sonra Anayasa'nın 84. Maddesi kapsamına girip girmediği yolundaki başvuru işçisi karına komisyon raporu ele alınacak.

ANKARA (Tercüman)- TBMM Genel Kurulu yarın toplanıyor. Genel Kurul'un TBMM'nin varlığına birleştirmede İstanbul DYP milletvekili Sabit Batumlu'nun dokunulmazlığının kaldırılması, SHP'lilerin durumlarının Anayasa'nın 84. Maddesi kapsamına girip girmediği konuları ele alınacak. Genel Kurul'da ayrıca pahalılık ve zamlar konusunda SHP milletvekillerince verilen genel görüşme önergesi ile bazı kanun tasarı ve teklifleri de görüşülecek.

Genel Kurul'da dokunulmazlığı kaldırılmasına karar verilecek. Batumlu'nun sahtekârlık suçlaması TBMM'nin 84. Madde

Can güvenlikleri kalmadığı için köylerini terk ediyorlar

TERÖRDEN KAÇIŞ

● Sirt'in Şırnak ilçesine bağlı 5 köy ve 6 mezrada oturan yurttaşlar can ve mal güvenlikleri kalmadığı gerekçesiyle İstanbul, İzmir ve Mersin'e göç ederken, bu köylerde oturan Ermeni asıllı yurttaşlarına gittiler

YURT HABERLERİ SERVİSİ

YASADIŞI bolcu PKK örgütünün iki yılı aşkın süredir Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde sürdürdüğü bolcu eylemleri Sirt'in köylerinde toplu göçlere yol açtı. 5 köy ve 6 mezrada oturan yurttaşlar can ve mal güvenliklerinin kalmadığı gerekçesiyle Şırnak ilçesi ile İstanbul, İzmir ve Mersin'e göç ederken, bu köylerde oturan Ermeni asıllı ise yurt dışına gitti. Sirt ve Şırnak muhabirlerimiz Seruel Özavcı ve Kasım Kadırga'nın bildirdiklerine göre, bölgede terör olaylarının yoğun olarak görül-

düğü Sirt yöresinde göçler bir yıldan beri sürüyor. Şırnak'ın köy ve mezarından ilçeye yerleşen 16 aileye devletçe 250'er bin lira yardım yapıldı.

Terör olaylarından etkilenen Şırnak'ın Bağınar, Tekçınar köylüleri ile Burunkaya, Kırkuvu, Kızılsu köyleri ve bu köylerin 6 mezarısı tamamen boşaltıldı.

Bu arada bolcu çete mensuplarının eylemlerine karşı düşünülen toplu köy projesi ise askıya alındı. İlk olarak Sirt'in Şırnak ilçesine bağlı Dereler köyünde başlatılan çalışmalar Bakanlar Kurulu kararını mayınca yarım kaldı.

VALİ ÇAĞRISINI TEKRARLADI

Tunceli Valisi Keana Güven bolcu çete mensuplarına yaptığı çağrısı tekrarlararak "teslim olmalarını" istedi.

KORUYUCULAR BAŞARILI

Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesinde güvenlik kuvvetlerine yardımcı olmak amacıyla oluşturul-

muş köy koruyucuları başarıyla çalışmaya başladı. Pervani muhabirlerimiz AB Bölgesi'nin haberine göre, Pervani yolunda arama yapan köy koruyucuları Hasan Mater adlı bir kişiyi silah ile birlikte yakaladılar.

Sirt'in Şırnak ilçesinde yapılan aramada Nadir Ötmez yönetimindeki 65 AY 151 ve Hasan Acar yönetimindeki 56 AL 860 plakalı kamyonlarda 85 tabanca ele geçti.

Ote yandan Şanlıurfa'nın Cevlanınar ögesi vakıfında sınırlı kaçak olarak gemek istedikleri vakalanan 17 şahıslı Suriyeli Beçet Muhammed ülkesine iade edildi.



Köylerini terk ettiler Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde iki yılı aşkın süredir bölücü çete mensuplarının saldırısına uğrayan özellikle Sirt'in köylerindeki yurttaş-

lardan bir bölümü, can ve mal güvenlikleri kalmadığı gerekçesiyle köylerini terk ettiler. Köylerini terk eden bu ailelerden 16'sı Şırnak'a yerleştirildi.

Cumhuriyet 14.11.1986

13.11.1986

GAP ve Elbistan Santralına sabotaj hazırladığı öne sürülen 8 kişi daha gözaltında

Sabotaj operasyonu

Aralarında Afşin-Elbistan Linyitleri Müessesesi Müdür Yardımcısı Dinçer Kara'nın da bulunduğu, çoğu Suriye, İran ve Filistin uyruklu 8 kişi, Ankara'dan Mardin'e giden özel bir ekip tarafından gözaltına alındı.

Gözaltındaki zanlılardan Ali Kent'in ifadelerine dayanılarak Sivas'ta İslami Cihad Örgütü çalışmaları araştıran emniyet yetkilileri, "Örgütün yakın takip altında. Ama mezhep özellikleri nedeniyle çalışmalar uzuyor" dediler.

ANKARA/ADANA, (Cumhuriyet) — Ürdün Büyükelçiliği Başkâtibi Zait J. Satı'nın iddialarına dayanarak gözaltına alınan Abu Nidal ve İslami Cihad örgütleri ile ilişkisi bulunduğu iddia edilen zanlıların verdikleri ifadeler ışığında başlatılan operasyonlar derinleştirilerek sürdürülüyor. Zanlıların ifadelerinden, söz konusu örgütlerin GAP ve Afşin - Elbistan santralına yönelik sabotaj hazırlığı içinde oldukları anlaşılıyor. Aralarında Afşin-

Elbistan Linyitleri Müessesesi Müdür Yardımcısı Dinçer Kara'nın da bulunduğu 8 kişi daha gözaltına alındı. Gözaltına alınan Suriye, İran ve Filistin uyruklu zanlılar dün başkente sevk edilerek ifadeleri alınan diğer zanlılarla yüzleştirildi. Bu arada Cilvegözü sınır kapısından Suudi Arabistan'a gönderilmek üzere sınır dışı edilen Filistinlilerin de 6 kişi oldukları ve kimlikleri açıklandı.

Ürdün Büyükelçiliği Birinci Kâtibi Satı'nın suikastı ile ilgili

olarak yaklaşık 1 ay önce gözaltına alınan Adnan Süleyman Musa Ameri ile Ali Kent'in ifadeleri MIT ve siyasi poliste alındı. Zanlıların evlerinde yapılan aramalarda bazı önemli tesislerin plan ve krokilerinin ele geçirilmesi üzerine, sorgulama bu noktada derinleştirildi. Emniyet yetkililerinden edinilen bilgiye göre zanlılar, Suriye'de su ikşimini azaltacak GAP projesi çerçevesinde bazı baraj ve santrallara karşı sabotaj hazırlığı içinde oldukları ifade edildi. Bu ifadeler çerçevesinde siyasi polise bağlı ekiplerden bir bölümü operasyonları yurt dışında sürdürmeye başladılar. Elçiliklere ve yabancı misyon şeflerine karşı girişimleri olası saldırılara karşı önlemler alınırken, bazı ülkelerin elçilik yetkilileri de yakın takibe alındı.

Ankara dışındaki operasyonlar sırasında ismi geçen bazı Türk ve yabancı uyruklu kişiler (Arkast Sa. 13, Su. 6'da)

Özal'la görüşen İnönü açıkladı: 'Türkiye güneyde maceraya girmeyecek'

İnönü, anayasanın geçici 4. maddesiyle ilgili olarak "Sayın Özal'la görüşmemde bu konuda katkılarının söz konusu olmayacağını, şimdilik beklediğimi anladım" dedi.

ANKARA, (Cumhuriyet Binası) — SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, dün Başbakan Turgut Özal'la bir saat 15 dakika süren bir görüşme yaptı. İnönü, Türkiye'nin güneydeki olaylarla ilgili olarak Başbakan Özal'ın Türkiye'nin bir maceraya girmeyeceğini ifade ettiğini söyledi. İnönü, anayasanın geçici 4. maddesiyle ilgili olarak da Başbakanın bu konuda katkılarının söz konusu olmayacağını biçiminde izlenimlerini açıkladı.

Dün saat 16.30'da Başbakan Özal'dan aldığı randevu üzerine Başbakanlık binasına gelen Erdal İnönü, Özal'ın özel kalem müdürü kapıda karşıladı. Saat 17.45'e kadar süren görüşmeden sonra İnönü, Avrupa gezisi ile ilgili izlenimlerini Başbakan'a belirttiğini, ayrıca Başbakan'dan ticari dış olaylar konusunda bilgi aldığı söyledi. Yapığı geniş görüşmenin yararlı olduğunu vurguladı. İnönü, Avrupa Parlamentosu Sosyalist Grubu'ndaki temaslarını geniş biçimde anlattığını belirterek "Türkiye'nin güneyinde meydana gelen bu olaylarla ilgili kendimden bir şey söyleyemem. Aldığım bilgilerden bir şey söyleyemem" dedi. "Verilen bilgilerden memnunluk verici olduğunu mu söylemek istiyorsunuz?" sorusuna ise, "Sayın Başbakan, Türkiye'nin bir maceraya girmeyeceğini ifade etti. Türkiye'nin bu arada kalkınmasında buna yardımcı olduğunu söylemesinden memnunluk duyduğum" karşılığını verdi.

İnönü, SHP tarafından hazırlanan anayasanın geçici 4. maddesinin kaldırılmasına ilişkin düşüncelerini ve çalışmalarını anlattığını da belirterek, bu konuda iktidar partisinin düşüncelerini öğrendiğini bildirdi. İnönü, "Sayın Başbakan, bu konuda daha önce de görüşümü ifade ettiğim ve duruma sadece seyrettiğimi anladım. Sayın Başbakanın bu konuda katkılarının söz konusu olmayacağını beklediğimi izlenimlerini açıkladım. Buna bu konuda açtığınız 'Bizim yapacağımız bir şey yok' dedi" biçiminde konuştu. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Başbakan'a Türkiye'deki ekonomik durumuyla ilgili görüşlerini de aktardığını kaydederek ayrıca Siyasal Partiler ve Seçim Yasası ile milliyetçilik doktrinlerinin kaldırılması, demokrasi gelişmesi konularında da görüşlerini ifade etti. Doktrinlerin kaldırılması konusunda Başbakanın görüşünün nasıl olduğunu soran bir gazeteciye de "Sayın Başbakanla görüşmemde bu konuda katkılarının söz konusu olmayacağını biçiminde izlenimlerini açıkladım" yanıtını verdi.

SHP, girişimlerini yoğunlaştırdı Henze'nin GAP'gezisi Meclis'te

ANKARA ÖZEL ABD'nin Türkiye'ye yönelik politikalarını... GAP'ın Türkiye için önemi...

Henze'nin GAP'gezisi Meclis'te... ABD'nin Türkiye'ye yönelik politikalarını...

Hükümetin ucuzladığı dış politikasını... ABD'nin Türkiye'ye yönelik politikalarını...

Henze'nin GAP'gezisi Meclis'te... ABD'nin Türkiye'ye yönelik politikalarını...

TERÖRÜN ARDINDA Güler Türkiye'nin ABD'ye... ABD'nin Türkiye'ye yönelik politikalarını...

Henze'nin GAP'gezisi Meclis'te... ABD'nin Türkiye'ye yönelik politikalarını...

Peşmergeler, Türk-Irak karayolunu kapattı

Tahran Radyosu Türkçe yayınında, İran komandoları ile Kurt Peşmergelerin, Fetih-3 hareketini başlattıklarını ve Türk-Irak karayolunu ulaşıma kapattıklarını bildirdi.

anda sivil halktan da ölenler oldu. Tahran radyosu, ayrıca Türkiye sınırındaki Irak'ın Dönök kentine de hava saldırısına geçtiğini duyurdu.

CENGİZ MUMAY

SIIRT - Tahran radyosu, İran İslam Cumhuriyeti'ne bağlı komandolarla peşmergelerin Kuzey Irak'ta ortaklaşa başlattıkları Fetih-3 hareketinde, Irak-Türkiye uluslararası karayolunu kapatıldığını ve Türk-Irak petrol boru hattının güvenliğini sağladığını bildirdi.

Zaho bölgesindeki İslam savaşçıları ve Kürt kuvvetleri, kent kuzeyinde Gelebi bölgesindeki yüksekliklerden, Irak-Türkiye uluslararası karayoluna inerek söz konusu yolu kapattılar.

İran İslam Cumhuriyeti'nin Sesi radyosunun gece saat 20.30'da başlayan Türkçe yayınında haber bültenlerinin ilk sırasında verdiği haberde aynen şöyle denildi: "İran ve Kürt İslam savaşçıları, perşembe gecesi Fetih-3 operasyonunu başlattılar. Uluslararası karayolunun ve Irak-Türk petrol boru hattının güvenliğini sağlayan Kengeber bölgesindeki Irak ordusu 38. tümen merkezi tamamen imha edildi.

Bu bölgedeki çarpışmalara halen bütün şiddetle devam ettiği bildiriliyor. Bu arada Musul kentinde saldırdığı bulunan İslam savaşçıları, Saddam kasabasında bulunan Irak rejimi askeri ve idari merkezlerine de saldırdılar.

Bağdat'ta bir açıklama yapan bir Irak askeri sözcüsü, Irak'la Türkiye arasındaki karayolunun sabotaj sonucu kapandığı şeklindeki haberleri de yalanladı ve uluslararası basın ve Arap gazetecileri, bu bölgenin incelenmeye çağırıldı.

Bağdat'ta bir açıklama yapan bir Irak askeri sözcüsü, Irak'la Türkiye arasındaki karayolunun sabotaj sonucu kapandığı şeklindeki haberleri de yalanladı ve uluslararası basın ve Arap gazetecileri, bu bölgenin incelenmeye çağırıldı.

Peşmergeler Duhok ve Zaho'yu kuşattı

Savaş kapımıza dayandı

Habur sınır kapısında giriş çıkış işlemlerinin normal olarak devam ettiği açıklandı. Tahran radyosuna göre, Duhok ve Zaho kentlerine sizan peşmergeler bazı devlet binaları ile sanayi tesislerine saldırdı.

İran savaş uçaklarının Erbil ve Kerkük'ü bombaladığı bildirildi.

CENGİZ MUMAY

SIIRT - Güneydoğu sınırımızın hemen başında kanlı çarpışmalar sürüyor. Irak'a karşı Fetih-3 hareketini başlatan İranlı komandolarla peşmergelerin dükkü çarpışmalarında 300'den fazla Iraklı askeri öldürüldü.

Hava Kuvvetleri'nin Fetih-3 hareketine havadan destek sağlamak amacıyla Kerkük ve Erbil'i bombaladığını duyurdu. Türkiye-Irak sınır yakınlarında Zaho, Musul, Erbil ve Kerkük'te geçen hafta sonunda başlatılan Fetih-3 ortak hareketinin ikinci aşaması ile ilgili olarak Tahran radyosu özetle şunları söyledi: "İrak toprakları içlerinde Fetih-3 hareketi başarı ile sürüyor. İran Hava Kuvvetleri'ne bağlı komandolarla Barzani yanlısı Kürdistan Demokrat Partili peşmergeler, Duhok ve Zaho'da Irak ordusu birliklerini ağır kayıplarla verdirdiler. Operasyonların ilk aşamasında Irak-Türkiye transit karayolunu kapatan ortak güçler, ikinci gün de yolu tümüyle denetimlerine geçirdiler. Burada ki çarpışmalarda birçok Baas askeri öldürüldü. Bu arada Zaho ve Duhok kentleri peşmergeler tarafından kapatıldı. Şehre sizan peşmergeler bazı devlet binalarını işgal ederek, sanayi ve ekonomi tesislerine saldırdılar. Çarpışmalarda en az 300 Iraklı askeri öldürüldü ve çok sayıda esir alındı."

Öte yandan İran Hava Kuvvetleri'ne bağlı sivil bombardıman uçakları Fetih-3 hareketine havadan destek sağlamak amacıyla Kerkük ve Erbil kentlerini bombaladı. Irak ordusu birliklerini direnmesini kıran bu saldırılar sonunda ekonomi ve sanayi merkezi hasara uğradı, çok sayıda Irak askeri de öldü. Tebriz radyosu ise İran komandoları ile peşmergelerin ortak saldırılarına malleme olarak Irak'ın sivil yerleşim merkezlerini bombalamaya başladığını öne sürdü. Radyo, Fetih-1, Fetih-2 ve Fetih-3 hareketlerinde önemli kayıplara uğrayan Irak'ın Kerkük ve Süleymaniye bölgelerinde bulunan 80 kadar Kürt köyünü bombalayarak 200'e yakın sivil öldürüldüğünü ileri sürdü.

Türkiye-Irak karayolunun İran ve peşmergeler tarafından kesildiği yolundaki haberler ise yalanlandı. Mardin'in Silopi ilçesi yakınlarındaki Habur sınır kapısında giriş çıkış işlemlerinin normal olduğu bildirildi.

Habur sınır kapısı mülki amiri ve Mardin Vali Yardımcısı Mehmet Seyman, kapıda Irak'a çıkış ve girişlerin üç vardiya halinde 24 saat aralıksız devam ettiğini söyledi. Irak tarafından araç akışında hiçbir anormallik bulunmadığını kaydeden Mehmet Seyman, gömürük kapısının kapatılmasının söz konusu olmadığını da belirtti.

Yine Yunan zirvası

ATINA, (Hürriyet)- Yunan Hükümeti dün yaptığı bir açıklamada, Türk Dışişleri Bakanı'nun önceki gün TBMM'nde yaptığı konuşmayı ağır bir biçimde eleştirdi ve Halefoğlu'nun "Kürt demokratlarını" terast olarak adanmesinin Türkiye'deki rejimin ne kadar az demokratikleşmiş olduğunu belge teşkil ettiğini iddia etti. Yunan hükümet sözcüsü şunları söyledi: "Halefoğlu, Türk askeri mahkemelerinden kaçan yüzlerce Türk ve Kürt demokratları terast olarak nitelendiriyor. Bu insanları bidden ültica haklı istidiler ve şu anda B.M. uhdesinde Yunanistan'da yagyorlar."

Bölücüler Hamburg'da gazete bürosu bastı

HAMBURG, (a.n.a.) - Federal Almanya'da yayımlanan sol eğilimli Taz gazetesinin Hamburg bürosu kendilerini "Türk ve Kürt Anti-Faşist ve Demokratları" olarak nitelendiren bir grup tarafından önceki gün işgal edildi.

Gazetenin yazı işlerinden yapılan açıklamada, yaklaşık 40 kişiden oluşan grubun, dün akşam gazete bürosunu 4 saat süreyle işgal ettiği ve kendilerine ait bir bildiri yayımlanmasını istediği kaydedildi. Söz konusu bildiri, adı geçen gazetede görevli bir redaktörün işten atılması kararı kınıyor. Gazete yetkililerinin önceki gün Batı Berlin'de yaptıkları toplantıda, redaktörün, sözü edilen grubun çıkarlarını kayrdığını belirlemesi üzerine sözleşmesinin feshedilmesi kararı alınmıştı.

PKK'cılar, Türkiye'de arandıkları için kaçıp Suriye'ye gelenlerden kendilerine yakın olanları alıp kamplarına götürüyorlar...

"Ebu Leyl"

kod adlı Türk'ün peşinde

TERORİZMİ destekleyip, koruklemekle suçlanan Suriye, gazeteci olduğunu gerekçeyle vize vermedi, ama Lübnan'dan bu ülkenin birkaç kilometre içine girmek mümkün oldu. Buna da Suriye'nin emrindeki Filistinli gerillalar sağladı. Türkiye'de elde ettiğimiz bilgiler de bunun mümkün olduğunu gösteriyordu zaten 82 ayrı fraksiyona bölünmüş olan Filistin Kurtuluş Örgütü'nün Yaser Arafat'a bağlı olmayan diğer cephesinin tümü Suriye'nin emrinde.

Suriye terörünü destekliyor mu? Şam'dan ulaştığımız bilgiler bu soruya, "evet" cevabını veriyor. Lübnan'da kaldığımız süre içinde edindiğimiz bilgiler ve gözlemler bu yönde oldu. Yalnız günü belirlemek gerekiyor ki, Filistinlilerin Suriye yönetiminin emrinde olan bölümleri de, İsrail'e karşı verilen mücadelede daha etkin olmalarını amaçlıyor. Bu grupların Arafat'a karşı çıkması, Filistinli liderin Lübnan'dan çıkmayı kabullenmesiyle bağlantılı.

TRABLUS YOLLARI

İLÇE başkanlığını yaptığı partinin kapatılması ve yöneticileri hakkında dava açılmasından sonra 3 yıl hapis mahkum olanca Suriye'ye kaçan (O.K.)'nin söylediği gibi Lübnan'ın Trablus Kentine gittim. Beyrut'taki dostlar, güvenimizi hiç utemediler. Bu rada her türlü tehlikenin oldu.

ğunu anlatıp, vazgeçme ve caşkıtlar. Ancak İzmir'in Alaçatı ilçesinden olan ve FKO kamplarındaki eğitimden sonra örgütün Filistin Kurtuluş Cephesi'ne geçen "Ebu Leyl" kod adlı Türk gençini bulmak istiyorduk. (O.K.), Şam'daki Filistin Mahallesi'ne gidip, Cephe Tahrir Filistin'in okuluna uğramaması halinde Ebu Leyl'i hemen bulabileceğimizi söylemiş, ancak plan, Suriye'nin vize konusunda çıkardığı problem nedeniyle ilerlemedi. Değışmiş. Daha önce de belirttiğim gibi Ayın el-Helvi kampındaki Filistinlileri yöneten komitenin merkezinde Suriye Devlet Başkanı Hafız Esad'ın resmi vardı. Buradaki birkaç kişiye Cephe Tahrir Filistin'e nasıl ulaşacağımızı sorduk. Verdikleri cevaplar net değildi, ama Trablus'ta ona ulaşmak olasıydı.

Şeyda'sı götürmes için iki kat ücret verdiğimiz taksit yoforu bu Trablus'ta da götürmesini istediğimize fiyatı bu kez 4 katına çıkardı. Ebu Muhammed adlı bu şoför sonuçta iki kat ücreti gitmeye razı oldu. 48 kilometrelik Beyrut-Sayda arasında tam 8 kontrol noktası olduğunu söylersem, 120 kilometre uzaklıktaki Trablus'a girmeye kadar ka, kez arabadan indirilip, arandığımızı, pasaportlarımızın kontrol edildiğini artık siz düşünün. Trablus'ta yine bir Filistin Mahallesi'ne gittik. Kent, tamamen Suriye'nin kontrolünde. Buradaki kamplarda yaşayan savaşçılar da

Kürdistan İşçi Partisi (PKK) militanları, Suriye ile Lübnan'ın Bekaa Vadisi üzerinde üslenmişler. Stora ve Bekaa'daki PKK kamplarında da çok sayıda kaçak Türk var...

Suriye'nin denetiminde. Suriyeli askerler, son derece etkili silahlarla donatılmışlar. Tapdikları otomatik tüfeklerin ucundaki süngüler bile karışık olanı gösteriyor.

TRABLUS'taki Filistin mahallesi'nde bizi Ebu Leyl'e ulaştıracak kişileri bulduk. Önce kuşuyla baktılar, süzdüler, çeşitli sorular sordular, niçin aradığımızı, kendimizi nereden tanıdığımızı öğrendiler. Biz Ebu Leyl'in adını veren İzzetli (O.K.)'kandan tarafından iyi tanındığımızı, gazeteciliğin dışında amacımız olmadığını belirten bir mektup yazmıştık. Mektubu da okuyunca bu kez (O.K.) ile ilgili bazı sorular sordular. Sorular, hâlâ kapalı olduklarını gösteriyordu. Verdığımız cevaplar kendilerini tatmin etmiş olacak ki, bizi Ebu Leyl adını kullanan ve Filistin Kurtuluş Cephesi'nin önemli adamı Tahir Yakup'un sağ kolu olan bu İzzetli'ye güvenimizi kabul ettirdi. Ancak Ebu Leyl, Trablus'taki cepheye yoktu. O halde, Şam'a gitti mi? Şam'daki Mukhayyem, Filistin'de yeni Filistin mahallesi'nde kendisini bulmamız yuzde



Ruportaj ve fotoğraflar Ender COSKUN 4

80'di. Ebu Leyl'e bağlı askerleri bulup, biraz daha sonda yapılırdı. Kesin olarak cepheye yoktu Ebu Leyl... Bu gelişme üzerine yola çıktık. Trablus'tan Suriye'ye gitmek öyle pek uzun zaman almıyor. Yola çıktıktan bir süre sonra durdurulduk. Yanımızdaki kişiler, Ebu Leyl'e gitmek istediğimizi anlattılar. Konuşmadan sonra kendimizin Şam'da da olmadığımızı bildirdik, giderek boşu boşuna gitmeye çalıştığımızı söyledik. Filistin Kurtuluş Cephesi, Suriye'de iyi tanıyan bir grup. Bu cephenin adamlarıyla Şam'a gitmek mümkündür, ama Ebu Leyl'i bulamayacağımıza göre yarıyı yaktık. Heri sonra ne kadar güvenabi-

lirdik yanımızdakilere? Suriye vize vermemişti, yakalanırsak ne olacaktı? Bu gelişme üzerine Suriye topraklarını terk edip, yine Trablus'a geldik.

PUK VE PKK

TRABLUS, Şam'ın şynası. Bu nedenle elde edilecek bilgiler daha çok, daha geniş. Şam'da üslenmiş olan örgütler, Trablus Kenti tamamen Suriye'nin denetiminde olduğu için burada da faaliyetlerini sürdürüyorlar. Nusayrinin gümrük kapısının karşısındaki Kamışlı ilçesi'nde üslenen PUK'cular (fedai) Vatanı Kürdistan Partisi ile Kürdistan İşçi Partisi (PKK) militanlarının eğitim

in Bekaa Vadisi'nde kamplar var. Bu kamplar çok sıkı korunuyor.

PUK'un Kamışlı ilçesi sorumlusu bir doktor Dr. Kemal Hosnı'ın akı Sofya'ya gidip gelmesiyle dikkat çekmiş. Suriye, Irak ve İran topraklarının bu kamıyla ülkenin Doğu kısmında kalan topraklar üzerine Komünist Kürt devleti kurulması için mücadele veren PUK'cular, örgüte silah sağlanması için yapılan silah ticaretinin yöneticiliğini de yapıyor. Kürdistan İşçi Partisi (PKK) da, bazı militanları aracılığıyla silah sağlıyor.

Beyrut'un her türlü fraksiyonun yer aldığı bu bölgede, Ermeniler de var. Ancak yeraltında oldukları için dışarıya azan bilgiler fazla olmuyor.

Trablus'ta, FKO'nun savaşçıları arasında bir saygınlık taşıyan kaçaklı, birkaç Türk'e daha rastladık.

YARIN:
LÜBNANLI GENÇ
KIZIN RÜYASI



TERÖRDE İŞBİRLİĞİ Suriye'nin denetimindeki Trablus'ta bulunan FKO'lu gerillalar arasında yaşayan kaçak Türkler, akı Şam'a gidip geliyorlar. Türkiye'de arandıkları için kaçanları Şam'da örgütler barındırıyor.



PKK HEMEN SAHİP ÇIKIYOR FKO kamplarında bulup konuşturduğumuz kaşçıediler. Bazıları Yayladağ'dan dağıtılar ayrılarak geçiyor. Bazıları da mevzından temizlenmiş bölgede trenden atılarak gemiş...

Türkiye'nin Ortadoğu'daki rolü

İkbal peşinde mi, tehlike içinde mi?

Hafiaların yureğinde tanıfı zor bir sikintü kırıldayp duruyordu. Şu kadar zamandır dış politikaya ilgili haberleri kesip dosyaladığı ve ikide bir aap okuduğu halde kesin bir karara varamamıştı. Acaba Türkiye büyük bir tehlikenin mi eşşindeydi, yoksa büyük bir ikbalın mı? Buna karar veremiyor- du

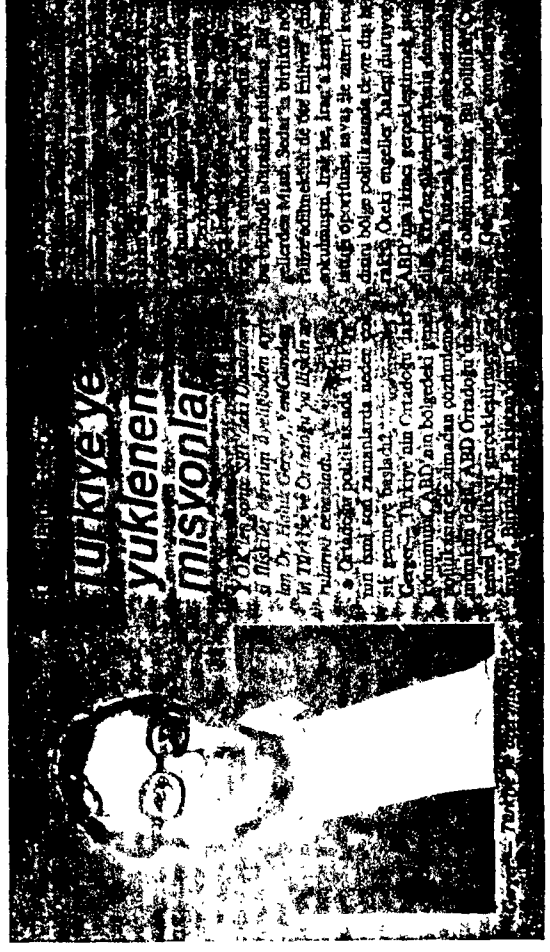
Orneğin, kendisini tedirgin eden ko- nularından birincisi, Türkiye'nin Ortado- ğu'da ne rol oynaması gerektiği konu- suydu. Ortadoğu da Araplar yine az- zıydı. Acaba bu, bölgenin tek laik ve dinamik devletleri Türkiye'nin yeterin- ce aktif davranmamasından oluyor ol- masındı? Libya en sonunda layfını bulmuştu ama, hiç gınahsız insanları uçaklarına bomba koydurarak ölüme yöllayan, dünyayı her yerine terörist ihraç eden Suriye olacaktı. Suriye'ye si- kir bir zülfüt verilmekden Türkiye'ye ra- ha: yoktu, işte hiç olmazsa bundan emirdi.

Fakat Fransız Başbakanı Chirac kalkmış, El-Al uçağına Londra'da ya- pılmak istenen sabotajın Suriye değil, Mossad işi olduğunu söylemiş, kaymak olarık da Alman Başbakanı Kohl ile Genscher'i göstermişti. Al bakalım! Chirac bir de sağcı diye biliniyordu.

Karışan kafasını, okuduğu başka ku- purler düzeltti. Türkiye'de Urdu'nı bir Suriye köstebegi yakalamıştı. Her yere sızmış olduğu anlaşılan bu adam, ancak devletlerin en esaslı ajanlarını baş- buları belediği genişletti bir ağ kurmuş- benzeyordu. Fakat itiraf ettirilmiş, yap- tıkları ve yapmamak istedikleri gazetelerle televizyonda çarşaf çıkmıştı. Doğrusu bu konuda emniyet yetkilileri kamuoyundan bir şey saklamamış, ba- sına şimdiye dek görülmemiş biçimde yardımci olmuşlardı. Ama daha eski kızıyollarla göz atıldığında, yine böyle te- levizyonlarda boy boy sergilenenlin ki- sa bir sure sonra ya salıvermişler, ya da mahkemede aktarıldıklarını görebek

insan ne düşüneceğini şaşırıyordu. Ör- neğin, Urdu diplomatı Saki'nun öldü- rülmesinden bir hafta sonra yakalanan ve olayı itiraf eden bir İranlı serbest bi- rakılmış, bir büyük gazetenin 4 Ekim, 1985 tarihli sayısının baş köyesinde re- simleri çıkan ve İsrail Konsolosluğu'na saldıracak olduklarını açık açık itiraf etmiş bulunan 12 Arap, bir sure sonra DGM taraftından salıverilmiş, sanki bunlar yetimiyormuş gibi daha geceler- de Esenboğa'da bomba yapmaya uy- gun bir elektronik cantaıyla yakalanan iki İranlı 2.5 ay yatıktan sonra değil sa- lıverilmek, ik duruşmada beraat etmiş- lerdi. İnsanda böyle durumlar karşın- da sağlam yorum yapma yetereği kal- mıyordu.

Kerkük konusunu ele alsan, sanki daha mı iyiydi? İran'la Irak tuşunca, Türkiye'nin eline tarihi bir fırsat geç- mişti. Kerkük'ü alıverse, hem oradaki soydaşlarımız kurtulmuş olacak, hem de Türkiye bol petrole kavuşacağından



Türkiye'ye yuklenen misyonlar

YOK'un sonuna Şahin Dursun...
Dr. Hüsnü Celal...
Türkiye'nin Ortadoğu'daki rolü...
İkbal peşinde mi, tehlike içinde mi?

Cumhuriyet

Richard Perle, ister anlaşılmazın yakında yapılacağını açıkladı
ABD ile sürpriz uzlaşma

Kostebek ten Karlı örgütün suikast ve sabotaj planları açıklandı
HEDEF, ÖZAL'DI



Abu Fimz Provokasyonu gerçekleştirilmemiş
Operasyon genişliyor

Amerika'dan 3 elma şekeri basıyor
Kerkük

aparmanın fuel-oil masrafı düşecekti. Yalnız, kurtuluştan sonra Kerkük Türkleri yine orada bırakılsalar daha iyi olurdu; çünkü gelirlerse, bu konut dar- lığında koyacak yer yoktu.

Her şey iyiydi de, sırada Suriye var- ken, önce onun yola getirilmesi gerekir- ken bir de İran ve Irak'la uğraşmak zor olmasaydı mıydı? Üstelik, kupurlardan biri de Talabani ile Barzani'nin birleş- ğini haber veriyordu. En iyisi, bir önce- lik listesi yapmalıydı. Ama bırakın Bul- garistan'ı, Yunanistan bu listede nereye oturacaktı? Bunları düşündükçe içine hafakanlar basıyor. Suriye'ye haddini bildirme fikrini getirdiği heyecan ve petrole kavuşmemein getirdiği sıcak- lık uçup gidiyordu. Üstelik Başbakan Özal, Suriye konusunda durup duru- ken bir sögüklümlük tavsiyesiyle ora- ya çıkıp, bir de Emniyet örgütlerini uyandırca, aklı daha da karışmıştı. Belki de Amerika'nın iki yıldır söyleye söyle- ye dilinde tuy bitirdiği Çevik kuvveti kabul etmek ve bütün bu kestaneleri atışten, Amerikalılara çekirmek en iyi çözüm olacaktı.

Bunu düşününce rahatlardı. Ama ay- nı anda aklına başka şeyler geldi. Bu se- fer de bütün Arap ülkeleri başımıza çı- kacak, daha da önemlisi Sovyetler fena halde prelenecekti. Ama birader, bu kadar yardım veren bir müteffih ilele- ber reddetmeye devam etmemenin sonu yoktu. Bir yerden bir şeyler bulup telafi yoluna gitmek şarttı.

Ortadoğu'ya, özel olarak da Kerkük bölgesini kapsayacak şekilde genişletilmiş, bir başka temel strateji olarak ortaya çıkıyor. ABD, Türkiye ve bu üç komada da özel misyonlar yüklediği için, Türkiye'nin adı son zamanlarda sıkça geç- miş ve bu misyonlar, stratejik olarak ABD'nin dış politikasıyla uyumlu olarak yürütülmektedir. ABD'nin Ortadoğu'daki misyonları, Türkiye'nin Ortadoğu'daki misyonlarıyla uyumlu olarak yürütülmektedir. ABD'nin Ortadoğu'daki misyonları, Türkiye'nin Ortadoğu'daki misyonlarıyla uyumlu olarak yürütülmektedir.

Richard Perle, ister anlaşılmazın yakında yapılacağını açıkladı
ABD ile sürpriz uzlaşma
Kostebek ten Karlı örgütün suikast ve sabotaj planları açıklandı
HEDEF, ÖZAL'DI
Operasyon genişliyor
Amerika'dan 3 elma şekeri basıyor
Kerkük

Türkiye'ye yuklenen misyonlar
YOK'un sonuna Şahin Dursun
Dr. Hüsnü Celal
Türkiye'nin Ortadoğu'daki rolü
İkbal peşinde mi, tehlike içinde mi?

Richard Perle, ister anlaşılmazın yakında yapılacağını açıkladı
ABD ile sürpriz uzlaşma
Kostebek ten Karlı örgütün suikast ve sabotaj planları açıklandı
HEDEF, ÖZAL'DI
Operasyon genişliyor
Amerika'dan 3 elma şekeri basıyor
Kerkük

Türkiye'ye yuklenen misyonlar
YOK'un sonuna Şahin Dursun
Dr. Hüsnü Celal
Türkiye'nin Ortadoğu'daki rolü
İkbal peşinde mi, tehlike içinde mi?

